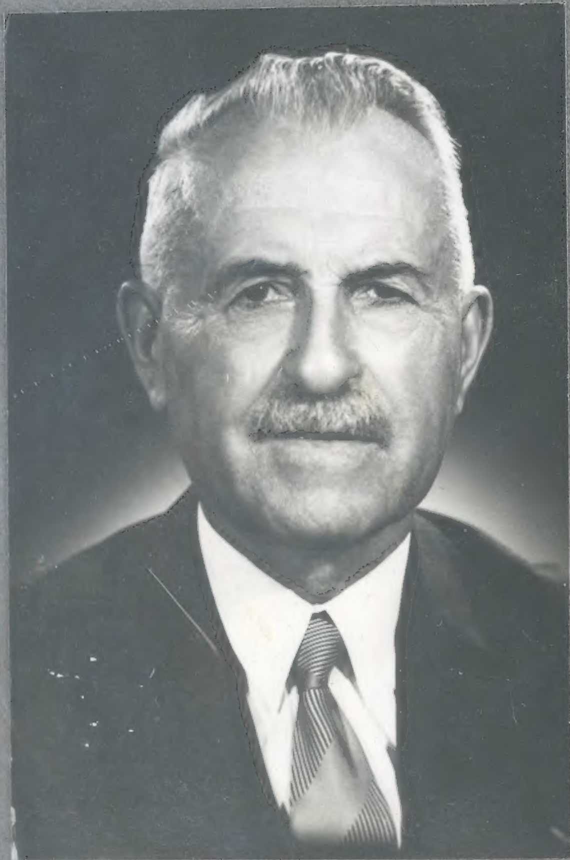




MES MÉMOIRES

TOME 2

MES MÉMOIRES

DEUXIÈME PARTIE

C'est avec le coeur bien lourd que j'ai quitté ma Saskatchewan. Si j'avais prévu que ce départ serait définitif, je ne serais pas parti. Il me semblait que j'avais un rôle à jouer là-bas et puis j'y avais tant d'amis, mais deux ans, c'est si vite passé.

D'un autre côté, il me semblait que je partais pour de longues vacances. À Montréal, j'étais très peu connu, je pourrais même dire pas connu du tout. J'allais pouvoir aller, venir, marcher, m'arrêter, dîner dans un restaurant sans être interpellé par quelqu'un. J'allais pouvoir aller à la messe sans crainte que le curé me demande de faire le sermon. J'avais eu ma première expérience du genre à Vonda en 1911, j'avais à peine 26 ans. Je n'appartenais pas à la paroisse et j'allais plutôt à la messe à Prud'homme. Je ne m'entendais pas très bien avec le curé de Vonda, M. l'abbé Bérubé, qui n'était pas plus souple que je ne l'étais moi-même, et il avait certainement fallut tout un concours de circonstance pour que j'aille à la messe à Vonda. Au prône, M. l'abbé Bérubé enguirlande d'abord l'un de ses paroissiens qu'il n'aimait pas beaucoup et qui venant des États-Unis, avait anglicisé son nom : Lerew au lieu de Leroux, puis regardant dans ma direction, il s'arrête net, puis reprend : « Mes frères, il n'y aura pas de sermon aujourd'hui. J'aperçois dans mon église quelqu'un qui n'y vient pas souvent. Ça me fait plaisir de l'y voir. Je l'invite à y revenir, la toiture ne lui tombera pas sur la tête. C'est à cause de lui qu'il n'y a pas de sermon aujourd'hui. Mais à 2 heures, cet après-midi, il y aura une grande réunion de la St-Jean-Baptiste. Je veux que tout le monde soit là, » et me regardant bien en face, il ajouta :

« Vous serez là n'est-ce pas ? » Je fis de la tête un signe affirmatif pendant que tous les paroissiens regardaient de mon côté pour voir ce qui allait se passer.

Vol. 25, nos 11-12, juillet-août 1971.

À deux heures, je fus au rendez-vous, heureux de rencontrer les paroissiens de Vonda, voisins de St-Denis, ma paroisse et un peu intrigué par une invitation inusitée. M. l'abbé Bérubé fut charmant. D'ailleurs, si nous avions des caractères trop entiers pour nous entendre, au moins nous nous estimions mutuellement. Mais quelle séance. Il s'agissait de drapeau. La section St-Jean-Baptiste devait adopter un drapeau qui, bien entendu, serait à la place d'honneur. M. Bérubé tenait pour le drapeau du Sacré Coeur, pendant que le Dr J. Doiron, Acadien, vieille connaissance du grand patriote de l'Ile du Prince-Édouard. M. H. Blanchard ne voulait pas abandonner le tricolore. Quand je mourrai, je veux qu'on l'enroule autour de mon cercueil. Comme le Dr Doiron, père du juge A. Doiron qui vient de mourir, avait un rude caractère et criait aussi fort que le curé, ce fut une vraie séance d'engueulade. Lorsque l'abbé Bérubé demanda le silence pour dire : « M. Denis n'a rien dit jusqu'à présent, est-ce qu'il abandonne le tricolore. Je n'ai pas fait de sermon ce matin, c'est lui qui va le faire pour moi. Allez-y, M. Denis, on vous écoute ». Je ne me souviens pas du tout ce que j'ai dit. J'ai dû patauger entre le Sacré-Coeur et le tricolore, mais j'ai trouvé qu'un sermon ce n'était pas facile à faire. Je me suis promis que c'était mon premier, mais que ce serait mon dernier.

Je n'ai pas tenu parole et dans une paroisse étrangère, je ne savais jamais ce qui allait m'arriver. L'abbé Coursol dont la famille habite à Pointe St-Charles, l'un de nos meilleurs prêtres, curé de la paroisse de Jack Fish, fut l'un des derniers coupables .La formule d'ailleurs ne variait pas. Le curé surpris parce qu'il ne savait pas que j'étais dans la région disait : « Il n'y aura pas de sermon aujourd'hui. Immédiatement après la messe, nous transporterons le St-Sacrement dans la sacristie, et je vous invite tous à rester dans l'Église. M. Denis qui est avec nous ce matin, vous donnera un sermon patriotique. » Le plus surprenant, c'est que les gens restaient.

À Bellevue, le curé M. l'abbé Chauvin, ancien sous-officier des Chasseurs d'Afrique, avait l'habitude de parler longtemps.

Je me trouvais juste en dessous de la chaire et au prône, machinalement, je sortis ma montre de ma poche pour regarder l'heure et l'abbé Chauvin, taquin comme pas un, interrompt son prône pour dire : « Rentrez votre montre, M. Denis, j'achève. D'ailleurs, c'est vous qui allez faire le sermon immédiatement après la messe. Je veux que personne ne sorte, vous entendez. » Mais cette fois, il se produisit un incident. Je traitais de la question des écoles, ces écoles où se formaient le coeur, l'âme de nos enfants, non seulement au point de vue national mais aussi au point de vue chrétien, lorsqu'une femme assez âgée cria d'une voix de stentor : « À bas les exploiteurs de peuple, chassez les vendeurs du peuple. » J'avoue que je ne m'attendais pas à ça Mais la pauvre femme fut sortie de l'église par les Gaudet et les Gareau qui ensemble formaient les ⅔ de la paroisse, et ceci beaucoup plus vite qu'elle n'y était entrée. Au moins à Montréal, plus de sermons à faire et ça c'était un avantage.

Plus de discours non plus. En Saskatchewan comme au Manitoba, je représentais la Sauvegarde. Ceci m'obligeait à faire de nombreux voyages desquels je profitais pour faire la visite des écoles et souvent réunir les commissaires.

Mais combien de fois, les commissaires, ou le curé, ou le président du cercle paroissial de l'A.C.F.C. ne me disaient-ils pas les uns ou les autres : « Pourquoi ne feriez-vous pas une conférence dimanche, il y a longtemps que nous n'en avons pas eu. Ou bien, on pourrait réunir les gens samedi ou mardi si vous préférez. » Combien de conférences ai-je faites en Saskatchewan. Je ne les ai jamais comptées, mais je ne savais jamais quand on allait me mettre à contribution. Il en est une dont je me souviens plus particulièrement parce que j'avais trouvé le geste plaisant. J'étais de passage en Saskatchewan. J'avais effectué une tournée particulièrement fatigante et j'étais fiévreux. Je me décidai à me reposer durant quelques jours sur la ferme de mon frère Clotaire, à St-Denis. L'une de ses grandes filles, âgée d'une vingtaine d'années, patriote comme le sont tous les enfants de mon frère, et ce qui ne gâte rien jolie fille

comme le sont ses soeurs, me dit : « Mon oncle pourquoi ne nous feriez-nous pas une conférence après la messe demain ? »

—« Mais ma petite, je suis malade, tu le sais bien. Je fais de la fièvre. »

—« Mon oncle, vous parlez partout, excepté à St-Denis. Nous, les jeunes, on ne vous a jamais entendu. On nous dit de parler français, mais on ne nous explique pas pourquoi. »

—« Je t'assure bien que si je le pouvais, je ne demanderais pas mieux. Mais je ne me tiens pas debout. »

La conversation en resta là sans que je n'aie pris aucun engagement. Cependant, ma grande nièce ajouta : « Je vous apporterai un petit flacon de cognac. Vous verrez que ça vous remontera. »

Et le lendemain, après la messe, quand je n'y pensais certainement plus, alors que les paroissiens qui en général ne se voient qu'une fois par semaine, conversait entre eux avec entrain, je vois ma grande nièce, debout sur le perron de l'Église, réclamer l'attention et dire : « Nous avons de la grande visite, mon oncle Raymond. Il a consenti à nous donner une conférence. Le magasin demeurera fermé tout le temps que durera la conférence. Vous êtes donc invités à descendre tous, dans le sous-sol de l'église, quand je dis tous, ça veut dire aussi les femmes et les enfants. » Et les gens de s'engouffrer dans le sous-sol jusqu'à le remplir à pleine capacité. Des enfants en bas âge sur les genoux de leur mère, mais patriotes comme leurs parents, pas un ne dit un mot. Ils avaient l'air de comprendre. Et ma nièce de monter sur l'estrade pour dire avec aplomb : « Mon oncle ne voulait pas parler parce qu'il est à moitié malade, mais je lui ai apporté le petit flacon de cognac que voici. J'espère que M. le curé n'y aura pas d'objection. » Ce fut un éclat de rire général, entrecoupé d'applaudissements enthousiastes. Et bien, à Montréal, je n'en aurais plus à faire de ces conférences improvisées. Du moins c'est ce que je pensais. Quelle erreur !

Dans l'Ouest, je ne savais jamais si au cours de mes voyages je n'allais pas devoir assister à un mariage, suivre des funérailles, participer à un baptême, apporter des voeux à des jubilaires à l'occasion de noces d'or ou d'argent ou je ne sais quoi. De plus, depuis 20 ans, j'étais sur la brèche. J'avais souvent dirigé des luttes dans lesquelles j'avais mis tout mon coeur .Nous avions vécu la dure période de persécution Anderson. J'étais épuisé, rendu au bout. Il me semblait que je n'en pouvais plus. Dans l'Est, j'allais me reposer. J'avais fait ma part. C'était aux autres de faire la leur. J'allais pouvoir circuler dans les rues sans risquer de me faire interpeller par quelqu'un. Et il était bien entendu que je n'accepterais aucun poste, aucune fonction, que je n'appartiendrais à aucune organisation. J'allais me faire oublier en donnant tout mon temps à La Sauvegarde, puis, dans deux ans, le retour en Saskatchewan, puisque je n'avais signé qu'un contrat de deux ans.

Durant les premiers mois, tout alla bien. Le dimanche, toute la famille allait en excursion. Nous visitions la banlieue, les campagnes environnants Montréal. Que c'était beau ! Nous nous sommes même risqués à visiter la Gaspésie. Que Québec est donc une belle province ! Juste un petit incident. M. Robert Rumilly, l'historien bien connu se mit dans l'idée de me faire donner une conférence aux « Salons Canadiens ». Comme M. Rumilly était l'un de mes bons amis et que je ne sais pas dire non, j'acceptai. Que sont devenus les « Salons Canadiens », je n'en sais rien. Où s'est tenue la réunion, je ne m'en souviens pas. J'ai l'impression qu'il y avait surtout des dames, je n'en suis pas sûr. J'aurais probablement oublié les « Salons Canadiens » et la conférence si dans mes documents, je ne retrouvais pas un article de journal intitulé « Raymond Denis aux Salons Canadiens » et duquel je détache le passage suivant :

« Les Salons Canadiens sont sortis de la routine trop habituelle
« aux organisateurs de conférences. Ils nous ont convié à enten-
« dre un homme ayant vu et vécu des évènements que nous ne
« connaissons pas ou que nous connaissons peu et que nous
« avons pourtant tout intérêt à connaître. M. Raymond Denis

« a été pendant 25 ans l'apôtre, le chef, l'âme de la survivance « française en Saskatchewan. Il a évoqué pour ses auditeurs « montréalais ses souvenirs, les uns pittoresques d'autres pa- « thétiques. Il a fait l'histoire — clair, facile à suivre — des « luttes d'hier qui peuvent se reproduire demain. Il a fait la « synthèse des questions vitales autour desquelles lui et ses « compagnons aussi vaillants que lui se sont battus. Il a montré « pourquoi tout cela nous touche dans nos sentiments et dans « nos intérêts mêmes.

« M. Raymond Denis n'est pas un conférencier; c'est un orateur, « un tribun. Pendant plus d'une heure, sans papier, s'animant « à mesure qu'il parlait, il a tenu son auditoire haletant d'émo- « tion. Il nous a fait sentir l'âme des Franco-Canadiens de « l'Ouest et il a fait battre nos coeurs à l'unisson. Et cette « émotion était accrue pour nous par la certitude que l'homme « qui parlait avait vécu les heures, les luttes, les drames évo- qués. »

En entrant à la maison, ma femme me dit : « Te voilà encore reparti. Après cette conférence, ce sera une autre, tu vas faire comme en Saskatchewan. » Je sentais qu'elle avait raison et je promis que cette première conférence dans l'Est serait ma dernière.

Et les excursions reposantes du dimanche recommencèrent, entrecoupées, il est vrai, de difficultés scolaires. Dans l'Ouest, nous n'avions dans nos écoles qu'une heure de Français par jour, du moins officiellement. Or les religieuses des écoles de Notre-Dame de Grâces ne voulaient pas croire que mes jeunes filles pouvaient continuer leurs études en français à Montréal sans rétrograder de deux ou trois années. Elles me conseillèrent de les confier à des religieuses irlandaises où elles continueraient leur cours en anglais. Évidemment, il y eut un violent accrochage. Les soeurs se décidèrent à accepter mes filles pour constater, dès la première année, que leur français était aussi bon que celui de leurs autres élèves.

Mais si j'ai pu trouver une solution satisfaisante avec les Soeurs, il n'en fut pas ainsi chez les frères du Sacré-Coeur. Ceux-ci maintinrent leur point de vue. Des élèves qui viennent de l'Ouest doivent en principe, être arriérés d'au moins deux ans par comparaison avec les élèves de Québec. J'ai suggéré des examens pour régler la question, mais rien à faire et pour échapper à une éducation à base anglaise, il fallut que mes fils rétrogradent de deux ou trois années. Il y a longtemps de cela et jai encore de la difficulté à pardonner aux frères qui étaient dans l'école de Notre Dame de Grâces en 1934-35.

Cependant, nous nous acclimations petit à petit. J'avais été très bien reçu à La Sauvegarde. Nous aimions beaucoup la vie à Montréal. Nous avions la paix et la tranquilité. J'avais tenu parole. Je ne faisais partie d'aucune organisation.

Mais une chose nous surprenait, c'était de constater que Montréal n'était pas la ville française que nous supposions. Si l'été, nous parcourions les campagnes, l'hiver nous visitions Montréal. Quelle pénible surprise. Dans la publicité qui se fait autour de la Métropole on proclame bien fort que c'est la deuxième ville française du monde. Quelle déception ! ville française mais où la langue anglaise s'affiche partout, arrogante, triomphante.

Visitez la rue St-Jacques, le quartier de la haute finance et presque partout, vous apercevez des raisons sociales anglaises. Les raisons sociales françaises n'y sont qu'en bien petite minorité.

Dans les grands magasins, dans l'Ouest ma chère, en 1935, c'était l'anglais partout. Pour se faire servir en français, il fallait de la ténacité. Si vous demandiez à être servi en français, on vous regardait de haut en bas comme si vous descendiez d'une autre planète. Ce ne fut pas long en ce qui nous concerne pour que nous allions faire nos emplettes dans les magasins français de l'Est. Dupuis frères, R. Messier, là au moins, nous étions servis en français. Mais il nous fallait traverser toute la ville. Nos voisins de l'Ouest, trade Montréal, trouvaient que c'était

trop loin et continuaient à aller enrichir le commerce anglo-saxon et à donner du travail à des milliers d'employés qui ne parlaient pas le français, tandis que nos compatriotes ne trouvaient pas de travail. Nous aimons à dire que ça a changé depuis ce temps-là, et en effet nous crions plus fort. Mais en réalité, y a-t-il eu tant de changement que ça ? Ma femme est allée encore dernièrement dans un grand magasin à rayons du district de Notre-Dame de Grâces, mais pour se faire servir en français, il lui a fallu attendre une demi-heure parce que l'on éprouva beaucoup de difficultés à trouver un employé parlant le français. Il est entendu qu'elle ne retournera plus dans ce magasin. Mais combien en est-il parmi nous qui avons le courage de nous affirmer et d'exiger d'être servis en français.

Je me souviens qu'en 1935, je venais à peine d'arriver à La Sauvegarde, un inspecteur de la compagnie de téléphone « Bell » se présente pour vérifier certains appareils. Il eut la malchance de s'adresser à moi. Je lui fis remarquer que La Sauvegarde était une compagnie canadienne-française et qu'elle insistait pour faire ses affaires en français. Comme il n'en parlait pas un mot, il dut repartir. La compagnie nous renvoya un inspecteur canadien. Mais lorsque l'incident se produisit, ce fut même à La Sauvegarde de la stupéfaction. Tout bas, on m'accusa de faire du fanatisme. Et ensuite, on était tout surpris parce qu'il y avait plus de chômeurs chez-nous qu'ailleurs. On n'était pas habitué aux luttes. C'est ça qui nous surprenait douloureusement, nous, les Canadiens de l'Ouest.

Au temps du vote sur la conscription, le plébiscite, en 1941 je crois, dans un bureau de la rue Sherbrooke dans Notre-Dame de Grâces, il n'y avait pas de bulletins bilingues et encore bien moins de bulletins français. C'était dès le matin, je crois que j'étais le troisième électeur à me présenter au bureau. Je refusais de voter en anglais. On me pria de faire de la place aux autres. Je refusais encore. Je n'avais pas à céder ma place. Je voulais voter mais à mon tour et en Français.

Je m'attendais à avoir l'appui de tous mes compatriotes, mais bien au contraire, on trouvait que j'avais raison mais

à condition que je m'éloigne pour permettre aux autres de voter. On parla de me faire arrêter et un moment je me demandai si on n'allait pas m'assommer. Ce fut un officier de langue anglaise qui lui aussi voulait voter et qui après avoir demandé ce qui se passait, dit à l'officier rapporteur que j'avais raison. Il ajouta que si à Toronto, on ne présentait que des bulletins en français, il se produirait un joli vacarme. On finit par se procurer des bulletins français ou bilingue; mais le vote fut arrêté durant une heure et demie. Là aussi, j'avais raison, nos gens le comprenaient, mais il préféraient capituler plutôt que de déranger leur petit programme de vie. C'est cette ambiance étrangère que nous retrouvions à chaque pas à Montréal, c'est cette habitude chez les nôtres de toujours céder qui nous amenaient à croire que la vieille province, du moins la région de Montréal, était à s'angliciser plus vite que nos minorités. J'en souffrais. Cependant, je n'y pouvais rien. Nous n'étions là, ma famille et moi, que de passage, et il était entendu que j'avais terminé ma carrière au point de vue national.

On dit que si l'homme propose, c'est Dieu qui dispose. J'allais bientôt en avoir une nouvelle preuve. Un certain soir de l'automne 1935, je reçus un appel téléphonique du curé de ma paroisse, Notre-Dame de Grâces, le Rév. Père Bissonnette, qui me demandait d'aller faire un tour au presbytère, le lendemain soir. Il désirait me voir pour me faire faire connaissance avec quelques paroissiens. J'acceptai avec plaisir et sans aucune espèce d'appréhension, la conscience bien en paix; je fus exact au rendez-vous. Il y avait là une trentaine de personnes et on m'informa qu'il s'agissait d'une réunion annuelle de la Section paroissiale de la St-Jean-Baptiste. M. le curé me présenta à des gens que je ne connaissais pas. Les sociétaires firent une revue du travail qui avait été fait dans l'année et furent d'accord pour dire que ce n'était pas brillant.

Le Rév. Père Curé déclara que l'ancien président, trop pris par ses affaires, n'accepterait pas de réélection, mais que nous avions parmi nous un président tout indiqué, qui saurait réveiller la section, c'était M. Denis dont tout le monde avait

certainement entendu parler. La nomination fut secondée et approuvée par des applaudissements unanimes. En vain, je protestai, j'étais trop vieux, 51 ans, fatigué par 20 années de lutte, et je devais repartir pour l'Ouest d'ici une couple d'années. Rien à faire. Je sortis de la réunion avec le titre de président de la Section. Je n'ai jamais su au juste comment ça s'était fait. Je n'ai pas réussi à l'expliquer à ma femme qui m'accusa avec raison de manquer de volonté. Je fis appel au Rév. Père Bissonnette pour me disculper.

Je dois reconnaître que la présidence d'une Section de St-Jean-Baptiste, surtout dans une paroisse prétendue riche, n'entraînait pas de bien lourdes responsabilités. Une réunion par mois, réunion qui groupait environ 30 personnes. Des discussions plus ou moins académiques qui duraient deux heures. Puis on rentrait chez-soi, convaincus d'avoir contribué à sauver la race. Je connaissais un peu la routine. Je l'avais vécu en 1930-31, alors que j'avais été appelé à visiter un bon nombre de sections. Je n'aurais eu qu'à laisser faire et ma petite vie normale n'aurait pas été dérangée. Mais voilà, je n'étais pas habitué à laisser faire, et je voulais réveiller la section. Chaque mois, nous avions un conférencier étranger, ça attire les gens. Un soir d'hiver, nous avions réuni près de 1000 auditeurs pour écouter je ne sais plus quel conférencier. Nous demandions de l'exécutif général une action plus pratique et au printemps 1937, nous organisâmes une grande célébration pour commémorer l'insurrection des patriotes en 1837. L'assemblée eut lieu dans la grande cour de l'école. Nous avions comme conférencier M. Louis Charbonneau, un ancien de la Saskatchewan, maintenant domicilié à Ottawa et inspecteur des écoles bilingues en Ontario. C'était pour nous une expérience nouvelle. Pourrions-nous, au milieu d'une population apathique, réunir un auditoire assez nombreux en plein mois de juin alors qu'une bonne partie des familles sont déjà rendus à leurs chalets d'été. Mais un miracle se produisit. D'après la Presse qui nous consacra un compte rendu très élogieux, il y avait au-dessus de 1500 personnes. M. Charbonneau, oncle de celui qui fut plus tard archevêque de Montréal, fut magnifique. Patriote convaincu, habitué

aux luttes des minorités, orateur convaincant, durant plus d'une heure, il tint l'auditoire sous le charme de sa parole. Je commençais à me réconcilier avec Montréal. Les gens étaient au point de vue national, mieux disposés que je ne le supposais. Il venait de nous le montrer. Tout ce qu'il leur fallait, c'est quelqu'un pour les entraîner.

L'exécutif général à son tour, convoqua en janvier 1936, une assemblée de délégués des St-Jean Baptiste de toutes les provinces y compris bien entendu celles de Québec. Le Juge H. Lacerte y représentait le Manitoba, le Dr L.O. Beauchemin était délégué par l'Alberta pendant que l'abbé M. Baudoux président de l'A.C.F.C., parlait au nom de la Saskatchewan.

À l'unanimité les délégués reconnurent que le problème qui primait tous les autres, était le problème scolaire dans les provinces où nous étions minorités, et ils invitèrent des St-Jean Baptiste de la province de Québec à accorder chaque année une aide financière aux associations d'Éducation qui étaient appelées à soutenir des luttes coûteuses. On préconisa aussi la formation d'un comité provisoire formé de délégués de toutes les provinces et qui se réunirait au moins une fois par année.

En août de la même année, deuxième réunion du même genre. M. Rodolphe Laplante qui était dans le temps rédacteur en chef du journal La Survivance d'Edmonton, remplaçait le Dr. L.O. Beauchemin, pendant que je remplaçais M. l'abbé M. Baudoux de la Saskatchewan.

On y parla beaucoup de la nomination pour l'Alberta d'un sénateur canadien-français pour succéder au sénateur Lessard décédé. Le rapport de l'assemblée dit que M. Denis fit remarquer qu'il ne suffisait pas de voter des voeux mais qu'il fallait surtout désigner quelqu'un qui serait en mesure de s'occuper de ces voeux et tenter de les appliquer dans le domaine pratique.

On s'inquiéta de vacances judiciaires dans l'Ontario, spécialement pour le district de Sudbury où nous recommandions

spécialement l'avocat J.A. Plouffe qui effectivement fut par la suite nommé juge. Nous faisions remarquer en même temps que la nomination de M. Chevrier ne requiert aucune intervention, elle se fera d'elle-même. M. Chevrier était destiné à un rôle beaucoup plus brillant.

Il fut ensuite question de l'archevêché de Moncton qui venait d'être érigé canoniquement. On nous affirma que le Premier Ministre de l'Ile du Prince Édouard avait fait un voyage spécial à Londres et à Rome pour mettre des bâtons dans les roues. Le sénateur R. Lemieux serait intervenu en notre faveur. Le frère A. Bernard (historien bien connu qui représentait le Nouveau Brunswick), prétendit que le meilleur candidat serait Mgr Melanson de Gravelbourg. Rodolphe Lemieux fut prié de piloter cette nomination et de fait nous apprenions au bout de quelques semaines que Mgr Melanson venait d'être élu à l'archevêché de Moncton.

Décidément, nous avons été avec nos suggestions, cette journée là. En fin de séance, il paraît que j'insistai très fortement pour obtenir la création d'une fédération des sociétés nationales qui pourrait parler au nom de tout le groupe, au nom de toute la race. Ensuite l'on nous recommanda le secret, parce que nous avions discuté de questions strictement confidentielles. Je commençais à trouver de plus en plus que ça bougeait dans Québec. Il suffisait de pousser à la roue.

En 1937, avait lieu, comme de coutume, le congrès annuel de la St-Jean Baptiste de Montréal. On me demanda d'y prononcer un discours donnant un résumé de la situation des minorités et des luttes qui leur sont imposées. Contrairement à mon habitude, je ne sais trop pourquoi, j'écrivis mon discours. Il fut bien accueilli, et après deux jours de congrès on m'élisit comme membre de l'exécutif de la Société Générale St-Jean Baptiste et vice-président. Voilà ce que je n'aurais jamais dû accepter. Il était entendu qu'à 51 ans, j'avais l'impression d'avoir fait largement ma part. Je devais me consacrer à mes affaires à La Sauvegarde, à ma famille et après m'être laissé

prendre par le petit doigt avec la présidence de la section locale de la St-Jean Baptiste, voilà qu'à peine deux ans après mon arrivée à Montréal, je semble m'être laissé happer par un engrenage qui pourrait m'emmener bien plus loin que je ne l'aurais voulu. Ma femme a raison, je n'ai pas de volonté et je semble prendre plaisir à collectionner des postes qui ne paient pas.

VICE-PRESIDENCE DE LA SOCIETE ST-JEAN BAPTISTE DE MONTREAL

C'était dans l'ordre. Président de la Section Notre-Dame de Grâce, conférencier invité dans différentes paroisses, organisateur de quelques manifestations qui eurent un certain succès, je devais fatalement entrer à l'exécutif de la St-Jean-Baptiste.

Cependant, j'avais du travail à La Sauvegarde plus que je ne pouvais en faire. En outre, je m'étais promis à moi-même comme j'avais promis à ma femme que dans l'Est je ne m'occuperais que de nos affaires. Pour tenir parole, je n'aurais pas dû me rendre au congrès général où j'étais délégué par la paroisse Notre-Dame de Grâce. Mais je m'y rendis et j'en sortis avec le titre de vice-président général.

Je ne puis pas dire que je gardai de cette élection un souvenir particulièrement vivace. Dernièrement dans un certain journal de Montréal, on prétendait que les élections de plusieurs organisations nationales et autres étaient soigneusement préparées par une « patente » qui s'était donné pour but la défense pratique des droits de notre race. C'est un but très noble et que peut-être avons nous trop souvent négligé. Dois-je mon élection à un plan soigneusement préparé, je n'en sais absolument rien. A-t-on simplement voulu que les groupes minoritaires aient un représentant au conseil général, je croirais plutôt à cette dernière version. Mais ce que je sais bien, c'est que rentré chez-moi, à tête reposée, je n'étais pas particulièrement fier de m'être encore laissé entraîner là où je n'avais pas affaire. D'autant moins fier que j'avais été désap-

pointé par l'atmosphère qui régnait au congrès autant que par le ton des discussions. Je n'avais pas été habitué à ça.

Cependant, j'avais accepté, et j'étais bien résolu à apporter toute ma collaboration au nouveau président, M. Joseph Dansereau. L'exécutif siégeait toutes les semaines et parfois fort tard. C'était normal parce que dans une association qui s'étend à la grandeur de Montréal, il doit y avoir du travail à faire. Et je fus fidèle aux rendez-vous. Chaque semaine, j'assistais religieusement aux réunions du conseil. J'écoutais, j'étudiais, je me renseignais, mais je n'arrivais pas à comprendre. Nous passions des soirées entières à discuter sur des problèmes de troisième ordre. Nous avions un excellent secrétaire, M. Alphonse de la Rochelle, un homme courtois, un lettré, d'un dévouement admirable mais on ne lui laissait aucune latitude ou il préférait ne pas en prendre. Chaque semaine on nous lisait des tas multiples de lettres relevant de toutes sortes de sujets, souvent peu importants, et on nous soumettait les réponses à faire. De là, d'interminables discussions sur des points et virgules. Ce n'est pas dans cette optique que j'avais entrevu une société nationale. Je ne me sentais pas à l'aise. Ce n'était pas à moi, arrivé de l'Ouest, depuis à peine trois ans, qu'il appartenait de tracer des directives. D'ailleurs quelles directives je me le demandais moi-même.

Dans les provinces où nous sommes minorités, tous nos efforts sont groupés autour des problèmes scolaires. Nous pouvons différer d'opinion sur bien des sujets, mais tout cela s'efface dès qu'on touche à nos écoles. Mais est-ce que le système scolaire est parfait à Montréal ? Est-on satisfait de l'instruction dispensée dans les écoles, de l'éducation que reçoivent les enfants ? Moi je ne le suis pas et je suis prêt à le dire. Est-ce que la St-Jean Baptiste ne pourrait pas faire quelque chose dans ce domaine. Le français est mal enseigné et il est mal parlé, mais par dessus tout, dans la plupart de nos écoles on ne forme pas de petits canadiens français, de petites canadiennes françaises. Les jeunes qui sortent de ces écoles, même de nos collèges, de nos universités, n'ont pas d'épine dorsale,

ce ne sont pas des lutteurs. Il y a là tout un travail à faire. Dans la rue, à la devanture des magasins, des maisons d'affaires ou de finance, on voit presque partout des inscriptions anglaises et on se croirait dans une banlieue de Toronto.

Lorsque je traçais ce tableau plutôt sombre, on me regardait comme extrémiste. Les écoles dépendaient de la Commission scolaire. Il n'y avait pas de commissaires d'écoles élus par les contribuables. Il n'y avait donc rien que nous puissions faire. La prépondérance de l'Anglais dans les affaires était regrettable. Il appartenait à nos sections, chacune dans leurs paroisses respectives, de voir les hommes d'affaires et d'insister pour obtenir du français. Le conseil général aiderait de tout son pouvoir. J'avais l'impression que c'était mettre la charrue devant les boeufs. Le rôle du conseil général n'est pas d'aider mais de diriger, d'entraîner. Ce sont les sections paroissiales qui suivent les directives et font le travail.

Mais pour cela, il faut des sections vivantes et agissantes. Nous ne les avions pas. La ville, pour plus d'organisation, était divisée en quatre régions : Nord, Centre, Est et Ouest. En 1939, voici où nous en étions :

	Paroisses où il n'y a pas de section	Paroisses avec sections St-Jean Baptiste	Nombre de membres en règle
NORD	10	16	1424
CENTRE	4	15	1589
EST	7	17	1075
OUEST	6	18	2444
TOTAL	27	66	6592

Comment pouvions-nous parler au nom de la race lorsque nous comptions moins de 7,000 membres dans une ville immense comme Montréal? Quelle influence pouvaient avoir dans leurs paroisses respectives des sections comptant 25 – 30 – 35 membres, et il y en avait un bon nombre dans cette catégorie ?

Ceci n'était pas nouveau pour moi. En 1930, 1931, au nom et avec la bénédiction de la St-Jean-Baptiste, j'avais tenté à Montréal d'organiser une souscription pour aider la minorité de la Saskatchewan, crucifiée dans le temps par le gouvernement Anderson. Les sections furent mobilisées en autant qu'on pouvait les mobiliser. On me fit donner des conférences dans plusieurs paroisses. Je crois qu'après deux mois de travail, le montant souscrit n'atteignait pas $3,000. La bonne volonté y était, mais dans les paroisses on ne s'intéressait pas à la St-Jean-Baptiste.

Dès lors, notre rôle me semblait tout tracé. Il fallait réorganiser les sections et nous faire accepter par la population. Que le secrétaire prenne ses responsabilités et nous débarrasse de toutes les questions de détail. Il faut administrer le Monument National, c'est entendu, mais un gérant devrait suffire pour cela. La compagnie de fiducie est dirigée par un président et par un directeur général. Ce n'est pas notre travail. Il nous reste la fête nationale à organiser, mais c'est l'oeuvre d'un petit comité plutôt restreint. Nous, les membres du conseil, depuis le président général, jusqu'au plus humble membre de l'exécutif, nous devons nous diviser le territoire et accepter chacun d'entre nous la responsabilité d'organiser des sections nouvelles dans les paroisses où il n'y en a pas, de réorganiser celles qui sont chancelantes. Si ça ne marche pas dans une région ou dans une autre, le responsable démissionnera et cédera sa place à quelqu'un qui essaiera de faire mieux.

Il s'agit de savoir pourquoi nos gens ne s'intéressent à la St-Jean-Baptiste que le jour de la fête nationale. Veulent-ils une initiation comme en ont les Chevaliers de Colomb ou la Franc-Maçonnerie et d'autres encore ? Une initiation éveille la curiosité. Ça intrigue, ça sent le mystère. L'initié est tout fier de son importance. Donnons leur une initiation s'il le faut. Pourquoi pas ?

(à suivre)

Raymond DENIS

Mes mémoires

(suite)

La Société Saint-Jean-Baptiste

Mais il y avait trop de bavardage, de paroles en l'air. Quand on est quinze dans un comité et que sur les quinze il en est trois ou quatre qui aiment s'entendre parler, je vous assure que dans le cours d'une soirée, on n'a pas le temps de faire grand chose. Ceux qui me connaissent souriront en lisant ces lignes et je les comprends mais j'affirme que malgré ma mauvaise réputation dans ce sens, à la St-Jean-Baptiste, je me suit tenu tranquille. Je ne me sentais pas encore tout à fait chez-moi. J'indiquais le travail que je considérais essentiel, mais je n'insistais pas. J'étais encore trop nouveau Montréalais pour tenter d'imposer mes opinions. Je suivais les directives qui m'étaient données. J'ai assisté par exemple à la réorganisation de la Section d'Outremont. Le conférencier était le lieutenant-colonel Thomas Vien, dans le temps député. Je reconnus, parmi les assistants au banquet, M. J.-A. Bernier, ancier président général de la St-Jean-Baptiste, M. Henri Groulx, président de la section, plus tard député, Aimé Parent, président du « Sun Trust », Ernest Bertrand, C.R., député de Laurier, Joseph Dansereau, président général. Je suis sous l'impression que la section n'a pas vécu longtemps.

L'on me fit présider une grande assemblée sur l'immigration au Monument National. Les conférenciers étaient : M. Héon, député d'Argenteuil et M. Philippe Ferland, avocat déjà bien connu. La grande salle du Monument était remplie à capacité. Ce fut un succès mais au point de vue pratique, qu'en resta-t-il ?

Vol. 26, nos 1-2, septembre-octobre 1971.

Je dus faire des conférences en dehors de Montréal, spécialement à Valleyfield, à Hawkesbury dans l'Ontario, au Château Laurier à Ottawa, à St-Hyacinthe et ailleurs encore. Partout les journalistes se montrèrent très sympathiques dans leurs comptes rendus et me distribuèrent des éloges avec tant de générosité que mes collègues du conseil général de la St-Jean-Baptiste me demandèrent en me taquinant combien cette publicité m'avait coûté.

Au congrès de 1938, je terminais un discours par un appel à l'union de toutes les bonnes volontés :

« Cessons dans nos sections et même dans nos congrès de nous
« déchirer, de nous entre-dévorer. Donnons le spectacle d'hom
« mes d'actions qui cherchent dans l'union de toutes les bonnes
« volontés une solution à nos faiblesses nationales.
« Si nous faisons ceci, si nous montrons à tous qu'il y a dans
« la St-Jean-Baptiste une force active agissante, si nous réussis-
« sons à grouper ensemble tous ceux qui veulent faire quelque
« chose pour leur race, mais qui ne savent pas par où com-
« mencer, nous aurons plus fait pour faire accepter la St-Jean-
« Baptiste et pour le salut de notre race, que par tous les beaux
« discours que nous pourrions prononcer. De l'action, oui, il
« en faut, mais de l'action dans l'union et non pas de l'action
« dans la critique ».

C'est que justement cette union dans l'action, nous ne l'avions pas, même au sein du comité exécutif. Il y avait parfois des courants, des sous-courants dont la signification m'échappait. Ce n'est que plus tard que je compris leur signification. En 1940, M. Joseph Dansereau se retira de la présidence générale. Son poste à la commission des Écoles Catholiques lui permettait difficilement de continuer. En raison de mon titre de vice-président, normalement je devais être candidat à la présidence. Mais nous étions en pleine guerre. On parlait de conscription. Ma place n'était pas à la présidence. Né en France, ayant passé une grande partie de ma vie en Saskatchewan, il ne m'appartenait pas dans les temps difficiles qui s'annonçaient, de diriger les destinées de notre grande association nationale. C'est le notaire Athanase Fréchette qui fut élu. Il y

a 23 ans de ceci, il me semble que c'était hier. Comme le temps passe vite !

M. Fréchette fit remarquer au congrès que MM. Raymond Denis, 1er vice-président et H. Hermas Bastien, 2e vice-président, avaient refusé la candidature à la présidence en raison de leurs occupations multiples qui accaparaient tout leur temps. C'était pas mal vrai.

Mais quelques jours plus tard, je recontrai au Club St-Denis, M. Henri Groulx, député d'Outremont, et ministre de la santé dans le gouvernement Godbout, et à ma grande surprise il m'adressa de très vifs reproches parce que je n'avais pas accepté la présidence de la St-Jean-Baptiste. Avec vous, me dit-il, le gouvernement aurait coopéré sans arrière-pensée. Nous savons qu'en politique, vous êtes très indépendant. Vous n'auriez pas essayé de nous frapper dans le dos. Mais vous avez laissé élire un conservateur enragé. M. Fréchette m'a combattu aux dernières élections provinciales. Il profitera de son titre de président pour faire de la politique. Comment voulez-vous que nous ayons confiance en lui et dans la Société qu'il dirige. Et là, j'ai compris, du moins j'ai cru comprendre, les raisons de certaines prises de position que je m'expliquais parfois difficilement au conseil général. Je n'y avais jamais pensé. Maudite politique, que de mal tu nous a fait depuis un siècle !

Cependant, je dois dire ici que je n'ai jamais entendu discuter politique à la St-Jean-Baptiste, durant les trois années que j'ai siégé au conseil général. De même, jamais le notaire Fréchette n'a dit un mot qui m'aurait permis de croire qu'il était conservateur de vieille souche si M. Groulx ne me l'avait pas affirmé.

Je ne voudrais pas laisser l'impression que durant cette période de 1937-1940, il ne s'est rien fait de bon à la St-Jean-Baptiste. Loin de là. Les directeurs étaient remplis de bonne volonté. Ils éprouvaient une sympathie sans borne pour les groupes minoritaires, et le prouvait chaque fois que l'occasion s'en présentait. Ils surent entretenir la flamme. Les parades de la St-Jean-Baptiste dont on se moquait si souvent ont malgré

tout maintenu chez nous une certaine fierté de notre race. Les défilés du 24 juin en groupant des centaines de milliers de manifestants nous ont montré à nous-mêmes et ont peut-être montré aux autres quelle serait notre puissance d'action si nous le voulions.

J'apprécie mieux aujourd'hui le rôle de la St-Jean-Baptiste parce que depuis 30 ans que j'habite Montréal, j'ai été à même de constater qu'elle avait à agir dans un milieu qui n'était pas habitué aux luttes. Dans l'Ouest, j'ai souvent remercié la Divine Providence d'avoir bien voulu tolérer l'Ordre des orangistes qui en nous attaquant nous a obligés à nous défendre. Et parfois je dis : « Mon Dieu pas trop d'entente cordiale dans Québec parce que c'est toujours nous qui en faisons les frais ».

J'allais donc rentrer dans le rang puisque mon mandat se terminait en novembre 1940. Je garde de mon passage à l'exécutif de la St-Jean-Baptiste un bon souvenir. Je m'y suis créé des amitiés qui me sont restées précieuses et j'ai continué à collaborer de mon mieux avec notre société nationale. Je suis au moins débarrassé des parades de la St-Jean-Baptiste faites à pieds, coiffé d'un archaique chapeau haut de forme et revêtu de la redingote traditionnelle condamnée par Olivar Asselin, 25 ans auparavant. Je garde précieusement des photos du conseil général suivant la parade avec haut de forme. Ce sera un souvenir de mon passage à la vice-présidence que mes petits-enfants, j'en suis sûr, montreront avec respect, comme on montre une antiquité.

HOMMAGE À L'ABBÉ GROULX

Une souscription

S'il est un homme pour lequel j'éprouve une vive admiration, c'est bien l'abbé Groulx. Je crois bien que j'ai tous ses ouvrages dans ma bibliothèque. Il en est des passages que j'ai lus plusieurs fois. Non seulement, le chanoine Groulx fut un grand historien, mais il fut aussi le grand prêtre d'un nationalisme sain et éclairé. Autour de lui se groupèrent toute une pléiade de disciples. Où en serions-nous aujourd'hui si nous

n'avions pas eu un abbé Groulx pour nous indiquer le chemin à suivre ?

Certes nous avons eu de magnifiques orateurs nationalistes dont durant toute une époque de sa vie Henri Bourassa fut le prototype. Nous avons eu des journalistes éminents qui prêchèrent la doctrine nationaliste et parmi eux, je puis citer au premier rang celui qui fut mon excellent ami Omer Héroux, mais auraient-ils prêché la même doctrine si l'abbé Groulx ne s'était pas trouvé là pour tirer de notre histoire des leçons de fierté et en dégager une doctrine qui nous enseignait les principes mêmes de notre survivance.

Et cependant, M. l'abbé Groulx, malgré son admirable labeur, en dépit de ses nombreux admirateurs, travaillait seul, et parfois dans des conditions qui étaient loin d'être satisfaisantes. Un jour, quelqu'un, au cours d'une petite réunion d'amis, fit remarquer que M. l'abbé Groulx n'avait même pas de secrétaire. Lorsqu'il devait aller de bibliothèque en bibliothèque pour effectuer ses multiples travaux de recherches, il devait recopier lui-même les notes dont il avait besoin. L'un d'entre nous proposa de lui aider. Mais comment ? Peut-être par une souscription. Je me méfiais des souscriptions. J'avais quelques années auparavant, dépensé beaucoup de temps avec l'aide d'un autre conférencier et l'appui de la St-Jean-Baptiste pour obtenir pas grand chose.

Cependant, il fut décidé d'en parler à l'abbé Groulx. Mais rien à faire. Il refusa absolument son autorisation. Son patriotisme n'était pas à vendre. Nous insistâmes. Le montant recueilli serait placé, et l'intérêt lui en serait versé chaque mois, ce qui lui permettrait de payer, au moins en partie, le salaire d'une sténo dont il avait bien besoin. Après bien des démarches et bien des hésitations il consentit à nous laisser faire à condition que nous ne le mettions pas en cause. Aucune publicité ne devait être faite, ni dans les journaux, ni à la radio. Comment faire une souscription dans de pareilles conditions, c'est ce que nous nous demandions. Cependant, il fut convenu d'essayer.

Mais tout d'abord comment procéder. L'on consulta des avocats qui nous dirent, en autant que je m'en souviens, qu'il

nous fallait une charte. Celle-ci fut enregistrée à Québec sous le nom « Les amis de l'abbé Groulx ». Il fallait trois requérants. L'on choisit M. Hermas Bastien et moi-même, tous les deux vice-présidents de la St-Jean-Baptiste, et M. Wilfrid Girouard, président de la maison Volcano de St-Hyacinthe et homme d'oeuvres que l'on trouvait partout où il y avait du bien à faire.

Le comité de souscription fut formé comme suit :

Président :	Raymond Denis	Montréal
1er vice-président :	J.-E. Drolet	Québec
2e vice-président :	Louis Charbonneau	Ottawa
Secrétaire :	Hermas Bastien	Montréal

La compagnie d'assurance-vie La Sauvegarde accepta de mettre un bureau gratuitement à notre disposition, et le comité de souscription s'installa à la chambre 26, Édifice La Sauvegarde, 152 Notre-Dame est, Montréal.

Comme toute publicité nous était interdite par M. l'abbé Groulx, nous ne pouvions même pas mentionner la souscription dans le cours de nos conférences. Nous en étions réduits à écrire des lettres personnelles, des milliers de lettres. Ce fut du travail. Or les lettres en général ne produisent pas grand chose. On les lit quand on les reçoit. Si elles n'intéressent pas véritablement, on les jette dans le panier à papier et c'est fini. Si elles proviennent d'un ami, ou s'il s'agit d'une cause à laquelle on s'intéresse, on place la lettre quelque part sur son bureau avec l'intention d'envoyer un chèque, mais on oublie ou on perd la lettre. Je sais ce que c'est, c'est un domaine dans lequel j'ai maintenant de l'expérience. Je n'en avais pas dans ce temps-là. Pour bien réussir une souscription il faut des comités, paroissiaux ou autres, et des visites à domicile.

Quoiqu'il en soit, nous avons fait notre possible. La toute petite ville de l'Assomption, près de Montréal nous fit parvenir $400., s'inscrivant ainsi au tableau d'honneur en se basant sur le prorata de la population.

À Québec, M. Drolet forma un comité composé de MM. Édouard Coulombe, J.-Édouard Picard, Andreas Poulin, Gaston Chartré avec M. St-Georges Matte comme secrétaire et ce comité se fixa un objectif de $1,000. qui fut largement dépassé.

M. Louis Charbonneau fit aussi de l'excellent travail dans la région d'Ottawa et eut la bonne fortune d'obtenir que M. l'abbé Groulx aille y faire une conférence, mais bien entendu sans parler de la souscription. Nous comptions terminer notre discrète campagne au printemps 1938, mais nous dûmes la prolonger de plusieurs mois dans le but d'atteindre un objectif que nous trouvions déjà bien bas.

M. l'abbé Groulx était admiré et dans les milieux auxquels nous faisions appel tout le monde acceptait ses directives et les suivait. Mais je répète de nouveau que pour réussir dans une campagne de souscription, il faut créer une certaine atmosphère et pour ceci, il faut de la publicité.

Nous étions cependant heureux d'avoir pu contribuer dans une certaine mesure à rendre à M. l'abbé Groulx un hommage qu'il méritait bien. Les sommes recueillies n'étaient pas suffisantes pour que les intérêts produits permettent de lui offrir les services d'une secrétaire. Aussi, après avoir pris son avis, il fut convenu que le produit de la souscription serait employé à l'achat d'une maison qui permettrait à M. l'abbé Groulx de se sentir chez-lui. Je n'étais pas très en faveur de cette solution. Nous avions fait appel aux souscripteurs en leur assurant que la souscription avait pour but de payer le salaire d'une secrétaire. Je croyais que nous étions liés par le sens même que nous avions donné à la campagne. Cependant, j'avais probablement tort et je me rangeai à l'avis de la majorité.

Voici quelques passages d'une lettre que M. l'abbé Groulx m'adressait en date du 5 mai 1939 :

« Cher monsieur Denis,
« Vous m'avez écrit que cette solution ne vous plaisait guère.
« Vous savez d'autre part que je ne l'ai ni désirée, ni cherchée.
« Si ce n'eut été des conseils que vous savez, j'aurais accepté
« de grand coeur la rente viagère qu'on voulait me servir. Me
« voici depuis huit jours, au N° 261 avenue Bloomfield, Outre-
« mont, dans ma maison et dans mes meubles. Puisque l'on
« me conseillait cette solution, je n'avais plus qu'à me trouver

« un chalet, autant que possible près de l'Université. En tout
« cas, je suis délivré pour toujours des ennuis des déménage-
« ments. J'ai pu enfin installer convenablement ma bibliothè-
« que et mettre en lieu sûr des documents et mes manuscrits.
« Je vous ai déjà remercié pour le rôle insigne que vous avez
« tenu en cette souscription. Je vous réitère mon merci le plus
« reconnaissant et le plus cordial. Il n'est pas arrivé souvent
« que les meilleurs de nos compatriotes aient rendu à un hom-
« me un témoignage de gratitude aussi éclatant. Vous êtes plus
« au courant que moi des circonstances qui ont entouré et
« préparé cet hommage. Je vous serais bien obligé, cher mon-
« sieur Denis, d'exprimer à tous ceux qui y ont pris part, à tous
« ceux qui vous ont secondé, l'expression de ma profonde gra-
« titude. Puissé-je par mon travail rembourser un peu mes
« compatriotes pour ce qu'ils ont fait pour moi.
« À vous-même cher monsieur Denis, etc., etc.

Signé : **Lionel Groulx,** prêtre

Je conserve cette lettre comme un souvenir précieux. N'aurais-je fait que ça dans Québec que j'aurais quand même l'impression de n'y avoir pas perdu mon temps.

J'ai déjà, à l'issue de la campagne, remercié La Sauvegarde, qui, durant près d'une année a bien voulu nous fournir gratuitement un bureau, la maison Dupuis Frères qui, tout aussi gratuitement, nous a prêté les meubles de bureau dont nous avions besoin, l'imprimerie Thérien & Frères qui a souvent oublié de nous envoyer des factures pour le travail qu'elle faisait pour nous, et enfin tous ceux qui se sont groupés autour de nous pour rendre à M. l'abbé Groulx un hommage si mérité.

J'ai déjà signalé les bons résultats obtenus à Montréal, l'Assomption, Québec, Ottawa. Je devrais ajouter Trois-Rivières, St-Hyacinthe et même les provinces de l'Ouest et le Nouveau-Brunswick.

Les souscriptions individuelles n'étaient pas fortes, mais elles provenaient de toutes les provinces, de tout le Canada français. C'était les disciples qui saluaient leur chef.

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

Quel dommage que M. l'abbé Groulx ne nous ait pas laissé les mains libres. Il aurait eu sa secrétaire et son chalet.

À la fin de 1940, ne faisant plus partie de l'exécutif de la St-Jean-Baptiste, et ayant terminé la campagne que nous avions organisé en hommage à M. le chanoine Groulx, j'allais donc pouvoir me consacrer entièrement à La Sauvegarde.

Je continuais bien entendu à me tenir en contact avec les associations nationales de la Saskatchewan. Je savais que j'avais laissé là-bas de bons amis. Au début d'avril 1935, je recevais de M. de Margerie, secrétaire général, copie de la motion suivante votée à l'unanimité le 14 mars par les directeurs de l'A.C.F.C.

> « Que le secrétaire écrive à Monsieur Raymond
> « Denis, résidant actuellement à Montréal, pour lui
> « exprimer les regrets de l'Association à l'occasion
> « de son départ de la province, le remercier de tout
> « ce qu'il a fait dans le passé pour la cause nationale
> « en Saskatchewan, lui offrir les voeux de succès de
> « ses compagnons d'armes d'hier dans son nouveau
> « champ d'action ; lui dire leur espoir de le voir bien-
> « tôt revenir parmi eux et enfin pour lui donner
> « l'assurance que ceux qui restent continueront de
> « leur mieux le travail commencé ».

Plus tard, je ne me souviens plus à quelle date, les deux associations, A.C.F.C. et Association des commissaires d'écoles, m'élirent président d'honneur. Dans une autre occasion, on me reconnut comme le représentant officiel de la Saskatchewan française auprès de la province de Québec. Comment, après des gestes si délicats, aurais-je pu oublier mes compagnons d'armes avec lesquels j'avais lutté si longtemps.

Aussi lorsqu'en 1939, le président général de l'A.C.F.C., M. le docteur Laurent Roy, et le secrétaire, M. de Margerie, m'invitèrent d'une façon pressante à assister au congrès général qui devait se tenir cette année-là à Gravelbourg ; je n'hésitai pas une minute. J'étais trop heureux que l'occasion me soit fournie d'aller me retremper dans une atmosphère que je connaissais si bien.

Vol. 26, nos 1-2, septembre-octobre 1971.

Si ma joie fut grande, il semble bien qu'elle ait été partagée par les délégués du Congrès si j'en juge par les applaudissements qui saluèrent mon entrée dans la salle. On voulait me faire comprendre que j'étais encore bien chez-moi, même si j'habitais ailleurs.

Mon voyage ne fut d'ailleurs pas inutile. Mgr J. Guy, évêque de Gravelbourg, l'un de mes bons amis, proposa au Congrès le transfort à Winnipeg de notre journal Le Patriote de l'Ouest qui était édité à Prince-Albert, dans le Nord de la Saskatchewan. On nous affirmait et c'était probablement vrai que les déficits annuels étaient trop élevés.

Je me permis de combattre très vivement cette proposition. Déménagé au Manitoba, Le Patriote n'aurait plus la même influence auprès des hommes politiques de la Saskatchewan. On le considérerait comme le journal de la province voisine. Il n'aurait plus la même emprise sur notre population. Les Pères Oblats en 1934 s'étaient engagés par contrat à éditer le journal durant au moins 10 années et nous n'étions encore qu'en 1939. J'étais fermement convaincu qu'avec une administration réaliste, les déficits pouvaient être largement réduits.

La proposition de Mgr Guy fut défaite à la presque unanimité des votes. Le Patriote demeura à Prince-Albert. Pas pour longtemps. Parce qu'en 1940 ou 1941, le déménagement se fit, mais cette fois-ci, je n'étais pas là et on ne me prévint pas. Évidemment on a cru bien faire dans ce temps-là, mais je crois qu'aujourd'hui on est d'accord pour admettre que j'avais raison.

Nous étions à la veille de la guerre et j'ai rencontré au congrès un M. Henri Coursier attaché consulaire français qui intéressa vivement les congressistes. J'ai revu ensuite M. Coursier à Montréal en 1942. Il appartenait à cette catégorie de Français qui font honneur à leur pays et que nous aimerions voir plus nombreux au Canada.

Marguillier de ma paroisse
Fédération des Oeuvres de Charité Canadienne-Française

Il doit être écrit quelque part que je ne peux pas me tenir tranquille bien longtemps. Je ne sais pas si c'est ma faute ou

la faute des autres. Dans la présente circonstance, j'accuse les autres, l'un de mes bons amis de Montréal, M. Wilfrid Girouard, président de la grosse compagnie d'appareils de chauffage « Volcano Limitée ». Il était marguillier de notre paroisse Notre-Dame de Grâce qui compte une population d'environ 10,000 âmes. Son terme d'office expirait. Il fallait lui élire un successeur. Notre-Dame de Grâce est une très vieille paroisse. Les marguilliers n'y sont pas élus par les paroissiens mais par les marguilliers anciens et nouveaux. En général, c'est le marguillier sortant de charge qui propose son successeur. Il est très rare que ce choix ne soit pas ratifié par l'ensemble des marguilliers. Dans mon cas, il y avait un obstacle. C'est que jusque là les marguilliers avaient été choisis parmi les plus anciennes familles de la paroisse, et je ne comptais que sept années de résidence. C'était bien peu. Je ne sais pas comment M. Girouard s'y prit, mais les autres marguilliers consentirent à faire une exception en ma faveur.

Pendant toute ces démarches on ne parle de rien au candidat possible de façon à ne pas l'humilier s'il est éliminé. J'étais donc loin de me douter qu'il était question de moi pour la « marguillerie » et ce fut une surprise complète lorsque M. Girouard vint me prévenir que j'allais bientôt être prévenu officiellement que j'avais été élu comme nouveau marguillier de la paroisse.

Avant d'accepter, je voulus me renseigner. Quelles étaient les responsabilités d'un marguillier. En quoi consistait ses fonctions. Je me rendis à la bibliothèque municipale dont l'écrivain bien connu M. Léopold Desrosiers était le bibliothécaire. Il m'indiqua complaisamment deux ou trois volumes traitant tous les aspects des rôles et des responsabilités du marguillier à travers les âges. Un passage de l'un de ces volumes m'intrigua sérieusement. On y disait qu'au treizième siècle et afin de protéger les biens de la paroisse contre tout malfaiteur possible, les marguilliers couchaient dans l'église, semaine par semaine à tour de rôle.

J'allais immédiatement voir notre bon curé pour savoir si cette habitude existait encore. Il m'affirma qu'au treizième

siècle il n'était pas né et il n'avait jamais entendu parler de cette coutume. En tout cas, ça ne se faisait certainement pas à Notre-Dame de Grâce. Ainsi rassuré, j'acceptai mon élection.

Je fus d'ailleurs bien inspiré. Le curé de la paroisse, du moins dans ce temps-là, devait remercier le marguillier sortant de charge et faire l'éloge du nouveau marguillier. Le Révérend Père Légaré, qui était notre ami à M. Girouard et à moi, s'acquitta de sa tâche avec générosité. Il dit de M. Girouard tout le bien qu'il en pensait, tout le bien que tous nous en pensions. Il fit de lui un éloge bien mérité, mais au fond de moi-même, je me demandais avec inquiétude qu'est-ce qui allait me rester. Mais je connaissais mal notre curé. Son « stock » était ce dimanche-là, inépuisable. Je ne peux résister à la tentation de citer au moins un passage de son allocution. Je l'ai découpé au cas où ça pourrait servir plus tard pour mon éloge funèbre.

> « On ne présente pas M. Raymond Denis : un hom-
> « me qui fut et qui reste aussi populaire que celui-là
> « dans l'Ouest canadien, l'est aussi dans l'Est, surtout
> « quand l'homme en question est maintenant un pa-
> « roissien de Notre-Dame de Grâce depuis quelque
> « douze ans.
> « Qui n'a lu les articles du journaliste, n'a écouté avec
> « plaisir les discours et conférences de l'orateur au
> « verbe entraînant, n'a admiré les oeuvres de l'apôtre
> « de toutes les nobres causes ?
> « On dresserait une nomenclature des titres et fonc-
> « tions de M. Raymond Denis que quelqu'un tant soit
> « peu averti se contenterait de dire à l'audition ou
> «à la lecture : « Je le savais ».

Si je n'avais pas accepté d'être marguillier, je n'aurais jamais entendu ça.

M. Girouard m'avait dit « Ne vous inquiétez pas M. Denis. Il n'y a pas beaucoup de travail à faire. On ne se réunit pas souvent, et lorsqu'on le fait, c'est pour dire à M. le curé qu'il a raison ». Je n'ai jamais eu à m'inscrire en faux contre cette

affirmation. Les curés qui se sont succédé à Notre-Dame de Grâce, avec des caractères différents, se sont toujours montrés bons administrateurs. Pourquoi aurions-nous tenter de faire de l'opposition ?

J'ai bien été victime d'un petit accident dû à la maladresse mais la blessure que j'ai eue fut surtout une blessure d'amour-propre. Le banc des marguilliers, du moins à Notre-Dame de Grâce, est tout à fait en avant de l'église. Le premier dimanche j'arrivai à la messe avec peut-être une minute de retard. Les deux autres marguilliers étaient déjà là. La porte du banc était ouverte. Tout alla bien. Le dimanche suivant, bien déterminé à ne pas être en retard, j'arrivai le premier. Il y avait du monde dans l'église mais les deux autres marguilliers, à leur tour, étaient en retard. Mais voilà, les portes du banc des marguilliers à chaque bout, étaient fermées. Je passais le bras par dessus la porte. Enfin, elle doit s'ouvrir cette porte, mais comment. Rien à faire. Déjà, l'entendais des petits rires discrets. Seigneur que j'étais mal à l'aise, comme je regrettais mon banc de simple paroissien où il n'y avait pas de portes au bout.

J'espérais toujours voir arriver l'un ou l'autre des marguilliers qui eux étaient habitués à l'ouvrir cette fameuse porte. Mais personne ! Alors d'un geste héroïque, au grand ébahissement des paroissiens dont les bancs étaient en arrière du mien, Je fis de la gymnastique et enjambant la porte, je retombai intact dans le banc, avec une dignité pas mal offensée. Je dois avouer que durant toute cette messe, je fus pas mal distrait ; bien occupé que j'étais à étudier le mécanisme de cette poignée de porte. Parce que j'y étais dans le banc, mais tout à l'heure, j'allais devoir en sortir et j'étais encore tout seul, les deux autres marguilliers malades n'étaient pas venus à la messe ce dimanche-là.

Mes trois années de « marguillerie » se passèrent très vite. J'ai bien prétendu un jour que la Fabrique devait être aussi honnête qu'un simple marguillier et qu'elle n'avait pas le droit de tirer partie d'une erreur légale pour s'approprier des fonds qui en fait, appartenaient à la Commission scolaire. Notre avocat, appuyé par notre curé, admirèrent mon intégrité mais

affirmèrent que si nous payions, chacun des marguilliers serait personnellement responsable des fonds déboursés. Menacé des foudres de la loi, absous par mon curé, je capitulai de bonne grâce au grand soulagement de tous les autres marguilliers.

Mon terme d'office se terminait à la fin de 1945. Mais notre curé, le R. Père Légaré, célébrait son vingt-cinquième anniversaire d'ordination sacerdotale en novembre 1945. Des fêtes grandioses furent organisées à cette occasion avec banquet de plusieurs centaines de couverts. Il était entendu que le marguillier en charge devait présider et les fêtes et le banquet. Un mois plus tard et c'est le Dr Bourget qui aurait hérité de l'honneur. Mais pour trente malheureux jours, c'est moi qui allais être chargé de la corvée. Pourtant, je l'aimais bien le R. Père Légaré, mais quand il faut revêtir le tuxedo, ça me rend malade. D'ailleurs, pourquoi le tuxedo. Ce n'est pas un dogme. Non, mais c'est la mode. C'est la mode parce que tout le monde s'incline. Mais en ce qui me concerne, j'irai au banquet sans tuxedo.

Pendant une semaine ce fut la bataille des tuxedos. Tous les jours, je recevais des appels téléphoniques non seulement des autres marguilliers anciens et nouveaux, mais encore de leurs épouses, parce qu'on m'a dit ensuite que si Monsieur ne mettait pas son tuxedo, Madame ne pourrait pas se présenter en robe de soirée. Ça je ne sais pas pourquoi, mais on me l'a affirmé. Pendant tout ce temps-là, personne ne pensait aux paroissiens moins riches, à ceux qui n'avaient ni tuxedo, ni robe de soirée, ni argent pour en acheter.

Comme il était bien entendu que moi j'irais au banquet en habit de ville, tout le monde en fit autant. Durant un certain temps, quelques dames me firent de gros yeux, mais finalement j'obtins l'absolution.

Mais mon ami, M. Girouard, n'avait pas été seulement marguillier. Il fut aussi autour de 1941, président du comité paroissial de Notre-Dame de Grâce pour la Fédération des Oeuvres de Charité. Il paraissait tout naturel que je fusse son vice-président avec, c'était fatal, droit de succession. Je dus donc suivre la filière. Président du comité paroissial, vice-pré-

sident du comité des arrondissements, puis enfin en 1943, président des arrondissements paroissiaux.

Je me débattis de mon mieux. Je refusai énergiquement la vice-présidence des arrondissements paroissiaux, non pas à cause du travail à faire, parce qu'en général les responsabilités d'un vice-président sont assez limités, mais parce que je craignais la présidence qui, elle, représente tout un fardeau. Mais Monseigneur A. Valois, délégué de l'Archevêché et grand Manitou de la Fédération me rassura pleinement en me disant : « Il n'y a aucun danger M. Denis, il y a huit vice-présidents, vous êtes le plus nouveau, en principe votre tour à la présidence ne viendra que dans huit ans. Oh, alors, je n'ai plus d'objection. La Fédération des Oeuvres de Charité est une oeuvre magnifique à laquelle je serai très heureux de collaborer ».

Je fis la connaissance de M. A. Samoisette, maintenant décédé, et qui était président général de la campagne de souscription. Un charmant garçon qui est par la suite devenu l'un de mes bons amis. Il trouva le moyen de m'utiliser en me faisant donner des conférences dans différentes paroisses dans le but d'expliquer la raison d'être de chaque oeuvre, et de faire appel à la charité de tous ceux qui possédaient. J'avais participé à un bon nombre de campagnes patriotiques, mais c'était la première fois que je participais très activement à une campagne de charité. Je dois admettre que je m'y suis donné de tout coeur. Il y a tellement de pauvres, de misères imméritées que je ne comprends pas que les moins pauvres, et surtout les plus riches, ne répondent pas à coeur ouvert à l'appel de ces oeuvres qui se penchent avec amour sur les déshérités de la terre. J'ai joui de cette campagne de 1942 dans laquelle je crois avoir fait ma part, mais sans aucune responsabilité.

Mais voici que quelques semaines plus tard, alors que les leaders de la Confédération organisaient la campagne de souscription pour 1943, il était fortement question de moi pour la présidence des arrondissements paroissiaux. C'est, je crois, le poste qui comporte le plus de responsabilités et donne le plus de travail. Je téléphonai immédiatement à Monseigneur Valois

lui rappelant la promesse qu'il m'avait faite. « Voyez-vous M. Denis, me dit-il, c'est la divine Providence qui dirige ça. Elle sait ce qu'elle fait. C'est M. Hector Dupuis qui en raison de son ancienneté devait cette année occuper la présidence. Mais il veut se présenter à la mairie de Montréal. Nous ne pouvons accepter comme président des arrondissements un homme qui fait de la politique municipale d'une façon très active. Ce serait un fiasco. Nous avons entrevu tous les autres vice-présidents, mais tous vous ont désigné. Ce sont des choses que personne ne pouvait prévoir ». Je fus donc désigné à la présidence, mais quelques mois plus tard au siège de la Fédération, M. Achille Bellemare, secrétaire général des arrondissements paroissiaux, me montrait une note que Mgr Valois avait fait remettre à ceux qui avaient la tâche de désigner les officiers responsables de la souscription de 1943. Sur cette note figurait les noms des huit vice-présidents et en marge étaient inscrits les appréciations de Mgr Valois sur chacun d'eux. M. H. Dupuis, candidat impossible en raison de ses activités dans la politique municipale. À tous les autres, il manquait quelque chose, et au bout de mon nom, ces remarques de Mgr Valois « Président idéal. Voudra-t-il accepter. Lui faire téléphoner par Monseigneur Charbonneau ». C'est ce qui fut fait. Dès que je revis Mgr Valois, je lui montrai la note en lui disant : « C'est ça votre Providence ». Et lui, d'éclater de rire et Dieu sait qu'il riait de bon coeur. « Ah, M. Denis, la Providence se sert des instruments qui lui tombent sous la main. Cette fois-ci, elle s'est servie de moi ». Ce n'est pas ma faute. Il a bien fallu obéir. Quelle merveilleuse campagne faite en compagnie de deux gais lurons, Mgr A. Valois et le secrétaire A. Bellemare. Tous les deux sont maintenant décédés. Tous les soirs, pendant je ne sais combien de fois nous avons visité les paroisses et il y en avait dans le temps une centaine. Nous voulions autant que possible voir les curés. Les curés sont attachés à leur paroisse, c'est naturel. Ils en ont la charge non seulement au point de vue spirituel, mais il en est plusieurs parmi eux qui ont l'impression d'en avoir également la charge au point de vue temporel. J'en ai trouvé de ceux-là dans nos provinces de l'Ouest, j'en ai trouvé également durant cette campagne de charité. Ils s'imaginent que tout argent que les paroissiens souscrivent pour des oeuvres extérieures les appauvrit, et que c'est de l'argent qu'ils donneront en moins pour les oeuvres paroissiales.

La situation était d'autant plus difficile en 1943 que pour la première fois depuis les débuts de la Fédération, celle-ci avait officiellement augmenté les objectifs paroissiaux. Il nous fallait donc voir les curés pour leur expliquer les raisons de cette augmentation et la leur faire accepter, parce que si le comité de souscription ne peut pas compter sur la coopération active du curé il va sûrement manquer son coup.

Nous voulions en autant que possible visiter les comités paroissiaux pour développer leur enthousiasme. Ceux-ci souvent à l'occasion de notre visite organisaient des assemblées parfois considérables. Mon rôle dans ces assemblées était de mieux faire connaître les oeuvres, leur but, le bien qu'elles faisaient et pourquoi nous devions leur aider. L'aide aux vieux couples. L'aide aux désemparés. Les colonies de vacances. L'assistance sociale aux familles et que sais-je encore. Trente-deux oeuvres émergeaient au budget de la Fédération. Toutes nécessaires, la plupart trop peu connues.

Mgr Valois faisait ensuite un véritable sermon sur la charité, l'obligation pour chaque chrétien de faire sa part. Aimez-vous les uns les autres et aidez-vous les uns les autres.

Aujourd'hui la Fédération et ses oeuvres sont connues d'un bout à l'autre du diocèse. La campagne de souscription est entrée dans les moeurs. Il s'agit seulement de savoir quelle est la juste part que chacun de nous devons donner. Il n'en était pas ainsi il y a 20 ans et les auxiliaires devaient répondre à bien des questions. Les auxiliaires, ceux que j'ai appelé souvent les héros méconnus. Ceux qui font le travail le plus pénible, s'en allant frapper de porte en porte sans savoir comment ils allaient être reçus. Ce sont eux plus que moi, plus que nous devrais-je dire, qui ont assuré le succès triomphal de cette campagne de 1943.

Mes mémoires

J'avais apporté à la campagne un élément nouveau pour les comités paroissiaux, pour les auxiliaires. Le système des bulletins. Deux fois par semaine, avant le début de la campagne, les comités recevaient un bulletin qui les tenait au courant des préparatifs qui se faisaient dans les autres paroisses. Puis ensuite dès le début de la souscription, ces bulletins devinrent quotidiens. L'amour propre est une arme puissante. On n'aime pas se laisser battre. Dans ces bulletins, on donnait les résultats à date, on félicitait certains comités, on se disait assuré que tel ou tel comité paroissial n'allait pas se laisser damer le pion par le comité de la paroisse voisine.

Il en est qui m'ont accusé de ne pas m'élever assez haut dans la spiritualité. Ils avaient peut-être raison. Mais je suis vendeur, je connais la mentalité humaine et je pense que le Bon Dieu me pardonnera si j'ai eu recours aux méthodes qui me paraissaient les plus sûres pour atteindre les objectifs qui nous avaient été fixés.

Mais les employés du bureau de la Fédération étaient submergés de travail. Mes bulletins quotidiens n'entraient pas dans leur travail. Aussi que de discussion, que de prises de bec. « Impossible aujourd'hui, mais on va essayer de l'expédier demain. » Le secrétaire, M. Doyon, pris entre ses chefs de service d'un côté et le président de la campagne pour les paroisses, ne savait pas comment s'y prendre pour contenter tout le monde. En désespoir de cause, j'avais parfois recours à La Sauvegarde. Non seulement, je lui volais bien du temps, mais encore bien souvent je faisais faire mes bulletins dans ses bureaux en me servant de son papier. Mais il faut que je sois juste et que je reconnaisse que sans le faire exprès, je lui faisais de la publicité qui après tout ne lui coûtait pas cher. Il n'était pas rare qu'en entrant dans un comité, quelqu'un en m'apercevant dise : « Tiens, voilà La Sauvegarde ». J'en étais arrivé durant cette campagne à personnifier La Sauvegarde.



Mais que de travail. J'avais trouvé rude la tâche de président du Comité paroissial, mais celle de président général des arrondissements paroissiaux est autrement plus ardue. Mais aussi que de dévouement on rencontre, souvent chez les plus pauvres, que de bonne volonté toujours prête à se manifester.

À la tête du comité paroissial, j'avais pour m'aider la présidente de la section féminine, madame Marius Létourneau, dont le mari était pharmacien sur le boulevard Décarie. Elle aussi a fait sa part de travail. Je me souviens qu'à 7 heures le soir de la dernière journée il nous manquait encore deux cents dollars pour atteindre l'objectif de la paroisse. Les résultats officiels allaient être donnés à l'hôtel Windsor à l'issue d'un banquet. Il nous restait à peine une heure et par orgueil paroissial nous ne voulions pas qu'on puisse dire que Notre-Dame de Grâce était demeuré en dessous de son objectif. Il fut décidé de faire un dernier appel par téléphone. Une liste de noms fut partagée entre tous les auxiliaires qui étaient encore au comité et chacun s'en fut chez soi pour faire les appels téléphoniques qui lui avaient été confiés. Je manquai le banquet ce soir-là parce que je voulais rester avec les auxiliaires jusqu'au bout. À huit heures, il ne nous manquait plus que $15.00 et les auxiliaires firent une collecte parmi eux pour trouver le $15.00 manquant.

Nous n'avions eu ni souper, ni banquet, mais quelle joie pour nous tous en entrant au comité central à l'hôtel Windsor de pouvoir crier bien fort que Notre-Dame de Grâce avait atteint l'objectif.

Je remerciai officiellement dans la revue paroissiale « Le Carillon », tous les auxiliaires, tous ceux qui nous avaient aidés. Ce sont des remerciements qu'ils avaient richement mérités.

La vice-présidente de la section féminine des arrondissements paroissiaux en 1943, était Mme F. P. Lalonde dont le mari, notaire, était à l'emploi de la ville de Montréal. Pauvre madame Lalonde, je lui causai bien des soucis. D'une

distraction presque légendaire, j'ai toujours perdu quelque chose. C'est elle qui était chargée de réparer mes oublis, de me rappeler la date et l'heure de nos assemblées, de retrouver les documents que je laissais un peu partout. C'était à la fois ma secrétaire particulière et mon ange gardien.

Combien d'amis fidèles je me suis faits au cours de cette campagne. Des amis dont la plupart répondirent avec empressement à mon appel au cours de certaines autres campagnes de souscription que j'eus à organiser par la suite. Je serais tenté de citer certains noms d'auxiliaires qui semblaient incarner le dévouement lui-même. Si je m'en abstiens, c'est parce que j'ai peur d'en oublier. Bien reçu partout, il est deux paroisses qui m'avaient pratiquement adopté comme paroissien honoraire : Ste-Madeleine d'Outremont et St-Jean-Berchmans.

Mais j'ai gardé un souvenir tout particulier de Monseigneur Valois et de son inséparable compagnon Achille Bellemare. D'une gaieté de bon aloi, ils n'étaient jamais aussi heureux que lorsqu'ils pouvaient jouer un bon tour à quelqu'un. Je dois admettre que je fus assez souvent leur victime.

Dans nos visites paroissiales à travers la ville, c'est moi généralement qui conduisais avec madame Lalonde sur le siège d'en avant avec moi, et mes lascars sur le siège d'en arrière. Plusieurs soirs de suite, je les apercevais de temps à autre saluant gravement je ne savais pas quoi. Au début, je pensais qu'ils saluaient les églises que nous pouvions rencontrer sur notre chemin, mais je ne voyais pas d'église. À la fin, tout à fait intrigué et en accord avec madame Lalonde, je leur demandai : « Mais que saluez-vous ? » Et Mgr Valois de me répondre : « Le Bon Dieu de la plupart du monde ». « Le Bon Dieu, je ne comprends pas ».

— « Eh bien oui, les banques, la richesse, le veau d'or devant lequel tout le monde s'incline. C'est ça que les banques représentent. C'est bien assez pour saluer. C'est le bon Dieu de l'humanité ». Et éclatant de rire, se tournant vers Bellemare : « Nous l'avons eu cette fois M. Denis ».

Ce n'était pas méchant, ça ne faisait pas de mal et ça les amusait.

Après la campagne, une partie de sucre était traditionnelle. Tous les auxiliaires y étaient invités. C'était quelque part dans le Nord, mais je ne me souviens pas où. Nous étions bien une centaine. Pour moi, c'était un événement nouveau parce que dans les provinces de l'Ouest, les parties de sucre sont rares. Aussi je regardais, j'écoutais, j'admirais. Tout se passa très bien. Des chants, de la gaieté, des tours, très peu de boisson. La présence de Mgr Valois en imposait. Des bousculades de temps à autre mais en toute camaraderie. Je dis que tout se passa très bien du moins jusqu'à mon arrivée chez-moi. Là, j'eus des explications à fournir parce qu'en me déshabillant, qu'est-ce qui tombe à terre ? Un lacet de corset. Il paraît que dans le temps les femmes en portaient. Vous vous imaginez la situation. Ma femme voulait absolument savoir où j'avais récolté ça. Je ne la blâme pas mais j'étais incapable de lui répondre, je ne le savais pas. Je me souvenais qu'à deux ou trois reprises M. Bellemare avait tenté de me glisser une poignée de quelque chose dans le dos, mais c'était tout. L'incident n'eut pas de suite, nous étions trop vieux mariés, mais je suis pas mal sûr que Mgr Valois fut l'investigateur de toute l'affaire, M. Bellemare l'exécutant, et je me doute un peu qui a fourni le lacet. Je le lui ai d'ailleurs retourné par la poste. Des jeux d'enfants, mais des jeux qui développent la camaraderie et facilitent le travail en commun autour des bonnes oeuvres.

Je suis persuadé qu'une campagne de Fédération sans Mgr Valois et sans A. Bellemare n'a plus le même cachet. Tous les deux sont décédés maintenant. J'ai l'impression d'être le seul parmi les vétérans à avoir été oublié.

Je participai encore activement à la campagne de 1944, et je fis partie du comité administratif de la Fédération pendant douze ou quinze ans.

Je m'intéressais particulièrement à l'Oeuvre aux vieux couples qui était située sur la rue Viger, en face du Parc du

même nom. Je crois que la limite minimum d'âge pour être admis était 70 ans. Je faisais partie du comité de surveillance de cette oeuvre admirable et je l'ai visitée plusieurs fois. Les vieux ménages avaient leur chambre avec des souvenirs de famille s'ils voulaient en apporter avec eux. L'été, ils allaient s'asseoir sur les bancs dans le parc. Ils ne payaient pas cher : de $15. à $22. par mois. Comme la pension fédérale dans le temps était de $40. il leur restait un peu d'argent pour leurs dépenses personnelles. Je les trouvais si bien, les bons vieux que j'avais presqu'envie de m'y réserver une place pour plus tard.

Je me souviens d'un vieux couple qui se chamaillait tout le temps. C'était une querelle continuelle. Mon vieux par ci, ma vieille par là. Je vous fais grâce des adjectifs. Cependant, ils ne se quittaient pas. Si l'un allait à la salle de jeux, l'autre le suivait. Il en était de même si la fantaisie prenait au vieux d'aller fumer une pipe dans le parc. La vieille ne fumait pas mais elle suivait quand même. Un jour, je leur en fis la remarque, mais puisque vous ne pouvez pas vous entendre, pourquoi ne restez-vous pas chacun de votre côté. Et la vieille de me dire: « Oui, puis qu'est-ce qu'on ferait. On s'ennuierait à mourir ». Et le vieux d'ajouter : « Ça fait 45 ans qu'on est marié, ça fait 45 ans qu'on se chicane, surtout elle. On est tellement habitué qu'on ne peut plus s'en passer ».

« T'en souviens-tu, dit la vieille, à deux fois je t'ai quitté parce que tu étais trop haïssable. Aux deux fois, tu es venu me chercher ». « Oui, mais aux deux fois quand je t'ai trouvé tu revenais, tu étais rendue en moitié chemin ».

« Ça prend un vieil effronté pour dire des affaires de même ». Et la chicane recommença. La surveillante me dit : « C'est toujours comme ça mais ils ne peuvent pas se passer l'un de l'autre ».

Mais ce qui m'a le plus surpris en vérifiant le budget annuel, ce fut d'y voir la première année l'item suivant : Frais

de mariage et réception $..............., je ne me souviens plus du montant. Mais comme nous devions vérifier les budgets au nom de la Fédération, nous ne voyions pas comment chez des vieux couples de plus de 70 ans, il pouvait y avoir des mariages. Il nous fallait des explications.

La directrice nous dit : « C'est bien simple. Nous ne pouvons accepter et garder que des vieux couples. Si l'un ou l'autre meurt, ce n'est plus un vieux couple. Le survivant doit partir et ça lui fait de la peine. Ici, il connaît tout le monde et puis il ne sait pas où aller.

Alors l'année dernière nous avons perdu un vieux de 76 ans et une vieille de 74 ans. Nous avons gardé les survivants mais nous avons dû les mettre en demeure de partir. Les deux vieux ont pensé à leur affaire. Nous remarquions qu'ils tenaient des conciliabules et un jour le vieux est venu nous dire qu'ils voulaient se marier parce qu'ils ne voulaient pas s'en aller. Le mariage a eu lieu, la vieille est allée demeurer dans la chambre du vieux et nous avons pensé que pour la circonstance une petite réception s'imposait »

Inutile de dire que la dépense fut acceptée, espérant cependant qu'on ne viendrait pas un jour nous parler de baptême.

L'objectif de 1943 comme celui des années précédentes fut largement dépassé, $80,000. je crois. Tous nous étions très heureux. Mais lorsque j'ai quitté la Saskatchewan en 1934, celui qui m'aurait prédit que neuf années plus tard, je dirigerais la campagne de la Fédération des Oeuvres de Charité à travers les paroisses de Montréal m'aurait bien surpris. Je dois dire que c'est l'une des campagnes qui me donna le plus de satisfaction. Autour de la charité, c'est l'union de toutes les bonnes volontés. Là au moins on ne parle pas de politique. Le président de la compagne comme le plus modeste des auxiliaires paie lui-même ses dépenses et ne reçoit pas de salaire. Tous nous travaillons pour les pauvres.

TOUJOURS DES SOUSCRIPTIONS

Je me demande si je vais en faire une spécialité ! J'ai commencé avec celle de la Fédération, j'ai continué avec la Presse Acadienne et voilà que l'Honorable Wilfrid Gagnon me demande d'accepter la vice-présidence da la campagne de souscription en faveur de la Palestre Nationale. Trois souscriptions la même année, c'est quand même un peu trop.

Cependant la Palestre Nationale évoque le souvenir de la Jeunesse Catholique ; c'est le centre de ralliement de la jeunesse canadienne-française dans le domaine sportif. C'est une oeuvre à maintenir et à sauver. Puis M. Gagnon est un industriel bien sympathique, toujours prêt à aider toutes les bonnes causes. C'est lui qui est président de la campagne. Comment lui dire non ? Et enfin un vice-président n'ayant pas la responsabilité de la campagne n'a pas beaucoup de travail à faire. Persuadé par toutes ces bonnes raisons, j'ai dit oui sans trop me faire prier, sans même en demander l'autorisation au président de la Sauvegarde qui devait commencer à s'habituer à mes escapades patriotiques et qui, je le savais, les approuvait.

Il fut entendu avec M. Gagnon qu'on me ferait surtout faire des conférences. J'ai devant moi le texte d'une causerie donnée à la radio au poste CKAC sous les auspices de l'heure catholique. J'y vois qu'il s'agissait de rénover l'immeuble de la rue Cherrier pour y accommoder un plus grand nombre de jeunes. En deux ans, l'effectif des membres était passé de 1800 à 5300. Le Conseil général espérait atteindre 10,000. L'objectif de la campagne était de $150,000. Nous atteignîmes $159,000. Je ne devrais pas dire nous, parce qu'en dehors de cinq ou conférences ou causeries à la radio, et de quelques hommes d'affaires que j'eus à solliciter, je ne fis pas grand chose. C'est l'une des campagne les plus agréables et les moins fatigantes auxquelles il m'a été donné de participer. Cependant les officiers de la Palestre Nationale crurent bon de me remercier en m'incluant parmi les membres du Conseil général.

Deux ans plus tard, ce fut au tour de M. Raymond Dupuis, plus tard président de Dupuis Frères qui insistait pour que j'accepte la vice-présidence d'une autre campagne de souscription en faveur de l'hôpital Ste-Justine cette fois-ci. M. Raymond Dupuis était le président de la campagne. Il eut la bonté de m'écrire qu'il comprenait fort bien que tenant compte de mon travail à La Sauvegarde et de la campagne de souscription pour Radio Ouest qui se préparait et à laquelle je prenais une part active, je ne pourrais certainement pas donner beaucoup de mon temps à la campagne de Ste-Justine. Comme il avait raison. Je dois lui rendre ce témoignage, c'est qu'il eut pitié de moi et ne me donna pas beaucoup de travail. Il me resta au moins la satisfaction d'avoir fait preuve de bonne volonté.

Mais mes amis de la Saskatchewan trouvaient que je les négligeais. Je n'étais pas allé les voir depuis leur congrès de Gravelbourg en 1939. Aussi, entre deux campagnes de souscription, je tins à assister à leur congrès de Saskatoon en 1942. Je n'ai pas besoin de dire que je fus reçu avec enthousiasme. Dans leur congrès je me trouvais bien encore chez moi, et j'aurais aimé pouvoir leur dire que dans quelques années à l'âge de la retraite je reviendrais prendre ma place au milieu d'eux. En attendant ils me firent prononcer un discours à l'une de leur séance et une allocution au banquet de clôture.

Cette allocution reproduite dans les jounaux de l'Est fit un peu de bruit dans la colonie française. 1942, c'était l'époque où la France envahie était sous la domination allemande. C'était aussi le moment où le héros de Verdun de 1914, le maréchal Pétain, gouvernait la France dans des conditions extrêmement difficiles pendant que de Gaulle réfugié en Angleterre appelait autour de lui tous les Français libres afin de continuer la guerre à côté des alliés. Les Français de Montréal comme ceux du monde entier d'ailleurs, étaient divisés en deux camps : les Gaullistes qui prétendaient que le maréchal Pétain trahissait la France et les Pétainistes qui affirmaient que de Gaulle compromettait dangereusement l'avenir de la patrie.

Personnellement, j'étais persuadé que les deux hommes faisaient leur devoir comme il le voyait. Pétain, après la chute de la France, convaincu de la victoire de l'Allemagne, manoeuvrait pour en arriver à une entente franco- allemande qui dominerait l'Europe. De Gaulle n'avait aucune confiance dans Hitler et espérait encore la victoire des alliés. Il tentait désespérément d'entraîner les Français à sa suite dans leur camp. C'était deux grands Français qui voyaient l'avenir d'une façon différente. Mais les Français étaient, sur cette question, divisés avec passion. Personnellement, si par le coeur j'étais totalement canadien-français, je ne pouvais pas oublier que j'étais né en France. Moi aussi, je pleurai à la nouvelle de la capitulation, mais je fus, je crois, le premier Français à télégraphier mon adhésion à De Gaulle. Je reçus plusieurs lettres du Comité des Français libres de Londres signées par de Gaulle. C'est moi qui accueillit à Montréal la première émissaire officielle du général de Gaulle, Mlle de Miribel, petite-fille d'un ancien chef d'État major de l'armée française, et le commandant d'Argenlieu qui vint au Canada quelques semaines plus tard. Mais je n'ai jamais attaqué Pétain, et bien trop occupé par d'autres questions, je laissais le mouvement Gaulliste à M. de Roumefort, du Crédit Foncier Franco-Canadien, et au Dr Vignal qui avaient chacun leur groupe de partisans. Les choses en étaient là lorsque je prononçai mon allocution à Saskatoon. A ce banquet, il y avait des Allemands, des Irlandais, des Anglais, mais la majorité était Canadienne-française. Cependant, parmi cette majorité, il y avait un bon groupe de Français des vieux pays.

Voici le compte rendu qui a paru dans le Devoir du 21 août 1942 :

M. RAYMOND DENIS AU CONGRÈS DE SASKATOON

Un discours émouvant – Hommage aux Oblats

« M. Raymond Denis, qui habite actuellement Montréal mais
« qui fut pendant de longues années en Saskatchewan l'un des
« chefs les plus écoutés de la minorité franco-catholique, qui

« a gardé là-bas des attaches très profondes et qui suit encore
« de fort près la vie de ses anciens voisins, assistait, voici
« quelque temps – comme il le fait habituellement – au congrès
« des Franco-Canadiens.

« Au dîner de clôture, on pria M. Denis de prendre la parole.
« Il y prononça un émouvant discours dont la substance a été
« reconstituée dans le texte ci-joint.

« Ce discours improvisé a produit un effet très considérable.
« L'un des auditeurs, Anglo-Canadien, a prié celui des Cana-
« diens français qui devait remercier M. Denis de lui céder
« son tour de parole. Il en a profité pour féliciter l'orateur et
« exprimer le désir que son discours soit abondamment répandu
« en Saskatchewan.

« Voici donc la substance de ce qu'a dit M. Denis :

« Je tiens aujourd'hui à profiter de l'occasion qui m'est of-
« ferte pour signaler le rôle important que joue dans votre
« vie nationale le Collège de Gravelbourg. Regardez autour
« de vous, dans cette génération qui monte. Parmi ces jeunes
« qui ont pris part à vos discussions, vous trouverez les anciens
« élèves de vos collèges classiques de l'Ouest. Il y a quinze
« ans, dans nos exécutifs, nous ne comptions que des Franco-
« Canadiens venant de Québec ou des vieux pays, ayant reçu
« leur éducation dans des milieux exclusivement français. Au-
« jourd'hui dans ces mêmes exécutifs, nous trouvons des chefs
« et non des moindres, qui ont grandi dans l'Ouest et qui
« presque tous ont passé par nos écoles et nos collèges de
« l'Ouest. C'est un fait qui autorise les plus belles espérances.
« Il est donc essentiel que vous mainteniez ces collèges et que
« dans ces temps difficiles, vous leur fournissiez des élèves,
« c'est-à-dire, les moyens de survivre et de continuer leur ma-
« gnifique travail d'éducation nationale. Mais votre collège à
« vous, Franco-Canadiens de la Saskatchewan, c'est le collège
« Mathieu de Gravelbourg. Vous ne devez pas l'oublier. Vous
« avez le droit de compter sur lui, mais lui, à son tour, a le
« droit de compter sur vous. Vous n'auriez aucune excuse si
« vous envoyiez vos enfants en dehors de la province, ou dans
« des collèges non canadiens-français de cette même province.

« Les résultats fournis dans le passé par le collège, et les
« succès remportés par ses élèves prouvent, d'une façon irré-
« futable, que le cours qu'on y donne est excellent. Vous pou-
« vez donc sans crainte lui confier vos enfants. Depuis dix
« ans, les Oblats ont fait des sacrifices considérables pour
« maintenir, malgré la crise, le collège de Gravelbourg. Sa dis-
« parition serait une calamité nationale pour votre groupe.
« C'est donc à vous de seconder les Pères Oblats et de vous
« grouper autour de votre collège comme vous vous groupez
« autour de vos écoles, autour de vos organisations et de votre
« journal ».

« M. Denis remercia ensuite les Oblats des services remar-
« quables qu'ils ont rendus à la cause franco-canadienne en
« Saskatchewan au cours des trente dernières années. Ils se
« sont identifiés avec toutes nos luttes. Non seulement ils ont
« maintenu le collège, mais ils ont contribué à la naissance
« du Patriote de l'Ouest, l'ont entouré de sollicitude tout le
« long de son existence et nous les retrouvons encore aujour-
« d'hui, présidant à la fusion des deux journaux qui n'en for-
« ment qu'un : La Liberté et le Patriote.

« Certes, d'autres congrégations religieuses ont laissé une
« marque profonde dans le développement religieux et national
« des provinces des prairies, mais il semble que les Pères Oblats
« ont eu pour le groupe franco-canadien de la Saskatchewan
« une prédilection toute spéciale, et je suis sûr d'être l'inter-
« prète de tout ce groupe en leur exprimant ici notre profonde
« reconnaissance.

« Messieurs, il s'est écoulé bien des événements depuis notre
« congrès de Gravelbourg en 1939. Pour la première fois dans
« l'histoire de nos associations, nous avions l'honneur d'avoir
« parmi nous, à ce congrès, le représentant officiel de la France,
« qui était venu apporter à la nouvelle France le salut et la
« reconnaissance émue de la Vieille France.

« Déjà, on parlait de la guerre. On se rendait compte qu'elle
« paraissait inévitable, mais on ne s'en inquiétait pas outre
« mesure. On avait confiance dans la valeur de l'armée fran-
« çaise, dans l'invincibilité de la flotte britannique. On ne

« soupçonnait pas l'étendue de la préparation allemande,
« l'existence de milliers et de milliers de tanks et d'avions
« devant lesquels la valeur du soldat était impuissante.

« Quelques mois plus tard, une stupeur immense s'abattait
« sur le monde. La France, une fois de plus, était envahie,
« Paris était menacé. L'armée française, cette armée qui tant
« de fois avait planté son drapeau triomphant sur les capitales
« de l'Europe, était écrasée, anéantie. Cette fois-ci le miracle
« de la Marne ne se renouvela pas. Aucune puissance humaine
« ne pouvait tenir devant ces vagues d'acier, de feu et de
« flammes, qui déferlaient sur toute la France, semant partout
« la mort, la destruction, la désolation, le deuil.

« Les cadavres jonchaient les routes, les femmes et les en-
« fants tombaient pour ne plus se relever. Le sol de France
« était rouge du sang de ses enfants. Ce n'était plus une guerre,
« c'était une boucherie. Bientôt ce fut l'armistice, la défaite,
« plus que la défaite, l'anéantissement complet. La France,
« semble-t-il, n'existait plus. Déjà d'autres nations se ruaient
« à la curée. Allions-nous assister à son dépècement, comme
« on avait assisté, au XVIIIe siècle, au dépècement de la Po-
« logne ? Tout semblait le faire présager.

« Au Canada français, ce fut la douleur qui accompagne les
« grandes épreuves. Jamais la France n'y fut tant aimée. Dans
« le temps de sa splendeur, nous avions pu être péniblement
« impressionnés par sa politique intérieure, nous avions critiqué
« certains de ses gouvernements dont les actes ne nous parais-
« saient pas en accord avec l'idéal français. Nous avions peut-
« être même pensé que rien ne nous rattachait plus à un pays
« que les ancêtres de plusieurs d'entre nous avaient quitté
« depuis plusieurs siècles, mais devant une France meurtrie et
« crucifiée, tout notre sang français remonta vers nos coeurs,
« les ressentiments s'effacèrent, et nous avons souffert, comme
« on souffre quand le malheur s'abat sur quelqu'un de très
« cher.

Mes mémoires

« On se divise parfois dans les familles. Des questions d'inté-
« rêts séparent les frères les uns des autres, des discussions
« souvent futiles rejettent les enfants loin des parents, mais
« dès que le malheur apparaît, qu'un deuil frappe la famille,
« tout le reste est oublié, l'union des coeurs se fait autour de
« la douleur, l'on se groupe autour des mêmes tombeaux.

« Nous avons souffert des malheurs de la France, nous souf-
« frons des injures qu'on lui prodigue. Le martyre qu'elle a
« subi, qu'elle subit encore, devrait au moins lui valoir les
« sympathies de ceux qui ont été éprouvés moins qu'elle. Certes
« son gouvernement n'est pas libre, nous le savons. Peut-il en
« être autrement alors que la plus grande partie de son terri-
« toire est occupée par l'ennemi, qu'un million et demi de ses
« meilleurs citoyens sont dans les camps de concentration alle-
« mands et que les armées allemandes ne cherchent qu'un
« prétexte pour occuper le reste du territoire et plus spéciale-
« ment les ports français de la Méditerranée. Mais enfin qu'à-
« t-on au juste à lui reprocher ?

« Depuis deux ans, certaines agences d'information nous ont
« répété encore et encore que la flotte française allait être
« livrée à l'ennemi, que des marins allemands étaient à Toulon
« et à Dakar, que des navires français servaient au ravitaille-
« ment de l'armée de Rommel, ou bien encore que les vivres
« envoyés en Afrique française et en France par les États-
« Unis étaient ensuite données à l'Allemagne.

« Or voici deux ans que l'armistice a été signé et la flotte
« française est encore à la disposition de Pétain. On n'a jamais
« donné la moindre preuve que des navires français aient colla-
« boré avec l'ennemi. Personne n'a vu de marins allemands ni
« à Toulon, ni à Dakar, et une enquête officielle, faite par les
« États-Unis, a établi d'une façon définitive, que les vivres
« envoyées par les États-Unis avaient servi à la France et à la
« France seulement.

« L'amiral Leahy, enfin, qui sait ce qui se passe en France,
« puisqu'il y fut ambassadeur américain jusqu'à ces temps
« derniers, rendait dernièrement, par la voix des journaux, un
« témoignage public d'admiration au Maréchal Pétain. Pour-
« quoi donc cette campagne qui irrite les Français et qui froisse
« douloureusement les nombreux amis de la France à travers
« le monde ?

« La France n'est pas collaborationniste, j'en suis sûr. Il peut
« se trouver, en France comme ailleurs, des politiciens mal
« renseignés et ambitieux, mais la nation elle-même est tout
« entière avec ceux qui se battent, et elle l'a montré lorsque
« les commandos britanniques ont fait leur fameux raid à St-
« Nazaire. La France tout entière, j'en suis sûr, fait des voeux
« pour le succès des Alliés et elle se lèvera dès que l'on éta-
« blira sur son sol ce deuxième front, dont on parle tant. Non,
« la France n'a pas trahi la cause des Alliés, mais en attendant
« la délivrance, il faut qu'elle mange, il faut qu'elle vive, il
« faut qu'elle supporte sans faiblir le joug de l'envahisseur ;
« mais au nom du ciel, qu'on respecte son malheur et qu'on
« n'aille pas compromettre par des critiques blessantes le retour
« de la France à la cause des Alliés.

« D'ailleurs, Messieurs, dans ces critiques, on trouve une
« consolation. Si on se préoccupe tant de ce que fait la France
« ou de ce qu'elle pense, c'est que la France est encore bien
« vivante. Ce ne sont pas seulement les Alliés qui suivent atten-
« tivement ce qui se passe en France. Ce sont également les
« ennemis. Hitler recherche avec une ténacité et une patience
« dont il n'est pas coutumier la collaboration de la France.

« Il l'invite à coopérer avec l'Allemagne à la création du fa-
« meux ordre nouveau. Il semble attacher beaucoup plus d'im-
« portance à l'appui d'une France défaite qu'à celui d'une
« Italie victorieuse. Pourquoi ? Parce que la France représente
« dans le monde une puissance morale et spirituelle à nulle
« autre pareille. C'est parce que le peuple français, travailleur
« et économe, a toujours triomphé de toutes les situations,
« même les plus désespérées. C'est parce que Hitler a besoin
« de la France, c'est parce que la France vit encore. On ne
« recherche pas la collaboration des morts.

« En 1940 tout semblait consommé. C'était la ruine, la mi-
« sère, la famine ; c'était, semble-t-il, les funérailles de la
« France. Moins de deux ans après, malgré son territoire en-
« vahi, malgré son armée en grande partie prisonnière, de
« partout on se préoccupe de ce qui se passe en France, de ce
« que va faire la France. Miracle de survivance qui ne peut
« que réjouir les Alliés et qui a pour nous, Canadiens français,
« un intérêt considérable.

« Nous sommes les héritiers spirituels de la France. Nous
« portons sur le sol d'Amérique le flambeau de la civilisation
« française. Le premier ministre du Canada, à plusieurs re-
« prises, a affirmé que la défaite, l'esclavage momentané de
« la France faisaient peser sur les épaules du Canadien fran-
« çais une responsabilité bien lourde, parce qu'il lui apparte-
« nait, affirmait-il, de continuer les traditions françaises et
« de maintenir à travers le monde, le prestige de la pensée
« française.

« Messieurs, ne nous faisons pas illusion. Si la France dis-
« paraît, ce n'est pas un petit groupe de trois ou quatre millions
« d'individus participants d'une civilisation qui s'éteint qui
« aurait le prestige nécessaire pour relever cette civilisation
« et la maintenir à travers le monde. Nous ne demeurerons
« Canadiens français, avec toutes les caractéristiques de la
« race : langue, foi, tradition, qu'en autant qu'il y aura en
« Europe une nation qui rehaussera de son prestige cette civi-
« lisation.

« La France, d'ailleurs, ne peut pas disparaître. La divine
« Providence ne le permettra pas. Malgré ses erreurs passa-
« gères, la France n'a jamais renié son titre de fille aînée de
« l'Église. En 1941, au cours de cette année terrible, cette na-
« tion en proie à la famine, souffrant mille misères, trouve
« encore le moyen de fournir son obole à l'oeuvre des Missions
« Étrangères ; de ces Missions Étrangères, qui vont faire con-
« naître le Christ à travers le monde des infidèles ; et quelle
« obole ! La plus généreuse, la plus considérable de toutes
« celles qui ont été versées par n'importe quelle autre nation.
« Pendant la même année, malgré les malheurs de la patrie,
« les missionnaires de France et les missionnaires canadiens-

« français continuent à prêcher l'Évangile dans toutes les par-
« ties du monde. Pensez-vous, messieurs, vous tous qui êtes
« chrétiens, que la Providence puisse abandonner une nation
« qui lui reste si généreusement fidèle, jusque dans le malheur !
« Et vous, Franco-Canadiens de la Saskatchewan, avez-vous
« étudié le bilan financier de votre association nationale ? Y
« avez-vous remarqué, pour cette année 1941, un don de $400.
« provenant du gouvernement français ? Depuis plusieurs an-
« nées, la France avait tenu à accorder une aide substantielle
« à nos oeuvres françaises de la Saskatchewan, mais qui donc,
« au milieu de tant de ruines, aurait osé demander à la France
« de renouveler son geste habituel ? Messieurs, malgré ses
« souffrances, malgré la gravité des problèmes qui l'agitent et
« l'inquiètent, la France meurtrie a tenu une fois de plus à se
« pencher vers ses arrières-petits-fils de l'Ouest pour leur dire
« que, malgré ses malheurs, elle pense à eux, et leur est recon-
« naissante d'avoir si bien maintenu toutes les traditions de la
« race. Geste touchant, geste qui, pour ma part, m'a profon-
« dément ému.

« Non, Messieurs, la France ne disparaîtra pas. Elle sortira
« de cette épreuve purifiée par la souffrance, et plus belle que
« jamais. Français du dedans et Français du dehors, Français
« de Pétain et Français de de Gaulle, travaillant tous vers un
« but commun par des moyens différents, réconciliés dans un
« amour commun de la Patrie, groupés autour du même dra-
« peau tricolore, se rejoindront d'ici la fin de la guerre pour
« reprendre la lutte contre l'ennemi commun et aider les alliés
« à atteindre une victoire si nécessaire à la paix et au bonheur
« de l'humanité.

« Et nous, au Canada français, nous continuerons à faire
« notre part dans le conflit actuel, comme nous l'avons fait
« jusqu'à présent, en formulant des voeux pour la revanche
«des Alliés, et pour la revanche d'une France si loin de nous
« par les distances et pourtant si près de nos coeurs ».

Un certain groupe gaulliste ne me pardonna pas cette prise de position. Le représentant gaulliste au Canada, un colonel dont j'ai oublié le nom, me fit de vifs reproches parce que je n'avais pas condamné Pétain. M. Rumilly, l'historien

pour lequel j'ai toujours éprouvé une vive admiration, mais pétainiste ardent et anti-gaulliste, me disait dans une lettre que j'étais sûrement le prince des diplomates et il ajoutait que Monseigneur O. Mathieu, du haut du Paradis, devait être fier de son élève. Un autre ami Français des vieux pays, M. Donatien Frémont, journaliste et membre de l'Académie Royale, chevalier de la Légion d'honneur et parfait gaulliste, approuva ma prise de position. Il y a longtemps de cela — 22 ans — mais je crois que j'avais raison.

LA PRESSE ACADIENNE

J'avais à peine terminé la souscription de la Fédération des oeuvres de charité que je recevais la visite d'un de mes jeunes amis, Jacques Melanson de la Chambre de Commerce. Il venait me proposer d'organiser et de diriger dans la région de Montréal, une campagne de souscription en faveur de la Presse Acadienne. Les Acadiens ne disposaient que d'un journal hebdomadaire rédigé en français. Ceux qui voulaient se tenir au courant des nouvelles nationales ou internationales, des sports, des marchés, etc., lisaient les journaux quotidiens, c'est-à-dire des journaux rédigés en anglais puisqu'il n'y en avait pas d'autres. Monseigneur N. Robichaud, le nouvel archevêque de Moncton, N.B., craignait beaucoup l'influence anglicisante de cette presse quotidienne.

Dans un message daté d'avril 1943, Monseigneur Robichaud disait ceci :

« Ce journal quotidien que nous voulons fonder est absolu-
« ment nécessaire à la survivance religieuse et nationale de
« notre groupe. Notre presse hebdomadaire qui a accompli
« une superbe mission au cours des dernières années n'est
« plus suffisante aujourd'hui. Nos gens lisent davantage, ils
« sont avides des nouvelles et pour les avoir plus rapidement
« ils reçoivent des quotidiens de langue anglaise et de tendance
« neutre, puisqu'ils n'en ont pas d'autres à leur disposition.

« Il y a là pour l'avenir de notre petit peuple Acadien un
« danger dont il importe de mesurer toute la gravité. Pour y
« faire face il n'est pas d'autre moyen que d'assurer l'existence

« en Acadie d'un journal quotidien catholique d'expression « française. C'est pour nous une question primordiale ».

Monseigneur Camille LeBlanc, évêque de Bathurst écrivait dans le même sens. À la suggestion des évêques acadiens, un groupe de laïcs venant de toutes les régions de l'Acadie se réunissait le 30 octobre 1942 à Moncton et jetait les bases d'un comité de la Bonne Presse. À cette réunion il fut décidé de recueillir les fonds nécessaires à l'établissement d'un quotidien catholique et français acadien. La création d'un journal quotidien coûte cher. Il faut réunir des capitaux. Les Acadiens seuls ne sont pas capables de fournir l'effort nécessaire. La province de Québec, mère patrie des minorités de langue française, se doit de leur venir en aide.

Dans une conférence faite le 24 février 1943 devant la Société du Parler Français à Québec, Mgr Robichaud fit connaître ce problème de la nécessité d'un journal quotidien catholique et de langue française. Le Conseil de la Vie française, répondant à l'appel de l'archevêque de Moncton, jeta immédiatement les bases d'une grande campagne de souscription à travers la province. Un comité d'honneur fut formé avec comme président Son Éminence le Cardinal Villeneuve et Son Excellence Sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Parmi les vice-présidents, je relève les noms de l'honorable Adélard Godbout, premier ministre, l'honorable juge Thibaudeau Rinfret, de la Cour Suprême, Mgr J. Charbonneau, archevêque de Montréal, Mgr A. Vachon, archevêque d'Ottawa, M. Adhémar Raynaud, maire de Montréal, le notaire L. A. Fréchette, président de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal et plusieurs autres. Parmi les membres du comité actif, je relève les noms de M. A. de la Rochelle, chef du Secrétariat de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Rév. Frère Antoine Bernard, c.s.v., professeur d'histoire à l'Université de Montréal, chargés plus spécialement de la région de Montréal.

Tout ceci je l'avais lu dans les journaux mais sans y apporter une attention spéciale parce que j'étais pris tout entier par mon travail à La Sauvegarde et plus encore par la campagne de souscription de la Fédération des Oeuvres de

Charité. Pourquoi M. Jacques Mélanson venait-il me refaire l'historique de ce que je savais déjà, du moins dans les grandes lignes ? Je n'allais pas tarder à le savoir.

La souscription était déjà commencée à Québec. Des comités diocésains s'étaient formés un peu partout, mais à Montréal, rien ne bougeait. Monseigneur Charbonneau voulait bien que son diocèse fasse sa part, il l'avait promis à Monseigneur Robichaud de Moncton. Un groupe d'Acadiens de Montréal avait tenté de jeter les bases d'une organisation mais n'avait pas réussi. « La Saint-Jean-Baptiste est sympathique au mouvement mais ne bouge pas. À une réunion qui a eu lieu hier soir, M. Denis, vous avez été choisi à l'unanimité comme président d'un comité de souscription. Montréal doit absolument faire sa part et vous êtes l'homme tout désigné, M. Denis, pour grouper autour de vous toutes les bonnes volontés ».

Évidemment, je protestai énergiquement. Il n'y avait pas trois semaines que la campagne de la Fédération des oeuvres de charité était terminée. J'y avais donné tout mon temps et tout mon coeur. Je n'étais pas pour recommencer. Après tout, c'est La Sauvegarde qui paie mon salaire, je n'ai pas le droit de continuer à la négliger comme je l'ai fait depuis quatre ou cinq mois.

« Mais M. Denis, nous ne vous demanderons pas de travail, ce que nous voulons, c'est votre nom. Si vous acceptez, le notaire Langevin, qui fut président des arrondissements paroissiaux de la Fédération l'année passée, est prêt à travailler avec nous et il s'occupera de l'organisation des paroisses, M. Maurice Trudeau, qui s'est déjà occupé des noms réservés et qui devint plus tard président de la Chambre de Commerce, accepte de diriger la section des noms réservés. M. Gaétan Benoit, qui dirigeait la publicité pour la Fédération, dirigera également la publicité pour notre campagne. Nous aurons le concours de tous les journaux. Personnellement j'accepterais d'agir comme secrétaire. Mgr Philippe Perrier, v.g., sera le délégué de l'Archevêché. M. Éloi LeBlanc, des célèbres magasins, et le Rév. Frère Bernard représenteront les Acadiens dans le comité. Tout ce que nous voulons, c'est votre nom ».

— « Mais M. Melanson, vous voulez tenter l'impossible. Nous voici à la fin d'avril. Il faudrait que la souscription débute d'ici un mois. Vous voulez qu'elle se termine pour le 24 juin. Nous n'avons aucune organisation. Ça ne s'improvise pas une souscription. Ça se prépare longuement, minutieusement, autrement c'est un fiasco ».

— « M. Denis, nous tirerons parti des cadres de la Fédération des oeuvres. Tous les auxiliaires vous connaissent comme ils connaissent le notaire Langevin et M. Trudeau. Ils recommenceront une deuxième campagne. Vous verrez, ça ne sera pas si difficile que vous ne l'imaginez. Et puis, vous feriez si plaisir à Mgr Charbonneau ».

M. Melanson est un bon vendeur. Ça ne me surprend pas s'il réussit dans la vie.

Cependant, je refusais de m'engager. Je voulais réfléchir, en parler à M. N. Ducharme, le président de La Sauvegarde, et puis surtout je vieillissais et je ne voulais pas recommencer dans l'Est à donner ma vie et ma santé à toutes sortes d'oeuvres, aussi bonnes soient-elles, comme je l'avais fait dans l'Ouest. Il fut convenu que nous nous reverrions.

Mais voilà que trois ou quatre jours plus tard, mon excellent ami Omer Héroux publiait le Bloc-Notes suivant :
« On annonce que M. Raymond Denis vient d'accepter la « présidence de la campagne montréalaise pour la presse aca- « dienne.

« Ce choix est évidemment, et tout d'abord, d'ordre très prati- « que. M. Denis est un organisateur-né et il a, on le sait, tenu « dans la campagne des Oeuvres de charité canadiennes-fran- « çaises un rôle de tout premier plan.

« Mais l'on pourrait ajouter qu'en le désignant à ce haut poste, « les directeurs du mouvement ont en même temps posé un « geste d'une grande valeur symbolique.

« M. Raymond Denis est un Français de France, du pays même « de Champlain. Il est arrivé au Canada tout jeune et s'est « enfoncé dans l'Ouest. Il a dû d'abord y faire sa vie. Lui- « même dit volontiers qu'il s'est passé quelque temps avant

« qu'il se rendit compte du fond des débats français dans son « pays d'adoption. À quoi plusieurs, qui entretiennent quand « même un certain scepticisme sur ce prétendu détachement, « ripostent : En tout cas, il n'a pas depuis perdu son temps . . .

« Et il devait être singulièrement bien disposé pour être si tôt « devenu l'un des grands chefs de la Saskatchewan française . . .

« En tout cas, le nom de Raymond Denis est indissolublement « lié aux luttes catholiques et nationales dans l'Ouest, et parti- « culièrement en Saskatchewan. Il a donné à ces luttes une « bonne partie de sa vie si les circonstances lui font au- « jourd'hui passer dans notre province le plus clair de son « temps, il reste de maintes façons lié à la Saskatchewan. Il « suffit encore qu'il paraisse dans l'une des réunions de là-bas « pour qu'on y l'acclame.

« Dans notre province, Raymond Denis voulut d'abord se tenir « à l'écart, se confiner dans son accablante besogne, mais il est « de ceux qu'on va chercher dans les coins où ils se terrent. Il « n'a pas tardé à passer chez nous comme dans l'Ouest au pre- « mier plan. Et voici qu'on lui confie de nouveau un grand « honneur à la fois et une lourde charge.

« De Montréal donc, du centre de la plus grande région fran- « çaise, ce Français de la vieille France, qui, si complètement « s'est donné à la France nouvelle, qui a été l'un des grands « champions de nos droits dans l'Ouest, dirigera la campagne « pour la presse acadienne. N'est-ce pas magnifique, et ce « choix ne résume-t-il pas la vie française, ne symbolise-t-il « pas la fraternité française dans le nord du continent ?

« . . . . Mais il ne suffit pas d'applaudir au choix de M. Denis ; « il ne suffit pas d'admirer son courage et son dévouement, « car son acceptation témoigne de l'un et de l'autre ; il faudra « l'aider à fond. Lui et ses collègues — il vaut mieux ne pas « se faire d'illusion là-dessus — auront besoin de notre colla- « boration à tous, des plus petits comme des plus grands.

« Sachons ne la leur point refuser.

Quoi faire ? Je téléphonai à M. Héroux pour savoir d'où il tenait cette nouvelle. Il se réfugia derrière le secret profes-

sionnel. Évidemment, je soupçonnais Jacques Melanson. Dans le cours de la journée, je reçus un appel téléphonique de Monseigneur Charbonneau me remerciant d'avoir bien voulu accepter d'organiser la souscription et me souhaitant beaucoup de succès. Je n'ai pas osé lui dire que c'était une nouvelle au moins prématurée, et je suis allé voir mon président, M. Ducharme, pour lui expliquer la situation et lui laisser le choix de la décision à prendre.

Sa réponse, je la connaissais d'avance : « Allez-y M. Denis. Nous ne devons pas oublier que la Sauvegarde est une compagnie canadienne-française. Elle doit faire sa part mais ne vous faites pas mourir ». « Ne vous faites pas mourir ». Combien de fois M. Ducharme me l'a-t-il faite cette recommandation.

Voilà comment un ancien fermier de l'Ouest a été appelé à diriger à Montréal une campagne de souscription au bénéfice des Acadiens. Dès le lendemain, je convoquai à la Chambre de Commerce les leaders sur lesquels je croyais pouvoir compter pour organiser et diriger avec moi la souscription. Tous acceptèrent l'invitation.

Tel que M. J. Melanson l'avait proposé dès le début, le notaire J. H. Langevin se chargea des arrondissements paroissiaux pendant que M. Maurice Trudeau, avocat, prenait la direction des noms réservés et M. L. Messier, celui des souscriptions industrielles, c'est-à-dire des ouvriers. M. Gaétan Benoit, rédacteur à la Patrie, se chargea de la publicité. M. Arthur Tremblay de la St-Jean-Baptiste fut élu trésorier, M. Jacques Melanson, secrétaire, le Rév. Frère Bernard, c.s.v., conseiller. M. Jean-Paul Héroux, de la Chambre de Commerce des jeunes, se chargea de l'organisation d'un banquet au Windsor et s'acquitta de sa tâche d'une façon splendide. Nous bénéficiâmes de l'appui total de la Chambre de Commerce où M. Latour avait fait un remarquable travail de réorganisation.

Les bureaux de la souscription furent installés à la Palestre Nationale, siège de la Jeunesse Catholique dont M. François Desmarais était le secrétaire. Nous engageâmes comme chef du Secrétariat, un Acadien, M. L. Le Gresley.

Tous les journaux quotidiens de Montréal acceptèrent d'être patrons d'honneur de la campagne et, grâce aux initiatives de M. G. Benoit, nous firent une excellente publicité. Il nous fallait des membres d'honneur, des personnes connues, dont les noms serviraient de garants à la campagne, des notabilités du monde financier. Ce ne sont pas eux qui font le travail, mais leurs noms ouvrent bien des portes et leur titre de membre d'honneur les oblige dans une certaine mesure à verser une généreuse contribution.

Nous eûmes comme présidents d'honneur :

Son Excellence l'archevêque de Montréal,
Monseigneur Joseph Charbonneau,
Son Honneur le maire de Montréal,
Monsieur Adhémar Raynault

Et comme vice-présidents d'honneur :

L'honorable Pamphile du Tremblay, de la Presse
L'honorable Wilfrid Gagnon, industriel,
vice-président du C.N.R.
M. C.-L. Beaudry Leman,
président de la Banque Canadienne Nationale
M. René Morin, président du Trust Gén. du Canada
M. Alfred H. Paradis, industriel bien connu
L'honorable Alphonse Raymond, industriel,
conseiller législatif
L'honorable Donat Raymond, financier
M. Guy Vanier,
vice-président de la Banque d'Épargne

Il y avait là des noms prestigieux dans le monde des affaires, banques, industries, commerce, journaux, etc.

Nous étions prêts à commencer la souscription. L'objectif du diocèse de Montréal avait été fixé à $30,000. Il y a vingt ans, $30,000 représentait de l'argent, et puis enfin nous devions improviser. Les paroisses s'organisaient assez lentement et nous craignions. Il fut décidé de demander du secours à Mgr Robichaud. Il accepta de rencontrer nos auxiliaires ainsi

qu'un certain groupe d'invités que nous voulions convertir ou tout au moins confirmer dans la foi patriotique. Cette réunion, genre conférence de presse, eut lieu le 25 mai 1943 au Monument National, rue St-Laurent. Près de 300 personnes s'y étaient rendus. Mgr Robichaud nous expliqua la situation des Acadiens et nous dit pourquoi un journal quotidien était indispensable pour assurer leur survivance nationale et religieuse. Il produisit une très bonne impression mais quelqu'un lui demanda s'il s'agissait d'un journal libéral ou conservateur. Monseigneur répondit qu'il ne pouvait être question que d'un journal indépendant. La même voix reprit : « Voulez-vous dire Monseigneur, indépendant comme le Devoir ou bien comme l'Action Catholique de Québec ou le Droit d'Ottawa ». Monseigneur réfléchit une minute et dit qu'il ne lui appartenait pas de fixer une ligne de conduite au futur journal, aussi longtemps qu'il défendrait les intérêts catholiques et français, mais qu'il supposait volontiers que son attitude se rapprocherait beaucoup de celle du Devoir. Cette déclaration fut vivement applaudie, mais elle mécontenta vivement les libéraux.

Nous étions en effet en pleine guerre. La conscription était appliquée avec vigueur. Le Devoir attaquait souvent le gouvernement libéral. Il traitait de suiveurs les députés rouges qui, après avoir combattu la conscription, soutenaient de leurs votes un gouvernement qui l'appliquait. Les libéraux trouvaient qu'il y avait assez d'un journal comme le Devoir, ils ne tenaient pas à souscrire pour en avoir un deuxième, même au Nouveau-Brunswick.

Nous organisions au Windsor un grand banquet pour le 5 juin. Mgr Robichaud devait être l'orateur de circonstance. Ce banquet était le signal d'ouverture de la souscription. M. Jean-Paul Héroux avait fait un travail de géant pour assurer le succès de ce banquet. Nous voulions avoir là l'élite de la haute société de Montréal, celle qui avait l'argent et l'influence. Dans notre comité d'honneur, nous avions des bleus et des rouges et au banquet nous voulions avoir et les bleus et les rouges. Les réponses reçues avaient été encourageantes et nous nous pensions sûr du succès.

Mais voici que dans les deux jours suivant la réunion du Monument National, nous reçumes plusieurs annulations. L'un partait pour New York, l'autre se préparait à être malade, etc. etc. Or toutes ces annulations provenaient de libéraux connus. Ce ne pouvait pas être une simple coïncidence. C'est M. Maurice Trudeau, président des noms réservés et libéral très en vue, qui me donna le clef de l'énigme. Il me conseilla en même temps d'aller voir M. X, sénateur libéral très influent ainsi que M. P. DuTremblay et Wilfrid Gagnon, industriel fort en vue et vice-président du C.N.R.

Le sénateur était en furie. Il était aussi Canadien-Français que n'importe qui, mais on ne pouvait pas lui demander à lui et aux autres libéraux de se suicider politiquement en aidant à mettre debout un journal qui serait la réplique du Devoir, un journal écoeurant. La discussion dura pas loin d'une heure et ne fut pas toujours cordiale. Je la terminai en lui disant que j'avais deux autres visites à faire, mais que si au 5 juin les libéraux n'étaient pas au banquet, nous saurions ce que valait leur patriotisme. Je fus très bien reçu chez M. DuTremblay et chez M. Wilfrid Gagnon. Je ne sais pas ce qui se passa dans les coulisses mais je sais bien que les libéraux y étaient au banquet, comme les autres, inclus le Sénateur X.

Ce banquet fut d'ailleurs un succès complet. À la table d'honneur en dehors de Mgr Robichaud, on remarquait Mgr Conrad Chaumont représentant l'archevêché, M. Beaudry Leman, président de la Banque Canadienne Nationale, M. Adhémar Raynaud, maire de Montréal, M. Guy Vanier, vice-président de la Banque d'Épargne, M. C.A. Roy, président de la Banque Provinciale, René Morin, président du Trust Général du Canada, Alfred H. Paradis, industriel bien connu, Paul Béique, président de la Chambre de Commerce, Éloi LeBlanc, président de Larivière et LeBlanc, Paul LeBlanc, président de l'A.C.J.C., Adrien Pouliot, doyen de la faculté des Sciences à l'Université Laval, le notaire A. Fréchette, président de la Société St-Jean-Baptiste, Maurice Trudeau, avocat, le notaire J.H. Langevin, Romuald Bourque, plus tard maire d'Outremont, l'honorable Donat Raymond, Narcisse Ducharme, président de la Sauvegarde, le docteur J.B. Prince.

Dans la salle il y avait près de 500 convives. Parmi eux, on remarquait M. Albert Dupuis, président de Dupuis Frères Limitée, M. S. McNichols, directeur de la Banque du Canada, M. J.E. Boucher, surintendant de la maison Dupuis Frères Limitée, M. J.-A. Paulhus, ex-président de la Chambre de Commerce de Montréal, M. Edgar Genest, président de la Chambre de Commerce du district de Montréal, Me. Antonio Perreault, avocat bien connu, le Dr Eudore Dubeau, doyen de la faculté dentaire de l'Université de Montréal, M. Pierre Desmarais, échevin, M. René Paré, président de la Société des Artisans Canadiens-Français, M. Wilfrid Girouard, président de la compagnie Volcano Limitée, M. J.-A. Trudeau, président de Genin Trudeau & Cie Ltée, M. C.-A. Gascon, président de la Cie Mutuelle d'Immeubles, M. Taggart Smyth, gérant général de la Banque d'Épargne, M. Oswald Mayrand, rédacteur en chef du journal La Patrie.

M. Maurice Trudeau présenta Monseigneur Robichaud et je le remerciai. Les journaux donnèrent tous des comptes rendus généreux et bienvaillants. Mgr Robichaud, instruit par l'expérience, insista sur le caractère d'absolue indépendance du futur journal. Il insista sur les devoirs qui incombaient à la vieille province envers les minorités. Son langage fut celui que j'ai tenu bien souvent dans l'Est, parce que tous les deux nous représentons des minorités.

Un incident amusant qui aurait pu avoir des résultats plus graves se produisit à la fin du discours de Mgr Robichaud. La table d'honneur était montée sur une estrade surélevée d'au moins 3 pieds ce qui nous permettait de dominer toute l'assistance. Mais cette estrade était plutôt étroite, et à environ deux pieds en arrière de nos chaises, c'était le vide. Ceci, je l'avais remarqué dès le début et moi qui en parlant ai la mauvaise habitude de gesticuler, je me promis de me modérer. Mais j'avais à côté de moi mon bon ami M. Adrien Pouliot, l'homme le plus charmant mais le plus distrait de la terre. C'est lui qui étant venu de Québec à Montréal en auto, oublia celle-ci stationnée dans une rue, et retourna par le train, maugréant parce qu'il ne trouvait pas son billet de retour. Lui, n'avait pas remarqué le vide ou l'avait oublié.

Au moment où Monseigneur en arrivait à sa péroraison très éloquente, M. Pouliot qui s'apprêtait à applaudir énergiquement recule sa chaise un peu trop, et vlan patatras, voilà M. Pouliot et la chaise partie les pattes en l'air au milieu d'un bruit de vaisselle cassée pendant que dans l'assistance debout, on entendait un « Ouf ». Tout le monde pensait qu'il avait pu se faire bien mal. Mais non, M. Pouliot, qui n'est ni grand, ni gros, se relève en se brossant et affirme avec le sourire : « Mais non, je ne me suis pas fait mal ». M. Pouliot était tombé sur une table où était empilée de la vaisselle encore plus ou moins remplie de crème à la glace. Pauvre M. Pouliot, il ne s'était pas fait mal, mais il avait besoin de se nettoyer. Je n'ai pas besoin de dire que M. Pouliot eut du succès et il me gâta presque mes remerciements, moi qui parlais immédiatement après sa dégringolade.

Robert Lapalme, le célèbre caricaturiste, avait le lendemain dans la Presse, une caricature fort amusante. On y voit Mgr Robichaud, le bras levé par dessus l'auditoire et s'écriant : « Canadiens, debout et groupons nous » pendant que dans la même caricature on aperçoit Pouliot les pattes en l'air. Drôle de façon de se tenir debout.

La souscription débuta dès le lendemain, il ne nous restait plus que deux semaines pour la compléter. Ce n'était pas assez. Nous la continuâmes en sous-main pendant deux autres semaines mais sans faire de publicité. Notre objectif était de $30,000. La plupart de nous n'espérions pas l'atteindre. Pour ma part, je n'étais pas si pessimiste et dès les premiers jours de la campagne, j'écrivais à Mgr Charbonneau pour lui dire que nous nous rendrions à 33 ou $35,000. Nous avons atteint $40,000. et si nous avions eu plus de temps pour mieux nous organiser, nous nous serions rendus à $50,000.

À côté de certaines indifférences douloureuses, que de gestes consolants. C'est ce prêtre pas plus riche que les autres qui nous fait parvenir $500. C'est M. Ludovic Germain, directeur du district postal L.D. 8 qui nous fait parvenir $175.20, produit d'une collecte organisée parmi ses collègues par le commis J.M. Richard.

C'est un Français qui veut rester anonyme et qui fait souscrire $200.00 parmi la colonie française de Montréal. C'est encore le maréchal de l'Air A. de Niverville qui regrette de ne pouvoir assister au banquet mais nous envoie sa souscription et se fait représenter par le chef d'escadrille A.E. Richard.

Ce sont tous les membres de l'État Major qui, durant près de deux mois, négligèrent leurs affaires pour assurer le succès de la souscription. Ce sont les auxiliaires de toutes les paroisses, de tous les comités qui ne ménagèrent ni leur temps, ni leur bonne volonté.

Nous reçûmes un certain nombre de souscriptions très encourageantes qui contribuèrent fortement à assurer le succès de la campagne et je crois juste de rappeler que Mgr Charbonneau souscrivit personnellement $300., pendant que la Corporation Épiscopale versait $1,000. La Presse nous remit le même montant et consentit à publier en première page une photo groupant l'État Major de la Presse avec M. Du Tremblay remettant ce chèque de $1,000. C'était là de la bonne publicité.

La Société St-Jean-Baptiste souscrivait elle aussi $1,000. et plusieurs sections firent également leur part. Je remarque encore La Sauvegarde, $500. par la compagnie et $500. par les employés. La Maison Dupuis $500. et $300. par les employés. France-Film, $500., l'Abbé A. Champagne $500., M. Bierman $300., le Dr J. B. Prince, M. J.P. Laberge, Couvrette & Sauriol Ltée, Congrégation Notre-Dame, La Banque Provinciale du Canada, La Banque Canadienne Nationale donnèrent chacun $200. et un bon nombre d'autres souscrivirent $100.

Comment expliquer que certaines paroisses firent largement leur part pendant que d'autres restèrent en bas de l'appel? Ce n'est certainement pas la faute des paroissiens parce que je prends pour acquis que la mentalité ne diffère pas tellement d'une paroisse à l'autre. Il y a eu sûrement un manque d'organisation qui s'explique facilement par le peu de temps que nous avions eu à notre disposition.

Quoiqu'il en soit, ce fut un résultat qui dépassa les espérances de la plupart d'entre nous. Le journal quotidien de Mgr

Robichaud fut créé autour de 1949 sous le titre de l'Évangéline. Je le reçois et le lis avec plaisir en me disant tout bas, c'est peut-être un péché d'orgueuil : « Si ce journal paraît, si nos Acadiens peuvent lire quotidiennement des nouvelles en français, j'y suis pour quelque chose ».

LA RADIO FRANÇAISE

Depuis la création des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta en 1905, nos luttes ont toujours été concentrées autour des écoles parce que c'est là surtout que nous étions attaqués. Une langue qui ne se lit pas, qui ne s'écrit pas est fatalement condamnée à disparaître. Si à la sortie de l'école, l'enfant est plus à l'aise en parlant l'anglais que le français, s'il l'écrit mieux, avec moins d'effort, l'on peut être sûr que cet enfant dans le cours de sa vie délaissera une langue qu'il connaît mal au bénéfice de cette autre qu'il connaît mieux. C'est parce que nous voulions que nos enfants demeurent Canadiens-Français non pas seulement du bout des lèvres mais du fond du coeur que toujours nous avons monté la garde autour de nos écoles.

Mais voici que bientôt un autre instrument de perdition venait à son tour nous attaquer non plus seulement dans nos écoles mais jusque dans nos foyers, la radio. La télévision n'existait pas dans ce temps là, mais la radio faisait fureur et dans la plupart des familles on l'entendait du matin au soir.

Le petit bonhomme et la petite fillette sont à peine levés et à coup sûr pas encore débarbouillés que déjà ils tournent le bouton de l'appareil pour entendre leur programme favori, en attendant d'être bousculés par des frères plus grands qui veulent avoir les résultats des parties de gouret, de « baseball » ou de « football » qui ont été jouées la veille, et tout de suite ce sont des syllabes anglaises, des paroles anglaises, des chansons anglaises qui à travers l'espace envahissent et dominent le domicile familial.

Plus tard, ce sera la maman qui, seule à la maison, voudra se distraire en reprisant son linge ou en lavant ses planchers et elle aussi tournera le bouton de l'appareil en attendant que le père à son tour, pour avoir les nouvelles nationales et in-

ternationales ou les cours des marchés, ait recours lui aussi à cet appareil de radio qui met la famille en relation avec le monde entier sans sortir de chez elle. Invention merveilleuse, mais invention qui vient nous attaquer chez nous, dans nos foyers et qui nous oblige du matin au soir à entendre de l'Anglais, toujours de l'Anglais et encore de l'Anglais. Jamais un mot de Français.

Ce foyer familial, forteresse de la race où l'on ne parlait que le français, est maintenant envahi d'une façon continuelle par l'influence d'une autre langue, d'une autre race, d'une autre culture, sans que nous puissions nous y opposer.

C'est toute notre survivance nationale et religieuse qui une fois de plus est en cause parce que l'une ne va pas sans l'autre. Certes nous ne prétendons pas qu'il est nécessaire de parler français pour être sauvé, mais nous savons par expérience que nos jeunes gens qui abandonnent leur langue maternelle sont beaucoup plus que les autres exposés à contracter des mariages mixtes qui dans leur ensemble sont fatals à la foi catholique des conjoints et à celle de leurs descendants.

Nous nous étions défendus avec quelque succès dans le domaine scolaire, nous allions être obligés de recommencer la lutte sur un autre chemin. Déjà en 1928, nous écrivions à Ottawa pour réclamer des programmes en français à la radio. Oh, nous n'étions pas exigeants et les plus optimistes d'entre nous réclamions deux heures de français par jour, tandis que les autres auraient été fort satisfaits avec une heure.

L'on nous dit que Radio-Canada, qui d'ailleurs portait peut-être un nom différent dans ce temps là, ne possédait pas de poste de radio à l'Ouest des grands lacs et par conséquent ne pouvait pas nous donner satisfaction. C'était vrai, mais Radio-Canada, par entente avec les postes privés, leur achetait du temps et y passait des programmes.

Ce temps était payé à même nos taxes, les taxes de Québec comme celles de l'Ontario, les taxes des Canadiens-français de l'Ouest comme celles des autres, mais ces taxes ne servaient qu'aux autres, pas à nous. Il n'est pas surprenant qu'on parle

de séparatisme, d'autonomie chez-nous, cette graine de séparatisme, c'est l'intolérance de nos concitoyens anglo-saxons qui l'a semée.

En 1930 ou 1931, à la suite d'un voyage fait dans l'Ouest à notre demande par M. Thomas Maher, vice-président du Radio-Canada de ce temps là, on nous accordait enfin un premier programme de Français.

La rumeur s'en répandit comme une traînée de poudre à travers nos familles. Tout le monde n'avait pas son appareil de radio, mais ceux qui n'en avaient pas allaient chez les voisins plus fortunés. C'était un mercredi soir. Voilà 42 ans, mais je m'en souviens encore, et quand on entendit les voix du trio lyrique à travers l'espace chantant des chansons françaises, il y eut chez les anciens, les plus vieux, un instant d'émotion intense ; les pleurs nous montaient aux yeux. C'était la première fois que nous entendions du français à la radio. Il nous semblait que c'était la province de Québec tout entière qui se penchait vers nous et nous disait : « Nous ne vous abandonnerons plus ».

Thomas Maher, un vrai Canadien-Français, malgré son nom, nous promit une heure de français par semaine. Ce n'était pas beaucoup mais c'était un commencement. J'avoue que je ne me souviens pas s'il fut en mesure de tenir sa promesse, parce que quelque temps plus tard il démissionna. Dans les milieux politiques, on affirma que sa démission avait été exigée parce qu'on ne lui pardonnait pas cette concession faite aux Canadiens-Français de l'Ouest.

Quoiqu'il en soit la question du français à la radio demeura à l'ordre du jour et fit l'objet d'une volumineuse correspondance.

Bientôt, c'est-à-dire après quelques années, on nous dit que Radio-Canada était à construire en Saskatchewan, à Watrous, un poste très puissant. Là alors, il serait relativement facile de nous donner satisfaction puisque ce serait un poste bilingue. Je crois réellement que ceux qui nous faisaient cette promesse étaient sincères, mais ils n'avaient pas prévu la levée des boucliers de nos amis de langue anglaise de l'Ouest suivant fidèlement les directives orangistes.

Le poste de Watrous fut inauguré en 1937. J'avais quitté la Saskatchewan depuis trois ans. M. l'abbé Baudoux dans le temps curé de Prud'homme et M. A. de Margerie secrétaire de l'A.C.F.C. de la Saskatchewan, menèrent une dure campagne pour obtenir de ce poste de radio relevant du gouvernement fédéral, une juste part de programmes français, mais sans grand succès. Je crois que le maximum des concessions qu'on nous fit ne dépassa jamais une heure par jour, et une heure prise très souvent dans des temps de la journée où les enfants n'étaient point à la maison et souvent le père non plus.

Cependant, nous avions bien des raisons d'espérer mieux que cela puisque c'était un Canadien-Français, M. René Morin, qui était président de Radio-Canada. Mais ce n'était pas un lutteur. Il avait une excellente situation. Il s'entendait très bien avec les Anglo-Saxons auxquels il ne demandait rien. C'était un bon ententiste.

En juillet 1941, il m'écrivait ceci : «Le problème des émis-
« sions françaises pour nos groupes canadiens-français n'est pas
« facile à résoudre car nous n'avons dans l'Ouest que le poste
« de Watrous et les droits des 150,000 canadiens-français ne
« peuvent l'emporter sur ceux de 2 millions de langue anglaise.
« La solution de ce problème ne serait-elle pas pour nos amis
« de l'Ouest de se construire un poste? La société Radio-Canada
« pourrait leur fournir gratuitement une bonne partie de ses
« programmes français enregistrés sur disques ».

Pour M. Morin, c'était une question de nombre. À ce compte, la minorité de langue anglaise de Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi, Rimouski ne devait pas entendre souvent d'Anglais à la radio, et celle de Montréal aurait droit tout au plus à trois heures par jour. Ça ferait un joli vacarme dans Québec.

Je crois que c'est la première fois que fut lancée l'idée de construire nous-mêmes nos postes. Seulement au lien d'un, il en fallait quatre.

Raymond Denis

Vie Française, Québec.

Mes mémoires

(suite)

Les démarches se continuèrent sans interruption toujours dirigées et animées par M. l'abbé Baudoux aidé par M. Antonio de Margerie. Les trois provinces de l'Ouest ont bénéficié des postes français de radio, mais pour être juste, il faut reconnaître que c'est la Saskatchewan qui a entraîné tout le groupe. À Montréal, je servais d'intermédiaire. J'étais en plein milieu de la lutte. J'étais resté trop attaché à l'Ouest pour m'en désintéresser. Combien ai-je reçu de lettres ! Combien en ai-je envoyées, combien ai-je fait de démarches ! Combien de voyages à Ottawa et à Québec ! Je n'en sais rien, mais ce fut une dure et longue bataille.

En août 1942, j'écrivais ceci à M. l'abbé Baudoux :
« J'ai vu la semaine dernière M. Omer Héroux qui m'a forte-
« ment recommandé de ne pas voir M. René Morin avant
« quelques jours. Il est rumeur qu'il soit appelé à démissionner.
« Quoiqu'il en soit, il n'est pas d'humeur à s'inquiéter de ce
« qui se passe dans l'Ouest et sa présidence l'occupe plus que
« le reste. S'il disparaît, il est probable que la plupart des di-
« recteurs vont donner leur démission. Il vaut donc mieux at-
« tendre pour savoir ce qui va se passer ».

Un mois plus tard, on apprenait par les journaux la nomination d'un nouveau gérant général à Radio-Canada, M. le Dr J. M. Thompson, ancien président de l'Université de Saskatoon, M. René Morin demeurait président, le major Gladstone Murray, directeur général des émissions, et M. Frigon devenait ou demeurait gérant du réseau français.

La Liberté du 16 septembre 1942 se réjouissait de cette nomination. Dès le lendemain de son élévation au poste de gérant général, M. Thompson faisait des déclarations très rassurantes. Ce journal faisait remarquer que le véritable enjeu des attaques dont Radio-Canada avait été l'objet était le réseau français que le Free Press de Winnipeg accusait de tous les

péchés d'Israël. Nous devons donc nous réjouir de la nomination de M. Thompson. Mais quelques jours plus tard M. l'abbé Baudoux faisait entendre un autre son de cloche. Oui, il connaissait M. Thompson, pas mauvais homme, mais pas Canadien. De fait, je crois qu'il venait des vieux pays. Ne connaît rien au fait français dans l'Ouest. Genre Dictateur. S'il se mêle d'autre chose que de finance, j'ai peur qu'il nous faudra recommencer au bas de l'échelle. Qui avait raison ? Cette nomination pouvait avoir une très forte influence sur nos démarches.

Dans ce même numéro de La Liberté et Le Patriote, je relève un autre article intitulé: « Le français et la radio ». On y fait remarquer qu'il y a eu un réel progrès au point de vue français au poste de Radio-Canada à Watrous. Il suffit pour s'en convaincre de comparer le tableau des émissions en avril 1940 avec celui de septembre 1942. En 1940, le poste ne radiodiffusait alors aucun programme français, nous en avons maintenant 27 par semaine, soit une moyenne de 47 minutes d'émission en langue française par jour.

Je suis sous l'impression que l'auteur de l'article a dû choisir une journée spéciale en 1940, parce qu'en principe il y avait toujours un ou deux programmes quotidiens. Cependant 47 minutes par jour, ce n'était certainement pas suffisant pour chanter victoire.

Pour en revenir à M. Thompson, je suppose que M. l'abbé Baudoux n'avait pas tout à fait tort parce que dans ma correspondance je retrouve une lettre signée par M. Morin en date du 13 mai 1943 et dans laquelle il me dit :

« Dès le retour de M. Frigon, je discuterai la question que
« vous me soumettez avec lui et M. Thompson. Quoiqu'on
« en dise, je suis toujours persuadé que M. Thompson est sym-
« pathique aux Canadiens Français et il l'a déjà prouvé à
« plusieurs reprises. Cependant la discussion de ces questions
« est actuellement extrêmement délicate et il vaudrait proba-
« blement mieux la remettre à plus tard. Je vous téléphonerai
« sous peu ».

Il me téléphona en effet le surlendemain pour me dire qu'il n'y avait rien à faire pour le temps présent. Pressé de questions, M. Morin me dit que ce n'était pas la faute de M. Frigon. Alors de qui ?

En juin 1943, j'écrivis de nouveau à M. Morin pour lui confirmer une conversation que nous avions eu ensemble la veille. Je me montrais surpris que les Anglais de Québec bénéficient de programmes anglais de radio sans rien débourser tandis qu'on veut nous obliger, nous, à payer pour la construction de nos postes et pour leur opération.

2) Si nos groupes acceptent de construire pourront-ils compter sur une certaine subvention de Radio-Canada ?

3) Et enfin, M. Morin pouvait-il nous garantir que nous obtiendrions les permis nécessaires ?

M. Morin me rappela au téléphone, c'est probablement moins compromettant, pour me dire non à la deuxième question, peut-être oui à la troisième et pour m'affirmer de nouveau qu'il ne voyait pas d'autres solutions à nos problèmes que la construction par nous-mêmes et à nos frais des postes dont nous avions besoin.

Cependant, la campagne en faveur d'une radio française se continuait toujours et M. l'abbé Baudoux en donne les grandes lignes au cours d'une réunion du Conseil de la Vie française à laquelle il assistait comme délégué.

À la suite du voyage fait dans l'Ouest, au mois de juillet 1943, par M. Adrien Pouliot, nous avons compris, continue M. l'abbé Baudoux, que pour avoir de la radio française dans la mesure convenable, il nous fallait avoir des postes à nous. C'est alors que le projet d'érection de postes privés est né. C'est ce projet qui fut soumis par M. le docteur Beauchemin, au nom de ses compatriotes de l'Ouest à la session plénière du Comité de la Vie française tenue à Québec en septembre 1943.

Le 16 décembre 1943, une seconde réunion préliminaire, convoquée par le Secrétariat de l'A.C.F.C., groupait à Régina

des représentants autorisés des trois provinces de l'Ouest et des délégués des deux évêques canadiens-français de la Saskatchewan. Le projet commençait à prendre corps et les principes fondamentaux à s'élaborer.

Enfin, le secrétaire provisoire du comité interprovincial pouvait convoquer pour le 29 janvier 1944 à Saint-Boniface une réunion plénière des groupements intéressés au projet. La première assemblée eut lieu à l'archevêché de Saint-Boniface, sous la présidence de Son Excellence Mgr Cabana. En plus des représentants des deux évêques canadiens-français de la Saskatchewan, l'assemblée comptait des délégués nombreux des trois provinces, ainsi que deux techniciens délégués de Montréal par la Société Radio-Canada: MM. Arthur Dupont et Lucien Lallier. Il est bon de noter ce geste de bonne volonté de Radio-Canada qui n'hésita pas à nous envoyer deux experts pour étudier l'ensemble de nos projets et s'assurer qu'ils étaient viables.

Au cours de cette réunion, la question fut étudiée dans son ensemble et l'entente se fit sur la procédure à suivre et l'objectif à atteindre. Après avoir entendu M. Dupont de Radio Canada déclarer que le « Projet est né viable », l'unanimité se fit au sein de l'assemblée et on constitua immédiatement les divers organismes chargés de mener à bien l'entreprise.

Le soir du même jour, 29 janvier 1944, à 8h.30 du soir, le Directorat interprovincial de Radio-Ouest-Française tenait sa première réunion à l'hôtel Fort Garry, à Winnipeg. L'assemblée élit d'abord l'exécutif suivant: Président: M. le docteur L.-O. Beauchemin; vice-président: M. l'abbé Antoine d'Eschambault du Manitoba; secrétaire-trésorier: M. Antonio de Margerie; délégué des pouvoirs: M. l'abbé Maurice Baudoux. Le siège social de ROF est fixé à Vonda (Sask.) et le secrétariat à Prud'homme (Sask.).

Après délibération, le Directorat estime:

1o—qu'il sera nécessaire de construire quatre postes émetteurs, un au Manitoba; deux en Saskatchewan et un en Alberta;

2o—que l'objectif de la souscription devrait s'élever de $25,000. à $35,000. pour chaque province de l'Ouest;

3o—que la souscription devra être faite uniquement par le moyen de dons, pas d'actions.

4o—qu'au cas où des circonstances empêcheraient la réalisation du projet, les sommes souscrites soient employées à la diffusion de programmes français au prorata de la souscription de chaque province;

5o—que le Directorat présente à Radio-Canada un mémoire collectif en vue de l'obtention de permis individuels pour chacun des quatre postes suivants: Radio-Saint-Boniface incorporée; Radio-Gravelbourg incorporée; Radio-Prince-Albert incorporée, Radio-Edmonton incorporée.

A la demande du Président de l'assemblée M. Arthur Dupont de Radio-Canada, présent à la réunion, veut bien ajouter quelques considérations sur le mode et les possibilités d'opération au point de vue commercial, des quatre postes projetés. Il déclare qu'une somme de $35,000. au maximum, serait nécessaire pour défrayer l'installation d'un poste, et qu'il faut calculer $8,000. à $10,000. de frais d'opération par année pour chaque poste, pour 6 à 7 heures d'émissions quotidiennes.

Il déclare qu'après enquête faite, les possibilités de marché semblent favorables à Saint-Boniface, à Edmonton et à Prince-Albert, sinon à Gravelbourg. Il est d'avis que ces postes pourraient se suffire à eux-mêmes au bout de deux ou trois années d'opération.

Il est à remarquer que le comité de Radio-Saskatchewan entend bien faire une demande de permis non pas pour un poste mais pour les quatre postes qui d'après les experts de Radio-Canada, étaient nécessaires pour assurer aux trois provinces un service radiophonique français satisfaisant. Le premier travail à faire consiste donc à obtenir les permis. Il semble que ce devait être facile. Nous construirions nous-mêmes

les postes, nous ne demandions pas un sou au gouvernement. Les permis auraient donc dû nous être accordés séance tenante. Cependant, il n'en fut rien et c'est une autre bataille qui nous attendait pour chacun des postes.

Le 13 mars, j'écrivais à M. René Morin lui disant: « J'arrive d'Ottawa où je ne suis resté que peu de temps. J'ai eu cependant l'occasion de parler assez longuement avec les Honorables M. Laflèche, ministre de la Défense, et Louis St-Laurent, ministre de la Justice. J'ai rencontré également M. Tucker, le chef libéral incontesté de la Saskatchewan et député de Rosthern. Ce sont eux qui les premiers ont abordé la question de la radio française dans l'Ouest. Ils m'ont dit qu'ils n'avaient rien à faire avec les décisions du bureau des gouverneurs même si la nomination de ceux-ci relève du ministre de la Défense, M. Laflèche. Cette question de français à la radio les inquiète énormément. C'est une source constante d'ennuis et de difficultés et elle le demeurera aussi longtemps que nous n'aurons pas nos postes. M. Tucker craint de perdre le vote français en Saskatchewan pendant que les ministres se demandent quelle sera la réaction de Québec si nous y faisons une campagne de presse dans le genre de celle que nous avons faite dans le temps d'Anderson. J'ai tenu à vous dire ceci M. Morin, parce que c'est vous et M. Frigon, qui, à deux reprises différentes, avez mentionné la construction de radio par nous-mêmes comme étant la meilleure solution. Tout ce qui vous restera à faire, c'est de nous accorder les permis qui vous sont demandés".

Le 18 mars, j'écrivais à M. l'abbé Baudoux lui disant que d'après moi, il serait bon d'obtenir de M. Tucker, le député de Rosthern, qu'il accompagne la délégation canadienne-française qui devait se présenter le 27 mars devant le bureau des gouverneurs. Dans cette délégation devaient figurer le sénateur Beaubien représentant le Manitoba, peut-être le sénateur Marcotte de la Saskatchewan et des délégués de chacune de nos provinces de l'Ouest qui d'ailleurs avaient préparé un mémoire très bien fait. Je disais à l'abbé Baudoux que j'avais rencontré M. Tucker qui s'était montré très sympathique à nos reven-

dications d'autant plus sympathique qu'il avait besoin du vote canadien-français assez nombreux qui existe dans son comté.

Je n'ai pas devant moi le compte rendu de ce qui s'est dit de part et d'autre à l'occasion de cette comparution de nos délégués devant le bureau des gouverneurs mais on m'a dit que nos gens, et plus spécialement l'abbé Baudoux, s'étaient montrés très brillants mais ce fut spécialement M. Tucker dont l'intervention fit sensation. Profitant du fait qu'il était anglais, qu'il avait été enrôlé dans l'armée canadienne durant la guerre, il s'est permis de dire des choses que nos délégués à nous n'auraient pas pu dire. On m'a affirmé qu'il était facile de suivre sur les visages des gouverneurs l'impression produite par Tucker. Il accusait ses compatriotes de traiter les minorités canadiennes-françaises comme les Allemands, contre lesquels nous nous étions battus, avaient traité l'Alsace et la Lorraine. Nos délégués espéraient repartir de cette assemblée avec leurs 4 permis lorsque Mme Sutherland qui représentait les **anglais** dans le bureau des gouverneurs, demanda de remettre toute décision à la prochaine assemblée des gouverneurs et cette motion fut, bien entendu, votée avec enthousiasme.

L'assemblée suivante devait avoir lieu à Montebello. Nous fîmes notre possible pour nous y préparer de notre mieux. A notre suggestion et avec le complet accord des deux partis politiques, M. Jacques Dumoulin, député de Montmorency, proposa à la Chambre des députés à Québec une motion se prononçant très fortement et à l'unanimité en faveur de l'émission des permis de postes de radio demandés par les Canadiens-Français de l'Ouest.

Nous avions pensé à M. René Chalout, mais celui-ci prétendit qu'il n'était pas « persona grata » parmi l'élément de langue anglaise et qu'il était préférable de faire proposer cette motion par un député qui ne se serait jamais compromis dans les luttes nationalistes. M. l'abbé Baudoux, au nom de la Radio-Ouest Française, remercia ensuite non seulement les députés qui avaient parlé en faveur de la motion mais également le premier Ministre, M. Godbout, le trésorier provincial,

M. Mathewson, ainsi que le chef de l'opposition du temps, M. Maurice Duplessis.

Nous voulions ainsi, par une vigoureuse campagne dans Québec, réveiller l'opinion publique dans l'espérance que les gouverneurs de Radio-Canada, qui, après tout sont nommés par le gouvernement, n'oseraient pas prendre une attitude condamnée par toute l'opinion publique canadienne-française.

Nous avions même pris d'autres précautions et personnellement j'avais obtenu une entrevue de Son Excellence Mgr McGuigan, archevêque de Toronto que je connaissais bien parce qu'il avait été auparavant archevêque de Régina. C'est le ministre Laflèche qui m'avait suggéré cette démarche. M. Laflèche, à la suggestion de Mgr McGuigan, avait nommé dans le bureau des gouverneurs un irlandais de Toronto du nom de Crawford. Nous espérions par l'entremise et grâce à l'influence de Mgr McGuigan obtenir l'appui de M. Crawford.

Mgr McGuigan se montra très gentil avec moi, très sympathique à nos postes de radio et m'affirma qu'il verrait M. Crawford. De fait, celui-ci vota en notre faveur. Nous étions certains de l'appui de M. A. Pouliot qui fut toujours notre champion auprès des autres gouverneurs comme nous étions certains également de M. René Morin. Nous espérions avoir l'appui d'un gouverneur acadien dont le nom m'échappe. Il restait un autre gouverneur presque bilingue et qui semblait représenter les mouvements ouvriers. On m'affirma que celui-ci aussi nous était sympathique. Au moment où les gouverneurs se réunirent à Montebello, nous nous pensions sûrs de l'appui de cinq des gouverneurs sur neuf. Cette fois-ci, il n'était pas question de délégation et l'avenir de nos postes dépendait tout entier de la bonne ou de la mauvaise volonté des gouverneurs. Il était bien entendu que nous ne demandions pas un poste mais quatre et j'insiste sur ce fait parce qu'il joua un rôle très important dans les négociations futures.

Le soir de la première journée de cette réunion des gouverneurs, je reçus un appel téléphonique de M. Adrien Pouliot me disant que l'un de ceux sur lesquels nous comptions avait flanché et qu'après une très longue discussion, les gouverneurs semblaient disposés à recommander l'émission du poste de St-Boniface mais pas d'autres. On craignait, je crois, que la présence d'un poste français au Manitoba soit très mal vue par le groupe anglo-saxon et plus spécialement par le journal le Free Press, toujours détenu par les intérêts Sifton. Ce permis semblait être une tentative pour voir ce qui allait se produire. M. Pouliot me disait ne pas avoir accepté le compromis proposé parce que, somme toute, nous demandions 4 postes et il ne lui appartenait pas à lui de décider si nous devions en accepter rien qu'un ou insister pour avoir tous nos permis en bloc, au risque de ne rien avoir du tout. La discussion devait recommencer après souper. J'ai dit à M. Pouliot que je le rappellerais.

Immédiatement, je téléphonai à son Éminence le Cardinal Villeneuve qui connaissait bien la situation dans l'Ouest et lui demandai conseil. Le Cardinal se montra enchanté du compromis qui nous était proposé. « Vous rendez-vous compte, me dit-il, qu'il n'y a pas actuellement un seul poste français en dehors de Québec, même pas dans l'Ontario, ni au Nouveau-Brunswick. C'est donc une magnifique victoire, parce que chez les Anglais ce qui compte, c'est le « précédent ». Du moment qu'ils vous ont donné St-Boniface, ils vous donneront plus tard les autres postes et ils en donneront également dans les autres provinces, partout où il y a des minorités assez importantes ». Et Monseigneur Villeneuve termina la conversation en disant : « Dépêchez-vous d'accepter avant qu'ils ne changent d'idée ».

J'appelai également Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, qui s'est toujours montré très dévoué aux intérêts canadiens-français. Sa réaction fut la même que celle du Cardinal. Je téléphonai donc à M. Pouliot en lui disant que nous acceptions le poste de St-Boniface mais qu'il était bien entendu que la demande pour les autres permis demeurait devant le bureau et que nous nous réservions d'insister pour obtenir leur

émission et ceci le plus rapidement possible. Je demande pardon à mes amis de l'Ouest si j'ai pris en leur nom, sans les consulter, une attitude qui pouvait être grosse de conséquences, mais le temps pressait et j'ai fait pour le mieux.

Le 29 mai, l'Honorable L. R. Laflèche, député d'Outremont et Ministre de la défense, m'écrivait pour me dire qu'il était enchanté de la décision prise par les gouverneurs et me parlait du département des transports, qui en raison de la rareté de l'acier, ferait peut-être quelques difficultés avant de laisser émettre le permis. M. l'abbé Baudoux, dans une lettre du 17 mai, me faisait part de sa déception puisqu'enfin, si le Manitoba était servi, la Saskatchewan et l'Alberta ne l'étaient pas. « Toutefois, me disait-il, ce n'est pas une surprise parce que si nous avions obtenu nos quatre permis, c'aurait bien été la première fois qu'on nous accordait une victoire complète ». Il ajoutait que les détails que je lui fournissais sur l'assemblée de Montebello lui étaient infiniment précieux. En réalité, nous étions satisfaits, parce que nous aussi, nous avions la conviction qu'après St-Boniface, les autres postes allaient suivre, lorsque dans les Blocs Notes du Devoir, un rédacteur de ce journal parla de certaines rumeurs, qui, si elles étaient fondées, nous empêcheraient peut-être d'avoir notre permis. Cet entrefilet eut l'effet d'une pierre dans la mare aux grenouilles. Nous qui nous pensions sûrs, allions-nous devoir tout recommencer.

Le premier ministre libéral de la Saskatchewan, M. Patterson, me demanda mon appui à l'occasion des élections provinciales qui allaient avoir lieu. Je n'ai jamais fait de politique mais nous savions que ce n'était pas les conservateurs qui nous donneraient nos postes de radio, du moins pas ceux de la Saskatchewan, et j'étais tout disposé à aider les libéraux sur lesquels nous comptions pour nos postes. Mais devant l'incertitude dans laquelle nous étions plongés, j'ai écrit à M. Patterson que je regrettais énormément de ne pouvoir me rendre à son appel mais vu l'attitude prise par l'Honorable Howe qui bloquait nos permis, je n'était pas d'humeur à aller faire des

conférences pour le parti libéral. « Donnez-nous nos permis et vous pourrez compter sur nous, mais pas auparavant ». Le premier ministre et M. Tucker me répondirent tous les deux en disant qu'ils comprenaient parfaitement mon point de vue mais que cependant ils n'étaient pas responsables de l'attitude prise par un certain groupe d'Ottawa.

Il paraît qu'en raison de la guerre, il y avait une rareté d'acier et que tous les stocks qui existaient étaient réservés pour la défense. C'est le ministre des transports, M. Howe, qui avait charge de cette question et jamais nous n'avons pu obtenir de lui ou de ses subordonnés, la moindre marque de sympathie. Pour lui, il y avait la guerre qui passait par dessus tout le reste. Enfin, le 15 août, je recevais une lettre marquée « Personnelle », signée par M. Laflèche et dans laquelle il m'informait avoir réussi à obtenir des autorités compétentes l'assurance que le permis que nous avions demandé pour St-Boniface allait être émis sans délai. Je fis part aussitôt de la bonne nouvelle à mes amis de l'Ouest qui d'ailleurs avaient été prévenus eux-mêmes.

Un député qui devint plus tard ministre, m'affirma que c'est l'Honorable Gardiner, ministre de l'Agriculture fédéral et ancien premier ministre de la Saskatchewan, qui était intervenu au conseil des ministres et avait insisté pour qu'un vote soit pris parmi les ministres sur cette question de la Radio-Française dans l'Ouest. M. Gardiner nous avait montré sa sympathie à bien des reprises pendant qu'il était dans la politique provinciale. Pour lui manifester toute ma reconnaissance, je le rejoignis à Ottawa et en présence de M. Tucker, dont j'ai cité le nom à plusieurs reprises, je l'ai remercié et lui ai dit que si un jour il avait besoin de moi, je n'oublierais pas le service qu'il venait de nous rendre.

Là se termine l'histoire du premier permis de Radio-Française obtenu par les nôtres en dehors de Québec.

Il est inutile de dire que la joie fut grande au Manitoba français. Il n'était que juste que St-Boniface, ville historique

s'il en est une, le berceau de l'Église catholique dans l'ouest eût l'honneur d'abriter dans ses murs le premier poste de radio française érigé dans les provinces des prairies.

Nous avions, il n'y a pas de doute, remporté une belle victoire avec le poste de St-Boniface ; mais il restait encore les postes de la Saskatchewan et de l'Alberta. Notre défenseur attitré dans le bureau des gouverneurs, M. Adrien Pouliot, nous conseillait d'attendre un certain temps avant de renouveler nos demandes de permis. M. Pouliot était un lutteur auquel nous devions beaucoup. Il connaissait mieux que nous l'état d'esprit de ses collègues. Il était au courant des difficultés qui restaient encore à surmonter. S'il nous conseillait d'attendre, c'est qu'il aurait été dangereux de bousculer les gouverneurs qui, en nous accordant le poste de St-Boniface, avaient accompli un acte de courage. Il fallait les laisser se reposer un peu. Cependant nos amis de Radio-Ouest étaient impatients et n'étaient pas loin de penser que M. Pouliot et moi-même étions trop conciliants. Mais nous avions de bonnes raisons d'attendre.

L'une d'entre elles et peut-être la plus sérieuse, c'est que le terme d'office de M. A. Pouliot au bureau des gouverneurs était expiré depuis octobre 1944 et n'avait pas été renouvelé. Au cours de l'un de mes nombreux voyages à Ottawa, un homme politique très connu et sympathique à notre cause m'avait prévenu discrètement que la réélection de M. Pouliot était fortement combattue en raison de l'attitude énergique qu'il avait constamment maintenue au sujet de nos postes de radio. Il fallait éviter de le compromettre davantage et faire agir en sa faveur toutes les influences dont nous disposions. On me conseilla d'avoir recours à l'Hon. St-Laurent, ministre de la Justice. Ça me gênait un peu, mais enfin nous n'avions guère d'autre alternative.

Tous nos Évêques de l'Ouest et quelques-uns de l'Est nous appuyèrent très chaleureusement. Plusieurs députés fédéraux nous accordèrent leur appui. Ce fut une belle lutte. Enfin à la fin de janvier 1945, nous apprenions que le terme d'office de M. Pouliot dans le bureau des gouverneurs venait d'être re-

nouvelé pour une autre période de deux ans. Dans une lettre datée du 31 janvier 1945, M. l'abbé P. E. Gosselin, secrétaire général du Conseil de la vie française, me disait que l'on me devait une fière chandelle pour cette heureuse nouvelle. En réalité, ce fut la victoire de toute l'équipe et nous avions tous travaillé suivant nos moyens parce que la présence de M. Pouliot dans le bureau des gouverneurs nous était indispensable. Il était notre porte-parole auprès des gouverneurs, et le seul sur lequel nous pouvions compter d'une façon absolue.

Une fois rassuré de ce côté-là, le comité de Radio-Ouest, sous la direction énergique de M. l'abbé M. Baudoux et de ses collègues, recommença ses démarches pour obtenir les autres postes devant couvrir la Saskatchewan et l'Alberta. Le travail ne fut pas facile. Déjà en mars 1945, des groupes protestants de la Saskatchewan condamnaient l'érection au Manitoba d'une station radiophonique française. C'était, d'après eux, un mouvement qui constituait une menace à l'unité canadienne.

En même temps l'assemblée législative de l'Alberta refusait d'incorporer une association dont le but était d'exploiter un poste français de radio à Edmonton et de favoriser des programmes radiophoniques français. L'un des députés de l'Alberta dit que depuis bien des années on n'avait pas présenté à la législature un projet de loi qui suscita tant de mécontentement et de crainte. Le journal **Le Canada,** de Montréal, dans un éditorial daté du 28 mars 1945, revient lui aussi sur cette crise de fanatisme qui ne fait pas honneur à nos concitoyens de langue anglaise.

En octobre 1947, l'Association Canadienne-Française de l'Alberta diffusait largement un bulletin dans lequel elle refaisait tout l'historique de cette question de la radio française.

« L'opposition fanatique de certains ministres protestants, le
« mémoire tendancieux, rempli d'inexactitudes et de préjugés,
« qu'a présenté l'honorable ministre Fallow, enfin les articles
« violents publiés par certains journaux anglo-protestants, tout
« cela nous oblige, malgré notre répugnance et nos regrets, à
« relever publiquement ce nouveau défi lancé à l'élément
« catholique et français du pays.

« Depuis 1933, date de fondation de la Commission canadienne « de la radio (qui fut remplacée en 1936 par la Société Radio- « Canada), les associations nationales de l'Ouest n'ont pas cessé « un seul instant de s'intéresser activement à la radio française. « Et pas une seule fois, les autorités fédérales concernées n'ont « mis en doute les droits des nôtres dans ce domaine. Parmi « les multiples témoignages que nous avons en main, nous « relevons le suivant :

« Le 7 mars 1933, une lettre portant l'en-tête de la « Canadian « Radio Broadcasting Commission » disait explicitement ce « qui suit : « M. Charlesworth (président de la commission) me « charge d'accuser réception de votre lettre du 25 février, et « en réponse, je désire vous informer que la Commission de « la Radiodiffusion entend respecter tous les droits légitimes « du français au Canada, et, à cette fin, il a été décidé que « des programmes entièrement français seront irradiés le plus « tôt possible et le plus souvent possible à travers tout le « pays . . . » (Lettre au secrétaire de l'A.C.F.C. de la Saskat- « chewan).

« Le 22 avril 1937, la Société Radio-Canada était saisie d'une « première demande de permis pour l'établissement d'un poste « français en Alberta. Cette demande fut remise à plus tard « par M. Walter Rush, contrôleur de la radio, sous prétexte « qu'il n'y avait aucune longueur d'ondes disponible (« as no « channels are available at the present time »). On ne faisait « aucune objection aux droits du français.

« Dans le même temps, les associations nationales pressaient « la Société Radio-Canada d'irradier des programmes français « dans l'Ouest. Jamais les autorités fédérales ne contestèrent « la légitimité de ces demandes. Toutes les déclarations ne « soulignent que deux points : la radio d'État n'a pas de poste « à elle, et elle n'a pas les finances suffisantes pour se rendre « à nos désirs.

« En 1939, dès l'ouverture par Radio-Canada de son poste de « Watrous (CBK), les associations nationales interviennent de « nouveau. Dans une lettre en date du 13 juillet 1939, on nous « promettait que « CBK, Watrous, émettra de nombreux pro-

« grammes d'intérêt tout particulier pour nos compatriotes de « langue française ».

« Malheureusement, Watrous ne diffusait que quelques minu- « tes de français chaque jour. Dans une lettre en date du 12 « janvier 1940, on nous laissait entendre que des difficultés « techniques et financières empêchaient de rendre justice aux « Canadiens de langue française. Même réponse dans une lettre « du président de Radio-Canada, le 17 janvier : « . . . le coût « (de programmes français) en est prohibitif ». Même réponse « dans une autre lettre du président de Radio-Canada, le 14 « février 1940 : « Il y a longtemps que nous voudrions donner « à la population canadienne-française des provinces des Prai- « ries un service radiophonique français ou au moins quelques « émissions françaises, mais nous avons à faire face à des obs- « tacles d'ordre matériel que nous espérons pouvoir surmonter « éventuellement ».

« À une lettre de l'A.C.F.C., le directeur général de Radio- « Canada, M. Gladstone Murray, répondait, le 6 mai 1940 :

> « . . . Le bilinguisme à Radio-Canada est un principe établi. Les problèmes ont été essentiellement d'ordre pécuniaire . . . »

« Même affirmation, dans une lettre du 13 mai suivant :

> « Des raisons pécuniaires ont empêché la Société Radio-Canada jusqu'à présent de réaliser totalement le principe établi du bilinguisme au Canada ». (Lettre de la directrice des relations extérieures, de la part du directeur général).

« En dépit de toutes les déclarations reconnaissant les droits « du bilinguisme à la radio, en dépit aussi de toutes les pro- « messes réitérées de nous rendre justice, nous n'avions pu « obtenir, après dix ans de luttes incessantes, qu'à peine une « heure de français par jour à Watrous.

« Devant nos instances, on finit par nous avouer qu'il était « impossible de nous octroyer une plus large part de français « et l'on NOUS CONSEILLA « OFFICIEUSEMENT », (en « attendant de meilleurs jours), de nous construire nous-mêmes « nos propres postes, si nous tenions tant à des programmes

« français. Sans renoncer à nos revendications légitimes auprès
« de Radio-État, nous nous mettions donc résolument à l'oeuvre.
« C'était en 1941. Les Canadiens français des trois provinces
« se réunissaient pour étudier le projet de postes radiophoni-
« ques privés. On ne nous laissait alors aucun doute que les
« permis requis nous seraient octroyés.

« La question de la radio française dans l'Ouest fut étudiée
« sous toutes ses faces. Nous recûmes même le concours de
« techniciens de Radio-Canada. Il fallut trois ans pour amener
« le projet à pied d'œuvre.

« En juin dernier, une délégation des Canadiens français des
« trois provinces se présentaient devant le bureau des Gouver-
« neurs de Radio-Canada, où elle recevait un excellent accueil.
« Disons-le, en toute justice pour eux, la plupart des gouver-
« neurs de Radio-Canada se sont montrés imbus du meilleur
« esprit à l'endroit des minorités françaises de l'Ouest.

« À la mi-septembre, une nouvelle réunion des gouverneurs
« se tenait à Calgary. On en connaît les détails. Nous n'y insis-
« terons pas, quitte à revenir plus tard sur ce sujet. Disons
« seulement que les ministres protestants, tout comme l'hon.
« Fallow, n'ont rien trouvé de meilleur que de soulever des
« préjugés de religion et de race. Ni les mémoires des sectes
« protestantes, ni celui du gouvernement de l'Alberta n'ont
« prouvé quoi que ce soit de leurs avancés.

« Les gouverneurs ont suspendu pour un temps leur décision.
« Notre sort est actuellement dans la balance. Il faut donc
« intervenir et dès maintenant. Lettres, pétitions, télégrammes,
« articles de journaux, démarches, tout doit être mis en branle
« pour faire entendre la voix de la vérité au-dessus des cla-
« meurs du fanatisme.

«À l'œuvre donc, d'un bout à l'autre du pays, et faisons triom-
« pher, une fois de plus, la cause de la liberté et de la justice.

Comité de la Radio de l'Association canadienne-française de l'Alberta

Dans le Devoir du 14 octobre 1947, Omer Héroux revient à la charge avec un éditorial intitulé : « UN ACTE DE PURE

STUPIDITÉ ».

« Vendredi soir dernier, l'Université d'Ottawa décernait à l'un
« des hauts fonctionnaires ontariens, M. Chester Walters, con-
« trôleur des Finances de la province, un diplôme de docteur
« en droit honoris causa.

« Ce fonctionnaire en vedette, qui est très connu dans toute la
« province et qui a assez longtemps vécu à Ottawa même, a
« voulu profiter de l'occasion pour prononcer des paroles d'une
« haute importance et qu'il serait dommage de ne pas souligner.
« Non seulement il a fait l'éloge de l'Université qui l'honorait,
« et d'une façon générale de l'élément français du pays, mais
« il a nettement pris position sur une question concrète et d'une
« brûlante actualité, celle des postes de radio français dans
« l'Alberta.

> « Que Radio-Canada refuse ces facilités, en Alberta, à nos
> « compatriotes de langue française, dont les ancêtres, par
> « leurs labeurs, leurs sacrifices et au prix de leur sang,
> « ont jeté les bases de la civilisation canadienne, serait,
> « a-t-il dit, commettre un acte de pure stupidité, oui, de
> « stupidité brutale. En qualité de Canadien de langue an-
> « glaise, il me fait plaisir de me rendre compte qu'au
> « moins un des gouverneurs de Radio-Canada s'érige en
> « champion du droit et de la justice ».

« Voici des paroles qui devront retentir au loin, qui font un
« magnifique et puissant écho aux déclarations déjà faites par
« certains de nos confrères de langue anglaise.

Héroux conclut en disant que les plus directement intéressés dans l'affaire, ce sont évidemment les Canadiens Français. Ils doivent protester énergiquement en s'adressant tout d'abord à McKenzie King à Ottawa et à Dunton, président de Radio-Canada.

« Nous devrions avoir le droit de compter sur la bienveillante
« sympathie de l'un et de l'autre. M. King a formellement dé-
« claré que c'est le devoir des Canadiens français de maintenir,
« en Amérique, le flambeau de la culture française. M. Dunton
« est un ancien journaliste montréalais, fort intelligent, qui

« parle bien le français et que personne n'a jamais soupçonné « d'antipathie à l'endroit de la minorité française.

« L'un et l'autre doivent à la cause de la justice, de la liberté « et de l'unité nationale un solide coup de main ».

Nous apprenons bientôt qu'une réunion du bureau des gouverneurs aurait lieu à Halifax au début du printemps 1948. Évidemment nous devions revenir à la charge. Ça faisait quatre ans que le permis avait été accordé pour St-Boniface et depuis ce temps là, plus rien. Les gouverneurs nous recevaient bien mais se contentaient de nous faire des promesses. On construisait des postes anglais ailleurs avec l'argent de nos taxes, mais on nous faisait attendre de longues années pour nos postes français alors que nous acceptions de les construire, non pas avec l'argent du gouvernement mais avec notre propre argent.

Notre ami, M. A. Pouliot, ne se montrait pas très optimiste sur l'issue de cette réunion de Halifax. D'après lui, il ne fallait pas compter sur les permis pour les postes de la Saskatchewan. Ceux là seraient accordés les derniers. Nous aurions plus de chance si nous groupions nos efforts autour d'Edmonton parce que c'est une ville qui se développe très rapidement et qui comptait déjà une population approchant 200,000. De plus, elle était le centre d'un fort groupe de Canadiens français. Seulement nous avions contre nous le gouvernement provincial de l'Alberta, et M. Bowlen gouverneur catholique de Radio-Canada habitant à Calgary et représentant l'Alberta.

M. Pouliot me disait dans une lettre que jusqu'à présent le bureau n'avait jamais accordé un permis lorsque le gouverneur habitant cette province s'y objectait. Je vais soumettre de nouveau votre demande pour Edmonton, mais au nom du ciel, ne parlez ni de Saskatoon ni de Gravelbourg, ce serait le meilleur moyen pour que nous n'obtenions rien. D'un autre côté nos amis de la Saskatchewan qui avaient été les premiers à réclamer des postes de radio, qui avaient toujours été les premiers dans la lutte, ne voyaient pas pourquoi ils accepteraient de passer les derniers au risque peut-être d'être tout à fait oubliés. Le Comité Radio-Ouest groupant les franco-canadiens des trois provinces de l'Ouest décida donc de maintenir la demande de permis pour les trois postes : Edmonton, Saskatoon, Gravelbourg.

Je me rendis à Québec pour y rencontrer M. Pouliot avant son départ pour Halifax. Tous les journaux de langue française de Québec alertés par nous ,avaient consacré des éditoriaux énergiques à cette question de permis et à la décision que les gouverneurs allaient prendre à Halifax. M. Pouliot était satisfait de cette campagne mais il demeurait convaincu que nous n'obtiendrions pas nos trois postes. Il ajoutait ceci : « Si on vous les refuse à présent, vous en aurez pour plusieurs années à attendre parce qu'il est très rare que Radio-Canada modifie ses décisions ».

Il fut convenu que je demeurerais à Québec et que M. Pouliot me téléphonerait dès qu'il aurait des nouvelles à me communiquer. Le lendemain soir, il m'apprenait de Halifax que nous pouvions avoir Edmonton malgré une vive opposition, mais qu'il n'y avait rien à faire pour les postes de la Saskatchewan. Il insistait pour que nous retirions nos demandes de permis pour cette province plutôt que de risquer un refus certain, refus qui pourrait être gros de conséquence. Je savais que M. Pouliot faisait de son mieux. Je ne voulais pas le décourager et immédiatement je lui envoyai un télégramme l'autorisant à retirer temporairement notre demande pour les permis de la Saskatchewan et je signai le télégramme à titre de président honoraire de l'A.C.F.C. et fondé de pouvoir.

Je n'en ai jamais parlé à mes amis de l'Ouest. J'aurais eu peur de me faire tuer. Mais nous en parlions la semaine dernière avec M. Pouliot et nous acceptons aujourd'hui de nous confesser à nos amis de la Saskatchewan. Nous étions sur la ligne de feu et nous avons cru bien servir la cause franco-canadienne. Edmonton eut son permis en mars 1948.

Une brillante victoire

Le 24 mars, j'écrivais à Monseigneur Maurice Baudoux une lettre de laquelle je tiens à citer les passages suivants :

« L'avis général, ici, de tous ceux qui ont participé de près à « la lutte qui s'est livrée autour du permis d'Edmonton, est

« que c'est peut-être la victoire la plus complète, la plus reten-
« tissante que nous ayons remportée depuis très longtemps.

« Monsieur Pouliot aussi bien que monsieur l'abbé Gosselin et
« moi-même étions convaincus que les Gouverneurs n'oseraient
« pas prendre la responsabilité d'accorder le permis actuelle-
« ment en raison de l'opposition que vous connaissez.

« Monsieur Morin m'avait affirmé qu'il était impossible de
« passer outre à l'opposition qui venait de Calgary. Jamais,
« dans le passé, les Gouverneurs ont imposé, dans une pro-
« vince, un permis dont l'émission était combattue par le
« Gouverneur habitant cette province.

« Je vous inclus copie de la lettre que j'ai reçue, ces jours
« derniers, de l'Honorable Belzile, député de Rimouski et avi-
« seur parlementaire du département des finances. Vous pour-
« rez y constater que la pression n'a manqué dans aucun
« domaine.

« Le Poste de Radio de la Presse a insisté très fortement sur
« la justice de la cause canadienne-française et ceci à deux
« reprises différentes, les jeudi et vendredi, c'est-à-dire pendant
« que les Gouverneurs siégeaient à Halifax.

« Le Canada, le Devoir, la Patrie de même que les journaux
« de Québec, ont pris position très énergiquement à l'instant
« même ou les Gouverneurs commençaient leur séance.

« Les députés provinciaux étaient alertés et je sais qu'il y a eu
« une pression faite par Québec à Ottawa. La lettre de M.
« Belzile montre également que la députation fédérale n'est
« pas restée inactive.

« Je suis persuadé que nous pouvons compter sur la bonne
« volonté d'un bon nombre de nos députés des deux partis,
« soit au provincial, soit au fédéral, à condition de ne pas mêler
« de questions politiques à nos questions nationales.

« Il reste maintenant la Saskatchewan et là je vais vous deman-
« der, à vous et à tous nos amis un sacrifice qui vous sera
« pénible mais qui est, je crois nécessaire.

« Je sais que vous avez hâte d'avoir votre poste et je partage
« votre impatience, mais tenant compte des circonstances

« actuelles et après les sacrifices considérables qu'ont dû faire
« certains Gouverneurs, il ne serait pas prudent d'amener la
« question de Radio Gravelbourg sur le tapis avant quelques
« mois.

« Je suis persuadé que nous n'aboutirions qu'à un refus qu'il
« est préférable d'éviter. Cependant, je crois que le Comité
« de Radio-Ouest devrait publier une sorte de manifeste dans
« la Liberté et le Patriote et envoyer une copie aux journaux
« de langue française de Montréal, Québec et Ontario.

« Il y a deux choses que je tiendrais à éviter. La première, c'est
« d'indisposer les Gouverneurs de Radio-Canada qui ont
« conscience de s'être montré larges et généreux et qui aime-
« raient bien souffler quelque peu avant d'avoir à subir une
« nouvelle attaque.

« Deuxièmement, il faut qu'on sache dans Québec que le poste
« d'Edmonton ne constitue pas le point final pour la question
« de la radio dans l'Ouest.

« Je vous répète de nouveau, Monseigneur, que je comprends
« toute votre impatience et celle de mes anciens compagnons
« d'armes. Vous ne pouvez pas m'accuser de prêcher bien
« souvent la conciliation et si je le fais dans les circonstances
« présentes, c'est que l'attente s'impose.

« Je crois que personne ne peut se vanter d'avoir fait plus de
« travail que je ne l'ai fait jusqu'ici, soit pour la souscription
« elle-même, soit par les démarches qui ont été nécessaires
« pour aplanir les difficultés concernant l'obtention des permis.
« Je crois ne vous avoir pas trompé jusqu'ici et je vous deman-
« derais à vous et aux directeurs de Radio-Ouest, en reconnais-
« sance des services que j'ai pu rendre, qu'on m'accorde les
« trois ou quatre mois de délai que je vous demande parce
« qu'ils me paraissent indispensables à la victoire finale.

« Un argument très fort chez les Gouverneurs, c'est d'appuyer
« sur le fait que si nous n'avons pas nos postes français, nous
« allons être obligés de recommencer la lutte pour obtenir des
« programmes plus satisfaisants, plus complets, à Watrous et
« Lacombe.

« En d'autre terme, la bataille pour Edmonton est gagnée et
« il faut maintenant devant le public engager celle de la Sas-
« katchewan avant de soulever la question devant les Gou-
« verneurs ».

Voici quelques extraits de la réponse que je reçu de Monseigneur Baudoux en date du 3 avril 1948 :

« Votre conviction et celle de M. Pouliot, que nous ne devrions
« pas nous présenter avant trois mois nous chagrine fort. Ainsi
« que je vous l'ai dit, lorsque vous m'avez téléphoné le soir
« du 21 mars, j'accepte ce retard bien qu'à contre-cœur, mais
« je me demande comment nos gens vont réagir. Au fond, des
« trois provinces, il me semble que c'est la nôtre qui a le plus
« besoin d'un poste, c'est elle qui a remué ciel et terre pour
« arriver à cette solution ; c'est elle, aussi, qui a montré le plus
« de bonne volonté — une bonne volonté substantielle qui n'a
« été arrêtée dans son élan que par la déconfiture du 9 mai
« 1944. Et il se trouvera que c'est elle qui aura ses postes en
« tout dernier lieu et Dieu sait quand. Cela **use** la volonté la
« plus persévérante.

« Aussi, je crois vous demander deux choses :

« 1° Que vous me disiez ce que je puis utiliser de vos récentes
« lettres pour communication aux directeurs de Radio
« Prince-Albert et au Comité provisoire de Radio-Gravel-
« bourg ;

« 2° Que vous vous employiez à ce que le Comité Permanent
« nous envoie un homme, pour notre assemblée plénière
« de Radio Prince-Albert le 24 mai, un homme qui expli-
« quera aux délégués pourquoi nous devons passer en
« dernier lieu et que notre tour arrivera pour sûr.

« Il faudrait bien enraciner l'idée que le délai qui nous est
« imposé par les circonstances ne doit pas se prolonger, comme
« certains le voudraient, au delà de trois ou quatre mois au plus.
« Votre idée d'un Manifeste du Directorat de Radio Prince-
« Albert me plait beaucoup. J'en préparerai un projet aussitôt
« que je pourrai. Il conviendrait de savoir quand il faudrait
« le publier.

« Il me faudrait écrire aussi à nos évêques, je le sais, mais
« comment puis-je le faire sans vous mettre en cause. Dites-
« moi donc l'usage que je puis faire de vos lettres confidentielles.
« Je retiens le paragraphe de votre lettre du 24 mars où vous
« me dites que les gouverneurs seraient sensibles à une reprise
« de réclamations en vue d'obtenir plus de français à Watrous,
« et à des heures convenables. Peut-être devrions-nous com-
« mencer cette campagne tout de suite. Qu'en pensez-vous ?

« Au nom de toute notre population, je réitère l'expression de
« nos remerciements les plus vifs pour tout le travail fatiguant
« que vous faites en notre faveur. Cela, nous ne pourrons
« jamais l'oublier, ni ne le voulons ».

La bataille des postes français était terminée et gagnée pour le Manitoba et l'Alberta. Elle avait duré plusieurs années, La bataille de la Saskatchewan allait commencé. Elle serait probablement longue elle aussi. Mais nous étions convaincus de la gagner parce que nous le voulions et que nous étions demeurés unis. Convaincus de la gagner cette bataille parce que nous comptions sur nos amis, spécialement sur M. Pouliot et sur le Conseil de la Vie Française et sur l'appui total de la province de Québec.

La bataille autour des permis de la Saskatchewan

Nous étions convaincus qu'il nous faudrait attendre avant de recommencer de nouvelles démarches. Monseigneur Baudoux craignait la réaction de ses gens qui, ayant les premiers commencé la lutte, allaient être servis les derniers. Mais Monseigneur fut nommé évêque de St-Paul en Alberta en septembre 1948 et cette nomination, en l'éloignant de la Saskatchewan, ne lui permit pas de s'occuper aussi activement de la Radio-Française. Nos amis de la Saskatchewan habitués à être dirigés par un tel chef furent un moment désemparés.

Le 31 janvier 1949, trois mois à peine après le départ de Mgr M. Baudoux, le secrétaire de Radio Prairie Nord, me faisait parvenir copie de la motion suivante :
« Que Radio Prairie Nord donne autorisation à Monsieur Ray-
« mond Denis de représenter le dit R.P.N. auprès du Conseil
« de la vie française et auprès du bureau des Gouverneurs de

« Radio-Canada en ce qui concerne toute démarche à entre-
« prendre pour l'obtention de permis, de la façon et à la date
« qui lui semblera le plus propice.

« De plus les directeurs sont d'avis qu'ils ne sont pas prêts à
« procéder tout de suite et ceci pour différentes raisons. Ils
« croient qu'il serait préférable d'attendre. Cependant ils vous
« laissent toute autorité en la matière ».

C'était une marque de confiance qui me fit plaisir mais c'était aussi une preuve évidente que le départ de Mgr Baudoux les laissait pratiquement orphelins.

Il y avait déjà un poste anglais de radio à Saskatoon. Un certain groupe de citoyens influents de la ville demandait un permis pour la construction d'un deuxième poste. Si cette demande était acceptée, nous pouvions dire au revoir à notre poste français.

M. Pouliot me suggéra de faire des démarches auprès de M. René Morin de Montréal pour obtenir qu'il assiste à cette réunion de Winnipeg. Nous n'avions que deux gouverneurs canadiens-français, il était donc fort utile qu'ils soient là tous les deux. M. Morin m'affirma qu'il ferait l'impossible pour être présent. Cependant il ne se rendit pas. M. Pouliot était donc seul pour nous représenter. Mais M. Pouliot faisait déjà figure de vétéran dans le bureau des gouverneurs et il y était fort estimé. La demande d'un deuxième permis pour un poste anglais fut remise à plus tard. C'était une demi-victoire, mais fort significative. Mon fils Maurice avait déjà représenté Radio Prairie Nord devant le bureau des gouverneurs en septembre 1948 et il avait été favorablement impressionné par l'attitude sympathique de la plupart d'entre eux. Ça faisait bien des années que nous comparaissions régulièrement devant eux, ils commençaient à nous connaître.

Il y eut d'autres réunions du bureau des gouverneurs en 1950, sans dommage, mais on ne nous donnait quand même pas nos permis de la Saskatchewan. Or M. Pouliot nous prévient qu'une réunion du bureau des gouverneurs aurait lieu à Montréal les 11 et 12 janvier 1951. Nos demandes de permis y seraient soumises de nouveau. La situation se présentait bien.

Les gouverneurs subiraient infailliblement l'influence de l'atmosphère français de Montréal. Il fallait donc aller de l'avant et à fond de train.

Nous craignions toujours l'attitude de M. Morin. Au cours d'une réunion tenue à l'hôtel Windsor, on me demanda de faire intervenir auprès de M. Morin un très haut personnage ecclésiastique, qui, sachant combien nous avions besoin de nos postes de radio, voulut bien se charger de cette mission.

Il fut convenu également que nous écririons un mémoire en quatre points, mémoire qui serait remis à chacun des gouverneurs, avec copie confidentielle aux journalistes sur lesquels nous pouvions compter.

Enfin, il nous fallait une courte mais vibrante campagne de presse. Tous les journaux de langue française de Montréal furent réquisitionnés. J'ai encore copie des lettres adressées à M. Lamarche, rédacteur en chef de la Presse, à M. O. Héroux du Devoir, à Montréal-Matin, aux journaux hebdomadaires, à M. Lionel Bertrand, secrétaire de l'Association des hebdomadaires de langue française. Tous répondirent à l'appel et durant toute une semaine dans nos journaux la première place fut octroyée à la radio française.

Plusieurs de nos Évêques télégraphièrent à M. Dunton, président de Radio-Canada, et à M. René Morin. Comme au cours des démarches précédentes, ce fut l'union de toutes les bonnes volontés autour d'une cause commune.

Nous demandions deux postes, l'un pour la Saskatchewan du Nord, Saskatoon, l'autre pour le Sud. Gravelbourg. Jusque là on ne nous avait toujours donné qu'un poste à la fois. Allait-on en faire autant ? Faudrait-il revenir de nouveau dans quelques années pour un dernier poste ? Nous le craignions.

M. A. De Margerie, secrétaire de l'A.C.F.C., M. Dumont Lepage, président, M. Roland Couture, gérant de St-Boniface, M. André Deschènes, avocat représentant le poste d'Edmonton, le sénateur A. Marcotte, de la Saskatchewan, adressèrent la parole devant les gouverneurs et leur demandèrent de compléter leur tâche en accordant les deux permis qui manquaient

encore pour terminer la chaîne des postes français qui devaient rayonner à travers les provinces de l'Ouest.

Quatre concitoyens de langue anglaise de Saskatoon qui continuaient leurs démarches pour obtenir des postes à eux, déclarèrent qu'ils n'avaient aucune objection à l'établissement d'un poste français à Saskatoon. C'était une attitude nouvelle.

Nous étions tellement convaincus qu'on ne nous accorderait qu'un seul poste à la fois, qu'en face d'une telle éventualité, nous indiquions notre préférence pour Saskatoon. On nous a rapporté que ce fut M. René Morin qui proposa d'accorder les deux permis immédiatement afin de se débarrasser d'un problème qui durait depuis 10 ans. Sa proposition fut acceptée à l'unanimité par les gouverneurs.

Il n'y a pas de doute que la démarche tentée auprès de M. Morin par la personnalité ecclésiastique dont j'ai déjà parlé avait porté ses fruits. Nous lui en sommes infiniment reconnaissants et je l'ai remercié par lettre au nom de toute la Saskatchewan française.

C'était la fin de nos luttes, du moins nous le croyions. Hélas, non, nous en avions encore pour six mois. Nous les avons eu nos postes français, mais pour tous, spécialement pour ceux de la Saskatchewan, il nous a fallu lutter jusqu'au bout. Cependant avant d'aborder la deuxième phase de nos difficultés, je tiens à citer les noms des gouverneurs qui nous ont accordé nos permis et à les remercier.

M. A. D. Dunton, président
M. René Morin, de Montréal
M. Adrien Pouliot, doyen de la Faculté des sciences de l'Université Laval, de Québec
M. F. J. Crawford, de Toronto
Dr G. D. Steel, de Charlottetown
M. W. H. Phillips, d'Ottawa
Professeur J. A. Corry, de l'Université Queen, de Kingston, Ont.
Mme E. S. Farr, de Victoria
M. Jesse P. Tripp, d'Oxbow, Sask.

Je tiens également à citer les noms de nos concitoyens de Saskatchewan qui se sont montrés sympathiques à notre cause et à les remercier.

M. J. F. Sweeney
M. Weston Clifford Fisher
M. R. A. Hosie
M. R. M. Cantlon

Tous les journaux de langue française du Canada annoncèrent que les deux permis de Saskatoon et de Gravelbourg venaient d'être recommandés par le bureau des gouverneurs. **La Liberté** et **le Patriote** de Winnipeg dans son numéro du 19 janvier 1951 chantait victoire. Il semblait bien qu'il ne nous restait plus qu'à construire.

Or le 14 février, je rencontrais l'Hon. M. Chevrier, ministre des Transports qui me dit avoir une mauvaise nouvelle à m'annoncer. Un arrêté en conseil limitant d'une façon très précise l'emploie de l'acier avait été signé la veille. L'acier était rare et on le réservait uniquement pour la défense nationale ou pour toute construction jugée d'utilité publique. On nous avait déjà fait le même coup pour Radio St-Boniface. Rien ne pouvait plus nous surprendre. Nous avions gagné la bataille des permis. Il nous fallait maintenant livrer la bataille de l'acier. C'est l'Honorable M. Howe qui était responsable de cet arrêté en conseil et nous savions qu'avec lui il n'y avait pas grand chose à espérer.

J'ai reproché à M. Chevrier d'être le vrai responsable. Nos permis avaient été recommandés le 11 janvier, il aurait pu les émettre avant le 12 février, date de l'arrêté en conseil sur l'acier. Il me dit que l'émission des permis de radio nécessite beaucoup de renseignements techniques, c'est-à-dire beaucoup de temps. Je n'ose pas dire que notre conversation fut très amicale.

BATAILLE AUTOUR DES PERMIS DE LA SASKATCHEWAN

Je dus prévenir les comités de la Radio-Française de Gravelbourg et Saskatoon. Déjà des arrangements avaient été conclus et des ordres d'accès donnés aux compagnies Northern Electric et Canadian Marconi. L'on nous dit que ces ordres se trouvaient annulés par l'existence même de l'ordre en conseil.

Personne ne fut même en mesure de nous garantir que nos permis demeuraient valides. Ils étaient recommandés par le bureau des gouverneurs, mais non acceptés par le ministre duquel ils relevaient en raison d'un certain arrêté en conseil. Mais cet arrêté ne serait pas éternel, il disparaîtrait un jour. Nos permis nous seraient-ils accordés alors par le fait même, ou faudrait-il que nous recommencions nos pèlerinages ? Personne ne put me renseigner là-dessus, ni les Ministres, ni les Gouverneurs de Radio-Canada. Ce ne fut qu'au mois de juillet 1951, c'est-à-dire cinq mois plus tard, que la construction de nos postes fut officiellement autorisée.

Il s'agissait de postes que nous construisions nous-mêmes qui ne coûtaient pas un sou à l'État et il nous a fallu 10 ans pour obtenir la recommandation des gouvernements. Ensuite il nous fallut cinq mois de démarches incessantes parce que certains ministres nous refusaient le droit d'acheter l'acier nécessaire à la construction des postes.

Que de voyages j'ai dû faire à Ottawa durant ces cinq mois.

Que de pèlerinages dans les bureaux d'un ministre à un autre. Heureusement, nous avons eu de bons amis et nos évêques de langue française continuèrent à nous faire bénéficier de leur influence et de leur encouragement.

À titre d'information, et pour que ceux qui viendront après nous se rendent compte du genre de luttes qu'on nous imposait, ou de la mauvaise volonté dont en faisait preuve dans certains milieu, je reproduis ici des extraits de quelques lettres échangées au sujet du fameux acier.

Lettre à Mgr Baudoux, en date du 21 février 1951

« Vous savez probablement qu'on refuse de donner suite à nos
« permis, du moins pour le temps présent, sous prétexte de la
« rareté d'acier. ».

« Je pars cet après-midi pour Ottawa où je compte voir tous
« les députés canadiens de l'Ouest et quelques-uns de ceux de
« Québec. On m'affirme que seules des influences politiques
« assez sérieuses seraient de nature à faire agir le ministre ».

« Je me demande si vous ne pourriez pas envoyer un mot à
« M. Deschênes, député de St-Paul, insistant très fortement
« pour qu'il agisse de son côté avec toute l'énergie dont il est
« capable quand il le veut. Je le verrai probablement demain ».

R. Denis

Lettre à M. L. R. Beaudoin, M.P., député de Vaudreuil-Soulanges ; en date du 28 février 1951

« Je vous remercie de l'accueil si cordial que vous avez bien
« voulu m'accorder au cours de mon récent passage à Ottawa.
« Je me permets de vous inclure tout à fait confidentiellement
« copie d'une lettre adressée par la compagnie Marconi au
« contrôleur des télécommunications, département des trans-
« ports, en date du 23 février ».

« Comme la Northern Electric a également écrit à M. Browne
« lui disant que le matériel commandé pour nos stations de
« Gravelbourg et Saskatoon était en leur possession et prêt
« pour expédition, je crois qu'il faudrait une réelle mauvaise
« volonté quelque part pour ne pas nous accorder les permis
« qui nous permettraient d'aller de l'avant ».

« Je sais que vous vous intéressez très vivement à ces questions
« de radio et vous l'avez montré durant cinq ans que vous avez
« été président du comité parlementaire de la radio. C'est pour-

« quoi je tiens à vous tenir au courant de nos démarches. Je « vous demanderais cependant de tenir celles-ci comme con- «fidentielles ».

« Monsieur Jutras, député de Provencher, s'occupe actuelle- « ment de cette question, mais s'il vous est possible de lui être « utile, nous vous en serions infiniment reconnaissants ».

R. Denis

Lettre à M. Bona Arsenault, M.P., député de Bonaventure; en date du 28 février 1951

« Il m'a fait de la peine de repartir d'Ottawa, sans avoir eu « l'occasion d'aller vous saluer et vous remercier pour l'accueil « si cordial que vous m'avez accordé ».

« J'ai eu une entrevue assez longue avec l'Honorable Chevrier « après vous avoir quitté. Celui-ci m'a affirmé que nous avions « la première partie de nos permis, celle qui relevait du bureau « des gouverneurs et que tout ce qui nous manquait, c'était « le permis de construire qui relevait du département des trans- « ports. Ceci, je le savais déjà, mais nous ne sommes guère « plus avancés tant que nous n'aurons pas ces permis. M. « Jutras, député de Provencher, et M. Boucher, député de « Rosthern, doivent s'occuper de la question, mais s'il vous « est possible de leur prêter main forte, nous vous en serions « infiniment reconnaissants ».

« Pour vous tenir au courant et à titre tout à fait confidentiel, « je vous inclus copie d'une lettre qui fut adressée vendredi « passé à M. Browne du département des transports par M. « Tremblay, de la compagnie Marconi. Ce qu'il y a de plus « remarquable, c'est que les tours à destination de Gravelbourg « et Saskatoon, tours qui sont probablement sur les chars à « l'heure actuelle, sont en provenance des États-Unis, c'est-à- « dire que l'acier en question n'est pas de provenance cana- « dienne et devrait échapper à tout contrôle ».

« La compagnie Northern Electric a également écrit à M. « Browne disant qu'elle était prête à fournir le matériel qui « nous était nécessaire et qu'elle avait en mains l'acier voulu « pour ceci ».

« Je dois retourner à Ottawa la semaine prochaine et j'espère « bien qu'avec votre concours et celui des amis assez nombreux « que nous comptons parmi la députation, nous obtiendrons « satisfaction ».

R. Denis

Lettre à Mgr Maurice Baudoux, évêque de St-Paul; en date du 1er mars 1951

« S'il n'était question que des seuls postes français de Gravel- « bourg et Saskatoon, je crois que je serais en mesure de faire « assez de bruit pour obtenir les permis. Les députés libéraux « de Québec ne voudraient pas pour tout au monde que leurs « adversaires s'emparent de cette question et en fassent un « football politique ».

« Malheureusement, le poste anglais de Saskatoon et le poste « anglais de Terre-Neuve se trouvent dans la même situation. « Il est donc très facile à l'Honorable M. Howe qui est respon- « sable des règlements sur l'acier, de montrer que cette mesure « n'est pas dirigée contre nous ».

« Nous avons en notre faveur le fait que l'arrêté en conseil « signé le 9 février ne prenait effet que le 1er mars ».

« Nous avons également en notre faveur la preuve faite par la « compagnie Marconi que les tours que nous sont destinées « sont prêtes et qu'elles proviennent des États-Unis, échappant « par le fait même à tout contrôle. Il s'agit donc d'une ques- « tion d'interprétation ».

« Nous prétendons, nous, que nous avons l'acier en mains en « conformité avec les règlements établis par le département des « transports. Il suffirait d'avoir à Ottawa quelques députés

« n'ayant pas peur d'insister auprès de l'Honorable M. Howe « pour que celui-ci autorise le département des transports à « accorder les permis en se basant sur le fait que l'acier que « nous avons en mains n'est pas sujet au contrôle ».

« Je ne vois pas du tout quelle démarche vous pourriez faire. « Peut-être une lettre de vous directement à l'Honorable M. « Chevrier serait-elle de nature à nous rendre service, bien « que je n'en suis pas sûr. J'ai vu M. Chevrier à deux reprises « différentes. Il m'a reçu d'une façon très cordiale, semblant « regretter énormément de ne pouvoir nous être utile, mais il « prétend que ces permis sont donnés par le conseil des minis- « tres et qu'il ne peut pas aller à l'encontre d'un arrêté qui est « passé par ce même conseil des ministres ».

« L'Honorable M. Chevrier m'affirme que la recommandation « donnée par les gouverneurs est définitive et que nous n'au- « rons pas à nous présenter devant eux de nouveau. Vous « pouvez considérer, me dit-il, que vous avez vos permis. Tout « ce qui vous manque, ce sont les permis de construction qui « relèvent de mon ministère et que nous ne pouvons pas vous « accorder actuellement en raison de la rareté de l'acier ».

« Si c'est vrai, et si nous pouvons ajouter foi à l'affirmation « de M. Chevrier, nous serions donc assurés d'avoir un permis « et il nous resterait seulement à regretter ce retard de quel- « ques mois ».

« Seulement M. Pouliot et M. Morin qui font partie du bureau « des gouverneurs de Radio-Canada ne sont pas du tout cer- « tains que M. Chevrier ait raison ».

R. Denis

Lettre de M. René Jutras, député de Provencher, à Raymond Denis, en date du 1er mars 1951

« J'ai bien reçu vos lettres en date du 26 et 27 février ». « J'en ai aussitôt fait part à mon ami Boucher et lui, ce matin, « m'a montré la lettre qu'il venait de recevoir de vous. Après

« avoir discuté de la chose de nouveau, nous nous sommes mis « en contact avec M. Browne ; il me semble que la question « ne relève plus de lui ».

« Il était convenu entre Boucher et moi-même que je vous en- « verrais le compte rendu de nos démarches ».

« Nous avons donc discuté de la chose avec M. Kidd, mais ce « dernier n'était pas encore en position de donner une réponse « définitive ».

Nous avions fait d'assez nombreuses démarches auprès de M. Browne et nous avions bonne espérance d'en arriver à des arrangements définitifs avec lui. Or, on nous prévient par cette lettre de M. Jutras que M. Browne n'a plus rien à faire avec l'acier, mais que dorénavant nous aurons affaire à M. Kidd que nous ne connaissions pas. Il allait falloir recommencer les démarches.

Lettre à René Jutras en date du 8 mars 1951

« Je viens d'apprendre que M. Harris qui nous affirme être à « son tour contrôleur de l'acier au Canada, vient de donner « l'autorisation au poste de Terre-Neuve d'aller de l'avant. Je « ne sais pas si le permis a été émis par le département des « transports, mais je sais que M. Harris a reconnu que ce poste « disposait de l'acier nécessaire et pouvait commencer la cons- « truction des tours ».

« Vous pouvez vous servir de cette information que je tiens « de source qui me paraît absolument sûre. Si on laisse cons- « truire le poste de Terre-Neuve, je suis sous l'impression « qu'on n'agira pas différemment avec nous, mais nous ne « pouvons toujours pas construire sans que M. Chevrier émette « le permis ».

Mes mémoires

Lettre de M. L.-R. Beaudoin M.P., Député de Vaudreuil-Soulanges, en date du 14 mars 1951.

« À la suite des démarches faites à date, je suis en mesure de « vous dire qu'il y a bon espoir de réussir. Dans quelques « jours, je vous écrirai de nouveau ».

* * *

Lettre à M. A. De Margerie, Vonda, Sask., en date du 22 mars 1951.

« Je reçois une communication de la Canadian Marconi me « disant que le contrôleur de l'acier vient de leur faire par- « venir les autorisations nécessaires pour vous expédier les « tours. C'est exactement le même document qui a déjà été « remis au sénateur Papen pour le poste de Terre-Neuve ».

« J'espérais avoir des nouvelles des permis hier, mais la mort « du père de M. Chevrier a arrêté toute l'affaire. Cependant, « j'ai dit au représentant de Marconi que vous prendriez li- « vraison des tours ».

« À mon sens, nous nous dirigeons vers une solution définitive « et pour la première fois depuis plusieurs semaines, je com- « mence à espérer que nous allons enfin avoir nos permis ».

* * *

Plusieurs autres députés ou sénateurs intervinrent en notre faveur et je n'ai cité les extraits ci-dessus que pour bien indiquer le genre de difficultés auxquelles nous avions à faire face. Comme je l'ai déjà dit, nos évêques eux-mêmes accomplissaient des démarches qui nous furent certainement utiles.

Je sais que dans une lettre adressée à son Ex. Mgr Vachon, archevêque d'Ottawa, en date du 12 avril, je lui demandais de voir l'Hon. M. St-Laurent, premier ministre. Je lui dis qu'un mot à M. St-Laurent suffirait pour régler toutes les dif-

ficultés. Cependant, nous ne voulions pas passer par-dessus la tête de l'Honorable M. Chevrier, mais nous avions l'impression bien nette qu'une simple entrevue de l'Archevêque d'Ottawa avec Monsieur le Premier Ministre serait suffisante pour régler nos problèmes.

Au début de juin, enfin, nous recevions la grande nouvelle. Les deux permis de Gravelbourg et Saskatoon nous étaient octroyés. C'était la fin de ce que nous avons appelé la « Bataille de la Radio Française ». Évidemment, nos difficultés n'étaient pas terminées.

Nos postes étaient-ils viables au point de vue financier ? Trouverions-nous un personnel bilingue suffisamment expérimenté pour intéresser les auditeurs ?

En Saskatchewan spécialement, la presque majorité des commerces est entre les mains des étrangers à notre race ; nos postes trouveraient-ils suffisamment de commanditaires pour subvenir aux dépenses ? Toutes ces questions qui inquiétaient fortement les chefs des minorités allaient être étudiées avec le plus grand soin.

Nous avions nos postes de radio, il appartenait aux minorités des provinces de l'Ouest de les maintenir.

Cette victoire fut brillamment signalée dans tous les journaux français de notre pays et M. Antonio de Margerie, agissant au nom du Comité de la Radio Française en Saskatchewan, publia dans la Liberté et le Patriote l'article suivant :

Radio-Saskatchewan

DEO GRATIAS

Merci à nos amis

« Les Franco-Canadiens de la Saskatchewan ont actuelle-
« ment de grands motifs de se réjouir. Enfin ! après 10 années
« de démarches onéreuses, ils vont obtenir le permis de se
« donner les deux postes de radio française dont ils ont besoin
« pour assurer leur survivance ».

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

« Aussi tiennent-ils à exprimer leur vive reconnaissance à
« tous ceux qui, de près ou de loin, les ont aidés à obtenir
« les beaux résultats qui, il y a trois semaines, venaient cou-
« ronner leurs travaux ».

« Notre reconnaissance va d'abord à la divine Providence.
« Catholiques, nous savons apprécier la prière à sa pleine va-
« leur. Et nous savons que le bon Dieu n'a pas pu ne pas
« exaucer les nombreuses et ferventes prières qu'on a faites
« pour nous, depuis les humbles et naïves prières de nos
« enfants jusqu'à la prière par excellence, le saint sacrifice de
« la messe offert par nos prêtres à nos intentions ».

« Notre reconaissance s'adresse ensuite à nos amis de l'ex-
«térieur ».

« D'abord aux gouverneurs de Radio-Canada, et tout parti-
« culièrement à MM. Adrien Pouliot et René Morin qui, plus
« que leurs collègues, étaient à même de comprendre le bien
« fondé de nos demandes, et n'ont sans doute pas manqué de
« s'en faire les avocats ».

« À l'honorable sénateur Arthur Marcotte, représentant de
« la minorité française de la Saskatchewan au Sénat ; malgré
« son grand âge, il tint à venir présenter nos délégués aux gou-
« verneurs et à appuyer leur requête ».

« À M. Bégin, président de l'Association des hebdomadaires
« de langue française au Canada, et à M. Lionel Bertrand,
« député de Terrebonne et secrétaire de la même association,
« qui, tous deux, se déplacèrent pour nous prêter l'appui et
« l'encouragement de leur présence ».

« À M. Donatien Frémont, ancien rédacteur du Patriote de
« l'Ouest et de la Liberté, et actuellement président de la
« section française de la société Royale du Canada, qui tint
« à venir affirmer sa solidarité avec ses anciens frères d'ar-
« mes ».

« Aux représentants de nos frères du Manitoba et de l'Alberta,
« M. le docteur L.-O. Beauchemin, président de Radio-Ouest
« Française, M. Roland Couture, gérant du poste C.K.S.B., et

Vol. 26, nos 9-10, mai-juin 1972.

« M. André-M. Déchêne, directeur du poste C.H.F.A., qui
« voulurent nous accompagner devant les gouverneurs pour
« marquer une fois de plus la solidarité des trois provinces de
« l'Ouest et qui étaient prêts à démontrer aux gouverneurs,
« preuves en mains et chiffres à l'appui, que les postes de
« radio française dans l'Ouest sont des entreprises viables et
« des facteurs d'unité canadienne.

« Aux quotidiens de langue française de Montréal : Le Canada,
« le Devoir, Montréal-Matin, La Patrie, La Presse qui, avec
« la belle unanimité que soulignait M. Omer Héroux, notre
« ami de toujours, publièrent des éditoriaux très au point à
« l'appui de notre cause.

« Aux quatre requérants de postes anglais, pour la ville de
« Saskatoon ainsi qu'au propriétaire du poste actuel ; tous
« déclarèrent n'être pas opposés à l'octroi du permis de Radio-
« Prairies-Nord.

« Aux membres du Conseil de la Vie Française en Amérique,
« et tout particulièrement son secrétaire, M. l'abbé P.-E.
« Gosselin, pour l'aide matérielle ou morale qu'ils n'ont cessé
« de nous donner depuis les débuts.

« Nous voudrions remercier d'une façon toute spéciale, l'ancien
« président général de l'A.C.F.C., M. Raymond Denis, qui,
« malgré une séparation de plus de quinze ans, nous reste for-
« tement attaché et ne cesse de nous le prouver. En effet,
« depuis que M. Denis demeure à Montréal, il a été le repré-
« sentant attitré de la Saskatchewan française de l'est du Ca-
« nada.

« Et l'on ne compte plus les services qu'il nous a ainsi rendus.
« M. Denis nous écrivait ces jours derniers : « . . . je crois
« bien que la victoire que vous avez remportée m'a causé une
« des joies les plus profondes que j'aie ressentie depuis bien-
« tôt 40 ans que je m'occupe de vos questions nationales en
« autant qu'elles concernent l'Ouest ».

« Nous tenons enfin à exprimer notre indéfectible reconnais-
« sance à celui qui fut le premier ouvrier de la radio française
« dans l'Ouest et plus particulièrement en Saskatchewan. De

« son lointain évêché de St-Paul, en Alberta — car lui aussi
« nous a quittés, — S. Exc. Mgr M. Baudoux était sûrement
« à nos côtés par la prière et par la pensée à Montréal, le 12
« janvier dernier. Que son Excellence soit assurée que si nous
« nous réjouissons avec Elle à la vision de la moisson qui s'an-
« nonce, nous n'avons garde d'oublier celui qui eut assez de
« foi dans la terre de l'Ouest pour y jeter la première semence.
« Nous ne pouvons hélas ! nommer ici tous ceux qui, d'une
« façon ou d'une autre, aidèrent au succès que nous venons
« d'obtenir. Il en est même que nous ne saurions nommer sans
« manquer de discrétion. Qu'ils sachent tous, cependant, que
« nous leur sommes infiniment reconnaissants de tout ce qu'ils
« ont fait pour nous ».

« Nous venons d'être les bénéficiaires d'une belle manifes-
« tation de solidarité nationale. Deo Gratias ! Que n'en est-il
« toujours ainsi ! Que ne pourrions-nous pas faire si nous
« savions toujours marcher ainsi, la main dans la main, les
« plus forts aidant les plus faibles ! »

Pour le Comité de la Radio Française en
Saskatchewan,

Antonio de Margerie
Secrétaire —

* * *

— INAUGURATION DU POSTE DE SASKATOON —

Le quatrième poste de langue française de l'Ouest, C.F.N.S., fut inauguré officiellement le 30 novembre 1952 par des manifestations dignes d'une réalisation qui couronne 20 années de travail.

Mgr Maurice Baudoux qui, après avoir été évêque de St-Paul en Alberta, venait d'être élu archevêque coadjuteur de St-Boniface, dégagea l'oraison finale de cet événement mémorable.

« Nous n'avons rien à craindre, dit-il, puisque nous avons
« un rôle que la Providence n'a confié à aucun autre peuple
« sur la terre ».

Une messe pontificale fut célébrée par Mgr F.J. Klein, évêque de Saskatoon. Y prirent place au choeur : Mgr M.C. O'Neil, archevêque de Régina et métropolitain de la Saskatchewan, Mgr Maurice Baudoux, archevêque coadjuteur de St-Boniface, Joseph Lemieux, O.P., évêque de Gravelbourg, L.P. Lussier, évêque de St-Paul, Alberta, Léo Blais, évêque de Prince-Albert, et le Très Rév. Dom Sévérin, Gertken, abbé mitré de Muenster.

On remarquait également le Père Piché O.M.I., provincial des Oblats du Manitoba, le R.P. d'Auteuil Richard, S.J., recteur du Collège de St-Boniface, le R.P. Tourigny, recteur du collège de Gravelbourg, le R.P. G. Nogue, supérieur du Scolasticat de LeBret, et un nombreux clergé.

Nous avions attendu longtemps et travaillé dur, mais nous en étions amplement compensés par l'éclat du triomphe que fut cette inauguration.

L'abbé Adrien Verrette, président de la Vie Française avait tenu à faire publier dans la Liberté un article où il saluait avec fierté « Radio-Prairies Nord » comme il avait déjà salué « Radio Gravelbourg ».

Mgr Léo Blais prononça un admirable sermon qui fut reproduit in extenso dans la « Liberté » et le « Patriote », et où il rappelait la raison d'être des postes de langue française dans l'Ouest.

En ce qui me concerne, après avoir lutté durement durant 20 ans pour obtenir des programmes français de radio dans l'Ouest, il me fut impossible de me rendre à cette fête d'inauguration comme il m'avait été impossible également de me rendre à celle de Gravelbourg. Les médecins avaient jugé bon de m'opérer sans trop se soucier de savoir si l'opération coïncidait avec l'inauguration des postes.

Mes amis de l'Ouest tinrent cependant à faire entendre ma voix à ceux pour lesquels j'ai conscience de m'être dépensé et je dus faire enregistrer des causeries qui furent entendues par les auditeurs de la Saskatchewan, par l'entremise de leur poste de radio.

Durant 20 ans, j'ai répété souvent que je ne voulais pas disparaître avant que nos postes de radio ne soient en opération. Mon désir a été exaucé et chaque fois que je vais dans l'Ouest, c'est avec une émotion indicible qu'au cours de mes voyages, soit dans une province ou dans l'autre, j'entends à travers l'espace des chansons françaises et des prières françaises.

Nous avions gagné la guerre des permis. Nous avions maintenant le droit de construire nos postes de radio. Il restait à régler la question financière. Des experts à la solde de Radio-Canada avaient établi le coût approximatif de la construction des quatre postes. Il s'agissait de plusieurs centaines de milliers de dollars. Où trouver l'argent nécessaire ?

Il existait deux solutions, établir une société à responsabilité limitée et vendre des actions, ou organiser des campagnes de souscription. Avec la première solution, ce sont les actionnaires qui sont les maîtres. Ils ont le droit de vendre leurs actions et d'introduire par le fait même quelques mauvais esprits dans la compagnie. Avec cette solution, l'avenir français de nos postes ne semblait pas garanti d'une façon absolue.

Il en était autrement avec une campagne de souscription qui assurerait aux paroisses franco-canadiennes et aux associations nationales de l'Ouest l'entière propriété des postes.

Le comité Radio-Ouest qui groupait les postes des trois provinces opta pour cette deuxième solution et dès 1944 une campagne de souscription fut organisée dans chacune des provinces de l'Ouest. Le moment n'était pas très favorable. La presque totalité de la population canadienne-française demeurait sur des fermes et n'était pas riche. Cependant cette première campagne produisit $150,000., soit $50,000. par province. C'était beau mais ce n'était pas assez.

Le comité permanent de la Survivance française de Québec, duquel je faisais partie, et qui, en 1943, avait déjà organisé la campagne de souscription en faveur de la Presse Acadienne, décida de lancer une deuxième campagne, pour la Radio-française de l'Ouest cette fois-ci. Je ne puis pas dire que nous avons

cédé à un mouvement d'enthousiasme. Nous savions qu'il n'était pas facile d'organiser deux campagnes de souscription à des dates si rapprochées l'une de l'autre. D'un autre côté nous pensions qu'il était du devoir de Québec d'aider ses minorités. Déjà à St-Boniface le poste était en construction. Les autres se construiraient au fur et à mesure que les permis seraient émis. Il ne fallait pas que nous soyons pris au dépourvu, afin de ne pas risquer de tout perdre.

Nos frères de l'Ouest qui ne sont qu'une poignée avait souscrit $150,000. La vieille province avec ses quatre ou cinq millions de Canadiens de langue française devait pouvoir en faire autant. L'objectif de la campagne fut fixé à $150,000.

Un comité ou plutôt deux comités furent immédiatement formés sous le haut patronage du Cardinal Villeneuve et de tous les archevêques et évêques de langue française du Canada.

L'un de ces comités devait s'occuper de l'Est de la province avec bureau à l'Université Laval. Il était sous la présidence de l'honorable Cyrille Delâge avec M. l'abbé P. E. Gosselin, maintenant Monseigneur, comme secrétaire. Les archevêchés et évêchés suivant relevaient de ce comité : Québec, Trois-Rivières, Nicolet, Chicoutimi, Rimouski, Gaspé et les provinces maritimes.

J'avais accepté la présidence du deuxième comité avec M. Roger Duhamel, maintenant imprimeur de la Reine, comme secrétaire. Nous avions à nous occuper des archevêchés et évêchés de Montréal, Valleyfield, St-Jean, St-Hyacinthe, Sherbrooke, Joliette, Amos, Ottawa, Hull, Timmins, Sault Ste-Marie, Hearst et Alexandria. Les bureaux de ce deuxième comité étaient situés dans l'édifice de La Sauvegarde à Montréal.

Le notaire H. Boisvert, trésorier du comité de la Survivance, agissait également comme trésorier de la campagne de souscription. La date d'ouverture fut fixée au 1er mai 1945. C'était un peu tôt et il ne nous restait guère de temps pour mettre sur pied une organisation assez considérable, si nous voulions atteindre le succès.

Mais tout le monde s'attendait à des élections fédérales. Or élections, et souscription marchent mal ensemble. Nous avions résolu de passer les premiers.

Malheureusement, alors que tout le monde était d'accord pour supposer que ces élections n'auraient pas lieu avant le mois d'août, voici que notre Premier Ministre décida dans sa sagesse infinie de convoquer les électeurs pour le mois de juin. C'était pour nous une bien mauvaise nouvelle. Tout était prêt. Nous avions déjà beaucoup de travail de fait. Des évêques de l'Ouest qui avaient accepté de venir nous prêter main forte étaient déjà arrivés. Quoi faire ? Commencer notre campagne au risque d'en faire un fiasco, ou la remettre à l'automne ? Dilemme embarrassant.

Quelques comités diocésains décidèrent d'aller de l'avant immédiatement. D'autres préférèrent attendre à l'automne. Montréal et les districts environnants furent du nombre.

Cependant toute l'organisation fut mise sur pied. La publicité suivit son cours. Nous pouvions difficilement faire autrement. La plupart de nos évêques de l'Ouest étaient rendus dans l'Est pour nous aider à faire mieux comprendre à nos frères de l'Est toute l'importance, toute la gravité du problème. Même si la campagne était remise à l'automne dans plusieurs régions, nous pouvions au moins préparer les esprits.

Le 6 mai, son Excellence Monseigneur A.O. Comtois, évêque de Trois-Rivières, acceptait le patronage de la souscription dans son diocèse et dans une circulaire à son clergé, il se disait heureux de répondre à la demande de Mgr Georges Cabana, archevêque coadjuteur de St-Boniface et de recommander hautement cette souscription dont le succès était si nécessaire à nos frères catholiques et français de l'Ouest. Son Excellence annonçait en même temps que la campagne serait lancée officiellement dans la région le dimanche 13 mai par son Excellence Mgr Lemieux, o.p., évêque de Gravelbourg, qui parcourrait les principaux centres du diocèse.

Le 25 mai, Son Éminence le Cardinal Villeneuve adressait lui aussi une circulaire à son clergé pour recommander cha-

leureusement une souscription si nécessaire. Il espère que toutes les paroisses de l'archidiocèse feront largement leur part et ensemble dépasseront l'objectif de $35,000. qui a été proposé par le comité.

Le 21 mai, Monseigneur P. Desranleau, archevêque de Sherbrooke, s'adressait lui aussi à son clergé. Il dit que Mgr Cabana et les autres évêques de l'Ouest parcourent la province pour organiser une souscription dont le succès permettra aux Canadiens-Français de l'Ouest d'entendre à la radio des voix catholiques et françaises tandis qu'à l'heure actuelle, ils n'entendent que de l'anglais et du protestant.

La plupart des évêques de l'Est répondirent avec le même empressement à l'appel de l'Épiscopat franco-canadien de l'Ouest, qui, avec un bel ensemble, épaulait les efforts du Comité Radio ouest français.

Mgr P. Perrier, vicaire général de Montréal, faisait à la radio un magnifique exposé qui fut reproduit par la plupart des journaux de langue française. Cet exposé eut un profond retentissement.

Son Excellence Monseigneur Arthur Douville fit lire en chaire un communiqué faisant un appel ardent à l'amour fraternel et à la solidarité chrétienne de ses diocésains. Il annonçait que des enveloppes seraient distribuées dans les bancs de toutes les églises du diocèse le 17 juin et seraient recueillies le 24 juin pour être remise à Monsieur le Procureur de l'Évêché avant le 1er juillet. Je reparlerai plus tard de ce système d'enveloppes.

Le Devoir du 19 mars, sous la signature de Émile Benoit, attaque « Radio Canada qui a été un artisan fanatique de l'impérialisme » et il n'est pas surprenant que les minorités de l'Ouest tentent de se soustraire à son autorité, pendant qu'Omer Héroux, le 19 mai 1945, dans un éditorial consacré aux problèmes des minorités, reproduisait une lettre adressée au Comité permanent de la Survivance française par les Évêques de l'Ouest.

« Dès le 9 février, l'archevêque-coadjuteur de Saint-Boniface,
« Mgr Cabana, Mgr Lajeunesse, O.M.I., vicaire apostolique du
« Keewatin, Mgr Marie-Joseph Lemieux, O.P., évêque de Gra-
« velbourg, Mgr Réginald Dupras, O.P., évêque de Prince-
« Albert, le P. Henri Routhier, O.M.I., pro-vicaire apostolique
« de Grouard, adressaient conjointement de Saint-Boniface, au
« secrétaire général du Comité permanent de la Survivance
« française, M. l'abbé P.-E. Gosselin, la lettre suivante :

« Nous, en une réunion conjointe de l'Épiscopat canadien-
« français de l'Ouest, désirons par les présentes recommander
« et appuyer le Comité de la Survivance française en Amérique
« dans sa campagne de souscription en faveur de Radio-Ouest
« Français.

« Nos paroisses françaises et notre peuple français ont un be-
« soin urgent d'entendre la voix catholique et française de la
« radio s'ils veulent conserver vivaces la foi, la langue et nos
« traditions toutes imprégnées de christianisme. L'ambiance
« matérialiste du milieu influe sur les nôtres pour anémier la
« foi catholique. L'infiltration habituelle de l'anglais par la
« radio des postes publics dans les trois provinces de l'Ouest
« intensifie chez les nôtres l'anglicisation, et nous sommes con-
« vaincus que si nous ne pouvons établir avant bien longtemps
« des postes de radio française, nous perdrons à la Foi et à
« la langue une proportion grandissante des nôtres.

« C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos concitoyens du
« Québec et des provinces voisines en faveur de l'oeuvre si
« nécessaire pour nous de la radio française. Nous croyons,
« d'ailleurs, que tous les Canadiens Français sont solidaires
« et que notre fidélité à la Foi et à la langue dans les provinces
« de l'Ouest fortifiera nos Frères de l'Est et les appuiera dans
« leurs justes réclamations.

« D'avance nous voulons remercier de tout coeur ceux qui vou-
« dront nous aider et nous prions Dieu de les bénir et de les
« récompenser pour leur générosité ».

Vol. 26, nos 9-10, mai-juin 1972.

« On sait comment depuis, profitant de leur passage dans notre
« province, les évêques ont utilisé toutes les occasions favo-
« rables pour aider la campagne en cours déjà dans quelques
« régions et en faciliter ailleurs le lancement.

« C'est d'ailleurs en leur présence, comme en celle de l'arche-
« vêque de Montréal, que le curé de Prud'homme prononçait
« ce que l'on pourrait appeler son discours-manifeste.

« On trouvera dans la causerie de Mgr Baudoux, aussi bien
« que dans l'important travail de Mgr Perrier que nous avons
« récemment publié, les faits et arguments principaux que l'on
« peut invoquer à l'appui de la campagne. Ce sont de puissants
« instruments de propagande.

« Que l'on s'emploie à en tirer le rendement maximum !

« Entre les campagnes d'action religieuse et nationale lancées
« ces dernières années, Radio-Ouest-Française est assurément
« l'une des plus importantes, des plus urgentes de toutes ».

Enfin le 5 mai, M. l'abbé M. Baudoux, le jeune curé de Prud'homme, Saskatchewan, faisait un magnifique discours au Cercle Universitaire sous le patronage de la Section Duvernay de la St-Jean Baptiste. D'après les journaux, on remarquait à la table d'honneur Son Excellence Monseigneur J. Charbonneau, Monseigneur G. Cabana de St-Boniface, Monseigneur Joseph Prud'homme, ancien évêque de Prince-Albert, Monseigneur M. Lajeunesse, O.M.I., vicaire apostolique du Keewatin, Mgr Joseph Lemieux, O.P., administrateur apostolique de Gravelbourg, Mgr P. Perrier, P.A., vicaire général, M. le Chanoine Lionel Groulx, Raymond Denis, président de la campagne, M. Bernard Couvrette, le Dr Donatien Moreau, M. Athanase Fréchette, M. Pierre Desmarais, président de la chambre de commerce, M. Maurice Trudeau, vice-président de la chambre, le R. Père Henri Routhier, maintenant évêque de Grouard et plusieurs autres.

(à suivre)

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

Mes mémoires

Son texte fut publié in extenso dans le Devoir et de larges extraits furent reproduits dans la plupart des journaux de langue française. « Mgr Baudoux rendit un vibrant hommage au Chanoine Groulx dont il se proclama l'un des disciples. Il fit un vivant exposé de toutes les luttes subies au cours des trente dernières années et proclama la nécessité de sauver nos foyers actuellement envahis par la radio anglaise et protestante. Nous voulons avec une volonté que rien ne brisera que retentisse dans nos foyers par la radio, la voix puissante du verbe chrétien et français. »

Monseigneur Charbonneau, auquel je rendis visite le lendemain, ne tarissait pas d'éloges au sujet de l'exposé de M. l'abbé M. Baudoux. Il a développé une magnifique thèse me dit-il ; et il l'a fait sans passion mais avec une sincérité, une conviction qui ne laissent aucun doute sur sa volonté inébranlable d'atteindre le but jugé nécessaire. Et comme se parlant à lui-même, Monseigneur continua : « C'est une valeur que cet abbé Baudoux. J'espère bien que le Saint Esprit ne l'oubliera pas. L'Église a tant besoin d'évêques de cette trempe. » Le Saint Esprit ne l'a pas oublié puisque trois ans plus tard, en 1948, il était évêque pour devenir archevêque en 1955.

Monseigneur Cabana adressa aussi la parole et il fit un vibrant appel à tous les Canadiens-Français qui se doivent de souscrire généreusement en faveur d'une cause qui est la leur autant qu'elle est celle de nos compatriotes de l'Ouest. Mgr Cabana jugea bon de me rendre hommage et ma présence à la présidence de la campagne était, dit-il, un gage additionnel de succès.

À Québec, le 18 mai, au Grand Séminaire, avait lieu une importante réunion à laquelle assistait une nombreuse délégation de l'Ouest, et entre autres Nosseigneurs Lemieux et Martin Lajeunesse ainsi que M. Raymond Denis, président du comité de Montréal et un bon nombre de personnalités québécoises parmi lesquelles on remarquait Mgr Cyrille Gagnon, P.A., V.G., recteur de l'Université, M. Cyrille Delâge, ancien surintendant de l'Instruction Publique, M. Adrien Pouliot, pré-

sident du Comité Permanent de la Survivance, M. Jules Falardeau, vice-président de la Société St-Jean Baptiste, etc., etc.

Et après toute cette publicité, tout ce travail accompli, on vient nous annoncer des élections. Nous pensions bien que cet événement imprévu allait signifier l'échec de notre souscription. Heureusement, il n'en fut rien.

Dans notre région, il fut décidé que nous attendrions l'automne, mais le travail devait se continuer.

Personnellement, je devins le chauffeur de Monseigneur Cabana pour remplir ensuite les mêmes fonctions auprès de Monseigneur Lajeunesse.

Avec Mgr Cabana, nous visitions les évêques, les supérieurs des collèges et des Séminaires. Monseigneur Cabana était le dévouement personnifié, il avait pris à coeur ce grand problème de la radio-française et il savait faire pénétrer la conviction qui l'animait dans le coeur de ceux auxquels il s'adressait. Ma tâche avec lui fut facile. Je n'oserais pas en dire autant de la sienne. Je l'ai souvent soupçonné de n'avoir pas une confiance illimitée dans la science de son chauffeur. Le matin, quand nous partions, il faisait un large signe de croix, jetait un regard presque suppliant sur la statue de saint Christophe, récitait un chapelet auquel je devais répondre tout en évitant de mon mieux les autos que nous croisions et parfois entrecroisions. Ensuite Monseigneur plus rassuré consentait à parler du programme de la journée. Ces prières furent d'ailleurs efficaces puisque nous n'eûmes pas un seul petit accident.

Je me souviens de visites faites à Valleyfield, à Joliette, à St-Jean, à St-Hyacinthe, à Sherbrooke, plusieurs dans différentes institutions de Montréal ; toutes dans le but d'obtenir la bienvaillante coopération des évêques et souvent l'autorisation d'organiser la souscription dans leur diocèse. Partout, nous avons été très bien reçus.

Mgr M. Lajeunesse était le neveu de Mgr O. Charlebois auquel il succéda comme administrateur apostolique du Keewatin. L'oncle avait été l'un de mes bons amis et j'avais pour lui de la vénération, mais j'eus pour le neveu de l'admiration. Son vicariat était extrêmement pauvre et il avait parmi les curés de paroisses de Québec, un certain nombre de bienfaiteurs qui l'aidaient à équilibrer le budget toujours déficitaire

de ses missions. Or pour aider l'établissement de postes de radio qui n'atteindraient pas son vicariat, il abandonna cependant tous les revenus qui provenaient de ses bienfaiteurs pour en faire bénéficier la campagne de souscription faite en faveur d'une radio catholique et française. Ce sont surtout ces curés bienfaiteurs que nous avons visités ensemble ainsi que certaines institutions religieuses où il comptait des amis. Des amis, il en avait beaucoup. C'était le type du parfait missionnaire du Nord. Je lui servis de chauffeur à lui aussi durant toute une semaine. C'était toujours en préparation pour la campagne de l'automne. Je me souviens qu'un jour il comptait que nous serions invités à dîner chez le curé de St-Vincent-de-Paul près de Montréal. Malheureusement, il était absent pour la journée et il était 11½ hres. Où pourrions-nous bien aller dîner ? Après avoir réfléchi quelques minutes, Monseigneur me dit, j'ai envie de téléphoner au curé de telle paroisse. Nous pourrions être là vers midi. Je ne le connais pas, mais il devrait pouvoir nous donner à dîner. Aussitôt dit, aussitôt fait, et j'entendis Mgr Lajeunesse dire : « Ici, c'est Mgr Lajeunesse qui parle. Je suis avec M. Denis. Nous comptons passer chez vous vers midi. Est-ce que ça vous dérangerait ? » Un intervalle, c'était le curé X qui répondait et Mgr de répondre : « C'est bien, nous partons à l'instant. »

Une demi-heure plus tard nous arrivions chez le curé qui au bruit de l'auto, sort précipitamment, puis s'arrête. Nous nous approchons vers un curé toujours immobile, mais l'air surpris, presque abasourdi, et Mgr Lajeunesse de lui dire : « C'est nous qui vous avons téléphoné tout à l'heure. » Le curé : « Vous, mais vous m'aviez dit que vous étiez Mgr l'Archevêque. » Mgr Lajeunesse : « Oh non, vous m'avez mal compris, j'ai dit Mgr Lajeunesse du Keewatin ». Le curé : « Ah, bien j'aime mieux ça, j'avais compris « Mgr l'Archevêque » et je vous assure que j'étais inquiet. Il n'y a que trois mois que je suis ici. Je viens d'une petite paroisse du Nord et je me demandais bien ce que j'avais pu faire. Vous savez quand un archevêque vient visiter un petit curé comme moi, c'est qu'il y a quelque chose qui ne marche pas. Ah ! je m'en suis fait du mauvais sang depuis une demi-heure. Mais entrez donc ».

Nous sommes entrés, nous avons causé, mais personne ne parlait de dîner. Aucun bruit du côté de la salle à dîner. N'y

tenant plus, Mgr Lajeunesse, se levant comme pour prendre congé, demande au curé s'il y avait un restaurant pas loin.

Le curé : « Comment, vous n'avez pas dîner ? Mais il fallait me le dire, moi je n'y avais pas pensé. Voyez-vous, je déjeune tard et je ne dîne jamais, j'attends au souper. »

Mgr Lajeunesse : « Oh ! vous savez M. le curé, nous ne voulons pas vous déranger. Un morceau de pain et de beurre avec une tasse de thé ou de café, ça nous suffira ».

Le curé : « Non, non, excusez-moi, Mgr, je vais vous faire préparer à dîner. Ce n'est pas souvent qu'on reçoit un évêque. Vous verrez, ce ne sera pas long ».

Et il part en trombe vers la cuisine en passant par la salle à dîner dont il oublie de refermer la porte et nous entendons très distinctement la conversation suivante :

« Louise, je pensais qu'ils étaient pour s'en aller, mais non, nous allons les avoir pour dîner. Tu parles d'une affaire. Téléphone donc à la vieille Marie et dis lui de venir tout de suite faire la cuisine. Toi, tu n'es pas capable. Pendant ce temps, tu vas aller à la boucherie chercher du « steak ».»

Et le curé revient tout souriant nous disant d'un air convaincu que ce ne serait pas long. Nous nous demandions bien quoi faire lorsque Mgr Lajeunesse sortant sa montre fit un bond en disant : « Comment est-il si tard, mais nous ne pouvons pas rester, nous devons être à Ste-Scholastique à 2 heures. Oh, excusez-nous M. le curé, il faut que nous partions, je ne pensais pas qu'il était si tard. » Et nous partimes en vitesse accompagnés par les protestations du curé qui nous promettait encore que ce ne serait pas trop long.

Durant notre conversation, nous avions parlé de la souscription recommandée par Son Excellence Mgr Charbonneau et comme le curé disait qu'il n'était pas du tout au courant de cette question là et qu'il lui était impossible d'en parler en chaire à ses paroissiens, nous lui avons proposé de lui procurer un prédicateur spécialement pour la circonstance. Il accepta à condition d'être prévenu à l'avance.

Monseigneur Charbonneau m'avait autorisé à proposer des prédicateurs connaissant les questions de l'Ouest aux curés qui voudraient bien les accepter. Je crois que le deuxième dimanche du mois d'août nous avions trente-cinq prédicateurs prê-

chant dans les églises de l'archidiocèse de Montréal sur le problème de la Radio française dans l'Ouest. Le lundi précédent, je téléphonai donc au curé en question.

« Allo, monsieur le curé, c'est Raymond Denis qui parle. Vous savez je suis passé chez-vous avec Mgr Lajeunesse il y a trois semaines ou un mois. »

Le curé : « Oui, et puis après que me voulez-vous ? »

« Si vous vous souvenez monsieur le curé, vous nous aviez demandé de vous envoyer un prédicateur qui devait prêcher au sujet de la souscription de Radio-Ouest. J'ai ce prédicateur à votre disposition, il pourrait être chez-vous dimanche. »

Le curé : « Je n'ai pas besoin de prédicateur, je peux faire mes sermons moi-même. »

« Je le sais monsieur le curé, mais vous nous avez dit que vous ne connaissiez pas du tout cette question de Radio-Ouest et que ça vous rendrait service si nous pouvions ous envoyer quelqu'un. »

Le curé raccrocha l'appareil sans me répondre. Je rappelai de nouveau : « Monsieur le curé, il doit y avoir un malentendu quelque part. Je ne suis que l'intermédiaire de l'archevêché et le prédicateur que je vous propose, à votre demande, est approuvé par son Excellence. »

Le curé : « C'est encore une question de souscription, de quête spéciale. Depuis que je suis ici, je n'entends parler que de ça, des quêtes et des souscriptions. Je n'en veux pas. »

Et il raccroche de nouveau. Je rappelle pour une troisième fois. « Monsieur le curé, je regrette et je ne veux pas vous faire des menaces mais je suis obligé de faire rapport à l'archevêché de la conversation que nous venons d'avoir, vous n'y avez pas d'objections ? » Le curé : « Pas du tout. Laissez-moi tranquille, je n'ai pas affaire à vous. »

Je n'ai pas besoin de dire que je n'étais pas de bonne humeur. J'aurais pu téléphoner à l'archevêché mais il me fallait un contact plus personnel. Je n'étais pas assez calme pour m'expliquer au téléphone, aussi un quart d'heure plus tard, j'étais rendu à l'archevêché. Son Excellence était absent et ce fut Mgr Perrier, vicaire général, qui me reçut. Je lui racontai l'incident. Mgr Perrier trouvait l'aventure plaisante et il excusa son curé en me disant qu'il était plutôt nouveau dans la paroisse.

« Je vais lui téléphoner » dit Mgr en prenant le téléphone et il appela en effet au presbytère d'une paroisse qu'il connaissait bien et j'entendis une partie seulement de la conversation, c'est-à-dire ce que disait Mgr Perrier mais je n'entendis pas les réponses du curé.

Mgr Perrier : « C'est Mgr Perrier qui parle. Vous allez bien monsieur le curé ? » .... « J'ai M. Raymond Denis à côté de moi dans mon bureau. » .... « Comment, vous ne le connaissez pas ? » .... « Il vous a proposé un prédicateur pour Radio-Ouest tout à l'heure » .... « Vous n'en avez jamais entendu parler. » .... « Voulez-vous parler à M. Denis ? Il est là à côté de moi. » .... « Vous souvenez-vous monsieur le curé de la visite de Mgr Lajeunesse et du monsieur Denis qui était avec lui ? » .... « Ah ! vous n'avez pas réalisé que c'était le même. Voyez-vous monsieur le curé, M. Denis a été délégué par Son Excellence pour organiser la souscription de Radio-Ouest dans l'archidiocèse et il est également autorisé à se procurer des prédicateurs connaissant bien la question des minorités et il met ces prédicateurs à la disposition des curés qui en ont besoin. En refusant le prédicateur qui vous est offert par M. Denis, vous vous trouvez dans une certaine mesure à refuser un prédicateur qui vous est indirectement offert par Mgr Charbonneau lui-même. »

Évidemment, je répète de nouveau que je n'entendais pas les réponses du curé bien que je les devinais par le sens des réparties de Mgr Perrier.

Mgr Perrier : « Et oui, je vois monsieur le curé, c'était un malentendu. Je m'en doutais. Alors, vous n'avez pas d'objection à accepter le prédicateur qui vous est offert par monsieur Denis. Bon, c'est bien monsieur le curé, alors le Révérend Père un tel sera chez-vous samedi soir, vers 8 hres. Vous l'accueillerez bien, n'est-ce pas. » Et Mgr Perrier raccrocha en me disant avec un sourire : « Voyez-vous, ce n'était pas plus difficile que ça. »

« Oui, Monseigneur, mais moi je ne suis pas vicaire général et ça fait une différence. »

Cependant, je dois dire pour l'honneur du clergé de Montréal, que nous n'avons trouvé que deux curés de paroisse qui

ont refusé de collaborer avec nous.

Évidemment, il se produit toujours quelques incidents dans le cours d'une tournée de ce genre. Avec Mgr Cabana, tout était prévu. Nous savions où nous allions et on nous attendait. Mais avec Mgr Lajeunesse, c'était souvent l'imprévu, parfois plein de charme, mais parfois aussi plutôt embarrassant. Nous n'étions pas attendus au Séminaire de Ste-Thérèse. Nous avons dû y arriver après souper et dans mes notes, écrites le même soir, je note la froideur de l'accueil chez la plupart des professeurs comme chez les élèves. J'avais l'impression que nous dérangions.

Cependant, on demanda à Mgr Lajeunesse de bien vouloir adresser la parole aux élèves. À ma grande surprise, il accepta. J'étais anxieux de l'entendre. Il n'avait pas eu l'occasion de parler en public depuis que nous voyagions. Il débuta en remerciant les autorités du collège pour leur cordiale réception et pour cette invitation qui lui fait si plaisir, seulement dit-il, nous faisons un numéro à deux. Moi, je chante, M. Denis parle. Et s'adressant aux élèves : « Voulez-vous mes petits amis que je vous chante quelques chansons ? » Et ce fut une réponse enthousiasme : « Oui, Oui, Oui » et des applaudissements. Monseigneur chanta. Il était doué d'une très jolie voix et savait de très belles chansons. Ce fut magnifique. Les élèves applaudissaient et criaient encore, encore. C fut pour Monseigneur Lajeunesse, un triomphe. Ensuite, il me demanda de monter sur l'estrade. Ce n'est pas un tour à faire à quelqu'un. Parler d'abord, chanter ensuite, ça va bien, ça repose, mais chanter d'abord et parler ensuite, ça ne marche pas, c'est un dessert bien indigeste. Cependant, il fallut s'exécuter. Heureusement, c'est une question que je connaissais bien et que j'avais à coeur. Je voulais convaincre les professeurs plus encore peut-être que les élèves et je donnais tout ce que j'avais. Je crois avoir pas mal réussi et je repris mon siège au milieu d'applaudissements que par amour propre, je voulus croire sincères. Mgr Lajeunesse en veine de taquinerie, lance deux vigoureux Encore, Encore, qui furent repris en coeur par les élèves, Encore, Encore. Heureusement le Supérieur trouva que ça avait assez duré et vint à mon secours en présentant les remerciements traditionnels.

Ce fut ensuite un pacte établi entre nous, durant tout le reste de notre tournée. Lorsque l'occasion l'exigeait, Mgr Lajeunesse chantait et moi je parlais mais je suis obligé d'admettre qu'il avait plus de succès que moi.

Au cours des derniers jours de notre pèlerinage, j'eus l'une des peurs de ma vie. Nous devions coucher le soir à la Maison de repos des Oblats près de Ste-Agathe. Tout le jour, nous avions été en visite de presbytère en presbytère. À Ste-Agathe, l'on me dit que toute la journée on avait de la Saskatchewan essayé de me rejoindre au téléphone. Dans le temps, ce n'était pas souvent que l'on téléphonait d'une distance pareille. Il fallait qu'il s'agisse de quelque chose de bien grave. En Saskatchewan, j'avais encore un fils de 36 ans avocat, marié, père de famille et un frère très cher, un peu plus jeune que moi. Était-il mort l'un ou l'autre ? De Ste-Agathe, je téléphonai à ma femme à Montréal, pour savoir si elle en savait plus que moi. Elle pleurait. Elle aussi avait les mêmes craintes que moi. On avait appelé de Saskatoon mais on n'avait rien voulu lui dire ; se contentant de déclarer que c'est à moi qu'on voulait parler. Je tentais de rejoindre Saskatoon sans pouvoir y parvenir. Il y a 20 ans, téléphoner à 2,000 milles, ce n'était pas une petite affaire.

Ce n'est qu'à deux heures du matin que j'eus enfin Saskatoon. « Allo, Allo, M. Denis. »

« Oui » et je me disais en moi-même, lequel mon frère, mon fils, lorsque je reconnus la voix du Dr Uhrich, l'un des chefs libéraux de la Saskatchewan, et ancien ministre provincial, qui me demandait au nom du ciel de me rendre en Saskatchewan immédiatement parce que les C.C.F. semblaient devoir *remporter* la province. J'étais soulagé parce qu'il n'y avait personne de mort, mais pas de bonne humeur en raison de la peur que ma femme et moi avions eue. Je refusai bien net toute participation aux élections. Au point de vue national, nous faisions appel à tous les Canadiens bleus ou rouges, sans distinction de parti politique, tous compatriotes, il ne fallait pas qu'on puisse nous accuser de partisannerie.

Le lendemain, nous devions rencontrer Mgr Limoges pour lui demander l'autorisation d'organiser la souscription dans son diocèse. Nous apprîmes en passant à Ste-Agathe que Monsei-

gneur était au Mont-Tremblant pour une cérémonie de confirmation. Nous nous rendîmes au Mont-Tremblant. Monseigneur nous donna l'autorisation demandée, nous souhaitant tout le succès possible. Mais durant le dîner, il fut question des élections qui auraient lieu. Mgr Lajeunesse dit que l'on m'avait demandé de participer à ces élections en Saskatchewan pour combattre le nouveau parti C.C.F. Et Mgr Limoges de dire : « Vous allez y aller, j'espère. » Je lui répondis que j'avais refusé parce que je m'étais promis de ne pas m'occuper de politique. « Mais ce n'est pas de la politique, dit Mgr Limoges, quand on combat le socialisme, on est certain de rendre service à son pays et à l'Église parce que l'Église combat le socialisme. » Ce n'était pas tout à fait vrai. De mauvaises langues, et il y en a partout, m'ont affirmé que Mgr Limoges avait une forte sympathie libérale. Ceci, je ne lui ai pas demandé. Mais en retournant vers Montréal, Mgr Lajeunesse, à son tour, me livra tout un assaut pour me décider à accepter l'invitation des libéraux. « Il ne s'agit pas de politique, me dit-il, s'il s'agissait de conservateurs contre libéraux, je n'insisterais pas. Mais une partie de mon diocèse se trouve dans le nord de la Saskatchewan et le gouvernement provincial C.C.F. nous cause dans nos écoles toutes sortes de difficultés. Depuis 50 ans, nous avons construit des écoles à nos frais et voici que le gouvernement C.C.F. veut s'emparer de nos écoles et nous mettre dehors et vous refuseriez d'aller combattre ces gens-là. »

Monseigneur touchait là un point sensible. Je savais qu'il y avait un grand fond de vérité dans ce qu'il me disait. Avant de prendre une décision, je me décidai à téléphoner au curé de Prud'homme, monsieur l'abbé Baudoux qui, j'en étais sûr, était bien impartial au point de vue politique. À son tour, il insista d'une façon extrêmement pressante. « Il ne s'agit pas de politique M. Denis, il s'agit de nos postes de Radio. Celui de St-Boniface est en construction mais il nous reste encore celui d'Edmonton et ceux de la Saskatchewan. Ce ne sont certainement pas les C.C.F. qui vont nous donner nos postes. Ce ne sont pas non plus les conservateurs dont vous connaissez l'attitude en Saskatchewan. D'ailleurs, les conservateurs ne prendront certainement pas le pouvoir cette année. Nos postes de radio dépendent donc des libéraux. Monsieur Denis, vous

avez fait des promesses à M. Gardiner, ministre de l'agriculture et à M. W. Tucker. Ces deux hommes politiques nous ont appuyés, l'un devant le bureau des gouverneurs de Radio-Canada, l'autre au gouvernement, pour nous faire obtenir le poste de St-Boniface et nous comptons sur eux pour nous aider à obtenir les autres postes. Vous leur avez dit, lorsque nous avons reçu le permis de St-Boniface, que s'ils avaient besoin de vous, vous étiez à leur entière disposition. Si aujourd'hui, vous ne tenez pas votre parole, comment serons-nous reçus lorsque nous aurons besoin d'eux. »

Monsieur l'abbé Baudoux avait raison, je le sentais, je le savais et je n'avais pas le droit de faire faux bond à mes amis de l'Ouest.

Le président de La Sauvegarde, M. Ducharme, me donna sans hésiter un congé payé de 30 jours et je partis. Partir, est une façon de parler parce que la guerre n'était pas terminée. Pour voyager, il fallait réserver sa place d'avance à moins d'avoir une priorité. Comme je n'en avais point, il me fut impossible de trouver de la place ni sur les avions, ni sur le chemin de fer. Je téléphonai à mon excellent ami M. Wilfrid Gagnon qui fut ministre durant quelques jours dans le cabinet Godbout et qui était vice-président du Canadien National. Ce ne fut pas long, le même soir, j'avais un compartiment et je me demande si je n'avais pas en même temps hérité d'une promotion parce que le « porter » du train m'appela Colonel tout le long du parcours.

Arrivé dans l'Ouest, on me fit parler dans le comté de Rosthern qui était représenté par notre ami W. Tucker, à Assiniboia où M. Argue était candidat C.C.F., à Gravelbourg et ailleurs encore. Mais il est un comté où je refusai absolument de me rendre, ce fut Prince-Albert qui était représenté par le premier ministre McKenzie King. Je n'aimais pas ce King. Je le considérais comme un opportuniste de la plus belle espèce. J'étais persuadé et je le suis encore qu'il n'avait jamais rien fait pour les Canadiens-Français, même si c'était eux qui le maintenaient au pouvoir. Si McKenzie King, député de la Saskatchewan, avait seulement levé le petit bout du doigt en notre faveur, nous aurions eu nos postes de radio, il y avait longtemps. Il ne l'a jamais fait. Il n'a rien fait pour son comté de

Prince-Albert, il n'a rien fait pour nos postes de radio, il n'a rien fait pour nous en tant que Canadiens-Français.

J'avais dit à M. St-Laurent au cours d'une conversation à Ottawa que McKenzie King ne serait pas élu dans Prince-Albert, s'il n'avait pas le vote canadien-français pour lui et ce vote, il le perdrait cette année en raison de l'attitude négative du gouvernement envers notre radio française. M. St-Laurent, dont la courtoisie était légendaire, sourit mais ne répondit pas.

Partout où je parlais en Saskatchewan, je me trouvais en présence d'un auditoire canadien-français et je me suis placé au point de vue national pour nos postes de radio. Les voulez-vous vos postes ? Et dans la foule, les réponses étaient toujours les mêmes, et on criait Oui, Oui. « Et bien, si vous les voulez, votez pour les libéraux. Vous me connaissez depuis 35 ans, vous savez que je n'ai jamais fait de politique et si je suis venu de Montréal pour participer à cette élection, c'est parce que moi aussi je veux que vous les ayez vos postes de radio. »

Ce langage, je ne pouvais pas le tenir à Prince-Albert. L'attitude indifférente de MacKenzie King ne me le permettait pas. Je n'ai pas besoin de vous dire que le comité libéral provincial ne prisa pas beaucoup mon attitude. MacKenzie King fut battu, pas par une grosse majorité, mais il fut battu parce que le vote canadien-français l'abandonna, du moins en très grande partie. Et de retour à Montréal, j'ai éprouvé un réel plaisir à écrire à M. St-Laurent pour lui rappeler notre conversation. M. St-Laurent répondit, toujours très gentiment, qu'il regrettait l'attitude des Canadiens-Français du côté de Prince-Albert mais qu'il était heureux que l'immense majorité des Canadiens de la province de Québec en avait jugé autrement et avait donné leur confiance au gouvernement.

Avant de partir, je pris congé du comité libéral et l'on fut assez gentil pour me demander ma note de dépenses. Je n'étais pas habitué à cette façon de procéder. J'aide tous mes amis, parce que ça me fait plaisir et je n'ai pas coutume de faire payer mes services. Pour cette fois, je dérogeai à mes habitudes. J'établis une facture comprenant mes frais de voyages, aller et retour, et mon séjour de deux semaines en Saskatchewan. Je crois qu'il s'agissait d'autour de $350. Le

président du comité ou le trésorier, je ne sais trop qui, après avoir examiné la facture d'un coup d'oeil rapide, me fit un chèque que je m'empressai de mettre dans mon portefeuille après avoir remercié comme il convenait. Ce ne fut que le lendemain, dans le train, que je m'aperçus qu'on m'avait fait un chèque pour $500. Ça m'a presque donné l'idée de me consacrer à la politique pour de bon. Ça m'avait l'air payant.

À peine de retour, il fallut se remettre au travail sérieux et reprendre l'organisation de la souscription.

Quelques diocèses avaient continué leur campagne de souscription malgré les élections fédérales. Ce fut le cas de Québec, et M. l'abbé P.E. Gosselin, le secrétaire général du Comité Permanent de la Survivance française, qui, en date du 1er mars se montrait très pessimiste, me disait au début de juillet que la souscription allait très bien et était même terminée dans plusieurs paroisses de l'archidiocèse. Il m'annonçait en même temps que M. le Chanoine Pellerin de Trois-Rivières en charge de la campagne était un peu déçu des résultats donnés à date par la ville, mais était très satisfait des paroisses rurales. Il espérait dépasser l'objectif.

Enfin, en veine de compliments, il m'écrivait qu'après avoir eu par M. Pouliot un rapport de mon voyage dans l'Ouest où j'avais participé à la campagne électorale, il en concluait que si nous avions nos permis, ce serait en grande partie grâce à mes efforts personnels. J'en suis bien flatté, mais ce fut un travail d'équipe. Monseigneur Baudoux qui a su maintenir la flamme parmi les groupes de l'Ouest, M. Adrien Pouliot qui fut notre porte-parole combien convaincant auprès des gouverneurs de Radio-Canada, M. l'abbé Gosselin, lui-même, qui nous seconda de son mieux, moi-même qui avait la chance de posséder quelques belles relations dans tous les milieux et qui servais un peu d'agent de liaison entre l'Ouest et l'Est, et enfin la Divine Providence qui ne nous oublia pas même si parfois nous trouvions qu'elle se faisait attendre longtemps. Mais revenons-en à la souscription.

Dans la région de Valleyfield, M. l'abbé Théoret, organisateur diocésain, faisait un splendide travail et m'affirmait que l'objectif serait largement dépassé.

Dans Montréal, il fallait tout recommencer. Cependant, nous n'avions aucun doute sur le résultat. Notre objectif était de $50,000. pour l'archidiocèse mais j'étais convaincu que nous arriverions à $75,000.

Dans la semaine religieuse du 22 août, Son Excellence Mgr Charbonneau faisait paraître le communiqué officiel suivant :

« Chers confrères,
« Je tiens à vous recommander la campagne en cours pour la « Radio-Française de l'Ouest. À la suite de Nosseigneurs les « évêques, après le remarquable plaidoyer de Mgr Baudoux, « nous ne pouvons plus douter des motifs légitimes et de l'op- « portunité d'un pareil appel.
« Nos compatriotes catholiques de l'Ouest apprennent la lan- « gue officielle de leur province respective. Ils veulent être de « bons citoyens. Mais ils tiennent aussi à ne pas oublier leur « langue maternelle. Elle porte une culture qui, conservée et « développée, donne de la valeur à leur vie humaine et peut « devenir un acquis pour notre pays.
« Ils ne veulent imposer cette culture à aucun de leurs conci- « toyens et, à la radio, qui ne veut pas entendre parler fran- « çais n'a qu'à tourner le bouton de son appareil. Ils réclament « toutefois le droit reconnu aux nationaux dans les traités de « paix qui ont suivi la guerre de 1914-1918. Par exemple, « nous lisons dans le traité du 26 juin 1919, entre les puis- « sances alliées et la Pologne (Articles 7-8) : « Tous les res- sortissants auront notamment un droit égal à créer, diriger et « contrôler, à leurs frais, des institutions charitables, religieuses, « sociales, des écoles et autres établissements d'éducation avec « le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et « d'y exercer librement leur religion ».

(*à suivre*)

Raymond DENIS

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

Mes mémoires

« Après deux guerres entreprises pour assurer à d'autres peu- « ples la reconnaissance de ces droits, nous ne pourrions pas « comprendre pourquoi, en notre pays, on oserait s'opposer à « la paisible jouissance de ces droits élémentaires de la per- « sonne humaine. Et puis, entre nous, pourquoi perdre une « occasion de faire plaisir à un groupe national qui a bien cer- « tains titres historiques au respect par les valeurs humaines « qu'il a contribuées à la fondation, à la grandeur et à la pros- « périté de notre grand et beau pays ?
« Il y a plus de trente ans, M. Olivar Asselin de Montréal a « organisé le sou de la pensée française en faveur de nos « compatriotes de l'Ontario.
« Il y a deux ans, nous avons de même aidé nos frères de l'A- « cadie, à se donner un journal catholique et français.
« Cette année, nos amis de l'Ouest, après s'être taxés eux- « mêmes courageusement, attendent de nous l'appoint requis « pour l'établissement de postes de radio. Vous me feriez plai- « sir en les encourageant et généreusement à conserver leurs « traditions religieuses et nationales.
« Votre tout dévoué en N.-S.
« Joseph Charbonneau,
« archevêque de Montréal. »

Déjà en étudiant ensemble les moyens à prendre pour assurer le succès de la souscription, Monseigneur Charbonneau en présence de Mgr P. Perrier, vicaire général, me conseilla de me procurer des prêtres connaissant bien les problèmes des minorités, prêtres qui viendraient dans nos églises dire pourquoi cette souscription était nécessaire non seulement au point de vue national mais encore au point de vue religieux. Tout ce que Son Excellence exigeait, c'était que je soumette à Mgr Perrier la liste de mes prédicateurs.

Je trouvai l'idée excellente et tout de suite, j'organisai la chasse aux prédicateurs. Tous les Évêques de l'Ouest vinrent prêcher dans nos églises. La plupart des communautés religieuses nous fournirent un ou des prédicateurs. Les Oblats, qui ont des collèges dans chacune des provinces de l'Ouest, furent particulièrement généreux à ce sujet. M. l'abbé Baudoux et M. l'abbé Beaulac, ce dernier représentant l'évêque de Prince-Albert, prêchèrent trois dimanches de suite dans trois paroisses différentes. Ils se retrouvaient généralement chez-moi dans le cours de l'après-midi pour comparer les résultats obtenus dans leur paroisse respective et celui qui avait le mieux réussi ne se gênait pas pour taquiner l'autre qui s'y attendait mais espérait bien prendre sa revanche la semaine suivante. Mgr Prud'homme ancien évêque de Prince-Albert, en repos au Séminaire des Missions Étrangères, fit aussi largement sa part.

Le même dimanche nous avions trente-cinq prédicateurs prêchant sur la Radio catholique et française dans les églises de Montréal. En tout nos prédicateurs visitèrent soixante-douze des paroisses de l'archidiocèse. Voici ce que nous lisions dans les journaux du 11 août 1945 :

POUR LA RADIO-OUEST FRANÇAISE
Ouverture officielle de la campagne de souscription
Du 30 septembre au 11 octobre

« Trente-cinq prédicateurs se feront entendre demain dans « trente-cinq paroisses de Montréal et de la banlieue à l'occa- « sion de l'ouverture officielle de la campagne en faveur de « Radio-Ouest-Française. Cette campagne durera jusqu'au 11 « octobre prochain.

« Le comité d'organisation nous communique les noms des « prédicateurs, ainsi que ceux des paroisses où ils prêcheront « à toutes les messes, demain.

« Mgr Georges Cabana, archevêque-coadjuteur de Saint-Boni- « face, à Saint-Pierre Claver ; Mgr M. Lajeunesse, vicaire apos- « tolique du Keewatin, aux Saints-Anges, de Lachine ; Mgr « Maurice Baudoux, curé de Prud'homme, Saskatchewan, à « St-Jean Berchmans ; M. l'abbé J.-A. Beaulac, curé de Mar-

« cellin, Saskatchewan, représentant Mgr Duprat, O.P., évêque
« de Prince-Albert, à Saint-Jacques ; le chanoine Antoine Des-
« chambault, chancelier du diocèse de Saint-Boniface, à Côte
« Saint-Paul ; le R.P. R. Bernier, S.J., fils du juge Jos. Ber-
« nier, ancien ministre dans le cabinet provincial du Manitoba,
« à Saint-Louis de France ; le R.P. A.-M. Guillemette, O.P.,
« à Saint-Vincent de Paul de Montréal ; le R.P. Gervais, S.J.,
« à Notre-Dame de la Paix ; le R.P. Pelchat, S.J., à Saint-
« Étienne ; le R.P. Juneau, O.M.I., à Notre-Dame de Lourdes ;
« le R.P. Lalande, C.S.C., à Saint-Germain d'Outremont ; M.
« l'abbé Couture, de la Saskatchewan, à Sainte-Clotilde ; M.
« l'abbé Louis Martin, du collège de l'Assomption, à Notre-
« Dame des Victoires ; M. l'abbé A. Longpré, du collège de
« l'Assomption, à Saint-François d'Assise ; le R.P. Boisvert,
« O.F.M., à Notre-Dame du Rosaire ; le R.P. Anselme, ca-
« pucin, à Saint-Jean-Baptiste de La Salle ; M. l'abbé P.-E.
« Vanier, au Gesù ; le R.P. Langlois, S.J., à Saint-Henri ; le
« R.P. Légaré, O.M.I., missionnaire en Saskatchewan, à Sainte-
« Brigide ; le R.P. Garceau, S.J., à Ste-Philomène ; M. l'abbé
« L.-J. Rodrigue, du séminaire de Ste-Thérèse, à Saint-Vincent
« Ferrier ; le R.P. Gagnon, O.M.I., à Saint-Alphonse d'You-
« ville ; le R.P. Cypihot, C.S.V., à Notre-Dame des Neiges ;
« le R.P. L. Tremblay, O.M.I., à la Nativité d'Hochelaga ; Mgr
« J. Prud'homme, évêque titulaire de Salde, à l'église du Sa-
« cré-Coeur ; le chanoine Armand Malouin, chancelier du dio-
« cèse de Sherbrooke et aumônier de l'U.C.C., à Saint-Clé-
« ment de Viauville ; M. l'abbé Émile Lambert, au Saint-Ré-
« dempteur ; le R.P. DeBlois, C.S.V., à Saint-Jean de la Croix ;
« le R.P. Germain Lesage, O.M.I., à Notre-Dame du Perpétuel-
« Secours ; M. l'abbé L. Pressault, du séminaire de Sainte-Thé-
« rèse, à St-Anselme ; M. l'abbé Maurice Théoret, du séminaire
« de Ste-Thérèse, à Saint-Ambroise ; le R.P. Bélanger,
« O.M.I., à Saint-Irénée, le R.P. H. Lacerte à Notre-Dame de
« Grâce. »

Monseigneur Charbonneau était un Ontarien, il connaissait les luttes des minorités, il réalisait toute l'importance d'une radio française et catholique. C'est pourquoi il désirait vivement le succès de cette souscription. Tous ses prêtres le savaient. Il en avait parlé durant sa tournée de confirmation. Il insistait pour recevoir chaque semaine un compte rendu détaillé des résultats obtenus, paroisse par paroisse. Cette attitude de notre Archevêque nous aida considérablement, et nous lui devons une bonne partie de nos succès. Je connaissais bien Monseigneur Charbonneau, je l'avais souvent rencontré à Ottawa, j'avais pour lui une sympathie qui durant cette souscription se changea en affection. Son départ de Montréal m'affecta profondément.

Pour le comité actif, celui qui allait faire le travail, je puisai parmi mes anciens officiers de la Fédération des Oeuvres de Charité. M. Gaston Messier accepta la direction de l'organisation dans les paroisses, pendant que M. Léo Bernier de la Maison Tranchemontagne, prit la direction des noms réservés. M. Gaétan Benoit se chargea de la publicité. La chambre de commerce aînée, nous accorda son patronage actif et nous fit de la publicité parmi ses membres. La chambre de commerce des jeunes nous organisait pour le vingt-cinq septembre, au Windsor, un magnifique banquet de 400 couverts dont nous reparlerons plus loin. Les journaux de langue française se montrèrent d'une générosité splendide. Ils nous accordèrent gratuitement tout l'espace dont nous avions besoin et durant plus d'un mois publièrent nos communiqués de campagne. Les postes de radio se montrèrent tout aussi sympathiques et la Société du Bon Parler français, qui chaque semaine bénéficiait d'un programme d'une demi-heure, le mit à notre disposition. M. Roger Duhamel y prononça une magnifique allocution. Monseigneur Prud'homme au cours d'une autre émission fit un vibrant appel à tous les catholiques. « Je suis né sur les bords de la Rivière Rouge. J'ai été élevé dans l'Ouest. Je suis un fils du Manitoba, j'ai durant quinze ans été évêque en Saskatchewan. Je connais la situation des nôtres dans l'Ouest et c'est parce que je la connais que j'affirme que la Radio-Française est nécessaire non seulement au point de vue national mais plus encore au point de vue religieux. C'est pour nous une question de vie ou de mort. » Autour de cette souscription, ce fut l'union sacrée de toutes les bonnes volontés.

Il nous fallait un comité d'honneur pour Montréal. Toutes les campagnes de souscription ont un comité d'honneur. Les noms de personnages connus et respectés inspirent confiance à la population. C'est une preuve qu'il s'agit d'une affaire sérieuse. En plus, on peut ajouter que les patrons d'honneur ont de nombreux amis, ce qui ne nuit jamais à une campagne de souscription.

Il n'est pas toujours facile d'obtenir les adhésions. En ce qui nous concerne nous n'eûmes pas trop de difficultés. Un homme politique riche et pas très canadien nous fit attendre sa réponse durant quatre jours, et après trois conversations téléphoniques je me fis un malin plaisir de le rappeler pour lui dire combien j'étais heureux que nous n'ayions pas besoin de lui, notre liste étant complétée. La réponse qui me fit le plus plaisir fut celle de l'Honorable Wilfrid Gagnon qui me dit ceci : « M. Denis, je pars pour New York dans 10 minutes mais tenez donc pour acquit que je vous donne l'autorisation de vous servir de mon nom quand vous voudrez, sans même me le demander, lorsqu'il s'agira d'une cause nationale. » M. Gagnon est l'un des hommes d'affaires le plus sincèrement patriote que j'ai rencontré. Il était rouge bon teint, ce qui ne l'empêchait pas d'être l'un des meilleurs amis de l'Honorable E. Patenaude qui lui était bleu. Les photos de nos patrons d'honneur furent publiées en première page de la plupart des journaux de langue française. En voici la liste :

S. Exc. Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal ; S. H. le maire de Montréal, M. Camillien Houde ; l'hon. sénateur C.-P. Beaubien, l'hon. Wilfrid Gagnon ; l'hon. E.-L. Patenaude ; l'hon. sénateur Donat Raymond ; l'hon. Alphonse Raymond, conseiller législatif ; l'hon. sénateur P.-R. Du Tremblay ; M. Beaudry-Leman, président de la Banque Canadienne Nationale ; M. Bernard Couvrette, président de la Chambre de commerce de Montréal, sous les auspices de laquelle a été placée la campagne ; M. C.-A. Chagnon, président de la Société St-Jean Baptiste ; M. A.-J. Dugal, des Artisans canadiens-français ; M. T. Taggart-Smyth, gérant général de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal ; M. Guy Vanier, directeur de la Banque d'épargne ; M. Alfred-H. Paradis, et M. Narcisse Ducharme, président de la Sauvegarde.

Le 24 septembre, la Société St-Jean Baptiste recevait dans ses salons quatre évêques de l'Ouest et la délégation qui les accompagnait. M. R. Duhamel, président de la Société St-Jean Baptiste, souhaita la bienvenue aux visiteurs, promit au comité de la campagne tout l'appui de la Société et termina en disant aux évêques. « Messeigneurs, vous retournerez dans vos diocèses avec l'argent dont vous avez besoin, un argent que la province de Québec vous doit. » Monseigneur Cabana et moi-même, fûmes appelés à répondre au nom de l'Ouest.

Le 25 septembre avait lieu le grand banquet organisé par la Chambre de Commerce des jeunes. Ce fut un brillant succès. M. Jean-Paul Héroux en avait été l'organisateur. Il avait travaillé dur je le sais, parce que j'ai été le témoin de ce travail, mais il avait le droit d'être fier. Ce fut un triomphe. Je vous ai remercié ce soir-là M. Héroux, mais je tiens près de vingt ans plus tard à vous réitérer ces remerciements qui s'adressent en même temps à votre ami de jeunesse qui fit aussi sa part Jacques Melanson.

Dans les journaux du lendemain en gros caractères, on pouvait lire « LE DINER DE LA RADIO OUEST FRANÇAISE AU WINDSOR REMPORTE UN MAGNIFIQUE SUCCÈS. » Plus de 400 convives prennent part au dîner. Mgr G. Cabana, archevêque coadjuteur de St-Boniface, Mgr M. Baudoux et le président de la campagne R. Denis prononcent des allocutions.

M. Pierre Laporte secrétaire honoraire de la chambre de commerce des jeunes, présidait le dîner. C'est le même Pierre Laporte qui est aujourd'hui Ministre des Affaires Municipales dans le gouvernement Lesage. Nous sentions qu'il avait du talent, mais nous n'étions pas absolument sûr ce jour-là, d'avoir à côté de nous à la table d'honneur, un futur ministre. Il avait à ses côtés, outre les trois orateurs déjà mentionnés Son honneur le maire Camillien Houde ; S. Exc. Mgr Conrad Chaumont, évêque auxiliaire de Montréal, représentant S. Exc. Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal ; S. Exc. Mgr Martin Lajeunesse, vicaire apostolique du Keewatin ; M.

Maurice Rinfret, président de la jeune Chambre locale ; M. Bernard Couvrette, président de la Chambre aînée ; M. Jules Trudeau, 1er vice-président de la jeune Chambre ; le R.P. M.-A. Lamarche, O.P., représentant S. Exc. Mgr M.-Joseph Lemieux, évêque de Gravelbourg ; S. Exc. Mgr Jean-Louis Coudert, vicaire apostolique de White Horse ; M. l'abbé J.-A. Beaulac, représentant S. Exc. Mgr Duprat, O.P., évêque de Prince-Albert ; M. Alfred-H. Paradis, patron d'honneur de la campagne ; M. H. Delisle, ministre d'État dans le cabinet provincial ; MM. Marcel Lafaille, trésorier de la Jeune Chambre, Jean-Marc Goulet, nouveau conseiller de la Jeune Chambre et plusieurs directeurs de la Jeune Chambre.

Les banquets et les assemblées se succédèrent sans interruption durant plusieurs semaines. J'ai devant moi une photo qui a paru dans les journaux du 4 octobre et dans laquelle on voit Mgr Maurice Baudoux adressant un vibrant appel aux membres du Club Saint-Laurent Kiwanis. Dans la photo, on remarque M. J. Théo. Legault, fils, président du Club, le Dr Stéphen Langevin, M. l'abbé L. Lefebvre, chapelain de Villa-Maria, M. Roger Duhamel de la Patrie, Mgr Baudoux, M. l'abbé J. A. Beaulac représentant l'évêque de Prince-Albert et enfin le président du comité de souscription de Radio-Ouest Française. Les membres du Club souscrivirent immédiatement $200. en faveur de la campagne.

Quelques jours plus tard, nous étions les invités de l'Alliance des Professeurs Catholiques de Montréal. Comme toujours, et dans un but de publicité, les photos parurent dans les journaux. Outre Mgr Baudoux qui était de toutes les assemblées, on remarque encore dans cette photo Mgr Martin Lajeunesse, M. A. Larose, président de la Commission scolaire de Montréal, Mgr Georges Cabana, archevêque coadjuteur de St-Boniface, M. Raymond Denis, président de la campagne, M. B. Archambault, vice-président des relations extérieures de la campagne, M. Léon Guindon, président de l'Alliance des Professeurs Catholiques, M. René Guenette, professeur à l'école du Plateau, M. Léon Bernier, vice-président de la campagne de souscription. Quelques jours plus tard, M. Larose me remettait un chèque de $6,369.36, don des écoliers et du personnel enseignant de la commission scolaire. M. Larose fit remarquer que c'est la première fois depuis 30 ans qu'une souscription nationale est faite dans les écoles de la commission scolaire. Mgr Baudoux remercia chaleureusement les enfants des écoles de Montréal pour ce geste de solidarité envers leurs petits frères de l'Ouest.

Le Conseil Maisonneuve des Chevaliers de Colomb dont le grand Chevalier était le Juge Amédé Monette entouré de tout son conseil, nous remettait un chèque de $200. et exprimait l'espoir que tous les Chevaliers de Colomb imiteraient l'exemple du Conseil de Maisonneuve. Le journal La Presse, par l'entremise du Sénateur P. R. Du Tremblay, nous remit un chèque de $1,000. et publia en première page une très belle photo où l'on montre le Sénateur tendant le chèque de la Presse à Mgr G. Cabana. On remarque sur la photo, M. Maurice Trudeau, président de la chambre de commerce et vice-président de la campagne de souscription ainsi qu'un bon nombre de journalistes.

La Société St-Jean-Baptiste, à son tour, versa une souscription de $1,000. toujours à grand renfort de photos dans les journaux. Cette fois-ci, c'est M. A. Tremblay, directeur de la St-Jean-Baptiste qui me remettait le chèque en présence du Notaire A. Fréchette, de M. Lucien Rémillard, vice-président de la St-Jean-Baptiste, de M. Roger Varin, secrétaire, de M. Léon Bernier, président de la section des noms réservés, de Mgr Baudoux, de M. R. Denis, de M. Paul Ostiguy, de M. C. A. Chagnon, président de la St-Jean-Baptiste.

Les élèves de nos collèges firent généreusement leur part. Le collège de l'Assomption joua même un rôle spécial dans cette souscription. Les débuts en furent, en fait, plutôt lents. C'était, si je me souviens bien, en février 1945. J'éprouvais à Montréal beaucoup de difficultés à former les comités. Tout le monde était bien disposé, tout le monde promettait sa coopération, mais personne ne voulait accepter une responsabilité directe. Nos gens aiment bien à se faire prier et tiennent à leur tranquillité. Ils sont prêts à donner leur argent à condition

qu'on ne leur demande pas de travail. Je me demandais si nous réussirions à lancer cette campagne. Mgr Gosselin, qui, au nom du comité permanent de la Survivance, avait accepté d'organiser la campagne et de la diriger dans l'est de la province, éprouva encore plus de difficultés que moi et il m'écrivait au début de mars une lettre qui équivalait pratiquement à sa démission.

Je me rendis à Québec dans l'intention de l'amener à continuer quand même, parce que je considérais qu'il était un homme irremplaçable et nous avons dîné ensemble en étudiant tous les aspects de la situation et ce n'était pas brillant. Voici que tout à coup, on vient m'apporter une lettre qui m'était adressée. C'était les élèves du Collège de l'Assomption qui avec leurs professeurs, m'adressaient un chèque de $412.00 avec une très gentille lettre où on me garantissait que l'objectif du collège avait été fixé par eux à $600.

Je m'étais rendu au collège quelques semaines auparavant à la demande du Supérieur, fortement appuyée par monsieur l'abbé Pleau. Je fis devant les élèves une conférence au cours de laquelle je leur racontais les luttes que nous devons soutenir dans nos écoles pour maintenir chez nos enfants une mentalité catholique et française. Je leur parlais également de la radio et de la campagne de souscription que nous organisions. Et c'est en réponse à l'appel que je leur ai adressé que ces jeunes enfants économisèrent quelques sous par ci, par là, et réussirent avec l'aide de leurs professeurs, à nous faire parvenir le splendide chèque que je m'empressais de montrer à Mgr Gosselin. « Monseigneur, si de jeunes élèves, qui n'ont pour toute ressource que l'allocation qui leur est fourni par leur parent, consentent à verser un montant aussi élevé, alors qu'aucun travail de publicité n'avait été fait, je crois, Mgr, que nous n'avons pas le droit de nous décourager ». Ce fut la première souscription que nous reçumes et je crois qu'elle constitua un point tournant dans la souscription. Merci aux élèves du Collège de l'Assomption et à leurs professeurs. Mais ils ne furent pas les seuls. Je me souviens de ceux du Collège St-Laurent des Pères de Ste-Croix qui souscrivirent $400.

pendant que les élèves de Jean de Brébeuf se rendaient à $395.00. Le Séminaire de Ste-Thérèse, le Grand Séminaire de Montréal, le collège Ste-Marie, le Mont St-Louis, les collèges de jeunes filles un peu partout firent parvenir leur part et on prouvait par leur exemple que la jeunesse qui grandit dans nos maisons d'éducation, entend demeurer catholique et française.

Nous reproduisons un article publié à la fin décembre par M. Omer Héroux. Il illustre bien l'état d'esprit qui nous animait dans ce temps-là.

On portera à 150% l'objectif montréalais de la souscription pour Radio-Ouest-Française

« Nous recevons ce communiqué qui, on le verra, ne manque
« pas d'intérêt :
« « M. Raymond Denis, président du comité de souscription
« pour Radio-Ouest française, annonce les résultats définitifs
« de la souscription dans le diocèse de Montréal.
« L'objectif était de $50,000. et la souscription a atteint tout
« près de $74,000. En voici le détail par groupes :
« Paroisses de la ville de Montréal, sous la présidence de M.
« G. Messier : objectif, $29,000. ; chiffre atteint, $41,053.05 ;
« proportion, 141%.
« Section des noms réservés, sous la présidence de M. Léo
« Bernier : objectif $10,000 ; chiffre atteint, $15,643 ; pro-
« portion, 156%.
« Paroisses de la banlieue de Montréal : objectif, $7,400 ; chif-
« fre atteint, $11,186.93 ; proportion, 151%.
« Communautés religieuses et collèges : objectif, $3,600 ; chif-
« fre atteint, $6,010 ; proportion, 169%.
« Le total de la souscription est donc de $73,892.98. Les
« auxiliaires auraient voulu arriver au chiffre de $75,000. et
« il ne manque donc que $1,107.02 pour y parvenir.
« Une paroisse doit faire sa souscription au printemps prochain
« et tout laisse espérer que les $75,000. désirés seront souscrits.
« M. Raymond Denis tient au nom des groupes minoritaires
« des provinces de l'Ouest à remercier sincèrement tous ses

« collaborateurs et les généreux souscripteurs, qui ont bien vou-
« lu répondre à l'appel qui leur fut adressé ».
« Nous n'en avons point causé avec M. Raymond Denis, mais
« nous le connaissons assez pour deviner que, s'il est heureux
« des résultats obtenus, il ne sera pleinement satisfait que
« lorsque la souscription montréalaise aura atteint les $75,000.
« Car, bien plus encore que l'homme d'action qui désire, tout
« naturellement, que les entreprises auxquelles il s'intéresse
« réussissent brillamment, il est l'homme de l'Ouest qui a passé
« là-bas les plus belles années de sa vie d'adulte, qui connaît
« autant que personne les problèmes de ces régions, qui, ne
«faisant plus dans les plaines de la Saskatchewan que de
« courtes visites, encore qu'il y ait gardé de puissantes attaches,
« est resté du fond du cœur lié à ses anciens compagnons de
« lutte, partage toujours, en dépit du temps et de la distance,
« leurs soucis et leurs angoisses.
« Raymond Denis n'a qu'à reporter sa pensée vers l'Ouest, à
« écouter les battements de son cœur, pour se retrouver l'ar-
« dent combatif de jadis.
« Et c'est pourquoi, malgré les années — qui comptent tout
« de même pour lui comme pour les autres — il s'est chargé
« de la lourde besogne qu'il achève.
« Il n'a point du reste travaillé que dans la région montréa-
« laise. Son action s'est étendue bien au-delà. Ce Français
« d'outre-mer, devenu si profondément Canadien, a vraiment
« fait, dans cette campagne comme en tant d'autres, d'admi-
« rable besogne.
« Il devrait être relativement facile, pour Radio-Ouest française
« et pour la joie de ce beau soldat, de compléter sans trop de
« retard, les $75,000. dont il rêve — pour les autres ».

Nous devions dans Montréal terminer la souscription autour du 15 octobre. Mais plusieurs comités paroissiaux aussi bien que le comité des noms réservés insistèrent pour que nous continuions encore durant quelques semaines d'une façon non officielle et sans faire aucune publicité. C'est ce qui fut fait et des souscriptions individuelles nous parvinrent jusqu'au 1er juin.

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

L'objectif officiel de l'archidiocèse était de $50,000. mais j'espérais $75,000. et tout au long de la campagne, je mentionnais ce chiffre de $75,000.. Or, dans le compte rendu officiel, on nous donne crédit pour $75,229.70.

J'ai déjà indiqué les gestes généreux de certains bienfaiteurs. Je n'en ai pas la liste complète et je le regrette mais je tiens à ajouter de mémoire, aux noms que j'ai déjà cités, La Sauvegarde et ses employés $900.00, la Maison Dupuis et ses employés, $900., l'Archevêché de Montréal, $1,000., Mgr Charbonneau, personnel, $200., Couvrette & Sauriol, $200., Larivière & Leblanc, $400., Oratoire St-Joseph, $500., les Sœurs Grises $500., et d'autres encore.

Nous avons atteint 150% de l'objectif officiel. Ce fut magnifique. Merci à tous nos bienfaiteurs, merci à nos prédicateurs, à nos officiers et nos collaborateurs de la campagne. C'est grâce à eux tous que nous avons réussi si brillamment. Si les uns ou les autres, dans le cours de leur existence, vont faire un voyage dans l'Ouest, lorsqu'à la radio ils entendront des chansons françaises, des prières françaises, ils pourront se dire à eux-mêmes, ça, c'est un peu mon œuvre.

Mes mémoires

(suite)

LA SOUSCRIPTION DANS LES DIOCÈSES

VALLEYFIELD

Au début du mois de mai, Mgr Cabana et moi-même, nous nous rendions à Valleyfield pour présenter nos hommages à Mgr J. A. Langlois et lui demander en même temps l'autorisation d'organiser dans son diocèse, la souscription en faveur de la radio-française de l'Ouest.

Nous fûmes reçus d'une façon charmante. Plusieurs prêtres du diocèse de Valleyfield ont exercé leur ministère dans l'ouest et je me souviens notamment de monsieur l'abbé P. Myre, qui fut l'un de mes meilleurs amis, et de monsieur l'abbé Théoret de Ste-Rose au Manitoba. Il existait donc des liens entre Valleyfield et l'Ouest et nous nous trouvions presque en pays de connaissance. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois celui qui devait devenir un jour Cardinal, j'ai nommé Mgr Paul-Émile Léger qui était vicaire général du diocèse. Assistaient au dîner deux visiteurs que nous ne nous attendions pas à trouver là, Mgr P. Perrier, vicaire général de Montréal, et monsieur le chanoine Lionel Groulx.

Mgr Langlois avait eu d'abord l'intention de confier l'organisation de la campagne à son vicaire général, Mgr Léger, mais il me semblait que l'objectif que nous avions proposé au diocèse n'était pas assez important pour qu'un homme de la valeur de Mgr Léger y consacre son temps. Mgr Langlois désigna donc l'abbé Pierre E. Théoret, un jeune prêtre dont je connaissais bien le père qui demeurait à Beauharnois. Ce fut une heureuse nomination. M. l'abbé Théoret a toutes les

qualités d'un véritable organisateur et il donna tout son cœur à cette souscription. Il organisa pour le 30 mai une grande assemblée au Séminaire de Valleyfield, sous la présidence je crois, de Mgr Julien, et dès le lendemain, il institua un comité diocésain formé du Dr. O. E. Caza, Mtre Médard Leduc, Mtre Albert Leblanc, M. J. Ovide Quesnel, M. Lorenzo Bayard, M. Maurice Lapointe, M. Alfred Landry, président des syndicats catholiques, Mme J. C. Besner, présidente de la section féminine.

Immédiatement, il visita les paroisses du diocèse, s'efforçant de créer des comités paroissiaux. Cependant, lui aussi dut attendre après les élections pour commencer la souscription. Il organisa plus tard une autre assemblée au Collège Bourget. Le Salaberry, journal régional de Valleyfield, publia de sa conférence un compte rendu si élogieux qu'il ne nous est pas possible, par modestie, de le reproduire ici. M. l'abbé Théoret fit beaucoup de publicité, me rendait visite de temps à autre à Montréal pour que nous nous entendions ensemble sur la marche de la souscription et m'affirma que l'objectif de $5,000. que nous avions fixé pour le diocèse, objectif que nous trouvions raisonnable parce que le diocèse n'est pas très populeux, lui semblait à lui absolument insuffisant et il nous demanda l'autorisation de le monter à $8,000. Tout le long de sa campagne, il parla de son $8,000.. Voici le rapport qu'il fit à son évêque Mgr Langlois, en date du 8 octobre :

« À Son Excellence Monseigneur
Joseph-Alfred Langlois,
Évêque de Valleyfield.

« Excellence,

« Au début de mai dernier, Son Excellence Mgr Cabana, Archevêque-Coadjuteur de St-Boniface, venait vous visiter en « compagnie de M. Raymond Denis.

« L'un et l'autre profitèrent de cette visite pour vous entretenir « du problème de la Radio dans l'Ouest et de la solution à y « apporter, et vous demander de bien vouloir autoriser la « souscription dans votre diocèse.

« Séance tenante, vous avez désigné l'un de vos prêtres et lui « avez demandé d'organiser cette souscription.

« J'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui le rapport de « cette campagne de dévouement et de générosité, ainsi que « le compte rendu complet des souscriptions recueillies dans « ce diocèse en faveur de Radio-Ouest-Française.

« L'OBJECTIF assigné à notre diocèse par les premiers orga- « nisateurs de la souscription — on peut bien le dire mainte- « nant, et j'espère que personne ne m'en voudra — était de « $5,000 et, de ma propre initiative, je l'ai porté à $8,000.00, « j'ai annoncé $8,000.00 et l'on a toujours parlé de $8,000.00. « Le calcul n'a pas été trop téméraire, puisque cet objectif de « $8,000.00 du diocèse de Valleyfield a été réalisé et dépassé, « toutes dépenses payées. Nous avons atteint le superbe mon- « tant de $8,791.90, soit 175% de l'objectif demandé par nos « amis de l'Ouest, et 110% de notre objectif de $8,000.00 fixé « par moi-même.

« Les dépenses étant payées, il reste en caisse — c'est le mon- « tant du chèque que j'ai l'honneur de vous remettre — un « total de $8,038.40.

La paroisse qui a le plus largement dépassé son objectif, je dois le dire sans chauvinisme, mais par simple loyauté, est Beauharnois. L'objectif de cette paroisse de 1,000 familles plutôt pauvres, était de $900.00 et elle a versé $1,335.00, soit près de 150% de son objectif. Je dois citer aussi et remercier d'une façon spéciale, Ste-Cécile, Rigaud, Sacré-Coeur, Bellerive et Ste-Martine. M. l'abbé Théoret remercia comme il convient les membres de son comité diocésain ainsi que les curés du diocèse. M. l'abbé Théoret fit une magnifique campagne, je l'en ai félicité dans le temps et à 20 ans de distance, je tiens à renouveler ces mêmes félicitations auxquelles je crois avoir le droit de joindre les remerciements.

ST-JEAN

Au cours du mois d'avril, Monseigneur Cabana et moi-même nous nous étions rendus à St-Jean pour y présenter nos hommages à l'évêque, Mgr A. Forget. Nous fûmes très bien

reçus, et la direction de la campagne de souscription dans le diocèse fut confiée à Mgr A. Chaussé, P.D., supérieur du collège. Mgr Chaussé fit du très beau travail et toutes les paroisses du diocèse furent visitées. Mgr Cabana donna une conférence au collège et j'acceptai d'aller parler à Longueuil et à Laprairie. Mgr A. Chaussé devait se faire tuer quelques années plus tard dans un accident d'automobile.

Il fut secondé avec beaucoup de dévouement par un comité de laiques dont M. J. Alfred Doucet fut le président et M. J. H. Vallée, le secrétaire. Mgr M. Baudoux vint nous prêter main forte et visita plusieurs paroisses.

Nous avions proposé un objectif de $5,000. pour le diocèse, l'on nous fit parvenir $7,912.63, soit près de 160% de l'objectif. Mgr Chaussé avait divisé le diocèse en régions correspondant aux vicariats religieux. Voici les résultats obtenus par chacun d'eux :

Vicariat de St-Jean :	$1,948.30
" " Longueuil :	1,661.30
" " St-Rémi :	1,180.83
" " Varennes :	1,151.45
" " Laprairie :	890.30
" " St-Cyprien :	570.55
" " Chambly :	499.90
TOTAL :	7,902.63

Les dépenses de toute la campagne dans tous les diocèses furent maintenues au minimum. Le travail des organisateurs et des auxiliaires était gratuit, mais St-Jean remporta le championnat au point de vue de l'économie. Les dépenses totales de la campagne se chiffrèrent à $21.64. Merci à tous nos amis du diocèse de St-Jean.

ST-HYACINTHE

Nous nous étions déjà rendus à St-Hyacinthe dans le cours du printemps avec Monseigneur Cabana. C'était avant les élections fédérales. Monseigneur Douville avait préconisé un

système d'enveloppes à déposer dans les bancs des églises, et ceci à l'occasion de la St-Jean-Baptiste. Mais Montréal ayant décidé d'attendre à l'automne à cause des élections du 11 juin, il fut décidé de retarder aussi la souscription dans St-Hyacinthe parce que la campagne de publicité que nous voulions lancer à Montréal bénéficierait aussi à St-Hyacinthe.

Mais dans le cours de l'été, Mgr Douville se sentant fatigué dut prendre un repos de quelques semaines et personne à l'Évêché ne semblait avoir l'autorité nécessaire pour lancer la souscription Radio-Ouest. Personne non plus ne pouvait ou ne voulait me dire où il se trouvait. Ce fut par une bienveillante indiscrétion que j'eus l'idée d'aller rendre visite au curé de Oka, belle paroisse située sur les rives du Lac des Deux-Montagnes. Mgr Douville s'y trouvait. Je n'en fus pas trop surpris. M. le curé m'invita à dîner au presbytère et bien entendu, il fut question de la souscription, but de ma visite. Mgr Douville se montra absolument opposé à l'idée d'une campagne de souscription. Il maintint sa proposition du printemps, c'est-à-dire des enveloppes déposées sur les bancs avec un appel par les curés. Il me demanda de faire imprimer le nombre d'enveloppes nécessaires. Comme j'exprimais des doutes sur les résultats que donneraient ces enveloppes anonymes, Monseigneur me dit avec un large sourire, M. Denis je vous promets au moins $6,000. et peut-être $8,000.. Notre objectif était de $8,000. Je me trouvais dans une situation embarrassante. Je ne pouvais pas accepter $6,000.. Je ne voulais pas froisser Monseigneur. Cependant, il me fallait prendre position. Alors avec mon plus gracieux sourire, tentant de faire compétition à celui de Monseigneur, je lui dis : « Monseigneur, vous me placez dans un sérieux embarras. Habituellement quand on reçoit la promesse d'un cadeau princier, la plus élémentaire politesse nous fait une obligation de dire merci, et moi je suis obligé de dire : Encore Monseigneur ». Mgr Douville : « Comment encore, vous trouvez que $6,000. ce n'est pas assez ».

« C'est très beau Monseigneur et je vous en suis très reconnaissant, mais il nous faudrait trouver $200,000. dans la province. Pour atteindre ce montant, nous avons proposé des objectifs à chaque diocèse en nous basant sur le chiffre de

population des diocèses et sur la prospérité de cette population. Pour St-Hyacinthe, Monseigneur, nous avions pensé à $12,000.. Faites votre quête par enveloppes Excellence, mais donnez-moi l'autorisation de continuer la souscription pour atteindre $12,000.. » Et Monseigneur Douville, qui d'ailleurs se montrait très intéressé par les luttes des minorités, (il était au courant et réalisait toute l'importance d'une radio-française), me dit : « Eh bien, M. Denis, vous les aurez vos $12,000., je ne sais pas comment je m'y prendrai mais je vous les promets. Mais pas de campagne ».

Et sans que nous ayions à nous en occuper du tout, ce fut le diocèse qui me donna le moins de travail, le diocèse de Ste-Hyacinthe versa non pas $12,000. mais $14,065.26. Merci Monseigneur. Vous avez largement contribué à l'érection de nos postes.

JOLIETTE

À Joliette, nous avons été très bien reçus aussi par Mgr J. A. Papineau que j'avais rencontré longtemps auparavant alors qu'il était supérieur du Collège de St-Jean. Il chargea Mgr E. Jetté qui était curé de la cathédrale d'organiser la souscription. Mgr E. Jetté est devenu évêque auxiliaire de Joliette.

Après plusieurs voyages à Joliette, Mgr Jetté confia l'organisation de la campagne aux Chevaliers de Colomb, avec l'entente que si ça ne marchait pas nous nous réservions le droit de réorganiser la souscription sur une base paroissiale. L'objectif officiel était de $5,000. mais d'après les résultats obtenus ailleurs, nous espérions $7,000.. La campagne fut lente. Elle ne se termina qu'au printemps 1946, mais nous eûmes nos $7,000.. Merci aux organisateurs de la campagne et aux diocésains de Joliette.

MONT-LAURIER

Le diocèse de Mont-Laurier n'est peut-être pas riche actuellement mais il était très pauvre et peu peuplé en 1945. Mgr Limoges autorisa de grand cœur la souscription. Il fut décider d'en confier l'organisation au Rév. Père Pelchat, jésuite.

Il fit surtout le travail lui-même, prêchant dans les paroisses le dimanche et quêtant de porte en porte durant la semaine, aussi bien dans les villages que sur les fermes. Pour économiser, il ne voyageait ni par train, ni par autobus, mais à pieds, à moins qu'il n'ait l'heureuse bonne fortune de trouver un automobiliste complaisant.

Le Rév. Père Pelchat fit souscrire $2,092.97 ce qui est splendide si l'on songe à la situation du diocèse il y a 18 ou 20 ans. Malheureusement il contracta durant ses voyages à travers le diocèse une maladie ou une infirmité qui causa sa mort. Je me suis demandé si le Rév. Père Pelchat n'a pas été une victime de notre, ou plutôt de sa campagne de souscription, parce qu'il l'avait faite sienne, tellement il lui avait donné tout son cœur.

AMOS

Ce diocèse très éloigné de Montréal fut un peu négligé. La population canadienne-française n'est pas très élevée. Nous leur demandions plutôt une coopération morale. L'Évêque, Mgr J. A. Desmarais, encouragea la souscription. Je lis dans le journal la Frontière de Rouyn que M. Raymond Denis de passage dans la région avait nommé le Rév. Père Elphège Richard de Ville-Marie, directeur de l'École Moffat, comme directeur de la campagne pour le Témiscamingue agricole en coopération avec M. Albert Perron de Nedelec, agent de La Sauvegarde, M. Julien Morissette, rédacteur à la Frontière directeur pour Rouyn Noranda, pendant que M. Samuel Audette, propagandiste diocésain de l'U.C.C. remplissait les mêmes fonctions pour l'Abitibi. M. Morissette parla souvent de la souscription dans la Frontière et publia plusieurs articles destinés à mieux faire connaître la nécessité d'une radio française dans les groupes minoritaires.

Le diocèse d'Amos souscrivit $1,090.73 pendant que celui de Sault Ste-Marie, Sudbury, diocèse de l'Ontario donnait $916.16.

En résumé les diocèses relevant du comité de Montréal souscrivirent un total de $131,024.10 d'après un rapport officiel

en date du 13 juin 1946. Ce même rapport officiel donne pour les diocèses relevant du comité de Québec le total de $80,145.96 avec en plus $992.17 classé sous la domination « divers ». C'est donc un total de $212,162.23. Je crois d'ailleurs que d'autres souscriptions parvinrent au comité après cette date. Comme notre objectif n'était que de $150,000., nous pouvons dire en toute vérité que la souscription fut un succès. Voici les chiffres pour chacun des diocèses relevant de Québec et de Montréal.

MONTRÉAL

Diocèse de Montréal	$75,229.70
Diocèse de Ste-Hyacinthe	14,065.80
Diocèse de Valleyfield	8,040.00
Diocèse de St-Jean	7,912.63
Diocèse de Joliette	7,000.00
Diocèse de Mont-Laurier	2,092.67
Diocèse d'Amos	1,090.73
Diocèse d'Ottawa	12,160.16
Diocèse de Timmins	2,016.25
Diocèse Sault-Ste-Marie-Sudbury	916.16
Diocèse de Hearst	500.00
	131,024.10
Divers prov. Québec	716.17
Divers Nouvelle-Ang.	1,969.25

QUÉBEC

Diocèse de Québec	$34,068.44
Diocèse de Trois-Riv.	15,289.00
Diocèse de Nicolet	8,346.34
Diocèse de Rimouski	7,502.00
Diocèse de Sherbrooke	5,284.41
Diocèse de Chicoutimi	3,505.00
Diocèse de Golfe St-Laurent	1,261.18
Diocèse de Gaspé	1,238.09
	80,145.96
Divers prov. Ontario	276.00
Divers Acadie	1,682.25

Il ne faut pas perdre de vue que la population de la région de Québec est moins élevée que celle de la région de Montréal. C'est ce qui explique que le total de la souscription y a été moins considérable. Je regrette de ne pouvoir fournir de détails sur l'organisation de la souscription en ce qui concerne les régions relevant de Québec ; mais j'étais assez occupé à Montréal et dans les diocèses qui m'avaient été confiés que je n'eus guère le temps de me tenir en contact avec Mgr P. E. Gosselin, qui fut l'âme dirigeante de la souscription dans toutes les régions relevant de Québec. Après tout, ce sont mes mémoires que j'écris. L'on trouvera donc normal que je ne mentionne que les événements que je connais et auxquels j'ai été mêlé d'une façon directe. Cependant, je sais qu'il s'est fait un excellent travail dans tout le bas du fleuve et je tiens à rendre hommage à Mgr Gosselin et à tous ceux qui ont collaboré avec lui.

Le succès de cette souscription nous a montré que l'on pouvait compter sur la province de Québec lorsqu'il s'agissait d'un problème national. La preuve en avait déjà été faite deux ans auparavant avec la souscription pour la Presse acadienne. Elle fut corroborée par cette nouvelle souscription en faveur d'une radio française.

Les Franco-Canadiens de l'Ouest avaient déjà souscrit $150,000. chez-eux. Avec le produit de la souscription de l'Est, ils allaient être en mesure de construire leurs postes de radio dès qu'ils recevraient leurs permis du gouvernement. S'il leur manquait des fonds, ils organiseraient de nouvelles souscriptions chez eux. C'est d'ailleurs ce qu'ils firent.

OTTAWA - HULL

En 1945, le diocèse de Hull n'existait pas. La région Québécoise qui forme actuellement ce diocèse faisait partie de l'archidiocèse d'Ottawa. Nous nous demandions si nous devions suggérer la participation des Franco-Ontariens à notre campagne de souscription. Eux aussi avaient leurs problèmes comme nous avions les nôtres dans l'Ouest. La question des écoles n'était pas encore complètement réglée. Ils n'avaient pas de

radio-française pas plus que nous n'en avions dans l'Ouest. Ils avaient pour eux l'avantage du voisinage de Québec, et des postes de radio de Montréal. Mais enfin, ils avaient encore des luttes à soutenir. Le plus simple c'était d'aller demander conseil à Son Excellence Monseigneur A. Vachon, archevêque d'Ottawa que je connaissais bien.

Monseigneur Vachon me dit que non seulement il autorisait cette souscription, mais encore il la conseillait. Il est bon de montrer que nous sommes solidaires les uns des autres. Et puis votre détermination, cette union de toutes vos énergies autour d'une radio française, montrera à nos gens que leurs luttes dans l'Ontario ne sont pas terminées.

Monseigneur Vachon nomma M. l'abbé Émile Vézina pour s'occuper de la souscription dans la partie Ontarienne du diocèse et M. l'abbé Arthur d'Aoust pour organiser la partie Québécoise.

Le 21 octobre, on m'invita à prononcer une allocution au cours d'une assemblée générale de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa au Château Laurier. Cette allocution avait pour but de lancer officiellement la campagne de souscription. Tout alla bien et les auditeurs applaudissaient généreusement jusqu'au moment où je me payai le luxe d'une syncope. J'étais littéralement éreinté par une campagne qui durait depuis six mois. Les médecins m'avaient prévenu. Je ne fus donc pas très surpris, mais les auditeurs le furent. On s'empressa autour de moi. Un médecin qui me connaissait bien me fit avaler un petit verre de cognac et finalement je pus terminer mon allocution. Cette syncope fut le clou de l'assemblée. Elle lança définitivement la souscription. Le lendemain, personne, j'en suis sûr, ne se souvenait de ce que j'avais dit, mais tous ceux qui étaient présents se souvenaient au moins que j'avais perdu connaissance. C'est un conseil que je me permets de donner aux conférenciers présents ou futurs : Quand vous ne savez plus quoi dire, perdez connaissance. Ça produit un bel effet. Cependant, ça m'a fait un peu peur et j'ai dû, durant un certain temps, restreindre mes activités.

M. Chs. Gauthier, rédacteur en chef du Droit, journal quotidien d'Ottawa, nous consacra le lendemain un éditorial très sympathique dont je crois bon de citer les passages suivants :

« M. Raymond Denis est venu, dimanche dernier, entretenir « les membres de l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa « de la campagne de souscription qui se fait en ce moment, « parmi la population canadienne-française de l'est du Canada, « dans le but de permettre à nos compatriotes de l'ouest du « pays de construire et de maintenir des postes de radio « français.

« M. Denis est le directeur général de cette campagne. Président de l'Association canadienne-française de la Saskatchewan « pendant plusieurs années, il fut l'âme de la résistance fran- « çaise au moment où la persécution scolaire s'exerça avec le « plus de violence dans cette partie du pays. Personne n'est « mieux au courant que lui de la situation religieuse et nationale « des Canadiens français des trois provinces de l'ouest. Aussi « parle-t-il en connaissance de cause lorsqu'il affirme que « l'établissement de postes de radio français est indispensable « à la survivance des Canadiens français de ces provinces, et « qu'il s'impose au double point de vue religieux et national.

« Ces postes de radio française sont voulus non seulement par « les évêques canadiens-français que nous venons de citer, mais « aussi par tous les évêques de l'Ouest, qui les regardent com- « me nécessaires à la survivance religieuse au moins autant « qu'à la survivance nationale. S. Exc. Mgr Sinnott, archevêque « de Winnipeg, a demandé à tout son clergé d'encourager la « souscription en faveur de l'établissement de ces postes et at- « tache à son succès une attention spéciale. S. Exc. Mgr « Monahan, archevêque de Régina, a signé la requête deman- « dant le permis de construire des postes.

« De plus, la campagne de souscription qui est actuellement en « cours dans la province de Québec et qui s'est ouverte diman- « che dernier en Ontario, a reçu l'approbation unanime et « chaleureuse de l'épiscopat canadien-français de l'est.

« Aujourd'hui, la radio envahit tous les foyers. Aussi nos « compatriotes veulent-ils que cette invention moderne aide

« leur survivance au lieu de la mettre en péril, soit au service
« de toutes les causes religieuses et nationales qui leurs sont
« chères.

« Pour atteindre ce but qui dépasse leurs forces, ils sont obligés
« de nous demander une aide que nous ne pouvons pas leur
« refuser. Ils ont déjà fait leur part. En faisant la nôtre, nous
« démontrerons que la solidarité nationale de tous nos groupes
« n'est pas un vain mot.

Charles Gauthier »

C'est un ancien de l'Ouest, M. Louis Charbonneau, qui était à cette époque le président de la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa. Je crois même qu'il fut élu président avec mission spéciale de s'occcuper de la souscription. M. Louis Charbonneau, qui était l'oncle de Monseigneur Joseph Charbonneau, avait été professeur et inspecteur d'écoles en Saskatchewan. Il avait fait là-bas un magnifique travail et je savais que nous pouvions compter sur sa coopération active. La souscription dans l'Ontario était entre bonnes mains. On lui adjoignit pour l'aider dans l'organisation M. Arthur Desjardins qui devint plus tard président de l'Union St-Joseph du Canada.

Dès le 10 novembre, la St-Jean-Baptiste d'Ottawa souscrivait $500., l'Association d'Éducation souscrivait $100., Monseigneur A. Vachon, $250., l'Université d'Ottawa, $200., le journal le Droit, $100., l'Union St-Joseph, $100., l'Institut Canadien-Français, $100., les Sœurs Grises de la Croix, $100., les élèves du Séminaire, $87.50, le Couvent de la rue Rideau, $105.. Ça commençait bien.

Il fallait maintenant organiser la souscription aussi bien dans Ottawa que dans les paroisses rurales franco-ontariennes de l'archidiocèse. M. Charbonneau, aidé par le comité de souscription s'en chargea, et le 28 février, il nous faisait parvenir le rapport suivant :

Total souscrit et payé par la partie rurale franco-ontarienne :	$2,445.88
Noms réservés et paroisses d'Ottawa :	3,807.07
Total pour la partie franco-ontarienne de l'archidiocèse :	6,252.95

Pendant ce temps là, le même travail s'accomplissait dans la partie québécoise du diocèse. M. l'abbé A. D'Aoust avait formé un comité dont M. le notaire André Lesage fut le président avec M. Conrad Charlebois, vice-président, M. Roland Lamontagne, secrétaire et M. Lucien Masse, trésorier. M. Waldo Guertin, président de la Fédération des sociétés St-Jean-Baptiste de l'Ontario, participa aussi activement à la campagne de souscription.

Le 31 janvier, le trésorier, M. R. Masse, nous faisait parvenir le rapport suivant :

Souscrit par les paroisses de Hull :	$3,662.85
Souscrit par les paroisses rurales québécoises de l'Archidiocèse :	2,190.01
Total pour la partie québécoise de l'Archidiocèse :	5,852.86

L'archidiocèse d'Ottawa, malgré les luttes imposées à la minorité franco-ontarienne, terminait la campagne de souscription avec un magnifique total de $12,160.16, soit près de 200% de l'objectif prévu. C'était une preuve manifeste de cette solidarité nationale que nous réussissons toujours à réaliser quand nous ne nous laissons pas diviser par la sainte politique. Merci à tous nos amis des diocèses d'Ottawa et de Hull.

Monseigneur Rhéaume, évêque de Timmins, souscrivit $1,000. et la souscription totale du diocèse s'éleva à $2,160.16 pendant que Mgr LeBlanc, évêque de Hearst, nous faisait parvenir $500.. Le diocèse de Sault Ste-Marie, qui comprenait Sudbury et North-Bay, s'inscrivait avec $900..

L'Ontario français souscrivit tout près de $10,000.. C'est un résultat qui nous fit un très grand plaisir et sur lequel nous ne comptions pas parce qu'enfin eux non plus n'avaient pas de radio-française. Il est vrai que par notre campagne nous leur rendions service. Durant vingt ans nous avons nettement posé la question du français à la radio parmi les groupes minoritaires, non seulement devant les gouverneurs de Radio-Canada, mais aussi devant les gouvernements. De ceci tous les groupes canadiens français ont bénéficié.

Quand une minorité veut quelque chose mais qu'elle le veut bien, elle est à peu près sûr de l'obtenir un jour ou l'autre, à condition de ne jamais lâcher, jamais.

Voyage dans l'Ouest

Arrivé à un certain âge, on vit surtout de souvenirs. Je m'en rends compte de plus en plus. J'ai justement devant moi quelques numéros de juin et juillet 1946 de la Liberté et le Patriote de Winnipeg. J'y vois une photo me représentant parlant au micro de Radio St-Boniface, ayant à mes côtés Son Éminence le Cardinal R. Villeneuve et Mgr G. Cabana, archevêque coadjuteur de St-Boniface. Je ne devais plus revoir le Cardinal qui mourut quelques mois plus tard emporté par une maladie de cœur.

Il arrivait de l'Ile à la Crosse dans l'extrême Nord, voyage extrêmement fatigant. C'était la première fois qu'un cardinal s'aventurait aussi loin en pays de mission. Il y eut à cette occasion des fêtes mémorables dont les Cris et les Montagnais se souviendront longtemps. Autour du Cardinal se trouvaient Nos Seigneurs Cabana, de St-Boniface, R. Duprat, de Prince-Albert, Pocock, de Saskatoon, M. Lajeunesse, vicaire apostolique du Keewatin, Bernier, secrétaire de l'épiscopat canadien. On remarquait aussi le ministre de l'éducation de la Saskatchewan, M. W. Lloyd, le ministre de l'agriculture, M. Nollet, le président de l'assemblée législative et un très grand nombre de religieux et religieuses, de prêtres séculiers et de visiteurs de toute la province. Son Éminence, comme de coutume, fut tout à tous, mais ce fut sa dernière apparition en public. Quand je le vis à St-Boniface, je le trouvai si changé que je lui en fis la remarque. Il m'avoua qu'il se sentait très fatigué. Ses derniers gestes publics, son dernier discours furent destinés aux minorités. Il célébra la Messe en la cathédrale de St-Boniface, assista à une partie du congrès des Franco-Manitobains. Invité à prendre la parole, il rendit hommage aux minorités et termina en disant :

« Tenez, pour que votre leçon rayonne encore et que nous vous
« aidions à tenir. Tenez, afin que vos enfants et vos petits-en-
« fants apprennent à tenir à leur tour. Tenez, afin qu'ils tien-
« nent leurs oreilles sur le radio de vos maisons et se forment
« un cerveau français et une âme qui vibre à la française ».

Je me trouvais à St-Boniface parce que j'accompagnais un voyage que le Comité Permanent de la Survivance française avait organisé avec arrêts à St-Boniface, Régina, Edmonton, Vancouver et Victoria. Les associations nationales des différentes provinces avaient convoqué leur congrès à des dates qui coïncidaient avec celles de notre passage. Ceci nous permit de faire connaissance avec les chefs de file de chaque province et de parler avec les délégués.

En Saskatchewan, la plupart des voyageurs firent une excursion à Gravelbourg qui se trouve à environ 125 milles de Régina. Nous voulions leur montrer les robes et les petits chapeaux que les religieuses portaient sous le régime du Premier Ministre Anderson, mais quelle déception, elles les avaient ou donnés ou brûlés. La population de Gravelbourg nous fit une chaleureuse réception et nous offrit un banquet. Je crois me souvenir que nous avions avec nous M. Marcel Lafaille, leader du Conseil à l'hôtel de ville de Montréal, M. Lucien Gagné, trésorier de la St-Jean Baptiste de Québec et bon nombre d'autres. Le principal discours, dit le journal, fut prononcé par M. l'abbé R. Bérubé, curé de la cathédrale qui dit toute sa confiance dans un renouveau français lorsque nous aurions enfin nos postes de radio.

A Edmonton, nous devions rencontrer un groupe fort intéressant dirigé par Mgr Routhier, vicaire apostolique coadjuteur de Grouard. Un vrai Canadien français, celui-là, et un produit de l'Ouest puisqu'il est né dans le sud de l'Alberta. Mgr U. Langlois, malade, avait tenu à être présent quand même.

À Victoria, Mgr John C. Cody, évêque de Victoria qui venait d'être nommé archevêque-coadjuteur de London, nous dit dans une brève allocution : « La Colombie est presque vide.

Dans le Québec, vous avez la réputation de savoir élever des enfants et je le crois. Ce qui m'intéresse, c'est l'expansion de la foi. La Colombie vous appartient. Vous n'avez qu'à venir vous y installer nombreux. » Il oubliait de nous dire que les gouvernements provinciaux de la Colombie n'ont jamais été très sympathiques envers les Canadiens français.

Ce fut un magnifique voyage et si les Québécois, surtout les chefs, pouvaient visiter les minorités plus souvent lorsque celles-ci sont en congrès, il en résulterait d'immenses avantages pour les minorités comme pour Québec.

Durant mon voyage dans l'Ouest, au temps de la souscription de 1951, on m'avait fortement conseillé en haut lieu, d'obtenir une entrevue avec Monseigneur Antoniutti, délégué apostolique à Ottawa, pour lui présenter le point de vue des Canadiens français catholiques.

J'avais déjà eu une autre entrevue avec Monseigneur Cassulo, le prédécesseur de Mgr Antoniutti, en 1930, et je savais que ces entrevues devaient être soigneusement préparées. J'hésitais fortement à renouveler cette aventure. Une entrevue de ce genre comporte des risques. Il faut savoir mesurer ses paroles. Je crois que celle de 1930 nous avait certainement aidés. Je pris conseil en haut lieu, ici à Montréal, auprès d'une autorité dans laquelle j'avais et j'ai encore pleine confiance. Sans me donner de directives précises, on me dit qu'il serait utile que certaines informations soient fournies au délégué apostolique. Ces informations, il les a, mais elles proviennent d'une autre source. Sont-elles justes ? On me donna même certains conseils qui me furent précieux.

Je voulais avant de me rendre à la Délégation me faire présenter par quelqu'un qui jusqu'à un certain point me servirait de caution morale. J'avais pensé à Mgr Vachon, archevêque d'Ottawa, que je connaissait bien. Il était absent, peut-être malade. Ce fut son auxiliaire, Mgr Tessier, maintenant évêque de Timmins, qui se chargea d'obtenir l'entrevue. Je fus très bien reçu et je ne crois pas faire de mal à qui que ce soit, ni manquer de discrétion, en reproduisant ici les principaux passages de cette entrevue.

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

Vol. 27, nos 4-5, janvier-février 1973.

Mes mémoires

Entrevue avec Son Excellence Mgr Antoniutti, délégué apostolique, à Ottawa, le 3 octobre 1951

Je tint tout d'abord à me présenter en précisant que j'avais dirigé les luttes catholiques et françaises en Saskatchewan durant bien des années et que si j'habitais maintenant Montréal, j'étais quand même demeuré en contact constant avec les minorités de la Saskatchewan.

Son Excellence m'interrompit pour me dire qu'Elle était au courant du travail que j'avais fait là-bas et qu'Elle savait également que j'y avais dirigé une campagne de souscription pour des postes de radio. Je me suis demandé si j'avais un dossier à la délégation, ou si c'est Mgr Tessier qui avait tenu à préciser qui j'étais.

J'abordai ensuite la question du diocèse de Prince-Albert et d'un coadjuteur pour Mgr Duprat. Je précisai que nous n'avions rien à reprocher à Mgr Duprat, si ce n'est son âge et un état de santé chancelant qui l'empêchaient de prendre certaines initiatives qui s'imposaient.

La question d'éducation a toujours intéressé l'Église dans tous les pays du monde et celle-ci est d'autant plus grave en Saskatchewan que le gouvernement y est dirigé par des gens à tendance socialiste qui considèrent que l'école appartient à l'État et que l'éducation est une affaire qui le concerne à peu près seul.

Pour contrebalancer cette influence dangereuse de l'État matérialiste, il faut des organisations de parents fortement secondées par l'Église. Or, dans le diocèse de Prince-Albert, il semble bien que la plupart des prêtres, ne recevant pas de directives, s'occupent assez peu de cette question d'éducation et se désintéressent en grande partie des écoles situées dans leurs paroisses.

Plusieurs prêtres, eux-mêmes, dans l'intimité, disent regretter de ne pas recevoir de directives de l'Évêché. Il en résulte un manque de discipline et d'initiative dans le diocèse. L'apostolat catholique laïque n'existe pratiquement pas parce qu'il n'est ni créé, ni encouragé par le clergé.

Il faudrait donc, dans Prince-Albert, lorsque Mgr Duprat disparaîtra ou démissionnera, un évêque jeune, énergique, qui saurait prendre ses responsabilités.

Le délégué me remercia des informations fournies, me dit que la situation financière du diocèse était très inquiétante et ne s'était pas améliorée malgré une période de prospérité. Les Évêques de l'Est, continua-t-il, commencent à se fatiguer de toujours fournir de l'argent pour certains diocèses dans l'Ouest. Il est évident que Mgr Duprat est âgé et que sa santé n'est pas brillante, mais il faudra nécessairement que les catholiques du diocèse de Prince-Albert fassent preuve de générosité pour acquitter les dettes du diocèse.

J'ai suggéré qu'une souscription, comme il s'en était fait pour le collège allemand il y a trois ans et pour les postes de radio cette année, soit organisée et le délégué me dit en riant que l'idée était très bonne et qu'il m'invitait d'avance à diriger cette souscription.

J'ai mentionné le fait que Mgr Duprat était à Rome et que certaines rumeurs laissaient croire que le but de son voyage était d'obtenir un coadjuteur. On mentionnait même le nom d'un prêtre qui lui-même n'était pas en très bonne santé et ne jouissait pas de la sympathie du groupe franco-canadien. Le Délégué me dit en souriant qu'il croyait savoir de quel prêtre je voulais parler. C'est un excellent prêtre, me dit-il, mais il a contre lui son état de santé qui n'est pas fameux et cependant un coadjuteur pour le siège de Prince-Albert aura besoin d'une bonne santé.

J'abordai ensuite le sujet de Saskatoon où, avec 4,000 Canadiens français, il ne reste que cinq prêtres en activité dont un abbé Tambu qui a 70 ans, Mgr Pierre 66 ans, et un troi-

sième atteint d'une maladie de cœur qui ne reprendra peut-être pas le ministère.

J'ajoutai que j'avais eu la douleur très grande d'assister à la messe à deux reprises différentes dans la paroisse canadienne-française de Saskatoon, pour y entendre lire l'évangile en anglais et des sermons en anglais, alors qu'il s'agissait d'une paroisse nationale bâtie par les Canadiens français. Mais le curé avait dû venir dans Québec voir ses vieux parents et durant son absence, Mgr Pocock n'avait pas pu trouver dans tout son diocèse un seul prêtre en mesure de parler français.

Dans ma paroisse de St-Denis, paroisse fondée par ma famille, peuplée uniquement de Canadiens français, avec à peine quatre familles de langue étrangère, le service religieux tout l'été a été assuré tant bien que mal par un prêtre de langue anglaise qui, malgré toute sa bonne volonté, ne pouvait que lire l'évangile dans un français inintelligible.

Nous les vieux, nous nous contentons de baiser la tête et d'accepter cette épreuve qui nous brise le cœur, mais les jeunes, dans la foi n'est peut-être pas aussi ardente qu'elle l'est chez les anciens, serrent les poings et il est à craindre que si cette situation se continue, ils en arrivent à moins fréquenter l'église et peut-être à ne plus la fréquenter du tout.

Nous tenons à notre langue, Excellence, autant que vous tenez à la vôtre. Nous l'avons défendue depuis un demi-siècle dans l'Ouest contre les empiètements du pouvoir civil et nous sommes toujours douloureusement surpris quand notre sainte mère l'Église nous traite d'une façons qui nous blesse profondément.

Le délégué qui ne semblait pas être au courant de cette situation me fit préciser certains détails et me dit que ce n'était pas la faute de l'évêque de Saskatoon, mais qu'il fallait reconnaître que les vocations en Saskatchewan étaient excessivement rares.

J'ai répondu que c'était malheureusement vrai, mais qu'il était surprenant que dans le diocèse de Gravelbourg les vocations soient relativement nombreuses, et Monseigneur de m'in-

terrompre pour me dire que c'était là le résultat de l'influence du collège.

Alors, Excellence, ne serait-il pas désirable que nous ayons un collège du même genre dans le nord de la province et Monseigneur de répondre : « Évidemment, c'est presque nécessaire. » Je sais, Monseigneur, que les Oblats, qui ont déjà le collège de Gravelbourg, seraient heureux de construire un autre collège à Prince-Albert si on leur en donnait l'opportunité. Monseigneur de répondre : « Souhaitons-le. »

Voyez-vous, Excellence, comme ce serait relativement facile de régler cette question du clergé français dans Saskatoon ; il suffirait, je crois, de confier la paroisse des Saints-Martyrs aux Oblats. Ceux-ci en feraient un centre d'influence dans le diocèse. Un Oblat pourrait être aumônier attaché à l'hôpital St-Paul où actuellement le service religieux est assuré par deux prêtres dont aucun n'est de langue française. Ces Oblats pourraient remplacer les curés de langue française du diocèse lorsque ceux-ci doivent s'absenter et cette maison d'Oblats deviendrait un centre d'apostolat autour duquel viendraient se grouper les vocations. Monseigneur a hoché la tête d'une façon approbative mais ne s'est pas compromis.

« En tout cas, Excellence, tout ce que nous pouvons espérer, c'est que le Saint Esprit vous inspire, vous qui êtes le représentant du St-Père au Canada, et que l'on choisisse pour Saskatoon un évêque qui aura pour le groupe canadien-français toute la sympathie que celui-ci mérite, un évêque qui saura trouver une solution pour le recrutement d'un clergé canadien-français. »

Le délégué de me répondre : « Je puis vous garantir, M. Denis, que le futur évêque de Saskatoon parlera bien le français et sera sympathique au groupe canadien-français. »

Je lui demandai alors si tous les évêques de l'Ouest étaient en état de parler les deux langues officielles du pays.

Son Excellence me répondit : « Je le crois, M. Denis, mais je vous avoue que je n'ai pas fait d'enquête à ce sujet. Mais

il est un fait qui m'a frappé lors de ma dernière visite dans l'Ouest, c'est que tout le monde y parle l'anglais. C'est une réalité dont il faut tenir compte. »

J'ai parfaitement compris à ce moment là que le délégué sans insister outre mesure, voulait me faire comprendre que les services rendus à l'Église par les missionnaires de langue française ne devaient pas nous empêcher de voir la réalité telle qu'elle est et cette réalité, c'est que les catholiques de toutes les races parlent l'anglais, chez les jeunes spécialement, tandis qu'une petite minorité parle le français.

Dans le cours de la conversation, le délégué me fit l'éloge de Mgr Lemieux qui avait trouvé le moyen de réduire considérablement les dettes de l'Évêché de Gravelbourg, mais dont le diocèse disparaît petit à petit puisqu'il ne compte plus que 18,000 catholiques.

J'ai fait remarquer au délégué que si le nombre des catholiques diminuait dans le diocèse de Gravelbourg, celui des Canadiens français, depuis cinq ans, semblait augmenter, comme le prouvaient les statistiques dressées par l'A.C.F.C. en 1945 et en 1951.

Au moment de partir et, suivant un conseil qui m'avait été donné, je mentionnai la crainte que l'on appelle sur le siège de Saskatoon un certain évêque dont je ne me souvenais pas du nom mais qui est à la tête d'un tout petit diocèse. Nos gens de langue française craignent beaucoup cette nomination pour des raisons que je ne connais pas, mais probablement parce que le passé de l'évêque en question n'est pas rassurant en ce qui nous concerne.

Le délégué de me dire : « Je crois connaître l'évêque dont vous voulez parler, mais je ne pense pas qu'on ait raison de le craindre. Vous êtes probablement victime de certains préjugés. En tout cas, je vous affirme de nouveau que le futur évêque, quel qu'il soit, s'occupera de son groupe de langue française. Saskatoon est considéré comme un diocèse bilingue et nous donnerons les instructions nécessaires au nouvel évêque pour que vous obteniez complète satisfaction. »



Mes mémoires

Je comptais rester un quart d'heure, mais le délégué m'a retenu pendant tout près d'une heure. Il s'est montré très bienveillant, très intéressé et m'a remis, signée de sa main, une photo de Pie X et d'autres imprimés qu'il est allé chercher dans son bureau au premier étage.

Il a tenu à demeurer avec moi en attendant que le chauffeur arrive et m'a remercié de nouveau des informations précieuses, a-t-il dit, que je lui avais fournies.

Je ne sais pas du tout quels ont été les résultats de ma démarche, mais je suis persuadé qu'elle n'a pas fait de mal.

Dès mon retour à Montréal, j'ai rédigé un compte rendu de cette entrevue et je l'ai fait parvenir à qui de droit.

DERNIÈRE SOUSCRIPTION

Du moins, je l'espère. Dans mon entourage, on m'appelle parfois le grand « quêteux ». Ça se comprend. Aucune de nos œuvres nationales n'a été établie sur une base d'affaires. Toutes ont été bâties à coup de sacrifices et de dévouement. Cependant malgré tout, il leur faut de l'argent. Ces admirables associations d'éducation ne peuvent pas vivre de l'air du temps. Il faut prier, oui, mais il faut bien admettre qu'avec des prières seules, on ne va pas loin.

Comme nous n'avons pas de riches bienfaiteurs, ni d'actions à vendre, nous devons quêter pour faire vivre nos œuvres et j'ai quêté. J'ai quêté pour le Patriote, j'ai quêté pour l'A.C.F.C., j'ai quêté pour la Presse acadienne, j'ai quêté pour nos postes de radio, j'ai quêté pour les œuvres de charité de Montréal ; et je suppose pour d'autres œuvres encore. Mais j'en suis fier de ce titre de grand « quêteux », parce que j'ai la satisfaction de pouvoir dire que j'ai contribué à sauver bien des oeuvres nationales qui sans moi seraient disparues ou n'auraient peut-être jamais existé.

En Saskatchewan, il fallait organiser une nouvelle et dernière souscription. Les permis avaient enfin été obtenus, il fallait maintenant bâtir. Mais le coût de construction était beaucoup plus élevé en 1952 qu'il ne l'aurait été en 1945 par exemple, quand le poste de St-Boniface avait été construit. Après la guerre, les matériaux de construction et la main-d'œuvre avaient augmenté considérablement.

De plus, en Saskatchewan, à cause de l'éparpillement de la population canadienne-française, il fallait deux postes pour atteindre tout le groupe, pendant qu'un seul poste avait suffi dans chacune des deux autres provinces. C'était donc double dépenses pour nos compatriotes de la Saskatchewan. La souscription qu'ils avaient organisé chez eux en 1944, jointe au montant qui leur fut remis par le Comité Permanent de la Survivance française à même la souscription faite en 1943 dans l'Est, étaient loin d'être suffisants. Après avoir étudié la situation sous tous ses angles, les chefs du mouvement en arrivèrent à la conclusion : 1° Qu'il leur fallait $200,000. supplémentaire ; 2° qu'il n'y avait pas d'autre solution qu'une toute dernière souscription pour se les procurer.

Comment organiser cette souscriptions ? Qui allait la diriger ? Ça c'était une autre question. Je conseillais à mes amis là-bas de s'adresser à certaines agences qui se faisaient une spécialité d'organiser des souscriptions diocésaines. Ça s'était fait avec succès à Montréal, à Alexandria, à Ottawa. Mgr Brodeur d'Alexandria, m'avais fait parvenir toutes les informations sur les résultats et sur le coût de la souscription.

Mais les agences en question demandaient des garanties qui en cas d'échec, auraient pu être désastreuses. De plus, elles étaient habituées à travailler de concert avec l'Évêché et à parler au nom de l'Évêque. Là-bas, parce que la souscription s'étendait à quatre diocèses, dont deux avaient à leur tête des Évêques étrangers, la souscription était nationale plutôt que religieuse. Pour cette raison, les agences auxquelles nos amis de la Saskatchewan s'adressèrent ne se montrèrent pas intéressées.

Et ce qui devait arriver arriva. En avril 1951, le président de l'A.C.F.C., M. Dumont-Lepage, le secrétaire général, M. A. De Margerie, m'écrivirent pour me dire qu'ils comptaient sur moi. Ils invoquaient d'ailleurs de bonnes raisons me faisant remarquer que j'étais habitué à quêter et à faire quêter.

Mais j'arrivais à ma soixante-sixième année. Je devais subir une opération dans quelques semaines, aussi je fus dans l'obligation de refuser.

Mais Monseigneur Baudoux qui était alors évêque de St-Paul se mit de la partie. Ce n'était plus seulement des lettres, c'était le téléphone qui entrait en jeu. C'était l'avenir des postes de la Saskatchewan, qui, une fois de plus, était en cause. On m'affirmait qu'il était nécessaire que j'assiste à la réunion des délégués de Radio-Prairie Nord à Prince-Albert, le 24 mai.

Et finalement, j'acceptai. Les médecins que je consultais me prédirent les pires catastrophes. L'opération que je devais subir ne présentait pas un caractère d'urgence pour le moment, mais c'était un risque bien grand que de vouloir attendre 5 ou 6 mois, et rien ne prouvait que je ne me trouverais pas dans l'obligation de me faire opérer dans l'Ouest. Et puis, ma pression artérielle était inquiétante. Il me fallait du repos, pas d'agitation. Ensuite il me fallait voir le président de la Sauvegarde, parce qu'enfin je travaillais encore pour la Sauvegarde et je n'avais qu'un adjoint alors qu'il m'en aurait fallu trois. Pouvais-je réellement m'absenter pour quatre ou cinq mois. La décision fut vite prise, notre président M. Narcisse Ducharme, était un vrai patriote dans le genre de son père qui fut, avec H. Bourassa, le fondateur du Devoir. « On a besoin de vous M. Denis, allez-y. Nous nous arrangerons sans vous. Vous avez un congé illimité. Vous reviendrez quand la souscription sera terminée. La Sauvegarde est heureuse d'aider nos frères de l'Ouest à construire leurs portes de radio. »

Et le 17 mai, je partais en auto avec ma femme qui était en même temps mon infirmière, et le 24 mai, j'étais à l'assemblée de Radio-Prairie Nord à Prince-Albert.

Dans « La Liberté et le Patriote » du 1er juin, on dit que cette réunion a remporté un succès éclatant. On prétend que Raymond Denis, l'ancien président de l'A.C.F.C. et de l'A.-C.E.F.C., fut longuement acclamé à son entrée dans la salle. La réunion était sous la direction du Dr Maurice Demay, qui fut d'ailleurs réélu à la présidence de Radio-Prairie Nord. Le compte rendu continue en disant que : « M. Raymond Denis « a accepté la direction de la souscription. Dans une improvi- « sation qui fut applaudie à plusieurs reprises, M. Denis dit « que c'est probablement le dernier service qu'il peut rendre « à la cause française en Saskatchewan, et il n'a pas voulu se « dérober à l'appel de ses amis. Il passa rapidement en revue « les principaux épisodes des luttes scolaires qui se sont livrées « depuis 40 ans et il affirma que les postes de radio française « compléteront notre organisation de survivante nationale. »

On indique même l'adresse des bureaux de la campagne de souscription : 321 - 21e Rue est, Saskatoon. Ce furent les premiers bureaux de Radio-Prairie Nord. Bureaux improvisés. Jamais une campagne n'avait commencé avec de si pauvres moyens à sa disposition. Quand je suis arrivé à Saskatoon, elle n'avait pas de bureaux de loués, pas de sténographe, pas seulement un dactylo. Il fallut donc tout improviser et je me suis aperçu que les sténographes bilingues étaient rares dans l'Ouest. Il me fallut en faire venir une de la province de Québec. Heureusement, j'eus la bonne fortune d'avoir pour diriger le bureau, Mme Pappen, soeur de notre secrétaire général, M. A. De Margerie. Mme Pappen donna tout son coeur à l'organisation de la campagne. Elle me fut d'une aide inestimable et elle travaille encore aujourd'hui au poste de Radio-Saskatoon. L'on n'avait dit qu'un Oblat, le Révérend Père Laviolette, avait agi comme assistant d'une campagne de souscription faite pour le compte de l'Archevêché à St-Boniface par l'une de ces organisation dont j'ai déjà parlées et qui se font une spécialité d'organiser des campagnes de souscription diocésaine. Je demandai donc l'assistance du Révérend Père Laviolette qui accepta bien volontiers de coopérer avec moi. Il demeura environ 4 semaines au service de la campagne, mais les méthodes

dont se servait l'agence de souscription de St-Boniface, n'étaient pas tout à fait en accord avec la façon de procéder que j'avais l'intention de faire accepter en Saskatchewan.

Je dois admettre que j'ai éprouvé au début une certaine déception. J'espérais trouver dans chaque paroisse un comité de l'A.C.F.C. qui se serait chargé de la souscription. Je dus constater que ces comités qui existaient sur le papier me rappelaient à certains égards les sections de la Saint-Jean Baptiste de Montréal. Cette déception ne fut d'ailleurs que passagère. Elle m'obligea à modifier le genre de campagne que j'avais prévu. Ne pouvant pas compter autant que je l'espérais sur l'activité des cercles paroissiaux, il me fallait visiter ou faire visiter chaque paroisse. Je ne sais plus si la langue est réellement la gardienne de la foi, mais ce que je sais bien, c'est que la foi, c'est-à-dire l'Église, a été dans une très large mesure la protectrice de la langue dans nos provinces de l'Ouest.

Il me fallait donc trouver une équipe de prêtres dévoués, ardents, qui iraient dans chaque paroisse prêcher notre évangile national, réveiller les bonnes volontés, organiser des comités de souscription et travailler même avec ces comités en allant chercher les souscriptions parmi les familles les plus fortunées qui correspondaient à ce que nous appelions à Montréal, les noms réservés. Dès la fin mai, j'adressai à notre journal La Liberté et Le Patriote, un article que je reproduis ci après parce qu'il situe l'atmosphère qui allait règner durant toute la campagne.

À MES AMIS DE LA SASKATCHEWAN LA RADIO FRANÇAISE

« Il y a 22 ans — soit en 1929 — nous commencions les pre-
« mières démarches pour obtenir des programmes français à
« la radio en Saskatchewan. Le poste de Watrous n'existait
« pas alors, mais Ottawa subventionnait des postes privés et
« nous espérions qu'à même les deniers publics qui provenaient
« des taxes de tous les contribuables, on trouverait quelques
« miliiers de dollars pour servir la langue française, qui n'est

« pas une langue étrangère dans l'Ouest, pas plus dans les airs
« qu'ailleurs.

« Il nous fallut trois ans pour obtenir une heure de français
« par semaine. Ce fut le « Trio Lyrique » avec Anna Malenfant
« et Lionel Daunais qui nous fit entendre d'une façon officielle
« les premières chansons françaises à la radio en Saskatchewan.

« Les démarches continuèrent inlassables, actives, mais il fallut
« attendre la construction du poste de Watrous pour obtenir
« une heure de français par jour. Ce poste fut construit avec
« l'argent de tous. Les taxes de Québec comme les taxes de
« l'Ontario furent employées indistinctement pour la mise en
« opération du poste. Cependant, après des années de luttes
« dont tous vous vous souvenez, nous sommes restés avec cette
« malheureuse heure de français. Encore a-t-on eu soin de
« l'inclure parmi les programmes de l'après-midi, alors que la
« famille n'est pas souvent réunie à la maison.

« De guerre lasse, on nous a dit : « Si vous voulez du français,
« construisez donc vos postes.» Ce n'était pas juste. Nous som-
« mes des associés dans la Confédération ou nous n'en sommes
« pas. Si nous sommes des associés, qu'on nous traite donc
« comme la minorité anglaise est traitée dans le Québec. C'est
« tout ce que nous demandons. Si nous n'en sommes pas, qu'on
« nous le prouve, mais alors qu'on cesse de faire appel à notre
« loyalisme toutes les fois qu'il y a des guerres quelque part et
« qu'il faut verser l'impôt du sang.

« Nous voulons du français à la radio parce que nous sommes
« convaincus que c'est la sauvegarde de nos familles. Nous
« voulons nos programmes français parce que nous tenons à
« garder catholique et française l'atmosphère du foyer.

« Puisqu'on nous a dit de construire nos postes, nous allons
« les construire ! C'est déjà fait au Manitoba et dans l'Alberta.
« Ça ne tardera pas en Saskatchewan.

« Mais sachez une chose, chers amis : Si nous passons après
« les autres en Saskatchewan, ce n'est pas parce que vos chefs
« l'ont voulu. C'est en Saskatchewan que la lutte pour des pro-

« grammes français débuta, il y a 22 ans. C'est en Saskatchewan « qu'elle se poursuivit par la suite avec le plus d'intensité. « Mais il fallut procéder avec discipline et maintenir la soli- « darité des groupes de l'Ouest. On nous disait : «Construisez « vos postes », mais on ne nous accorda les permis qu'un à un, « après des démarches sans cesse renouvelées. Dans l'intérêt « général, il fut jugé préférable de laisser le champ libre à St- « Boniface et à Edmonton. C'est un geste qui est tout à l'hon- « neur de vos chefs.

« Enfin, c'est notre tour. Après sept ans de travail — et Dieu « sait combien de voyages à Ottawa — nous détenons nos « permis. Nous ne les avons pas obtenus sans peine. Mainte- « nant, la parole est à vous.

« Pour construire des postes il faut de l'argent. Il y a dix ans, « ils nous auraient coûté bien moins cher qu'aujourd'hui. » n'importe, nous les construirons quand même, parce que nous « le voulons. Ils nous sont nécessaires.

« Il nous faut $250,000.00 dont $125,000.00 pour le sud et « $125,000.00 pour le nord de la province. Je sais qu'il y a « pour plus d'un quart de million de patriotisme en Saskat- « chewan.

« Mes vieux amis, et aussi les jeunes, m'ont demandé de re- « venir pour aider à diriger la campagne de souscription. J'ai « accepté. Je ne pouvais refuser. Je ne suis plus aussi jeune « que je l'étais il y a trente ans, mais encore assez vigoureux « pour que nous fassions encore une belle lutte tous ensemble.

« Il ne peut plus être question de préférence ou d'animosité. « Il n'est pas défendu de regretter que tel ou tel poste soit là « plutôt d'ailleurs, mais comprenons bien tous ensemble que « nos chefs se sont trouvés devant des problèmes d'une singu- « lière complexité. Ils ont agi dans l'intérêt général, ayant pour « but de permettre à nos postes d'atteindre toutes nos parois- « ses.

« Il s'agit maintenant de faire l'union de tous les coeurs, de « toutes les bonnes volontés, de tous les portefeuilles autour « de notre radio française.

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.

« La souscription est lancée. Les premiers résultats sont splen- « dides. Ils ne me surprennent pas ; je les prévoyais. Les « Franco-Canadiens de la Saskatchewan sont toujours là quand « on a besoin d'eux. Des auxiliaires remplis de dévouement se « présenteront chez vous. Ils laissent de côté leur travail pour « se faire les apôtres de la radio française. Recevez-les avec « cordialité. Ne marchandez pas avec eux. Montrez-vous gé- « néreux. C'est un sacrifice financier qui ne se renouvellera « pas. C'est l'avenir national et religieux de tout le groupe qui « est en jeu. Il s'agit de vos enfants. Quand ils sont malades, « vous les soignez et vous ne vous occupez pas des dépenses. « Vous voulez les sauver. C'est l'essentiel. Avec la radio fran- « çaise c'est le coeur, c'est l'âme de vos enfants que vous sau- « vez. Ceci vous n'avez pas le droit de l'oublier.

« En ce qui me concerne, je suis heureux d'avoir, encore une « fois, le privilège de lutter avec vous. Si je vous ai quittés, je « puis me rendre le témoignage que je ne vous ai jamais ou- « bliés. J'ai suivi de près tout ce qui s'est passé chez vous. « J'ai participé à toutes les démarches qui furent entreprises « pour obtenir vos postes. Je suis demeuré l'un d'entre vous. « Avant de mourir, je voudrais bien entendre vos postes de « radio, avec leurs prières en français, leurs chansons fran- « çaises, leurs programmes français. Je compte sur vous, je « sais que vous ne faillirez pas à la tâche.

Raymond DENIS,
ancien président de l'A.C.F.C.
directeur de la campagne de souscription »

Pour avoir des prêtres, il fallait bien entendu que j'aie non seulement le consentement des Évêques mais encore leur complicité. J'eus la bonne fortune de rencontrer à l'Évêché de Gravelbourg, Mgr Lemieux doué de toutes les qualités et ardemment canadien-français parce qu'il était convaincu lui aussi que par la Radio Française, nous préservions l'âme catholique de la jeunesse, il consentit de grand coeur à me prêter des prêtres dont je regrette de ne pas avoir gardé tous les noms. Je me souviens de monsieur l'abbé R. Bérubé. Il commença

la campagne en même temps que moi et tint bon jusqu'au bout, aussi de monsieur l'abbé Dugas.

Chez les Oblats, on me prêta le Père Henri Lacerte qui fit un admirable travail spécialement à St-Brieux, Meadow-Lake, même si plusieurs fois, il parla de m'expédier vers le purgatoire en revanche, probablement pour le travail pas toujours très plaisant que je lui donnais à accomplir, et le Père Méthé d'Edmonton et le Père Mercure. Enfin, pendant que des prêtres du diocèses de Gravelbourg parcourait la province dans l'intérêt de la souscription, les Pères du Collège de Gravelbourg assuraient le service religieux des paroisses dont les curés avaient changé d'évêque et relevaient temporairement de la direction de l'organisateur de la campagne.

J'avais loué une maisonnette sur la 4e Avenue à Saskatoon et tous les jours du mardi matin au vendredi soir, ce n'était qu'un défilé de prêtres réguliers ou séculiers qui venaient me faire leur rapport des paroisses où ils avaient été prêcher le dimanche et du travail qu'ils avaient accompli avec le comité qu'ils avaient fait élire ou bien de prêtres qui, arivant d'une certaine paroisse, venaient me demander dans quelle paroisse j'allais les expédier pour le dimanche suivant. Les Anglo-Saxons du voisinage, et ils formaient la presque totalité de la population, ont dû se demander durant quatre mois, si c'était un nouvel évêché qui venait s'établir dans leur rue.

C'était les bons moments de la campagne. C'était le temps où ceux qui y participaient le plus activement pouvaient se détendre. C'est de cette petite maison de la 4e Avenue qui partaient les directives emportés par les prêtres ou adressées par lettres ou le plus souvent par téléphone à toutes les paroisses de la provinces. Quelle différence entre une petite ville de 100,000, de population et une métropole comme Montréal. À Montréal, ça prend en auto, une demi-heure pour me rendre au bureau. À Saskatoon, ça me prenait exactement, à pied, 7 minutes pour me rendre de mon domicile au siège de la campagne. Il nous fallait également pouvoir proclamer officiellement que nous pouvions compter sur l'approbation com-

plète de tous les évêques, même de ceux qui n'étaient pas de nationalité française.

La campagne de souscription fut donc lancée sous la présidence d'honneur de LL. EE. NN. SS. M. C. O'Neil, archevêque de Régina, M. Lajeunesse, O.M.I., vicaire apostolique du Keewatin, R. Duprat, O.P., évêque de Prince-Albert, P. F. Pocock, évêque de Saskatoon, et du Révme Dom. S. Gertken, O.S.B., abbé de Muenster.

Les vice-présidents d'honneur étaient : Mgr L.-A. Pierre, de Prud'homme, Mgr H. Desmarais, de Duck Lake, Mgr L. Lussier, de Ponteix, R.P. I. Tourigny, O.M.I., supérieur du scolasticat de Lebret ; l'hon. sénateur A. Marcotte de Ponteix, M. le juge A. Doiron, de Régina, M. le juge T. Gallant de Gravelbourg, et M. le député W.-A. Boucher, de Hoey.

La hiérarchie ecclésiastique de la Saskatchewan souhaita un plein succès à la campagne de souscription. Voici ce qu'écrivait à ce sujet Mgr M. C. O'Neil, le 22 mai dernier :

« Je suis sûr que ce nouveau poste exercera une influence
« heureuse sur votre population au double point de vue culturel
« et religieux. J'ai confiance que le clergé et les fidèles de lan-
« gue française de l'archidiocèse de Régina voudront vous en-
« courager par une généreuse coopération. »

S. Exc. Mgr M.-J. Lemieux, O.P., dans une lettre du 15 mai disait :

« J'invite aussi les fidèles du diocèse à se montrer très généreux
« en faisant leurs contributions à ceux qui les solliciteront.
« Qu'ils soient assurés que les sacrifices que cette contribution
« exigera, si elle est vraiment généreuse, sont bien peu de chose
« quand on songe à ce que des postes de radio française en
« Saskatchewan représentent de valeurs pour eux au point de
« vue catholique et français.

« Vous avez donc mon plus fervent appui pour cette campagne
« et j'invite avec instance tous les prêtres du diocèse de Gra-
« velbourg à seconder généreusement le dévouement des orga-
« nisateurs de la campagne. »

Le 22 mai, S. Exc. Mgr P.F. Pocock nous faisait parvenir le message suivant :

« Je suis certain aussi que ce poste français aidera à développer
« dans tous les foyers canadiens-français l'esprit catholique qui
« a toujours été la force et la grande richesse du Canada Fran-
« çais. Et c'est pourquoi vos coreligionnaires de langue an-
« glaise, de tous les points de la province, partagent votre joie
« à cette occasion.

« Chose remarquable : le fait qu'il n'y a pas eu d'opposition
« sérieuse de la part de nos amis non-catholiques est aussi une
« preuve évidente de l'esprit grandissant de bonne entente qui
« existe de tous côtés, esprit que le nouveau poste aura à coeur
« de maintenir.

« Puissiez-vous rencontrer partout une coopération agissante
« et une franche générosité. »

Les paroisses de langue française sont tellement dispersées qu'il semblait très difficile d'organiser la souscription partout en même temps. Le comité cru bon de diviser la province en deux secteurs : sud avec l'archidiocèse de Régina et le diocèse de Gravelbourg ; Nord avec les diocèses de Prince-Albert et de Saskatoon. La souscription allait d'abord commencer par le Sud. La première assemblée générale eut lieu à Montmartre. Les chefs de file de toutes les paroisses franco-canadiennes de l'archidiocèse de Régina y avaient été convoqués. La plupart répondirent à l'appel. C'était d'autant plus méritoire que plusieurs paroisses sont distantes de 150 milles.

M. l'abbé R. Bérubé, du diocèse de Gravelbourg, était avec moi. Il devait être l'orateur principal. L'on m'avait dit qu'il était très éloquent, mais je ne l'avais jamais entendu. J'avoue que j'étais un peu inquiet. J'ai, je le suppose, une dose normale d'amour-propre or je jouissais moi-même d'une certaine réputation plus ou moins méritée comme orateur. Je n'aurais pourtant pas voulu me montrer trop inférieur et j'allais parler après lui. Ce que c'est que l'orgueil. M. l'abbé Bérubé fit honneur à sa réputation, il fut merveilleux. Son pa-

triotisme vibrait. Il reçut une ovation bien méritée. Il m'appartenait maintenant de tracer des directives pour la campagne, d'indiquer le travail de chaque comité et ce n'était pas facile de s'élever aux hauteurs qu'avait atteintes M. l'abbé Bérubé. Enfin, je fis de mon mieux, les délégués se montrèrent indulgents et applaudirent généreusement.

M. l'abbé Bérubé fut l'un des principaux prédicateurs de la campagne de souscription. À différentes reprises nous avons parlé ensemble dans les mêmes paroisses. Jamais je ne lui ai entendu faire un mauvais discours. Il avait le don d'enthousiasmer les gens. Et mon Dieu, pourquoi ne l'avouerais-je pas, je faisais tout mon possible pour sauver ma réputation.

Dans le diocèse de Gravelbourg, la souscription débutait le 24 juin, exactement un mois après mon arrivée en Saskatchewan. Le 22, une grande assemblée avait été organisée au Collège de Gravelbourg pour lancer officiellement la campagne. Le 21, une autre assemblée avait eu lieu à Willow Bunch. M. le curé de Willow Bunch remercia les conférenciers, M. l'abbé Bérubé et M. R. Denis, et ajouta que M. Denis était venu de Montréal pour apporter l'étincelle qui allait ranimer tous les courages et assurer le succès de la campagne. L'assemblée de Willow Bunch était sous la présidence de M. Raymond Bouliane.

À Gravelbourg, M. Denis donna des conseils pratiques aux auxiliaires. L'objectif du diocèse est basé sur l'objectif particulier de chaque paroisse. Si une paroisse n'atteint pas son objectif, elle peut être responsable de la défaite, et elle oblige les autres paroisses à consentir des sacrifices supplémentaires. De même l'objectif de chaque paroisse est formé de l'objectif particulier de chaque individu. Si l'un d'entre eux n'accepte pas son objectif, il déserte son devoir de Canadien et oblige ses voisins à porter son fardeau. Les auxiliaires sont des vendeurs de patriotisme, du patriotisme qui ne se mesure ni à la verge, ni au minot, mais qui, par la radio, se distribuera à travers l'espace jusque dans nos foyers 365 jours par année. L'auxiliaire doit pouvoir répondre aux objections et amener le souscripteur à accepter le montant qui lui a été

proposé, en payant une somme comptant aussi élevée que possible, parce que les postes seront construits cette année et non pas l'année prochaine.

C'est alors qu'au milieu des applaudissements enthousiastes, M. l'abbé R. Bérubé annonça que M. l'abbé R. Lussier, curé de Lisieux, versait un chèque de $1,000. à Radio-Saskatchewan et un autre chèque du même montant au nom de Son Excellence.

Le R. P. L. Gagnon, O.M.I., recteur du collège, annonça à son tour une autre souscription de $1,000. de la part du collège. Nouveaux applaudissements enthousiastes.

M. Roland Pinsonneault, assistant chef de région et président du comité paroissial, remercia M. Denis. Il remercia les membres du clergé qui entraînent à leur suite toute la population et annonça sa souscription personnelle de $500.00, « ça fera mal, dit-il, mais il faut que ça fasse mal pour qu'on ait du mérite. »

S. Exc. Mgr J. Lemieux termina la soirée en félicitant les auxiliaires qui se dévouent pour une cause sacrée. Il remercia son clergé pour le magnifique exemple de générosité qu'il donne et taquina fort gentiment M. Denis « qui a un talent tout particulier, dit-il, pour faire doubler la souscription des évêques ».

Le samedi 23 juin, il y eut une dernière grande assemblée des auxiliaires de la région de Ponteix, sous la présidence de M. l'abbé D. Dugas, chef de région, assisté de M. Maurice Denis, avocat, venu tout exprès de Montréal pour prêter main-forte aux organisateurs de la campagne. Tous les comités sont formés dans la région et depuis le 24 tout le monde est à l'œuvre pour recueillir les souscriptions individuelles.

S. Exc. Mgr Lemieux a prêché dans sa cathédrale, le dimanche 24 juin, en faveur de la souscription.

Le R. P. L. Gagnon, O.M.I., recteur du collège de Gravelbourg, a donné le sermon à Willow-Bunch et M. Raymond Denis donna le sermon à Ponteix.

C'est un fait qui se répéta durant toute la campagne. Le curé enlevait le St-Sacrement et annonçait à ses paroissiens que le sermon serait donné par M. Denis immédiatement après la Messe. Il m'est arrivé de donner trois sermons le même dimanche grâce à une entente avec les curés sur l'heure des messes. Ce fut le cas pour St-Denis à 10 hres, Vonda à 11 hres 45 et Prud'homme le même soir après souper. Durant la semaine il fallait avec quelques uns des membres du comité aller voir les paroissiens les plus à l'aise financièrement. Il s'agissait de donner dans chaque paroisse un bon départ à la souscription. Ensuite, vite à Saskatoon pour y vérifier les rapports des comités, étudier les points faibles, rencontrer les prédicateurs et leur indiquer les paroisses qu'ils auraient à évangéliser le dimanche suivant. Eux aussi devaient également aider les comités paroissiaux dans l'organisation de la souscription. C'est très dur de parler dans les églises pour un conférencier qui est habitué à se faire applaudir. Ce silence glacial le gêne. Il se demande s'il se fait bien comprendre ou s'il est à endormir son auditoire. Ça prend du temps pour s'y habituer.

Nous publiions chaque semaine un bulletin donnant des nouvelles détaillées de la souscription. Ce bulletin était adressé aux différents comités et aux curés de paroisse. Mais surtout, il était reproduit in extenso dans notre journal La Liberté et le Patriote. Celui-ci coopéra avec nous de tout son pouvoir. Il nous donna tout l'espace dont nous avions besoin. Nos bulletins paraissaient presque toujours en première page. Dans une occasion au moins, on retarda l'expédition du journal pour permettre à notre bulletin d'arriver en temps voulu. Le magnifique succès de la souscription est dû à bien des facteurs, mais notre journal y contribua pour une large part.

Dans l'archidiocèse la campagne devait également commencer le 24 juin. La direction en a été confiée au Rév. Père J. Méthé, O.M.I., qui a prêché à Montmartre et s'est occupé très activement de l'organisation des comités.

Une excellente nouvelle vient de nous parvenir. L'évêque de St-Paul en Alberta, Mgr M. Baudoux, vient d'accepter notre invitation et malgré les distances, il parlera le 5 juillet à Ré-

gina à une assemblée des coopératives de langue française et le 6 juillet à Bellegarde, capitale de ce que nous appelons le petit Québec dans le Sud Ouest de la province. Sa présence parmi nous constituera un merveilleux stimulant pour nos auxiliaires.

Dans la Liberté et le Patriote du 6 juillet, nous lisons ce qui suit :

« De Willow-Bunch, nous recevons un télégramme signé par « le président du comité : « La souscription se poursuit active- « ment et l'objectif sera dépassé. » Celui-ci est de $15,000.00.

« À Laflèche, la somme de $5,000. est déjà souscrite sur un « objectif de $6,000.00. Le travail se continue — aucune in- « quiétude pour l'objectif.

« À Meyronne, l'objectif est dépassé par plus de $500.00, « et ce n'est pas fini. Vive Meyronne !

« Courval, avec 27 familles, dépasse $3,000.00. Quelques « souscriptions ne sont pas encore entrées.

« À Gravelbourg, on approche de $15,000. et il reste en- « core la moitié de la paroisse à visiter. Les gens sont prêts à « donner pour avoir leur poste de radio, mais ils attendent la vi- « site des auxiliaires et ceux-ci ne sont pas assez nombreux.

« Le comité reçoit également de bonnes nouvelles de la « région de Ponteix. Frenchville fut la première paroisse à dé- « passer son objectif. Bravo, Frenchville !

« Assiniboia, sous l'énergique direction de son curé, at- « teindra 140 pour cent de son objectif.

Diocèse de Régina

« La souscription commencera dans quelques jours, mais « déjà Montmartre, comme de coutume, a tenu à montrer le « chemin aux autres paroisses et son objectif de $6,000.00 est « déjà atteint. On parle de se rendre à $10,000.00. Bravo, « Montmartre !

Sedley

« Grand ralliement national le 1er juillet à Sedley. M. « l'abbé R. Bérubé, l'un de nos meilleurs orateurs, y a porté « la parole au nom du comité de souscription. Les Canadiens « de Sedley et de toute la région ont toujours été en avant « chaque fois qu'il s'est agi de générosité patriotique. Eux « aussi veulent leur radio française, et ils sauront le montrer « au cours de cette souscription. Nous entendrons sûrement « parler de Sedley.

Régina

« Nos Canadiens eurent l'occasion d'assister au congrès « national de la coopération, le 4 juillet. Le sénateur Vaillan- « court de Québec a adressé la parole. S. Exc. Mgr M. Bau- « doux était présent au banquet et parla de la radio-française. « Un comité fut formé. Nos Canadiens de Régina tiendront à « s'associer à leurs compatriotes de la province et se groupe- « ront eux aussi autour de la radio française. Ils feront leur « large part.

Diocèses de Prince-Albert et de Saskatoon

« La souscription y procédera par étapes. Elle a débuté le « 1er juillet dans les paroisses de St-Denis et Prud'homme où « M. Raymond Denis, ancien président de l'A.C.F.C., adressa « la parole : à Domremy et Bonne Madone où le R. P. Wilfrid « Piédalue, O.M.I., fut le messager de la radio française ; et « à Albertville où M. l'abbé F. Blanchard, de Willow-Bunch, « est le représentant du comité de la souscription.

« Le 8 juillet, ce sera le tour des paroisses suivantes : Les « Saints Martyrs Canadiens de Saskatoon, Rosetown, Debden, « Victoire, St-Brieux, Fishing Lake, St-Louis, Hoey, Prince- « Albert, White Star, St-Front, Biggar, Cochery, Laventure, « Spiritwood, Jackfish, St-Hippolyte, North Battleford, Del- « mas, Denholm, Viscount et Patterson.

« Dans toutes les autres paroisses la souscription débutera « le 15 juillet. »

Dans la Liberté et le Patriote du 13 juillet, en première page, nous lisons en très gros caractères : VIBRANT DISCOURS DE SON EXCELLENCE MGR BAUDOUX EN FAVEUR DE RADIO OUEST FRANÇAISE, et en sous-titre « Les cinq paroisses du « Petit Canada » français, acclament Son Excellence ».

Plus de 500 personnes s'étaient rendues à Storthoaks pour entendre Mgr Baudoux. Les paroissiens de St-Antoine de Storthoaks, de St-Maurice de Bellegarde, de Wauchope, de Cantal, de Redvers avaient répondu en grand nombre à l'invitation des différents comités d'organisation. La situation dans cette région est très difficile parce qu'en raison des distances on n'est pas sûr que nos compatriotes pourront capter Radio Gravelbourg. Monseigneur l'a reconnu, mais même, dit-il, si ce poste ne vous atteint pas, vous devez souscrire quand même afin d'aider vos frères de toute la province. D'ailleurs, ce poste est un début et plus tard nous en augmenterons la puissance. C'est d'ailleurs ce qui fut fait puisque de 250 watts au début, il fut ensuite porté à 5,000.

Le discours de Mgr Baudoux fut reproduit in extenso dans la Liberté. Je viens de le relire et je crois qu'il est encore d'actualité même s'il a été prononcé il y a 13 ans.

Je tiens à citer un passage de ce discours. Monseigneur ne le reniera certainement pas.

« Son Excellence résuma le beau travail accompli depuis « 20 ans dans le champ de la radio française : « travail gigan- « tesque, dépassant sans mesure tout ce qu'on aurait osé es- « pérer ». Depuis 1930 les provinces de l'Ouest ont fait bloc « pour réclamer auprès du gouvernement fédéral une juste « place dans le domaine radiophonique. Longtemps, on a fait « la sourde oreille. Petit à petit, à force d'insister, on a obtenu « un quart d'heure par semaine, puis une demi-heure, puis une « heure . . . Maintenant, nous avons 2 postes qui vont diffuser « notre pensée, notre langue.

« Quand j'étais à la maison, nous dit Son Excellence, je « parlais français ; mes parents parlaient français, mais depuis « ça a changé. La radio est venue. C'est devenu plus difficile « pour les jeunes d'aujourd'hui de parler français lorsqu'on « entend toujours de l'anglais et de l'anglais à la radio. Les « bébés, avant même qu'ils ne parlent, entendent des syllabes, « des mots anglais, qui se gravent dans leur mémoire et le « travail » s'accomplit comme la goutte d'eau sur le roc. Je « n'ai pas d'antagonisme pour la langue anglaise, mais elle « appartient aux Anglais, et le français appartient à nous. « Notre langue nous a été transmise par nos ancêtres, donnée « par Dieu ; et si le bon Dieu a voulu que nous parlions fran- « çais, c'est notre devoir de le parler. Ils ont compris cela « ceux qui ont lutté pour conserver le français dans les écoles « et ils savent quels sacrifices ça coûte. Aujourd'hui, tout a « changé. Et s'il fallait que la situation continue, malgré tous « nos efforts, d'ici 50 ans, d'ici un siècle, nous aurions perdu « la foi. »

Vonda et St-Denis à l'honneur

« Ce sont deux paroisses jumelles dont Mgr A. Pierre, V.G., « fut longtemps le curé et qui sont maintenant desservies par « M. l'abbé Ouellet. Elles ne comptent que 47 familles cha- « cune. On leur demandait $3,000. Vonda a souscrit $8,000. « 267% de l'objectif), et St-Denis, $7,500 (250% de l'ob- « jectif).

« Vivent les paroissiens de Vonda et de St-Denis ! Ils ont « montré qu'ils avaient encore du sang français dans les veines « et du patriotisme au cœur. »

Le bulletin no 4 du 20 juillet débute en très grosses lettres par cette déclaration.

NOUS AURONS NOS POSTES DE RADIO

et se continue ainsi : « La souscription n'est pas terminée mais « les résultats qui nous sont parvenus à date démontrent hors « de tout doute que l'objectif sera largement dépassé. Nous

« aurons nos postes parce que vous le voulez Canadiens fran-
« çais de la Saskatchewan, nous sommes fiers de vous. »

« Comment ne pas citer au tableau d'honneur des familles
« entières comme celles des Denis, de St-Denis et de Vonda,
« qui, à elle seule, a souscrit au-dessus de $5,000. La famille
« Hamoline de Vonda, qui va atteindre $2,000. La famille
« Coquet, de St-Brieux, dont tous les membres sans excep-
« tion, ont fait leur part en s'inscrivant pour des montants
« substantiels. M. Edouard Roy, de Meyronne, qui a versé
« $800. Ah ! les braves gens ! Et comme leur attitude console
« du manque de générosité de quelques autres.

« Au tableau d'honneur, citons aussi M. Alex. Carfantan, de
« St-Brieux, qui a versé $500. et dont les 2 fils ont fait lar-
« gement leur part ; MM. Paul Ste-Marie et Joseph Bouvier,
« de Meyronne, $500. chacun ; M. E.-L. Pelletier, de Rose-
« town, $500 ; M. Régis Leray, de Prud'homme, $500. ; MM.
« Aristide Fournier, Noé Chabot, J.-A. Morin, Chas. Four-
« nier de Ferland, F.-X. Loiselle, de Vonda, J.-P. Chevrier,
« Dumont Lepage, Dr Rosaire Morin, Dom. Pinsonneault,
« Roland Pinsonneault, Albert Lagassé, sr, Albert Lagassé,
« jr, tous de Gravelbourg, $500. chacun.

« Merci à tous ces généreux donateurs qui ont tenu à montrer
« qu'ils étaient restés Canadiens français.

« Nous en oublions sûrement et nous nous en excusons. Il
« en est dont les souscriptions ne nous ont pas encore été
« transmises et qui sont demeurées entre les mains du comité
« paroissial. Nous les citerons à l'honneur dès qu'elles nous
« parviendront.

« Il y a des souscriptions plus petites qui représentent pour
« ceux qui les ont consenties, autant de sacrifices que celles
« que nous venons de citer, mais nous ne pouvons pas les
« mentionner toutes. À chacun des souscripteurs, nous adres-
« sons un merci reconnaissant.

« Le clergé et les communautés religieuses continuent à faire
« leur large part. Nous avons déjà signalé les souscriptions

« généreuses des Filles de la Providence de Prud'homme,
« $1,000. ; des Révérends Pères Oblats, $2,000. ; de S. Exc.
« Mgr J. Lemieux, $1,000. ; de M. l'abbé R. Lussier, de
« Lisieux, $1,000. ; et d'un bon nombre d'autres prêtres ou
« communautés qui ont souscrit $500. Nous tenons aujour-
« d'hui à ajouter à cette liste de bienfaiteurs de la radio, les
« noms de Mgr A. Pierre, V.G., de Prud'homme, $500. ; M.
« l'abbé J.-A. Beaulac, curé de Marcelin, $500. ; M. l'abbé
« A. Marchildon, curé de Bonne Madone, $500. ; M. l'abbé
« A. Moquin, de Gravelbourg, $500. Un merci chaleureux à
« tous au nom de notre radio française.

« Les religieuses de Ponteix ont fait aussi tout leur devoir. Les
« Sœurs de la Charité de l'hôpital de Gravelbourg ont souscrit
« $500. Merci, Révérendes Sœurs.

« Meyronne et Assiniboia dépassent $5,000., c'est-à-dire près
« de 170% de leur objectif. Bravo ! Lisieux a atteint l'ob-
« jectif et Courval dépasse le sien. Il en est de même de Swift
« Current et Masefield.

« Dans l'archidiocèse de Régina, on fait des miracles à
« Radville et Souris Valley. Les rapports sont encore incom-
« plets, mais nous remercions les artisans de la victoire.

« Objectifs dépassés à Montmartre, Wolseley, Sintaluta, St-
« Hubert, et ce n'est pas fini.

« Un grand merci à nos prédicateurs dont le dévouement a
« été admirable. Ils ont non seulement prêché dans nos églises
« mais ils ont organisé les comités. Ils ont fait plus encore :
« ils sont allés de famille en famille pour recueillir les sous-
« criptions. Ils se sont faits les apôtres infatigables de notre
« radio catholique et française. Rien ne les a rebutés. Ils au-
« raient pu demeurer bien tranquilles dans leur presbytère ou
« dans leur communauté. Ils ont préféré se grouper autour
« des organisateurs de la souscription et se jeter dans la mêlée
« pour arracher la victoire. Honneur à eux ! Nous leur de-
« vrons en partie nos postes de radio. Nous pouvons être
« fiers de notre clergé ! Une fois de plus, il nous donne un
« magnifique exemple.

« Au moment où nous terminons ce bulletin, nous apprenons
« que S. Exc. Mgr R. Duprat, évêque de Prince-Albert, vient
« de verser $500. au comité de Radio-Saskatchewan. Mgr
« Duprat, qui nous avait déjà fait parvenir une très belle
« lettre dans laquelle il encourageait ses prêtres et toute la
« population de langue française à souscrire généreusement,
« prouve une fois de plus tout son intérêt à la cause de la
« radio française en Saskatchewan. Merci, Excellence. Votre
« précieux encouragement est un puissant réconfort pour les
« organisateurs de cette souscription.

Dans la Saskatchewan française on ne parle que de la souscription. Il est des gestes que je n'oublierai jamais. Ils sont tout à l'honneur de notre groupe. Nous demandions $3,000. à Sedley toute petite paroisse de l'archidiocèse de Régina. Au 20 juillet, elle dépassait déjà $13,000., plus de 400% de son objectif. Dans la liste des souscriptions, je relève les noms de mes vieux amis Séverin et Wilfrid Béchard $1500. chacun, mais je vois aussi le Dr J. B. Béchard qui exerce sa profession à Valleyfield, P.Q., Jérôme Béchard, Laurent Béchard, Paul A. Béchard, $1,000. chacun. Je trouve aussi dix autres Béchards qui ont également souscrit des montants assez importants. La famille Béchard, qui est originaire je crois du comté de Laprairie, a souscrit à elle seule $10,000. pour avoir son poste de radio française. Dans la même paroisse, je relève sur les listes les noms de M. et Mme Marg. Wolbaum $1,000., MM. Roméo et Lord Poissant, $500. chacun. Quelle magnifique générosité patriotique ! Merci et Bravo Sedley !

À Victoire, diocèse de Prince-Albert, la famille Durette, originaire du comté de Témiscouata, souscrivit près de $3,000. Le père Eloi Durette s'inscrivait pour $1,000. et deux de ses fils, Eugène et Raoul, pour $500., pendant que cinq ou six autres Durette faisaient aussi leur large part. Ah, les belles familles ? M. l'abbé Paradis y va lui aussi de ses $500.

La petite mission bretonne de Kermana a doublé son objectif. Les Filles de la Croix de Willow Bunch : $1,000. On nous annonce à l'instant que les Sœurs de Jésus Marie de Gravelbourg ont souscrit $1,000. Les Sœurs de la Présentation de Prince-Albert, $500. Mgr Desmarais, v.g., Duck Lake, $500. Marci mes Sœurs — Merci Monseigneur.

Un télégramme d'Arborfield nous apprend que cette paroisse atteint 150% de son objectif ; bravo Arborfield !

On nous signale les souscriptions généreuses de MM. Paul-Émile Soucy, $500. et Julien Mullie, $500.

M. l'abbé A. Marchildon, prédicateur de la radio française, nous fait savoir à l'instant que St-Front va dépasser son objectif. Bravo pour les paroissiens de St-Front !

Duck Lake — L'obpectif est atteint, la souscription n'est pas terminée.

Willow-Bunch — L'objectif de $15,000. est atteint.

Gravelbourg — La souscription atteint $25,000. Elle se continue.

St-Victor — L'objectif est atteint. La souscription se continue.

Parmi les dons particuliers nous tenons à mentionner ceux de M. Oliva Poirier, de Bellegarde, $600. et de M. Henri Bauche, aussi de Bellegarde, $500.

L'on trouvera peut-être que je donne trop d'importance à ces dons généreux, mais j'en suis si fier que je voudrais pouvoir les faire connaître à la population du Canada tout entière. J'ai dirigé plusieurs souscriptions. J'affirme que jamais je n'ai trouvé nulle part autant de foi patriotique, autant de dévouement, autant de générosité. Vive la Saskatchewan française !

Dans le bulletin du 10 août, on note que plusieurs comités paroissiaux insistaient pour que la souscription soit prolongée jusqu'au 1er novembre. Des familles étaient absentes lorsque les auxiliaires sont passés chez elles, il faut les revoir. C'est une proposition qui est à l'étude.

LES VIEILLARDS DE L'HOSPICE SAINT-HUBERT SOUSCRIVENT $200. À RADIO SASKATCHEWAN

Telle est la manchette qu'on pouvait lire en très gros caractères en première page de la Liberté et du Patriote.

Le journal ajoute : « Nous tenons à signaler le bel acte « de générosité des vieillards de l'Hospice de St-Hubert qui « se sont cotisés pour offrir près de $200. en faveur de la « radio française. Voilà un sacrifice qui est d'autant plus méri- « toire que la plupart d'entre eux n'ont pas bien des années à « vivre. Ce n'est pas à eux qu'ils ont pensé en souscrivant, « mais aux autres qui les suivront et qu'ils veulent garder « catholiques et français. Honneur aux vieillards de Saint- « Hubert ! »

Combien de beaux gestes n'aurions-nous pas à signaler. C'est ce jeune homme employé de ferme auquel on ne demandait rien et qui tint à s'inscrire pour $100. que son patron lui retiendra sur ses gages. C'est encore ce jeune Français de St-Brieux qui venait d'arriver au Canada. Il ne savait pas s'il y resterait. Il lui restait $50. dans ses poches, il nous en remis $25. Comme je refusais de les accepter, il me dit que c'était peut-être la meileure action qu'il avait eu l'occasion de faire dans sa vie. C'est cette dame Belge qui trouvait que son mari n'était pas assez généreuxx et qui souscrivit personnellement $100. Comme son mari lui demandait où elle trouverait ce $100., elle lui répondit en riant : « Quand tu reviens du village, tu laisses toujours traîner de l'argent dans tes poches, une piastre par ci par là, tu ne t'en apercevras seulement pas. Le mari déchira son premier chèque et en fit un autre sur lequel il ajouta le $100. de sa femme. Une race qui peut compter sur autant de détermination ne disparaîtra pas. La Providence y veillera.

Notre clergé, nos communautés

« Notre clergé continue à donner l'exemple. Nos prêtres ne « sont pas riches mais ils donnent jusqu'au sacrifice. Ils sont « rares les curés de paroisse dont les souscriptions sont infé- « rieures à $500., souvent payables par versements. D'ici quel- « ques jours nous en publierons la liste. C'est un tableau d'hon- « neur dont notre clergé a le droit d'être fier.

maman ont fait le marché d'avoir un petit garçon ou une petite fille, ils n'étaient pas présents et ils n'ont rien eu à dire. Il y a aussi d'autres genres d'accidents. Citons le mien par exemple. Je n'avais que six ans quand mes parents sont venus au pays, trop jeune pour avoir un mot à dire dans leur décision. Alors moi aussi je suis ici par accident ou destinée si l'on veut. J'en remercie mes parents.

Il y en a qui vous diront qu'ils veulent être « juste canadiens » ce qui est impossible puisque nous avons deux langues au Canada. D'abord votre passeport est écrit en deux langues, votre nationalité est canadienne, mais lorsque vous voyagez à l'étranger — comme le monde est curieux — on vous pose la question : « Êtes-vous Canadien français ou Canadien anglais ? » Là vous êtes obligés de faire la différence ; si vous êtes de langue française et citoyen du Canada, vous êtes donc Canadien français. Alors nous qui parlons français, n'allons pas dire que nous sommes Canadien anglais parce que notre accent nous trahirait. Que nous soyons nés au Canada, aux États-Unis, en Afrique ou ailleurs, si notre langue est française, soyons fiers d'être Canadiens français. Ici je demanderai à tout franco-colombien de faire un grand effort pour promouvoir la langue française et sa culture dans cette belle Colombie.

Je prends occasion de remercier publiquement tous ceux et celles qui pendant quarante-cinq ans m'ont aidé à faire aimer notre vie française en Colombie. Et certainement je ne peux pas oublier ma chère moitié. Sans son aide, j'aurais été comme une épave perdue au milieu d'un océan.

M. le Président, vous pouvez être assuré que je porterai cet insigne avec honneur et fierté jusqu'à mon dernier souffle. Merci.

Arthur CHÉRAMY

Mes mémoires

(suite)

« À Cantal l'objectif est largement dépassé avec 80% d'argent
« comptant. À signaler le splendide héroïsme de M. Bertholet
« qui retarda de deux semaines son entrée à l'hôpital parce
« qu'il tenait à terminer la souscription dans sa paroisse. Merci,
« M. Bertholet, et nos meilleurs vœux de rétablissement. »

Bulletin de campagne du 17 août 1951 : « Il est souvent très difficile de lancer une campagne de souscription, mais en Saskatchewan, ce qu'il y a de difficile, c'est de la terminer. De partout, on nous demande de continuer. Le curé d'une paroisse du Nord nous affirme qu'il a encore $500. à aller chercher. Le président d'un comité du Sud nous dit qu'il est obligé de partir pour un voyage de quelques jours mais qu'il terminera la souscription de sa paroisse dès son retour. Un autre président du diocèse de Régina, s'excuse de ne pas avoir atteint son objectif, mais donnez-nous le temps dit-il et nous le dépasserons. » Devant toutes ces instances, il fut décidé de continuer jusqu'au 31 août. L'on devait terminer le 31 juillet et il était entendu avec mon président que je devais arriver à Montréal dans les premiers jours d'août. Ça va me faire quatre mois et demi d'absence. Je ne crois pas qu'il existe une seule compagnie étrangère qui aurait consenti à se priver des services de son directeur général des ventes durant plusieurs mois dans le seul but d'aider la cause nationale des Canadiens-Français. La Sauvegarde et son président M. Narcisse Ducharme l'ont fait non seulement pour le groupe de la Saskatchewan, mais encore à plusieurs reprises. Nous devons remercier La Sauvegarde et son président.

Mais cet exemple devrait nous faire comprendre pourquoi il est si important que nous donnions la préférence à nos compagnies canadiennes-françaises quand nous achetons quelque chose, parce qu'elles font partie de la grande armée canadienne-française. Si nous ne sommes pas plus influents que

nous le sommes, c'est justement parce que nous n'avons jamais compris la puissance du domaine économique.

Dans ce même bulletin du 17 août, l'on cite au tableau d'honneur M. Eugène Cadrin, de Jack Fish Lake, un vrai patriote comme il s'en trouve encore dans nos paroisses. M. Cadrin avait déjà souscrit $500. il y a deux semaines, et il vient de porter sa souscription à $1,000. Bravo ! M. Cadrin. C'est un geste qui mérite d'être signalé.

Également au tableau d'honneur, les Sœurs de la Présentation qui dirigent des maisons d'enseignement à Prince-Albert, Duck Lake, Marcelin, Debden et Spiritwood. Ces religieuses, qui avaient déjà souscrit $500., viennent à leur tour d'ajouter un autre $500. Merci, mes Sœurs. C'est une générosité bien chrétienne.

C'est la sixième communauté de femmes à verser $1,000. Les Sœurs des hôpitaux de Gravelbourg et de Saskatoon ont souscrit $500. et ce n'est peut-être pas terminé. En effet ces deux communautés portaient presque immédiatement leur souscription à $1,000., geste qui devait être imité par les religieuses de l'Hôpital de Régina.

Jack Fish Lake au tableau d'honneur

Grâce au splendide travail de son dévoué curé, M. l'abbé J.-A. Coursol, admirablement secondé par M. Bru, chef de région, et par tout un groupe d'auxiliaires énergiques, la paroisse de Jack Fish atteint tout près de 150% de son objectif. Chaleureuses félicitations aux paroissiens de Jack Fish et vivent leur curé et le chef de région.

St-Front

C'est M. l'abbé A. Marchildon qui était en charge de cette région. Il s'acquitta de sa tâche avec tant de dévouement et fut si bien secondé par M. le curé de St-Front que cette belle paroisse canadienne-française atteignit 150% de son objectif. Vive St-Front !

Vol. 27, nos 9-10, mai-juin 1973

Ailleurs

Le petit groupe de Tisdale — quelques familles à peine — souscrivait $1,500. sur un objectif de $750.

Dans la région de Veillardville, où l'on est loin des écoles et des paroisses françaises, les quelques familles qui s'y trouvent s'inscrivirent pour $1,400.

Assiniboia

Une autre paroisse au tableau d'honneur. On demandait $3,00., M. le Curé A. Vachon nous en fit parvenir $5,000. et il reste encore 8 ou 10 cartes en suspens. Bravo ! M. le Curé, chaleureuses félicitations à vos paroissiens.

Willow-Bunch

C'est la première des grosses paroisses du diocèse de Gravelbourg à dépasser son objectif. Celui-ci était de $15,000 ; la souscription atteint à date $16,400. et il reste encore quelques souscriptions à venir, Bravo ! Willow-Bunch.

Montmartre

Nous voulions $6,000. On arrive à près de $8,000. et la souscription doit reprendre dans quelques jours. Vive Montmartre !

À Storthoaks on va atteindre l'objectif. À Bellegarde, à Wauchope, à Cantal on l'a largement dépassé. Redvers s'organise et nous en attendons de bonnes nouvelles sous peu.

À Delmas on a atteint l'objectif, mais on se prépare à faire mieux.

Le 24 août, on annonce que la petite paroisse française des Sts-Martyrs à Saskatoon, a dépassé son objectif par plus de $1,000., grâce au bon travail du R. P. Mercure, O.M.I., de Maurice Denis du comité central et des auxiliaires.

Monseigneur P. Pocock, évêque de Saskatoon a souscrit $250.

« À Prince-Albert, l'objectif est dépassé. S. Exc. Mgr R. Duprat a souscrit $500. Les Sœurs de la Présentation se sont « montrées d'une admirable générosité. M. le Dr Gaudet, l'avo-

« cat J. Crépeau, Mme Prince et M. O. Demers, propriétaire « de l'hôtel Empress, ont souscrit $500. chacun et nous les « en félicitons chaleureusement.

« Le comité local a fait un excellent travail et nous tenons à « remercier et à féliciter M. l'avocat Crépeau, M. Norbert « Jutras, M. Baribeau et plusieurs autres qui, aidés par MM. « les abbés Bérubé et Blanchard et par le R. P. W. Piédalue, « O.M.I., ont dirigé les activités du comité.

« À North Battleford, l'objectif avait été réduit à la demande « de quelques Canadiens français qui doutaient du succès. Les « Franco-Canadiens de North Battleford ont voulu montrer « qu'ils étaient aussi généreux et aussi patriotes que partout « ailleurs et ils vont atteindre et peut-être dépasser les prévi- « sions les plus optimistes.

« Le R. P. Michaud, O.M.I., curé de la paroisse, et son « vicaire, le R. P. Lassonde, sont en grande partie responsa- « bles du succès. Ils ont été puissamment aidés par M. le Dr « M. Demay, assistant surintendant à l'hôpital et président du « comité de Radio-Prairies-Nord, ainsi que par un bon groupe « d'auxiliaires parmi lesquels nous tenons à citer M. et Mme « J. Bellavance, MM. R. Marcotte, L. Duhaime, A. Parent et « J. Breton.

« Le Dr M. Demay a tenu à donner l'exemple en s'inscrivant « pour $500.

« À Régina, la souscription a dû être interrompue, mais elle « sera reprise sous peu. S. Exc. Mgr M. C. O'Neill s'est inscrit « pour $500. L'un de nos plus ardents patriotes, M. Girardin, « a donné un splendide exemple en versant $500. À Régina, « comme ailleurs, l'objectif sera atteint. »

Enfin au début de septembre le comité de la campagne faisait paraître le communiqué suivant :

PERCEPTION EN FAVEUR DE LA RADIO EN SASKATCHEWAN

« On nous demande d'un peu partout des détails sur les résul- « tats obtenus dans chaque paroisse au cours de la récente « campagne de souscription.

« Nous croyons donc intéresser les lecteurs en publiant le
« montant des objectifs, les totaux, ainsi que les pourcentages.
« La liste est basée sur l'ordre des pourcentages obtenus.
« Voici les résultats de la souscription dans les diocèses de
« Prince-Albert et de Saskatoon, au 30 août 1951 :

Paroisses	Objectif	Souscrit	%
Vonda	$ 3,000.	$ 8,790.	293
St-Denis	3,000.	8,010.	267
Hudson Bay-Veillardville	750.	1,385.	184
Tisdale	1,000.	1,775.	177
Prud'homme	3,500.	5,475.	156
Victoire	3,500.	5,110.	146
Bonne Madone-Reynaud	1,500.	2,100.	140
Zenon Park	9,000.	12,451.	138
Jack Fish	3,750.	5,200.	138
Arborfield	3,000.	4,115.	137
Rosetown	1,750.	2,371.	135
Cut Knife	1,000.	1,345.	134
Saskatoon	5,000.	6,642.	133
Duck Lake	6,000.	7,800.	130
St-Brieux	9,000.	11,200.	124
Cochin	500.	615.	123
Debden	7,000.	8,503.	122
Edam	1,500.	1,818.	121
Midnight Lake-Fairholm	1,000.	1,213.	121
Viscount	750.	943.	120
Nipawin-Carrot River	750.	900.	120
St-Isidore de Bellevue	5,500.	6,540.	119
Titanic Carlton	2,000.	2,301.	115
St-Front	4,000.	4,585.	114
Big River	500.	570.	114
Prince-Albert	5,000.	5,512.	110
Domremy	5,500.	5,850.	106
Léoville	3,500.	3,694.	105
Delmas	5,000.	5,037.	100
St-Hippolyte-Vawn	3,750.	3,785.	100
Blaine Lake	750.	750.	100
Makwa	1,500.	1,463.	97

Paroisses	Objectif	Souscrit	%
St-Louis	3,000.	2,890.	96
Périgord – Nobleville	2,000.	1,902.	95
Fishing Lake	1,000.	955.	94
Battleford Nord	4,000.	3,440.	86
Batoche – St-Laurent	1,000.	849.	85
Albertville	4,000.	3,305.	82
Marcelin	4,000.	3,276.	81
Peterson	500.	390.	78
Butte St-Pierre	2,500.	1,907.	76
Hoey	2,000.	1,350.	67
Battleford	900.	602.	67
Meadow Lake	3,500.	2,201.	63
Aldina-Leask	1,000.	595.	59
Cabana	500.	293.	58
White Star	700.	350.	50
Pré Ste-Marie	500.	245.	49
Spiritwood	2,000.	960.	48
Laventure	2,500.	728.	29

La lutte fut vive entre Vonda et St-Denis. Ce sont deux paroisses voisines, presque jumelles, qui ont toujours, et sur toutes les questions, donné de magnifiques exemples de patriotisme.

Suivent les résultats de la souscription dans les diocèses de Régina et de Gravelbourg, au 30 août 1951 :

Paroisses	Objectif	Souscrit	%
Sedley	$ 3,500.	$13,310.	380
Ferland	3,500.	9,640.	275
Assiniboia	3,000.	5,598.	186
Billimun	750.	1,400.	186
Meyronne	3,0000.	5,035.	167
Bellegarde	5,000.	7,654.	153
Courval	2,000.	2,940.	147
Forget	2,000.	2,931.	146
Swift Current	1,000.	1,400.	140
Montmartre	6,000.	8,165.	136
Lebret – Qu'Appelle	2,500.	3,337.	133

Paroisses	Objectif	Souscrit	%
Wolseley	1,500.	1,968.	131
Radville	3,500.	4,416.	126
Mutrie	1,000.	1,232.	123
Laflèche	6,000.	7,261.	121
Wauchope	2,000.	2,435.	121
Willow-Bunch	15,000.	16,648.	111
St-Victor	4,000.	4,427.	110
Mission St-Hubert	2,500.	2,758.25	110
Ste-Marthe	500.	541.	108
Cantal	2,500.	2,627.	105
Frenchville	2,000.	2,099.	104
Lisieux	4,000.	4,195.	104
Masefield	700.	700.	100
Verwood	750.	760.	100
Divers	800.	805.	100
Souris Valley	1,500.	1,490.	100
Storthoaks	3,000.	2,995.25	100
Val-Marie	4,000.	3,867.	97
Gravelbourg	27,500.	26,902.	97
Coderre	4,5000.	3,655.	81
Dumas-Kennedy	1,50.	1,015.	67
Régina	5,000.	3,315.	66
Ponteix	16,000.	9,308.	58
Moose Jaw	500.	281.	56
Dollard	4,000.	2,182.	54
Glentworth	3,000.	1,630.	54
Lac Pelletier – Vanguard	4,500.	1,712.	38
Divers	500.	160.	32

« Cette liste est basée sur les chiffres audités au 30 août.
« Nous savons que, dans plusieurs paroisses, les comités de « souscription ont en leur possession des sommes apprécia- « bles qui nous serons remises plus tard.

« Si la récolte avait été battue dans des conditions normales, « il est très peu de paroisses qui seraient demeurées en-dessous « de leur objectif. Malgré les conditions défavorables que tous « connaissent nous sommes convaincus que, d'ici la fin de

« novembre, nos auxiliaires tiendront à terminer leur travail « dans chaque paroisse.

« Comme nous l'avons déjà dit, cette campagne de souscrip- « tion est un plébiscite en faveur de la langue française et de « nos traditions. Ceux qui ne souscrivent pas votent contre « leur langue, contre leur race, contre toute leur histoire. Ceux « qui ne souscrivent que des montants insignifiants donnent « la mesure de leur affection envers des causes nationales pour « lesquelles d'autres ont lutté et, dans certains pays, ont versé « leur sang.

« Ici, nous ne demandons que quelques sacrifices financiers « pour permettre de construire et de faire vivre nos postes de « radio. Ces postes ne sont pas la chose d'un groupe ou de « quelques individus, c'est la propriété de tout le groupe « canadien-français, et tout le monde doit faire sa part en « leur faveur.

« Une autre liste des paroisses sera publiée vers le 30 décem- « bre. Nous espérons que, d'ici cette date, toutes auront atteint « leur objectif. D'autres paroisses qui l'ont déjà atteint tien- « dront à faire mieux encore. Nous n'avons pas l'intention de « recommencer une autre souscription plus tard. Il faut donc « que celle-ci soit assez généreuse pour satisfaire aux besoins « de nos postes.

« Ceux qui se sont déjà dévoués corps et âme, cet été, en « faveur de la souscription, sont prêts à continuer. Comme à « la guerre, ce sont toujours les mêmes qui se font tuer.

« Le R. P. J. Méthé, O.M.I., malgré ses nombreuses occupa- « tions, nous fait savoir qu'il compte visiter, d'ici la fin du « mois, les paroisses qui lui ont été confiées afin de compléter « la souscription en voyant les gens qui étaient absents cet été « ou avaient remis leur souscription à cet automne.

« M. l'abbé Dugas est tout surpris qu'on ait pensé à lui écrire.

« Je me suis chargé d'une région, nous dit-il, et je terminerai « mon travail que je considère comme un apostolat. »

« M. l'abbé Marchildon regrette que les conditions de la mois- « son soient si désastreuses. Il espère que la température

« s'améliorera et, dès que les circonstances le permettront, il se « remettra en campagne.

« Le R. P. W. Piédalue, O.M.I., et le R. P. H. Lacerte, « O.M.I., feront comme de coutume leur large part et con- « sacreront leurs loisirs, s'ils en ont, au service de la sous- « cription.

« M. l'abbé R. Bérubé, M. l'abbé Ducharme, malgré les occu- « pations de leur ministère, n'ont pas oublié la souscription « et se mettront à l'œuvre dès qu'ils le jugeront utile. »

Je désire remercier de nouveau tous ces dévoués prédicateurs devenus les missionnaires d'un patriotisme éclairé. Je veux ajouter à cette liste les noms du R. P. Gagnon, supérieur du collège de Gravelbourg, de MM. les abbés Mondor et Blanchard du diocèse de Prince-Albert et de M. Maurice Denis qui est venu de Montréal pour me prêter main forte. Tous ont fait du splendide travail et sont responsables d'une bonne part du succès.

D'autres listes furent publiées en novembre et décembre. J'y remarque une souscription de $150. des Caisses Populaires du Nouveau-Brunswick. Cette solidarité des minorités françaises de l'Ouest et de l'Est est véritablement touchante et nous devons remercier M. Martin Légère pour cette idée délicate en même temps que constructive. Je relève en même temps une souscription de $100. qui fut remise par le R. P. Paré, dans le temps Provincial des Dominicains.

Au 31 décembre, le comité diocésain donnait les résultats officiels suivants :

	Total des souscriptions	**Total des perceptions**
Diocèse de Gravelbourg	$112,939.50	$ 49,239.00
Diocèse de Régina	61,370.99	40.788.99
Dons spéciaux	535.00	535.00
Diocèse de Prince-Albert	134,422.38	55,717.77
Diocèse de Saskatoon	34,811.50	19,072.50
Divers	245.00	245.00
Total des souscriptions :	$344,324.37	$165,598.26

Cette souscription improvisée avait donc atteint près de $350,000., soit une moyenne de $70. par tête de population. Un résultat similaire dans Québec, à proportion de population, représenterait 350 millions. Ces chiffres donnent une idée de la générosité dont ont fait preuve les Franco-Canadiens de la Saskatchewan pour obtenir leurs postes de radio de Saskatoon et de Gravelbourg. Il faut tenir compte qu'une souscription précédente faite en 1945, avait déjà donné $50,000, Quand dans Québec, j'entends des gens s'apitoyer sur le sort des minorités et prédire leur disparition prochaine, je me dis que si dans Québec on avait fait autant de sacrifices qu'en ont fait les minorités, dans l'Ouest, si on avait lutté avec autant d'ardeur, notre santé nationale serait infiniment meilleure qu'elle ne l'est dans la vieille province.

Dans le même communiqué officiel, l'on publie le budget total des dépenses. Celui-ci s'élève à environ $20,000., soit à peine 6%. Il faut tenir compte de la superficie de la province et des frais de voyages que cette étendue représente.

Le total payé comptant fut de $165,596.25. Le reliquat était payable, $56,840. en 1951, $86,220. en 1952. et $35,665. en 1953. Il faut prévoir un pourcentage de pertes d'autant plus que l'automne 1951 fut désastreux pour les récoltes. La température fut pluvieuse, impossible de battre le grain. En outre, les chutes de neige furent hâtives. Une bonne partie du grain dut passer l'hiver dehors sous la neige, ce qui je crois ne s'était jamais vu auparavant. Le Nord de la province fut spécialement affecté. La perception des sommes promises et des billets signés s'en ressentit fortement.

Cependant, malgré cet accident, la souscription avait atteint son but. Elle nous avait montré que nous pouvions compter sur la plupart de nos gens. Jeunes comme vieux avaient répondu à l'appel avec enthousiasme. Lorsqu'au début de la campagne on nous disait qu'il faudrait se rendre à $200,000., cent mille dollars par poste, je crois bien qu'il n'en est pas un de nous qui pensait réellement que nous atteindrions ce montant. Et cependant, malgré la mauvaise température et la perte partielle des récoltes, nous l'avons largement dépassé.

Cette souscription a enfin permis à nos compatriotes de la Saskatchewan de commencer la construction de leurs postes. Dès la fin du mois d'août, bien avant la fin de la souscription, le matériel nécessaire était acheté, les transmetteurs étaient rendus sur les lieux, les plans étaient en préparation et on annonçait officiellement qu'avant la fin de l'hiver, ou tout au moins de bonne heure au printemps, on entendrait les programmes français à Radio-Gravelbourg et à Radio-Saskatoon.

C'est certainement ma dernière souscription ; mais j'en suis fier. J'ai l'impression d'avoir contribué à bâtir quelque chose qui va rester dans l'histoire. Et je suis fier de ce groupe franco-canadien avec lequel j'ai lutté pendant si longtemps, que j'ai dirigé durant près de 20 ans. Il n'a pas démérité. Il est en grande partie demeuré fidèle aux traditions de sa race, à sa langue maternelle, à la foi de ses pères.

Il est bien des anecdotes que j'aimerais citer parce qu'elles illustrent le caractère de la campagne de souscription. Cependant, je ne voudrais pas trop alourdir ces souvenirs. Je me contenterai d'en citer quelques unes au hasard.

J'avais le matin, donné dans l'église, après la messe, le sermon national qui avait été annoncé par le curé de la paroisse. Les membres du comité de souscription insistèrent pour que j'aille avec eux durant une journée ou deux visiter les fermiers les plus à l'aise et pour montrer aux membres du comité comment procéder pour obtenir des souscriptions raisonnables.

Le premier fermier que nous avons visité fut Albert Lepage de Vonda, jeune homme qui ne dépassait guère 30 ans, bon fermier mais comme les autres, pas millionnaire. Nous fûmes très bien reçus comme partout ailleurs et lorsque je lui demandai ce qu'il comptait faire pour la souscription, il me dit à peu près ceci : « M. Denis, lorsqu'il fut question de la souscription, il y a déjà plusieurs semaines, nous en avions parlé avec ma femme, et nous avions décidé de donner $250. Après votre sermon de ce matin dans l'église, nous avons convenu de doubler notre effort et de verser $500., mais M. Denis, je me souviens qu'il y a une vingtaine d'années,

vous visitiez nos écoles et c'était pour nous un grand événement quand on nous disait M. Denis sera ici cet après-midi. Déjà dans ce temps là, vous vous occupiez de nous sans salaire ni rémunération d'aucune sorte. Aujourd'hui, vous arrivez à 66 ans, habitant Montréal vous n'entendrez jamais nos postes de radio, et cependant vous vous imposez un travail immense, non pour vous, mais pour nous et nos enfants. Après cet exemple, je trouve que mon $500. n'est pas suffisant et j'ai l'intention de me rendre à $1,000. » Je vous avoue que j'hésitai à accepter ce qui me paraissait être un sacrifice peut-être trop considérable et je lui fis remarquer qu'il ne devait pas bâtir le poste tout seul. Il me répondit qu'il avait acheté une voiture l'année précédente et qu'il l'avait payée. Il était aussi à même de payer $1,000. pour que ses enfants continuent à parler le français qu'il l'était pour s'acheter une automobile l'an passé. Il nous remit donc un chèque de $500. et un billet pour le même montant payable l'année suivante.

L'un de mes neveux qui venait de s'installer sur une ferme nouvellement achetée et sur laquelle il restait encore bien des paiements à faire, nous proposait $300. pendant que l'auxiliaire qui était avec moi insistait pour en obtenir $500. Je trouvais que le montant n'était pas raisonnable si on tenait compte de la situation financière du jeune homme et pour en arriver à un compromis, je lui proposai de régler le différend entre lui et l'auxiliaire de la campagne en souscrivant pour $400. C'est ce qui fut fait. Et au moment de partir, comme je lui serrais la main, il me dit en riant : « Mon oncle, vous m'avez sauvé $100. parce que j'étais bien déterminé à le donner mon $500. » Il le compléta d'ailleurs avant la fin de la campagne.

Je puis citer l'exemple de M. Dominique Coquet de St-Brieux. Il venait d'arriver du front à peine quelques mois auparavant. Il s'était battu et avait risqué de se faire tuer pendant que d'autres fermiers de sa paroisse vendaient du blé à bon prix et faisaient de l'argent. M. Coquet n'était pas à même de faire un versement aussi élevé que bon nombre de ses voisins pouvaient le faire mais il se mit à ma disposition, à la disposition du comité et jour après jour, il accompagnait

les auxiliaires pour tenter non seulement d'atteindre l'objectif mais de le dépasser. M. Coquet fut l'un des meilleurs ouvriers de nos postes de radio et je crois qu'il fait encore partie du bureau de direction de Radio-Saskatoon.

J'ai déjà cité auparavant l'acte presque d'héroïsme accompli par M. Bertholet de Cantal qui devait entrer à l'hôpital pour une opération assez urgente, et qui, malgré l'avis de son médecin, ne consentit pas à se faire opérer et attendit que l'objectif de sa paroisse fut atteint.

Je vois encore Mme Hamoline de Vonda faisant souscrire ses enfants qui étaient à la maison. Même j'ai à la mémoire les réparties de Mme Hamoline et de sa fille Désirée. Mme Hamoline nous remit les noms des fils qui avaient quitté la maison paternelle et prit la peine de leur téléphoner pour leur demander de faire tout leur possible.

Je pense à Mme François-Xavier Loiselle. Son mari, beaucoup plus âgé qu'elle, s'était contenté de $100. pendant que Mme Loiselle insistait pour qu'il verse $500. Financièrement, il pouvait le faire. Mais lui faisait remarquer à son épouse qu'il était plus vieux qu'elle, que par conséquent il partirait le premier et qu'il ne voulait pas trop l'appauvrir. Et Mme Loiselle de répondre : « Je me priverais de bien des choses s'il le fallait, mais je tiens surtout à notre poste de radio. » Et monsieur Loiselle versa son $500.

C'est encore Mgr Desmarais souscrivant $500. mais me défendant d'en parler à ses paroissiens et ce $500. d'ailleurs, il n'était pas en mesure de le verser immédiatement. Il n'en fit la remise qu'au printemps suivant.

Il se produit bien des incidents. Il paraît que j'ai l'habitude en auto de faire de la vitesse, surtout quand je suis pressé. Là-bas, le maximum permis, même sur les routes passables, était de 50 milles. Je me suis fait arrêter pour conduite dangereuse, vitesse exagérée et il y avait même une troisième accusation dont je ne me souviens plus. Le policier m'amena devant un magistrat de police à mon grand désespoir parce que je devais prononcer une conférence à Gravelbourg le même soir et il me restait encore 150 mille à faire. Je fis un sermon

au policier. Je tentai de lui démontrer qu'à Montréal nos policiers préviennent les étrangers parce que ceux-ci ne connaissent pas les règlements de la circulation de la province, mais jamais ils ne vont adresser une contravention à un touriste qui vient pour nous visiter. Je regrettais qu'on n'agisse pas de la même façon en Saskatchewan. Je voyais mon policier qui réfléchissait et finalement il me laissa partir avec des excuses, en me recommandant d'être un peu plus prudent à l'avenir.

Je l'aimais mon groupe canadien-français de la Saskatchewan. J'ai fait cette campagne avec tout mon cœur et avec toute l'énergie qui me restait. À différentes reprises, je suis arrivé chez-moi, tellement épuisé que je ne parvenais pas à descendre de mon auto pour rentrer à la maison. Il fallait que ma femme, aidée d'une voisine ou d'un visiteur, vienne à mon secours pour me traîner à la maison. Cependant, le lendemain, je recommençais le travail et ainsi de suite jusqu'au succès final.

Ma femme, en voilà une que je devrais remercier à genoux, parce que si j'ai pu faire quelque chose d'utile pour nos œuvres nationales, je dois reporter sur elle une grande part du mérite.

J'ai consacré une bonne partie de ma vie à servir sans salaire les causes nationales qui me tenaient à cœur. Jamais elle ne m'a fait le moindre reproche. En pèlerinage pour Québec, ou en voyage dans les différentes régions de la Saskatchewan, généralement en visite d'écoles. je restais absent deux ou trois semaines sans rentrer à la maison et parfois trois mois lorsqu'il s'agissait de voyages dans l'Est. Il n'y avait pas d'avions dans le temps. Et elle restait seule avec une santé chancelante, seule avec neuf enfants vivants, et des enfants qui comme les autres n'étaient pas toujours raisonnables. C'était une lourde tâche. Parfois les enfants tombaient malades et dans ce temps-là, dans l'Ouest, les médecins étaient rares et les hôpitaux encore davantage. Jamais, elle n'a tenté de me décourager. Jamais, elle n'a formulé une plainte. Si elle l'avait fait, je crois que souvent, je ne serais pas parti. Parce qu'enfin, ce n'était pas une vie normale.

En 1929, nous avons perdu accidentellement l'aînée de nos filles, Raymonde, 18 ans, la petite maman de ses frères et sœurs. Elle s'est noyée pendant que je faisais une conférence le jour de la Saint-Jean-Baptiste, à St-Paul en Alberta. Je n'ai appris sa mort qu'en arrivant à Edmonton où je me rendais assister au Congrès de l'Association d'Éducation de l'Alberta où j'étais délégué de la Saskatchewan.

J'étais à 600 milles de chez-moi. Il n'y avait qu'un train par jour et il me restait ½ heure pour le prendre. J'ai laissé mon auto sur le bord du trottoir dans la rue principale d'Edmonton et je n'ai jamais su qui l'avais rentrée au garage. Je ne suis arrivé chez-moi que quelques heures avant les funérailles. Ma femme avait dû durant plus de 2 jours, supporter toute seule toute l'horreur de cette catastrophe et là, je me suis presque promis d'abandonner les causes nationales, de cesser mes voyages et de me consacrer entièrement à ma famille.

Cependant, quelques mois plus tard, j'avais recommencé les visites des écoles parce qu'on me le demandait. J'avais recommencé les visites des comités paroissiaux parce que c'était nécessaire et un prêtre qui vient de mourir dernièrement, M. l'abbé Beaulac, m'écrivait en 1946 que si le français s'enseignait encore dans les écoles, c'est à moi surtout qu'on le devait. C'était exagéré parce qu'il y en a d'autres qui ont travaillé mais je crois avoir fait tout mon devoir envers notre journal le Patriote, envers nos organisations nationales, envers nos écoles et envers nos postes de radio. Je crois avoir servi ma race, mes compatriotes et l'Église. Mais ceci, je l'ai fait parce que j'avais une épouse admirable qui a accepté sans jamais se plaindre toute sa part d'un lourd fardeau. Je crois devoir l'en remercier, non pas seulement en mon nom personnel mais au nom de tout le groupe franco-canadien de la Saskatchewan en faveur duquel elle s'est si souvent sacrifiée.

Mon rôle national était terminé. Cette souscription fut dans une certaine mesure le couronnement de ma carrière. Il appartenait aux jeunes de continuer le travail que nous, les anciens, avions durant 40 ans tenté de mener à bien. Désormais, je devrais me contenter de regarder passer la caravane et d'applaudir ceux qui continuent les luttes.

Ma femme et moi quittions la Sasktechewan le 2 septembre pour arriver à Montréal le 6 au matin. Je m'étais promis au moins deux semaines de repos, mais dès le lendemain de mon arrivée, j'étais rendu à Rouyn, 400 milles de Montréal, parce que nos agents de La Sauvegarde étaient en congrès sous la direction de mes deux adjoints, MM. A. Bouvier et Raymond Denis junior et je voulais aller les saluer. Voilà six mois que je ne les avais pas vus. Je fus surpris de les voir tous à la gare. Ils m'attendaient les « brigands » pour me parader comme une bête curieuse à travers la ville. Ça fait quand même chaud au cœur.

Quelques semaines plus tard, je subissait l'opération que j'aurais dû subir avant la campagne de souscription de 1951. Je ne m'en tirai pas trop mal.

L'inauguration de Radio-Gravelbourg

C'est jour de fête ce premier juin 1952 à Gravelbourg. C'est l'inauguration du poste de radio française. C'est un rêve de vingt ans devenu réalité. Malheureusement, je n'ai pas pu m'y rendre. J'étais encore à l'hôpital relevant d'une opération subie quelques jours auparavant.

On m'avait demandé une allocution enregistrée par les soins de Radio-Canada. C'était déjà quelque chose, mais ça ne valait pas la présence physique, où l'on serre les mains, où on triomphe, ou on se réjouit avec les autres. Comme j'aurais voulu les entendre ces premières émissions de Radio-Canada. J'ai eu au moins une compensation lorsque dans l'après-midi, M. Dumont Lepage, président de l'A.C.F.C. et gérant du nouveau poste, me parla au téléphone, me disant qu'il était actuellement dans les bureaux de C.F.R.G. Radio Gravelbourg. Quelques amis me parlèrent après lui me disant leur joie mais en même temps les regrets que causait mon absence.

Dans la Liberté et le Patriote du 6 juin, je lis le compte rendu des fêtes. Monseigneur Lemieux, l'évêque de Gravel-

bourg, lui qui avait si largement contribué au succès de la souscription de 1951, était présent et adressa la parole. Voici de brefs passages de son allocution :

« C'est avec des sentiments de fierté et de joie que je m'adresse « à vous ce matin du poste de Radio-Gravelbourg, à l'occasion « de son ouverture officielle. Ces mêmes sentiments, sans doute, « vous étreignent en ce moment où l'un de vos plus chers es- « poirs depuis quinze ans trouve enfin sa réalisation.

« Aujourd'hui, nous avons nos postes de radio, et en rem- « plissant les airs de notre doux parler, ils se présentent à tous « comme des témoins, les témoins de notre présence ici dans « l'Ouest canadien ; les témoins de notre volonté de nous « maintenir comme groupe français dans l'unité de notre belle « patrie ; les témoins aussi de ce que l'union de nos forces peut « réaliser.

« On ne fait pas de sacrifices d'argent comme ceux que vous « venez de faire pour construire et maintenir des postes de « radio sans avoir au cœur un motif puissant d'agir. Ce motif, « c'est votre volonté de conserver votre culture et vos traditions « françaises. D'ailleurs, vous n'en êtes pas à vos premiers sacri- « fices dans ce domaine, puisque le beau visage de vos paroisses « avec leurs écoles, leurs hôpitaux, les œuvres de toutes sortes, « leurs associations françaises, l'éducation française donnée à « vos enfants dans des circonstances, pour plusieurs extrême- « ment pénibles, vous ont déjà coûté beaucoup. Toutes ces « œuvres françaises sont marquées du signe du sacrifice ; elles « signifient que, pour vous, les valeurs spirituelles l'emportent « infiniment sur le bien-être matériel, elles proclament une « fois de plus que les peuples qui meurent sont ceux qui n'ont « pas le courage de rester fidèles à eux-mêmes.

« En soulignant le geste vraiment admirable que vous venez « de faire en souscrivant pour vos postes de radio avec une « générosité qui a dépassé toutes nos espérances, n'était-il pas « bon de se rappeler ce qui a été accompli dans le passé en « faveur de la survivance française ? Nos postes de radio ne « sont qu'une nouvelle preuve de votre ténacité dans la pour- « suite de cet idéal, ténacité qui fait l'admiration même de ceux « qui ne partagent pas nos vues sur cette question. Ces postes

« de radio continuent et complètent ce que vous avez fait dans « le passé. Ils sont de nouveaux témoins pour attester votre « détermination de maintenir et de développer les richesses de « votre héritage français.

« Voilà chers auditeurs, ce que nos postes de radio français « représentent pour nous. Ils seront des témoins et des témoins « vivants, toujours présents, symboles de notre vitalité.

« Je n'ai touché que cet aspect de l'existence de nos postes de « radio parce que leur valeur au point de vue culturel n'échappe « à personne et ce qu'ils représentent pour le progrès de notre « culture et de nos traditions chrétiennes et françaises est chose « évidente.

« Une nouvelle page de notre histoire vient de s'écrire ce matin, « elle est une leçon de confiance et de fierté. Réjouissons-nous « de cette réussite et faisons monter vers Dieu nos chants de « reconnaissance. »

M. De Margerie, secrétaire général de l'A.C.F.C., fit l'historique du travail accompli par l'Association catholique Franco-Canadienne dans les luttes qu'il a fallu livrer pour obtenir nos postes.

« Il y a quelques jours, dit-il, cherchant dans les archives de la « radio de l'A.C.F.C., je tombais sur un télégramme daté du « 1er septembre 1933 nous annonçant le passage à Saskatoon « de M. Thomas Maher, représentant des Canadiens de langue « française à la Commission Canadienne de la Radiodiffusion. « Et j'y lisais l'annotation suivante :

> « R. Denis, abbé Baudoux, A. de Margerie sont partis « en auto le 1er septembre à 5h. du soir par des che- « mins affreux. Il pleuvait. Rendus à 8 milles au sud, « l'auto s'est arrêté. Ils ont dû revenir à Vonda à « 9h P.M. »

« L'annotation ne dit pas comment ils sont revenus. Mais ce « voyage, si l'on peut dire, c'était sans doute l'un des premiers « que les représentants de notre association entreprenaient de « votre part. Ce ne devait pas être le dernier, hélas !

« Quand on s'arrête à considérer que notre petit groupe de « 53,000 de population a souscrit $400,000. à lui tout seul, les « deux cinquièmes d'un million, on ne peut s'empêcher de res-

« sentir de très vifs sentiments d'admiration et d'amour à son
« égard. Il a le coeur à la bonne place, Dieu merci ! et ce n'est
« pas en Saskatchewan que le français est près de disparaître !
« J'ai dit tantôt que les minorités de l'Ouest avaient été assurées
« de l'appui de leurs frères de l'Est. Ce ne fut pas là une vaine
« promesse. Vous n'avez pas oublié la grande campagne de
« souscription que le comité Permanent de la Survivance Fran-
« çaise organisait en 1945 en faveur des postes français de
« l'Ouest. Cette campagne fut couronnée de succès et valut aux
« postes projetés la magnifique somme de $200,000. . Mieux
« encore peut-être, elle affirma une fois de plus, et de façon
« éclatante, à la face du pays tout entier, la solidarité de la
« race française au Canada.

« Au nom de l'A.C.F.C., je veux, en cette solennelle occasion,
« offrir au Comité Permanent de la Survivance Française, et
« par lui, à tous nos frères des vieilles provinces, l'hommage de
« la reconnaissance des 53,000 Franco-Canadiens de la Sas-
« katchewan. »

Le président de Radio-Gravelbourg, un fils de la Saskatchewan le Dr Rosario Morin, annonça que l'édifice qui abritait le poste s'appellerait Édifice Villeneuve en souvenir du Cardinal du même nom qui durant deux ans fut évêque de Gravelbourg.

Le Dr. L.O. Beauchemin de Calgary était venu apporter les meilleurs vœux de Radio-Ouest, c'est-à-dire des postes de radio française groupés sous cette appellation.

Je vois aussi les allocutions du Rév. Père Léo Lafrenière, O.M.I., directeur de la Liberté et du Patriote, du R.P. Gérard Nogue, supérieur du scolasticat de LeBret, de M. C.M. Fines, trésorier provincial dans le gouvernement provincial, de M. I. Studer, député fédéral. Dans l'allocution du trésorier provincial on remarquait surtout deux choses : d'abord sa brièveté, il se méfiait de lui, il ne voulait pas dire grand chose, et ensuite une crainte à demi exprimée que nous nous servions de cette station qui allait émettre des programmes dans une langue qu'il ne connaîtrait pas, pour exploiter le mécontentement que ressentaient nos gens dans le domaine scolaire.

M. Studer, député fédéral élu en partie grâce aux votes catholiques, nous jeta des fleurs à pleines mains. Voici un des passages de son allocution :

« Mesdames et messieurs, Canadiens français de la Saskatche-
«wan et en particulier du sud de la province, souffrez que celui
« qui vous parle et qui n'est pas de votre race, s'incline devant
« vous, chapeau bas. En Saskatchewan, vous avez souscrit
« une somme fantastique pour vos postes de radio, et vous
« n'êtes que très peu. Ah ! On vous reconnaît bien. Je vois
« bien ici les fiers descendants de la race de Dollard, de Maison-
« neuve, de La Vérendrye. Vous êtes de la race de ceux qui
« n'ont jamais eu peur, car vous avez toujours considéré qu'il y
« a des choses plus importantes que la vie elle-même. Et ces
« choses plus importantes que la vie même sont votre foi, votre
« langue et vos traditions.

« Mais, enfin, après bientôt vingt ans de lutte et de travail
« acharné, votre effort est couronné de succès. Je m'en réjouis
« profondément avec vous. Vous l'avez mérité. C'est avec
« beaucoup de bonheur que j'apprenais d'Ottawa, voilà seule-
« ment quelques jours, que vos postes de radio de l'Ouest
« feront bientôt partie du réseau de Radio-Canada. Quel triom-
« phe ! »

Je crois qu'il était à peu près sincère.

M. Omer Héroux, notre ami de toujours, publiait dans le Devoir du 16 juin un éditorial dont nous extrayons les passages suivants :

« On n'a pas suffisamment parlé chez nous de l'inauguration
« du poste radiophonique de Gravelbourg. C'est pourtant l'un
« des événements considérables qui se sont produits dans notre
« vie française. Ce demi-silence s'explique sans doute, pour une
« part, par la distance qui nous sépare de Gravelbourg.

« Au lendemain de l'inauguration du premier des postes fran-
« çais de l'Ouest, Saint-Boniface, un non moindre personnage
« que le cardinal Villeneuve y voyait déjà l'un des faits les
« plus importants de l'histoire canadienne depuis la Confédé-
« ration.

« Que dirait-il aujourd'hui, alors qu'un troisième poste fran-
« çais, que suivra d'ici quelques mois celui de Saskatoon, vient
« de s'ouvrir au cœur même de son ancien diocèse de Gravel-
« bourg ?

« Un programme-souvenir résumait voici quelque semaines
« l'histoire française de cette région, et particulièrement celle
« de la radio. Il ne semble pas que cette pièce, d'un si haut
« intérêt documentaire et qu'illustrent d'abondantes photo-
« graphies, ait été mise dans le commerce.

« Nous profitons de l'occasion pour exprimer le souhait qu'un
« jour ou l'autre on trouve le moyen de publier l'histoire des
« quatre postes français de l'Ouest.

« L'entreprise devrait tenter un éditeur entreprenant.

« Pourquoi, au fait, le Comité permanent de la Survivance
« française n'en ferait-il pas son affaire ?

« Un extrait des discours prononcés à Gravelbourg, le 1er
« juin dernier, où l'on retrouve encore le nom du futur Mgr
« Baudoux et de M. de Margerie. Cette fois, c'est l'actuel
« président de Radio-Ouest française, ancien président de
« l'Association canadienne-française de l'Alberta, M. le Doc-
« teur L.-O. Beauchemin, qui parle.

> « Lorsqu'en août 1941, disait-il, quelques représen-
> « tants des trois provinces de l'Ouest — M. l'abbé
> « A. d'Eschambault et l'honorable Sauveur Marcoux
> « pour le Manitoba, M. A. de Margerie et M. l'abbé
> « Baudoux pour la Saskatchewan, le R.P. Boutin et
> « moi-même pour l'Alberta — se réunissaient chez le
> « curé de Prud'homme, aujourd'hui Son Excellence
> « Mgr Maurice Baudoux, archevêque-coadjuteur de
> « Saint-Boniface, que je veux saluer présentement
> « avec tout le respect et l'admiration que nous lui
> « devons tous comme l'un des grands patriotes des
> « temps présents, et que le Comité de la Survivance
> « française a noblement décoré de la médaille de la
> « Fidélité française, lors de cette réunion, dis-je, nous
> « avions eu la vision de votre poste actuel. Mais, de la
> « vision à l'acte, il y a du chemin à parcourir ; vous,
> « comme nous, chers compatriotes, vous l'avez par-
> « couru, et, au nom de ces premiers visionnaires de
> « Radio-Ouest-Française, dont j'ai l'honneur d'être le
> « président, je vous offre mes félicitations et mes
> « vœux. »

« Les discours prononcés à Gravelbourg le 1er juin ont tous
« un même accent. Tous disent la gratitude des Franco-
« Canadiens de la Saskatchewan envers Dieu d'abord, puis

« envers leurs chefs religieux et laïques, envers tous ceux qui,
« de leur travail, de leur argent, de leur dévouement, ont
« assuré la construction du nouveau poste, comme de celui qui
« surgira d'ici quelque temps dans le voisinage de Saskatoon. (Il
« portera le nom de Radio-Prairies-Nord). Et tous font large
« part à la reconnaissance qu'ils doivent à leurs frères de l'Est,
« et particulièrement au Comité permanent qui a dirigé la
« campagne de souscription dans cette région.

« À travers ces discours s'affirme pareillement le souci de se
« relier au passé et de souligner la parenté foncière de tous
« les groupes français du Canada, de l'Acadie à la Colombie.

« Le nom de M. Raymond Denis est depuis très longtemps,
« comme on l'a vu, depuis 1908 tout au moins, lié aux luttes
« françaises de l'Ouest, particulièrement de la Saskatchewan,
« où, venant de France, il s'est établi très jeune.

« M. Denis avait trop le sens des réalités pour ne pas tout de
« suite reconnaître l'importance du problème de la radio. Aussi
« bien, dès 1931, le voit-on aux côtés du curé de Prud'homme,
« engagé dans cette lutte, qui lui apparaissait comme le néces-
« saire complément de toutes celles auxquelles il s'était jusque-là
« associé. Il ne s'en est jamais depuis désintéressé.

« Les circonstances l'ont, voici quelques années déjà, ramené
« dans la province de Québec, mais son cœur, pour une large
« part, est resté en Saskatchewan.

« Dans cette question de la radio, notamment, il a donné à ses
« anciens compagnons d'armes toute l'aide qui dépendait de
« lui. Aussi bien, quand il s'est agi, l'an passé, d'organiser une
« nouvelle souscription pour la radio française, lui a-t-on de-
« mandé un nouveau coup de main.

« On a fait de lui, tout simplement, l'organisateur général de
« cette campagne. Il s'est jeté dans la mêlée avec une ardeur
« qui rappelait sa jeunesse.

« On l'avait, naturellement, invité à prendre la parole à l'inau-
« guration du poste de Gravelbourg. Mais la Faculté ne lui a
« point permis de faire le voyage de l'Ouest. Il a dû, tout
« au contraire, entrer à l'Hôtel-Dieu de Montréal, où il vient
« de subir, avec des résultats heureux — nous l'annonçons
« avec plaisir — une grave opération.

« Il lui a donc fallu se contenter de faire enregistrer l'allocution
« qu'il aurait dû prononcer là-bas. Et Radio-Gravelbourg a
« porté aux Franco-Canadiens de la Saskatchewan un texte où le
« regret de l'absence forcée se noyait dans une clameur de joie.

> « C'est aujourd'hui, disait le vieux lutteur, jour de
> « triomphe et je n'y suis pas. C'est l'aboutissement
> « logique de vingt-deux années de lutte que j'ai suivies
> « de bien près et je ne participe pas à vos fêtes. Mais
> « je suis heureux quand même, heureux d'une victoire
> « chaudement disputée, heureux parce que je sais
> « que le verbe français résonnera à travers l'espace,
> « par-dessus les clochers de vos églises, heureux parce
> « que je sais que notre radio française pénétrera dans
> « vos familles, ira réchauffer le cœur des tout petits
> « qui, dès leur plus jeune âge, entendront des prières
> « en français, des chansons en français, heureux parce
> « que je sais que la radio française contribuera dans
> « une large mesure à la refrancisation de nos foyers.

« Les petits enfants de la Saskatchewan n'oublieront pas leur
« vieil ami.

« La fête du 1er juin a naturellement valu à nos frères de la
« Saskatchewan des témoignages de sympathie de tous les
« milieux. L'espace ne nous permet aujourd'hui de n'en citer
« qu'un : celui de Son Excellence le Délégué Apostolique.

« Mgr Antoniutti a commenté les initiales qui constituent le
« nom du nouveau poste, CFRG.

> « Au moment où vous inaugurez le nouveau poste
> « français de Gravelbourg, il m'est agréable de sou-
> « haiter que votre Radio soit un solide rempart contre
> « les erreurs pour protéger vos CROYANCES reli-
> « gieuses ; qu'elle FAÇONNE la jeunesse dans la
> « fidélité à l'héritage catholique et français de vos
> « ancêtres ; qu'elle puisse faire RAYONNER les
> « bienfaisantes leçons de la vérité et de la charité
> « chrétienne ; et qu'elle GARDE parmi vous les
> « meilleures traditions familiales des pionniers. »

« C'est un fécond mot d'ordre. »

Mes mémoires

Enfin en novembre 1952, le poste français de Radio-Saskatoon était inauguré à son tour. C'était, pour le temps présent du moins, le dernier maillon de cette chaine de postes français que depuis 20 ans nous demandions avec tant d'insistance. La bataille avait été rude et longue mais nous avions enfin le droit de chanter victoire.

Il était dit cependant, qu'après avoir tant travaillé et durant si longtemps, je ne serais présent à aucune des inaugurations de nos postes. Saskatoon cependant, c'est chez-moi, mon diocèse, à peine à 30 milles de St-Denis et Vonda où j'ai passé trente années de ma vie. Assez mal remis de mon opération du printemps, il n'aurait pas été très prudent pour moi de m'aventurer dans l'Ouest où on aurait certainement voulu me faire parler. Pour dire toute la vérité, j'aime bien me battre pour des causes qui me tiennent à cœur, mais les célébrations ne m'intéressent que médiocrement.

Le clou de l'inauguration fut sans contredit le magnifique sermon que prononça Mgr Léo Blais, évêque de Prince-Albert, durant la messe pontificale qui fut célébrée par Mgr F. J. Klein, évêque de Saskatoon. Ce sermon fut reproduit in extenso dans la Liberté et le Patriote du 5 décembre 1952. Nous tenons à en citer les passages suivants:

« Excellences révérendissimes,

« Mes chers frères,

« La cérémonie à laquelle nous participons présente, il nous
« semble, un enseignement extrêmement fort. Pour inaugurer
« officiellement un poste de radio, les directeurs mêmes de
« ce poste ont monté un programme religieux: messe ponti-
« ficale, sermon de circonstance par un évêque, présence au
« choeur de 7 évêques et d'un clergé nombreux, bénédiction
« du poste par un autre évêque.

« Avec un tel programme, pour peu qu'on y réfléchisse, ne
« faut-il pas constater, ne faut-il pas comprendre que l'ou-
« verture officielle de CFNS est bien plus qu'une manifesta-
« tion de patriotisme, c'est un grand événement religieux au
« Canada français.

« Des années durant, évêques, prêtres et laiques catholiques,
« avec initiative, courage et persévérance, ont surmonté tous
« les obstacles; des milliers de Canadiens français se sont im-
« posé de réels sacrifices, ont souscrit de leur argent, plus de
« $150,000. dans les seuls diocèses de Saskatoon et de Prince-
« Albert.

Nous grouper pour répandre la vérité

« C'est d'abord parce que nous sommes catholiques, c'est en
« tant que catholiques que nous devons nous grouper, nous
« organiser dans différentes sociétés, précisément pour pou-
« voir mieux répandre la vérité, mieux accomplir le bien.

« Or, de tous les moyens que nous pouvons prendre pour
« faire du bien, répandre la vérité, exercer de l'influence, il
« n'y en a peut-être pas qui soit plus puissant et plus effica-
« ce que la radio. Par la radio, on peut atteindre des milliers
« de personnes, avoir des auditeurs à pleine journée. Par la
« radio, on pénètre partout, dans l'enceinte sacrée des foyers,
« dans l'intimité des familles, sur le milieu de travail, dans les
« lieux d'amusements, durant les repas, auprès des malades,
« auprès de tous. Des multitudes qui ne prennent pas le temps
« de lire sont cependant passionnées pour écouter la radio
« à cœur de jour. Par la radio, on peut continuer, accentuer
« et multiplier l'enseignement des parents, des instituteurs et
« des prédicateurs, comme on peut contredire, renverser et
« détruire tous les efforts de l'Église, de la famille et de
« l'école.

La puissance de la radio

« Et cette puissance de la radio, le groupe ethnique, le groupe
« français des provinces de l'Ouest l'a comprise et a décidé
« de l'exploiter. Et c'est tout simplement prodigieux: un

« groupe minoritaire, moins de 7% de la population des
« trois provinces, avoir assez d'initiative, de talent et de per-
« sévérance pour ériger, non pas un poste, mais 4 postes de
« radio. Voilà qui devrait déclencher l'admiration de tout le
« Canada, même des Canadiens qui ne sont pas de langue
« française. Et je me demande si dans le monde entier on
« pourrait trouver une minorité à la fois aussi faible et aussi
« forte, aussi peu favorisée par les lois et les circonstances et
« cependant si unie et si bien organisée. Et cette minorité, ce
« groupe ethnique est ,en grande majorité, catholique.

Le but ultime

« Faites l'histoire de cette grande réalisation, la radio fran-
« çaise dans l'Ouest, et vous y verrez, comme promoteurs de
« l'idée, comme organisateurs et comme souscripteurs, des
« archevêques, des évêques, des prêtres, des religieux et des
« catholiques ardents et convaincus.

« Mais en regardant CFNS, je dois constater que c'est non
« seulement un poste de radio, mais un poste de radio fran-
« çaise. Les catholiques qui ont contribué à cette œuvre ex-
« traordinaire l'ont fait en tant que Canadiens français. C'est
« la minorité française qui veut survivre et grandir, en tant
« que groupe ethnique français. C'est même cet aspect, ce
« point de vue patriotique, qui caractérise CFNS.

« Comment expliquer que c'est la religion catholique elle-mê-
« me qui doit pousser les catholiques français à garder leur
« langue, leur mentalité, les encourager à répandre le verbe
« français et les habitudes françaises ?

Un droit naturel et une vertu

« Parce que c'est un droit naturel et une vertu.

« Procédons par comparaisons, pour expliquer le sens de cette
« expression: un droit naturel.

« Être attaché à son père et à sa mère, ça fait partie de la
« nature humaine. On a ça dans l'esprit, dans le cœur, dans

« le sang. Et ceux qui n'ont plus d'attaches pour leurs père
« et mère sont dénaturés.

Notre héritage national

« Et que dire de l'héritage national que nos ancêtres nous
« ont laissé?

« C'est toute l'histoire de son origine avec Jacques Cartier
« qui plante une croix, avec ses chefs si chrétiens, Champlain,
« Maisonneuve, avec ses femmes si fortes: Marie de l'Incarna-
« tion, Jeanne Mance, Marguerite Bourgeoys, avec ses saints
« évêques et missionnaires, Mgr de Laval, les Martys Cana-
« diens.

« Notre héritage national, il est fait de la lutte séculaire des
« 60,000 Français de 1760 pour garder leurs prêtres, leurs
« églises et leurs écoles, il est fait de la lutte dans l'Ontario
« et dans l'Ouest depuis 1867 — pour pouvoir enseigner du
« catéchisme dans les écoles, avoir une institutrice catholique
« à la tête de l'école, pour parler la langue qu'on a apprise
« sur les genoux de sa mère. Notre héritage national, il est
« fait de toute l'histoire de l'Ouest avec les Provencher, les
« Taché et les Langevin.

« Oui! Oui! mes frères, la religion catholique, la religion du
« Christ nous demande de garder tout cela, de répandre tout
« cela.

« Et quand on met les choses dans leur cadre, en pleine vie,
« quand on saisit que c'est ça le patriotisme et le nationalis-
« me on comprend facilement l'enseignement de saint Tho-
« mas, ce grand Docteur de l'Église: le patriotisme, c'est une
« vertu! quelque chose de religieux qui doit être pratiqué,
« que l'Église nous encourage à pratiquer.

« Et le vaillant délégué du pape s'était sûrement penché sur
« le passé et sur l'âme des Canadiens français, pour leur dire
« cette parole profonde comme la vie et l'histoire des Cana-
« diens français, large comme l'esprit du Christ, une parole
« que tout Canadien français devrait savoir par cœur: « Vous

« avez une double mission: :la mission de garder intact votre
« héritage religieux et national; la mission de répandre cet
« héritage. J'ajouterai que c'est votre droit de garder votre
« héritage et votre devoir de le répandre. »

Les mouvements d'Action catholique et le patriotisme

« Et c'est précisément parce que je vois le patriotisme et le
« nationalisme à la lumière de ma foi, c'est parce que ma re-
« ligion, mon christianisme embrasse, englobe toute la vie,
« même mes attaches à ma race, que je regretterai toujours
« que les mouvements d'Action catholique qui ont existé de-
« puis 20 ans aient refusé de s'occuper de patriotisme, aient
« prétendu que le patriotisme n'était pas de leur domaine. Ou
« bien, on n'a pas saisi que l'A.C. devait tout christianiser,
« même le patriotisme, ou bien, on ne s'est pas donné la
« peine de comprendre son patriotisme.

« D'autre part, je crains beaucoup un patriotisme, un natio-
« nalisme que la charité du Christ n'inspire pas, ne contrôle
« pas. Je déplore avec grande tristesse que des groupes de
« jeunes puissent croire que le nationalisme soit l'idéal le plus
« élevé, l'idéal le plus fort qui soit.

« Mes frères, mettons toujours le patriotisme à sa place, c'est-
« à-dire à l'intérieur de notre foi, et il n'en sera que plus juste
« et plus efficace. »

Monseigneur Blais après avoir insisté sur la mission catholique du nouveau poste, lui trace tout un programme d'action sur la ligne de conduite à suivre dans l'apostolat religieux, l'apostolat rural, la formation de l'imagination de l'enfant, sans oublier les nouvelles et les programmes récréatifs. Intéresser les auditeurs sans jamais perdre de vue que l'on s'adresse à des Canadiens-Français et à des Catholiques et que par la radio il faut s'efforcer de les rendre plus canadiens-français et plus catholiques encore.

Monseigneur termine en faisant l'éloge de Mgr Baudoux et de tous les chefs qui ont si durement lutté.

« Nous devons de la reconnaissance aux Associations d'Édu-
« cation du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta!

« Car la radio française dans l'Ouest est un fruit très riche
« que ces groupements ont préparé depuis 35 ans.

« Reconnaissance aux chefs de la minorité canadienne-fran-
« çaise, reconnaissance aux institutrices canadiennes-françaises
« des trois provinces qui ont fourni des millions d'heures de
« dévouement pour que leurs compatriotes puissent apprendre
« leur religion et leur langue.

« Reconnaissance aussi au pionnier de la radio française
« dans l'Ouest! Et je précise: :CFNS est le quatrième poste
« des Canadiens français. Il aurait bien pu être le premier à
« surgir. Et celui qui aurait mérité de bénir un premier
« poste français dans le voisinage de sa paroisse natale et de
« son église, celui qui bénira le 4e poste, est maintenant ar-
« chevêque-coadjuteur de la ville où fut inauguré le premier
« poste français. Et le réseau qui relie les postes français
« est un beau symbole du réseau d'influence qu'a tressé l'an-
« cien curé de Prud'homme, l'ancien évêque de St-Paul, l'ar-
chevêque coadjuteur actuel de St-Boniface.»

Le comte Serge de Fleury, consul de France à Winnipeg, apporta le salut et les félicitations de la France.

M. D. Lepage, président de l'A.C.F.C., l'un des chefs les plus écoutés et les plus respectés du groupe franco-canadien de la Saskatchewan, fit ensuite l'historique des postes, et signala le rôle de ceux qui par leurs luttes, ont préparé le triomphe d'aujourd'hui.

« Je ne puis pas passer sous silence les noms de mes prédé-
« cesseurs à la présidence de l'A.C.F.C., de ceux qui l'ont
« dirigée si vaillamment et à des heures bien sombres. Tout
« d'abord, M. Raymond Denis, ce vaillant lutteur de la toute
« première heure. C'est lui qui fut à la proue de notre petit
« navire d'alors, qui l'a guidé parmi les écueils plantés ex-
« près dans le but de le faire chavirer, par les ennemis jurés
« de la religion et de la race. Lors de notre grande campagne

« de souscription en faveur de notre radio, M. Denis n'a pas
« hésité un instant et s'est jeté dans la mêlée avec l'ardeur
« qu'on lui connaît. Le beau succès de la souscription dans
« l'Est du pays, sous le patronage du Conseil de la vie fran-
« çaise en Amérique, revient en majeure partie au zèle de ce
« grand patriote.

« À la seule mention du nom de S. Exc. Mgr Maurice Bau-
« doux, toutes les têtes franco-canadiennes de la Saskatche-
« wan s'inclinent. Qui pourrait dire ce que nous devons à cet
« homme de Dieu, si ce n'est le sang français qui coule au-
« jourd'hui dans nos veines? Sans l'extraordinaire personnalité
« de l'ancien curé de Prud'homme, sans son dévouement infa-
« tigable, sans sa foi patriotique indomptable, nous ne serions
« pas réunis pour fêter l'avènement de la radio française et la
« victoire de notre petite minorité.

« Et les noms encore de M. le Dr Laurent Roy, médecin
« pionnier de cette province, médecin réputé de Régina, et de
« M. Louis Demay de St-Brieux, tous deux de solides com-
« battants de la première heure. « Notre souvenir se porte
« également sur le premier secrétaire de l'A.C.F.C., le com-
« mandant Maurier. Aujourd'hui, pour tout le travail que
« fait encore notre association, nous sommes redevables au
« chef de son secrétariat, M. Antonio de Margerie. Le nom-
« bre des sacrifices que s'est imposés M. de Margerie ne se
« mesure plus avec le nombre des années. Il a bien mérité
« de la patrie !

« La radio française en Saskatchewan a été privilégiée. Le
« poste CFRG a d'abord reçu la visite de S. Exc. le très hono-
« rable Vincent Massey, gouverneur général du Canada, qui
« n'a pas tari d'éloges envers nos postes. Et comme suite aux
« recommandations de cet éminent Canadien alors qu'il était
« président de la Commission Massey, nos postes CFRG et
« CFNS portent sur leurs ondes la voix française de l'État.
« M. le Dr Adrien Pouliot, doyen des sciences à Laval, gou-
« verneur de Radio Canada, grand ami des minorités, n'a
« pas compté ses efforts dans ce domaine et nous a secondés
« jusqu'au bout.

« Je remercie sincèrement Radio-Prairies-Nord d'avoir invité
« l'A.C.F.C. à prendre part à cette fête. Comme organisation
« de premier plan, comme mère de tous les mouvements de
« survivance en notre province, il était dans l'ordre qu'elle eût
« la place de choix au programme. Notre exécutif en est pro-
« fondément honoré. »

Il n'était que juste que M. Adrien Pouliot, gouverneur de Radio-Canada, qui s'est dévoué corps et âme pour l'obtention de nos postes, fut là. Il a prononcé un magistral discours qui fut reproduit in extenso par les journaux. Nous en reproduisons ici de larges extraits:

« Notre distingué président, A. D. Dunton, aurait aimé être
« présent lui-même à cette cérémonie. Vous auriez pu l'en-
« tendre vous exprimer dans un français exquis tous les es-
« poirs que fonde la radio nationale sur votre précieuse col-
« laboration. Toutefois, comme ses importantes fonctions le
« retiennent absolument contre son gré à Ottawa, il m'a prié
« de le représenter personnellement en vous offrant ses re-
« grets les plus vifs et en vous assurant de sa plus cordiale
« sympathie. À cet effet, afin de donner plus d'ampleur à la
« délégation de Radio-Canada, il a demandé à M. Marcel
« Ouimet, directeur du réseau français, et à M.J.R. Finlay,
« de Winnipeg, qui est un peu notre directeur des relations ex-
« térieures dans l'Ouest, de venir, eux aussi, faire partie de la
« délégation de Radio-Canada. C'est en partie grâce au ma-
« gnifique rapport de M. Ouimet que le réseau français a
« été étendu à l'Ouest du Canada. Vous connaissez tous M.
« Finlay et je tiens à vous dire que vous pouvez entièrement
« vous fier à ses directives, basées sur une vaste expérience.
« Vous les entendrez tous deux vous dire quelques mots tout
« à l'heure.

Raymond DENIS

(à suivre)

Mes mémoires

« Le Conseil de la Vie Française en Amérique (l'ancien Co-
« mité de la Survivance française) avait choisi pour le repré-
« senter un grand Canadien, lutteur infatigable, patriote con-
« vaincu, et l'un des principaux artisans de l'établissement
« des postes français dans l'Ouest. Vous savez déjà qu'il
« s'agit de M. Raymond Denis. Malheureusement son état de
« santé le retient à Montréal et il a eu alors le geste très déli-
« cat de demander que je sois délégué à sa place pour repré-
« senter le Conseil de la Vie française. Je vous apporte donc,
« en même temps que les meilleurs souhaits de M. Denis, le
« témoignage d'estime et d'amitié de cette organisation dont
« le prestige grandit de jour en jour.

« N'oubliez jamais, je vous en prie, ce que vous devez à cette
« sorte d'état-major des forces canadiennes-françaises dans no-
« tre pays. La grande souscription organisée en votre faveur
« dans la province de Québec et qui a rapporté au delà de
« deux cent mille dollars n'est qu'un incident; ce qui compte
« surtout, c'est la philosophie du patriotisme qu'il a dévelop-
« pée, grâce à laquelle chaque Canadien français considère
« désormais comme son affaire personnelle chaque problème
« qui se pose, chaque question qui se soulève, chaque injus-
« tice qui est faite à tel des nôtres, chaque service que l'on
« peut rendre à tel autre dans un coin quelconque du Canada.
« Or, ce Conseil me prie aujourd'hui de vous transmettre ce
« message: « Continuez à aller de l'avant, frères de langue
« française de l'Ouest du Canada ! Nous avons été avec vous,
« nous sommes avec vous et soyez assurés que nous resterons
« toujours avec vous ».

« En plus de représenter Radio-Canada et le Conseil de la
« Vie Française en Amérique, il est une troisième raison —
« que je considère de beaucoup la plus importante ! — pour
« laquelle je suis ici en ce moment, c'est que Radio-Ouest

« française elle-même a officiellement insisté pour que je sois
« présent. Je crois que je n'ai jamais été ému qu'en rece-
« vant cette lettre de M. Antonio de Margerie où il m'écri-
« vait tout simplement : « Venez à tout prix — Nous vous at-
« tendons. Il faut que vous soyez avec nous à l'ouverture du
« poste de Saskatoon. » Devant un tel appel se sont instan-
« tanément aplanies les montagnes d'objections qui devaient
« normalement me retenir à Québec et j'ai immédiatement
« répondu : « Entendu, j'y serai ». Et me voilà !
« Aussi permettez-moi, dans ces dernières paroles, de dé-
« pouiller tout caractère officiel et de laisser simplement
« parler mon cœur.
« C'est il y a treize ans que, pour la première fois, je passais
« ici même, à Saskatoon. Je venais d'être nommé gouver-
« neur de Radio-Canada et le jeune mais bouillant curé de
« Prud'homme d'alors, M. l'abbé Baudoux, me dominant au-
« tant de sa taille que de ses arguments, avait entrepris de
« dissiper mon ignorance québécoise et de m'initier aux pro-
« blèmes de la radio dans l'Ouest. Alors, durant environ deux
« jours et trois nuits, dans une auto qui vibrait autant que
« son propriétaire quoique dans un ordre différent, nous
« avons parcouru tout le nord de la province. Au fur et à
« mesure que l'abbé Baudoux parlait, mon cerveau s'ouvrait
« et je finissais par comprendre. Lorsque nous nous sommes
« laissés, il parlait toujours, mais, cette fois, j'étais absolu-
« ment convaincu. Je n'ai pas besoin de vous dire que je le
« suis resté ! »

M. Pouliot termina son allocution par ces mots: « Valeu-
« reux frères de l'Ouest, c'est la province de Québec, c'est
« le Canada tout entier qui vous félicitent, vous approuvent
« et vous admirent. »

M. Burton, député de Humboldt et membre du gouver-
nement provincial, s'excusa de ne pouvoir parler en français.
« Quand il y a cinquante ans, je fréquentais l'école, la popu-
« lation était si clairsemée, les écoles si loin que l'éducation
« fut forcément négligée. J'espère bien qu'avec la facilité des
« communications actuelles, la jeunesse se fera un devoir d'ap-
« prendre à parler les deux langues officielles du pays. »

Ça fait bien longtemps que nous entendons cette chanson. M. Burton apporta au poste les meilleurs voeux de succès du premier ministre, M. Douglas.

Mgr Klein, le nouvel évêque de Saskatoon, parla en français. M. A. De Margerie, dans une allocution fort remarquée, dit tous les espoirs que le groupe canadien-français plaçait dans ses postes de radio qui étaient devenus absolument nécessaires.

Le docteur L. O. Beauchemin de Calgary président de Radio Ouest, fit prévoir que les luttes n'étaient pas finies et il avait raison. Il fallait maintenir, pouvoir faire vivre ces postes.

Le maire de Saskatoon, M. J. S. Mills, dit que ce poste était un actif non seulement pour la ville de Saskatoon, mais encore pour toute la région. Il devra permettre une meilleure entente entre les races.

Le docteur Maurice Demay, un représentant de la jeune génération, mais fils de l'un des chefs de notre groupe, est le président du poste français Radio-Saskatoon. Il parla dans l'avant-midi et eut la tâche pas toujours facile de présenter et de remercier les orateurs Il s'en acquitta avec tout le brio qu'on lui connaît.

C'est Mgr Baudoux, archevêque de St-Boniface, qui comme il convenait, fut chargé du mot de la fin. Il parla sans texte mais avec tout son cœur. Il dit toute sa reconnaissance envers Dieu qu'il avait prié si souvent et avec tant d'ardeur. Il taquina doucement, mais spirituellement ceux qui avaient douté. Les aveugles, les sourds, les boiteux, les malades qui ne pouvaient pas croire à la folie d'un réseau français dans l'Ouest et maintenant, ils sont tous dans cette foule qui hurle sa joie. Les aveugles voient, les sourds entendent, les boiteux marchent droit, les malades sont guéris. Devant ce miracle de la radio française devenue réalité, ils ont cru.

Monseigneur taquina délicieusement notre ami M. Pouliot qui au début ne croyait pas lui non plus. Il railla l'an-

cien président de l'Université de Saskatoon qui lui disait: « Vous ne trouverez pas $5,000. pour construire vos postes en Saskatchewan». On a trouvé $300,000..

Il remercia enfin M. Walker Tucker, ancien député fédéral de Rosthern, Saskatchewan, qui, après de longues discussions, comprit notre point de vue et ne craignit pas de nous appuyer ouvertement. Parmi tous les députés, il fut le seul à soulever cette question au Parlement et à accompagner notre délégation devant le bureau des gouverneurs. Mgr conclut en disant: « Nous pouvons aspirer à vivre pleinement notre vie de chrétiens et de canadiens-français, non plus comme des citoyens de deuxième zone, mais comme des égaux. Nous avons un rôle à jouer que la Providence n'a confié à nul autre groupe sur terre. Par un travail constant et persévérant, la main dans la main, nous saurons avec l'aide de Dieu, accomplir notre œuvre.

Ce fut, j'en suis sûr, une belle, une magnifique journée. Parmi les personnalités religieuses qui assistèrent à cette fête je remarque les noms de Mgr M. Baudoux, archevêque de St-Boniface, Mgr C. O. Neil, archevêque de Régina, Mgr Lemieux, évêque de Gravelbourg, Mgr Léo Blais, évêque de Prince-Albert, Mgr F. J. Klein, évêque de Saskatoon, Mgr L.-P. Lussier, évêque de St-Paul, Alberta, Mgr A. Roborecky, exarque ukrainien. La présence de tous ces évêques démontre bien quelle était au point de vue chrétien autant qu'au point de vue français l'importance de cette journée qui marquait l'épisode finale de vingt années de luttes qui au début paraissaient sans espoir.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que seuls les évêques étaient là. Si je ne cite pas les noms des personnalités laiques, c'est qu'elles étaient trop nombreuses et j'en oublierais sûrement. J'ai déjà dit que le gouvernement CCF de la province et la ville de Saskatoon étaient officiellement représentés. Radio Canada avait, en dehors de M. Pouliot, gouverneur, délégué deux autres de ses représentants, M. Marcel Ouimet et M. Finlay. Les chefs de tous nos groupements étaient là. Ce fut durant toute cette journée de réjouissance, comme ça

l'a été depuis la création des provinces de l'Ouest, l'union sacrée entre l'Église et la Patrie.

La question financière

Le Dr Beauchemin, à l'inauguration du poste de Saskatoon, avait dit qu'il y avait encore bien des luttes à livrer. Nous le savions en Saskatchewan depuis longtemps. Nous avions construit quand même, espérant que la Divine Providence saurait en temps opportun nous inspirer les solutions qui s'imposaient. Elle ne nous a pas abandonnés.

Au Manitoba il y a, à Winnipeg même et à St-Boniface qui se trouve dans la banlieue de Winnipeg, une population de langue française s'élevant à plusieurs milliers de familles. C'est une forte clientèle pour le commerce local. Il y a au nord des paroisses françaises qui dans le temps se trouvaient dans le comté de l'Hon. M. Meighen, Portage la Prairie ; au sud, il y a de nombreuses paroisses s'étendant tout le long de la Rivière Rouge. À l'ouest, se trouve un autre fort groupement franco-canadien autour des montagnes de Pembina. La plus grande partie du groupe franco-canadien se trouve à proximité de St-Boniface. Ceci explique qu'un seul poste de radio français suffit à atteindre la presque totalité de la population canadienne-française. Ce poste constitue un excellent médium d'annonce pour les maisons d'affaires de Winnipeg. Ce n'est plus pour le commerce étranger une question de sentiment, mais une question purement d'affaires. Les commanditaires annoncent à Radio St-Boniface parce que ça les paie.

La même chose existe en Alberta bien qu'à un niveau peut-être moins favorable. Mais à Edmonton seulement, on compte au-dessus de 10,000 canadiens français. Tout près, sont situées les grosses paroisses de Morinville, Légal, Beaumont, St-Albert. À 100 milles à l'est, se trouve le diocèse de St-Paul avec une forte population francophone. Les hommes d'affaires de race étrangère annoncent dans Radio-Edmonton parce que le poste atteint une très forte clientèle canadienne-française.

Mais en Saskatchewan, la population canadienne-française est dispersée sur un territoire si étendu que pour l'atteindre il a fallu construire deux postes. Doubles dépenses non seulement pour la construction mais aussi pour l'administration. De plus nos paroisses, nulle part, ne sont centrées autour d'une ville. Autour de Saskatoon et dans Saskatoon même, il n'est pas mille familles franco-canadiennes.

À ce point de vue, la ville de Prince-Albert aurait été préférable. Albertville, Debden, Victoire, Spirit, Wood, Laventure, Léoville, St-Louis, Domrémy, Hoey, Bellevue, Duck Lake, Marcelin représentent quand même une clientèle intéressante qui fait généralement affaire à Prince-Albert, du moins dans les grandes occasions. Il aurait été relativement facile d'y trouver des commanditaires désireux d'atteindre cette clientèle. Au début, le comité Radio-Saskatchewan avait demandé un permis non pas pour Saskatoon, mais pour Prince-Albert qui était bien plus central au point de vue de nos paroisses canadiennes-françaises.

Mais les ingénieurs, après de longues études, affirmèrent que pour des raisons qu'ils énumérèrent longuement, Prince-Albert n'était pas à conseiller. Il paraît qu'à cause de la mauvaise conductivité du sol, un poste construit à Prince-Albert n'atteindrait aucune des paroisses plus au sud, dont Vonda, St-Denis, Prud'homme, Biggar, etc. Or, il nous fallait un poste pouvant atteindre toutes nos paroisses des deux diocèses de Saskatoon et de Prince-Albert. Il fallut donc abandonner Prince-Albert, mais ce ne fut pas de gaieté de cœur. Prince-Albert fut durant 20 ans le siège de notre journal le Patriote de l'Ouest et de toutes nos associations nationales. C'était un peu la capitale française du nord de la province et nous devions l'abandonner pour Saskatoon, ville anglaise, avec un évêché non canadien-français.

Les hommes d'affaires de Saskatoon allaient-ils donner de l'annonce à notre poste alors que celui-ci n'atteignait qu'une clientèle très peu considérable, tributaire de Saskatoon. Des déficits, des déficits très considérables étaient à prévoir. Qui les paierait?

À Gravelbourg, la situation n'était pas beaucoup meilleure. Gravelbourg est sans conteste la capitale française du sud. La ville compte un évêché, un collège classique, un pensionnat pour jeune fille, une très grande école, un hôpital, mais enfin la population canadienne-française ne dépasse pas 1500 âmes. Dans un rayon de soixante milles quelques paroisses en majorité canadiennes-françaises: Willow-Bunch, Pontaix, St-Victor, Lisieux, Laflèche, Ferland, Mayronne, Courval, Coderre, Lac Pelletier, Val Marie, Frenchville. Mais on n'y trouve que le commerce local et en général ce n'est pas là qu'on trouve des commanditaires.

La grande ville du sud, Régina, est à 140 milles. Il y a aussi Moose Jaw à 90 milles mais il n'est à peu près pas de paroisses françaises dans un rayon de 75 milles. Les commanditaires dont la presque totalité sont de race étrangère ne viendront pas nous donner de l'annonce pour le seul plaisir de nous rendre service. Nos vendeurs pourront-ils leur prouver qu'il y va de leur intérêt. S'ils y réussissent, je suis bien prêt à lever mon chapeau devant eux. Il fallait bien se rendre à l'évidence, financièrement les postes de la Saskatchewan n'étaient pas viables. Nous avions accompli un miracle en les construisant, il allait falloir un autre miracle pour les faire vivre.

Mais la Providence ne nous a jamais abandonnés. C'est pourquoi, je ne suis pas trop inquiet sur l'avenir des minorités. Elle a toujours suscité les hommes nécessaires au moment où nous en avions besoin.

Je crois sincèrement que pour arriver à construire les postes de radio-française dans l'Ouest, il a fallu presque en même temps un Mgr Baudoux dans l'Ouest, un M. A. Pouliot dans le bureau des gouverneurs et un Raymond Denis moitié de Montréal, moitié de la Saskatchewan. Pour trouver une solution à nos problèmes financiers, la Providence allait susciter Dumont Lepage, l'un de nos élèves dans les luttes nationales, président de l'A.C.F.C. depuis plusieurs années. Il ne fut pas seul. Il y eut là aussi un travail d'équipe comme il y eut un travail d'équipe pour l'obtention des permis de

radio et pour la construction des postes. Pour être juste, je devrais citer le beau travail et la coopération du Dr Beauchemin de l'Alberta et de M. l'abbé Deschambault du Manitoba et de Mgr Gosselin du comité Permanent de la Survivance française.

La Providence plaça aussi parmi les hauts dignitaires de Radio-Canada, trois hommes de mérite auxquels nous devons beaucoup: M. Alphonse Ouimet qui était à l'époque gérant général, Marcel Ouimet et le colonel Landry. Le colonel Landry était le petit-fils du sénateur Landry qui fut dans les temps difficiles du règlement 17, président de l'Association d'Éducation de l'Ontario. Marcel Ouimet appartenait à une famille ontarienne qui avait participé aux luttes scolaires. Tous les trois étaient de vrais canadiens-français. Mails ils ne pouvaient pas faire tout ce qu'ils voulaient. Par dessus eux, il y avait le président, les gouverneurs et tout le reste. Eux aussi d'ailleurs étaient convaincus que nos postes n'étaient pas viables. Nous aider, c'était jeter de l'argent à l'eau, année après année.

Dumont Lepage qui était aussi gérant du poste de Gravelbourg en fit des voyages à Ottawa et à Montréal. Les bilans furent étudiés jusque dans les plus petits détails. Impossible de couper sur les dépenses, celles-ci étaient réduites à l'extrême limite du possible. Il y eut des solutions proposées. M. Marcel Ouimet fut même chargé d'aller dans l'Ouest faire une enquête. Il nous revint avec une solution qu'il savait fort bien être insuffisante, cependant, c'était prétendait-il, la seule que l'on avait la chance de faire accepter par le bureau des gouverneurs.

Mais Dumont Lepage, avec son air bon enfant, et sa franchise désarmante, avait gagné non seulement la confiance entière des hauts dignitaires de Radio-Canada, mais aussi leur plus complète sympathie. Il était l'homme de la situation. Il proposa de faire à Radio-Canada une dernière proposition. Lui remettre les postes purement et simplement à condition que ces postes soient intégrés dans le réseau français de Radio Canada et que la société prenne l'engagement de les y maintenir afin d'assurer un service satisfaisant de programmes français à la population franco-canadienne.

C'est vous à Radio-Canada qui avez la responsabilité de donner un service radiophonique satisfaisant à travers tout le pays, aux deux groupes ethniques qui se sont associés pour fonder le Canada et dont les deux langues sont officielles. C'est si vrai que dans Québec, alors qu'il existe des régions où la minorité de langue anglaise ne forme pas 2% de la population, cette minorité a ses programmes anglais et ses postes anglais et ce n'est pas elle qui les a bâtis.

Nous sommes les seuls dans tout le Canada qui, pour avoir du français à la radio, avons dû dépenser des centaines de milliers de dollars de notre argent. Nos postes n'ont rien coûté à l'État. Vous construirez d'autres postes pour donner des programmes français radiophoniques aux minorités francophones de l'Acadie ou de l'Ontario, mais c'est vous Radio-Canada qui construirez ces postes et les ferez vivre. Ce que nous avons fait nous dans l'Ouest ne s'est jamais fait et ne se fera jamais plus. Eh bien, ces centaines de milliers de dollars que nous avons dépensés, nous vous en faisons cadeaux. Nos postes, nous vous les donnons. Tout ce que nous vous demandons, c'est de nous donner des garanties qu'ils feront partie du réseau français.

L'on nous répondit que ce serait pire encore parce que le coût d'opération en serait trop élevé. Radio-Canada devrait payer des salaires bien plus élevés que ceux qui étaient payés par nos postes. Je me souviens particulièrement d'une réunion qui fut tenue à Montréal par le bureau des gouverneurs. Il n'y avait pas de mauvaise volonté, mais nous n'avions que deux gouverneurs de langue française et la majorité des autres ne parvenait pas à admettre l'égalité des deux langues. C'était une question de nombre et nous ne formions que 7% de la population. On nous fit encore des propositions. Tous les programmes de Radio-Canada étaient à notre disposition. Mais toutes ces propositions étaient insuffisantes. Elles auraient eu l'effet d'un cataplasme sur une jambe de bois.

Et Dumont Lepage renchaînait: « Nous faisons votre travail. Si nous disparaissons, si nous fermons nos postes,

vous vous trouverez dans l'obligation de fournir des programmes français à notre population. Elle y est habituée, elle ne s'en passera plus. Ou alors, ce sera la tempête et vous le savez. Une tempête qui envahira le domaine politique et ceci vous le savez aussi. Est-ce ce que vous voulez? J'en serais bien surpris, et ce dont nous sommes bien sûrs, c'est que le gouvernement ne le veut pas non plus. Il a la paix sur cette question et il voudrait bien la garder.

« Somme toute, ce que nous vous demandons est bien normal. Nous voulons que Radio-Canada devienne commanditaire de nos postes et nous achète tant d'heures par jour, durant lesquelles nous passerons les programmes français de Radio-Canada. Tout le monde sera content. Nos postes boucleront leurs budgets, notre population aura ses programmes français et ça coûtera à Radio-Canada bien meilleur marché que s'il devait construire des postes et les maintenir en activité. » Une fois de plus nos suggestions furent rejetées.

Quelques mois plus tard, une autre réunion du bureau des gouverneurs avait lieu à Ottawa cette fois-ci. Dumont Lepage devait s'y rendre et il fut décidé qu'ensemble nous irions saluer le gérant général M. Alphonse Ouimet et présenter nos hommages à Son Excellence Mgr Lemieux.

Nous fûmes, comme de coutume, très bien reçus par M. Ouimet. Il fut encore question des méthodes à proposer pour permettre à nos postes d'équilibrer leur budget et je ne sais trop lequel de nous proposa de suggérer à Mgr Lemieux d'intervenir auprès de l'Hon. Louis St-Laurent et M. Ouimet de dire: «Oh! M. St-Laurent ne s'occupe pas de ces détails là, d'autant plus que Radio-Canada est une institution absolument indépendante. Mais qui sait, les prières d'un archevêque doivent être bien puissantes. »

Et le soir même, nous mettions Son Excellence au courant de toute la situation. Bon Monseigneur Lemieux, comme nous étions à l'aise avec lui et comme nous l'aimions. Nos visites à l'archevêché étaient une fête pour nous. Mgr Lemieux ancien évêque de Gravelbourg, réalisait pleinement toute l'importance de nos postes aussi bien au point de vue catholique qu'au point de vue français. Nous pouvions compter sur lui dans la mesure où il pourrait agir, mais nous savions aussi qu'avec sa prudence coutumière, il ne nous ferait pas de confidences.

M. St-Laurent arrivait d'un voyage très fatigant dans l'Extrême-Orient. D'autant plus fatigant qu'il aurait au cours de ce voyage prononcé une phrase que l'opposition lui reprochait violemment. Il fallait le laisser se reposer. Cependant Monseigneur verrait. Il pourrait peut-être lui téléphoner. D'ailleurs, il y avait d'autres personnalités qui jouissaient aussi d'une certaine influence.

Enfin, nous repartîmes de l'évêché, convaincus que Mgr Lemieux ferait tout ce qui dépendait de lui, mais nous ne savions pas quoi.

Le lendemain, nous devions avoir une nouvelle entrevue avec M. Ouimet à 11h. a.m. Dès le début de l'entretien, il nous dit qu'il avait travaillé une partie de la nuit à rédiger une proposition qu'il voulait soumettre au bureau des gouverneurs durant la présente session. Comme cette proposition nous concernait, il voulait nous la lire pour savoir si nous étions bien d'accord. Il serait inutile de faire perdre du temps aux gouverneurs si cette proposition ne nous paraissait pas acceptable.

Et au fur et à mesure que M. Ouimet lisait, nous nous regardions M. Lepage et moi, nous demandant si nous étions bien éveillés ou si nous dormions.

M. Ouimet proposait ce que nous avions toujours demandé. C'était le salut de nos postes. C'était l'avenir assuré. Nous ne pouvions pas arriver à le croire. La joie nous inondait. Cependant, M. Ouimet nous fit remarquer que ce n'était qu'une proposition. Il n'était pas certain qu'elle serait acceptée par la majorité des gouverneurs. Il l'avait lue à M. Dunton, le président de Radio-Canada qui n'avait fait aucun commentaire. Nous remerciâmes avec effusion M. Ouimet. Je n'avais plus rien à faire à Ottawa et il fut convenu que M. Lepage qui, lui, restait dans la capitale me téléphonerait à Montréal dès qu'il aurait des nouvelles.

Ce fut notre bon ami M. A. Pouliot qui me les apporta. Il arriva chez moi dans l'après-midi, accompagné du colonel Landry, tellement heureux, tellement joyeux, tellement exubérant, que je ne parvenais pas à comprendre ce qu'il voulait me dire. Tout ce que j'arrivais à saisir, c'est: Nous les avons, nous les avons. Ce fut le colonel Landry qui me dit que les suggestions faites aux gouverneurs par M. Ouimet avaient été acceptées à l'unanimité. Je finissais par ne plus y compter. N'ayant pas reçu d'appel téléphonique d'Ottawa, je croyais que tout était tombé à l'eau. J'étais à mon tour si heureux que je crois même avoir embrassé M. Pouliot, lui, qui nous avait tant aidé. Ce que je sais bien, c'est que nous avons célébré cette nouvelle et brillante victoire, célébré raisonnablement, mais célébré quand même. M. Pouliot, en partant, s'est emparé de la première paire de couvre-chaussures qui lui est tombée sous la main. C'était les miens, comme je chausse du dix et lui du sept, je lui demandai plus tard comment il avait réussi à les garder dans ses pieds jusqu'à l'hôtel. Mais je ne les ai pas gardés longtemps dit-il, je les ai perdus. Je m'en suis aperçu le lendemain matin quand j'ai voulu me rendre au bureau. Impossible d'entrer dans les couvre-chaussures qui me restaient.

Je tiens à rendre hommage à M. Alphonse Ouimet, maintenant président de Radio-Canada, à M. Marcel Ouimet et au colonel Landry. Nous avons eu affaire à des degrés divers à tous les trois durant nos longues difficultés avec Radio-Canada. Toujours, ils nous ont aidés dans la mesure qui leur était permise par leur fonction.

Les prières et peut-être les démarches de Monseigneur Lemieux ont dû aider au règlement final, mais M. Alphonse Ouimet a fait sa large part. Je crois pouvoir me faire l'interprète de tout notre groupe de la Saskatchewan, et même l'interprète des groupes des trois provinces des prairies en les remerciant du fond du cœur pour l'aide qu'ils nous ont donnée.

Radio-Canada est certainement l'organisme d'État qui applique le plus largement dans son fonctionnement le principe de l'égalité des deux langues, des deux races. C'est pourquoi j'ai regretté si vivement les attaques systématiques dirigées contre Radio-Canada, contre M. Ouimet lui-même, il y a quelques années par certains députés conservateurs de langue française. Quand nous avons de bons hommes, Seigneur, aidons les donc, au lieu de tenter de les démolir au nom de la sacro-sainte politique.

Les luttes autour de la Radio française semblaient enfin heureusement terminées. Nos postes étaient acceptés. Personnes ne les attaquait. Ils faisaient partie de la vie courante. Ils étaient écoutés non seulement pas nos familles mais encore par certaines familles de langue étrangère. Cependant à Gravelbourg il restait encore du travail à faire. La puissance du poste n'était que de 250 watts. Il n'était pas capté par la partie sud-est de la province. Un bon nombre de paroisses ne bénéficiaient pas de nos programmes français. C'est une erreur qui avait été commise dans le temps. Il fallait la réparer.

Aussi en 1955, à Gravelbourg, durant le congrès des associations nationales de la Saskatchewan, le Dr Rosario Morin, président de Radio Gravelbourg, annonça que la question était à l'étude et qu'une solution était proposée. S'adressant aux délégués du S.E. de la province, il leur dit: « Nous nous devons de vous donner à vous tous comme aux autres familles franco-canadiennes de la province, les bienfaits de la Radio française. Vous y avez droit et vous l'aurez. Nous avons opté pour un projet qui va coûter $50,000. La fréquence qui nous est proposée est recommandée par Radio-Canada. À la fin du mois, nous demanderons aux gouverneurs de Radio-Canada le permis nécessaire pour donner à notre poste le pouvoir désiré. De 250 watts, la puissance du poste fut portée à 5000. Cette fois-ci nos postes couvraient toute la province. M. Dumont Lepage, comme de coutume, fut l'un des animateurs du projet puissamment aidé par l'évêque de Gravelbourg, Mgr A. Decosse, un fils du Manitoba, par le président de Radio Gravelbourg et par un bon nombre d'auxiliaires.

Bon succès et longue vie à nos postes de radio.

Dernière étape

Ayant prévenu mes amis de la Saskatchewan que mon état de santé plutôt inquiétant ne me permettait pas d'assister à l'inauguration du poste de Saskatoon, ceux-ci me demandèrent de faire enregistrer par Radio-Canada un texte qui serait reproduit le jour de l'inauguration. Ils me suggéraient de refaire l'historique de nos luttes scolaires, luttes qui préparèrent et rendirent possible la radio française. Je reproduis ici la conclusion de mes remarques.

Nos écoles

« Le comité du programme m'avait suggéré de faire, dans un « article de 1,200 mots, l'historique de la question scolaire « en Saskatchewan, depuis ses débuts jusqu'en 1935. Or, j'ai « déjà employé plus des 1,200 mots auxquels je suis autorisé « et je n'ai même pas abordé le sujet. C'est que malgré l'im- « portance de l'école j'ai trouvé bien difficile de ne pas parler « de nos postes de radio à la veille de l'inauguration de « CFNS, alors que j'ai participé d'une façon si active à « toutes les luttes qui ont précédé son existence, à toutes les « campagnes qui ont été menées en sa faveur. Le comité « voudra bien me le pardonner. Si j'en ai l'occasion, je ferai « cet historique un jour, mais il me faudra y consacrer bien « plus de 1,200 mots.

Voici cependant des dates qu'il faut retenir :

« 1910 — Premier congrès général franco-canadien à Vonda.
« 1910 — Création à Duck Lake du Patriote de l'Ouest.
« 1912 — Premier congrès de l'A.C.F.C. à Duck Lake.
« 1913 — Baptême de l'Association et adoption de sa constitution à Régina.
« 1927 — Création de l'Association Interprovinciale avec sa devise « Veillons sur nos écoles ».
« 1918 — Scandaleux congrès de la Saskatchewan School Trustees' Association à Saskatoon.
« 1919 — Création de l'Association des Commissaires d'Écoles franco-canadiens.
« 1919 — Premier congrès conjoint de l'A.C.F.C. et de l'A.C.E.F.C. à Régina.

« 1918 — Amendement aux lois scolaires, suppression du cours primaire français. Violent débat à la législature. Campagne de fanatisme à travers la province.
« 1919 à 1925 — Campagne intense de recrutement d'un personnel enseignant bilingue. Échange de diplômes avec Québec.
« 1925 — Premier concours de français.
« 1925-26-27-28 — Voyages annuels de la Survivance dans l'Est.
« 1929 — Campagne de fanatisme à travers la province. Élection du gouvernement Anderson.
« 1930 — Premier congrès conjoint de l'Association des Commissaires d'Écoles de langue française avec la Catholic School Trustees Association à Saskatoon.
« 1930 et 1931 — Amendement odieux et vexatoire à la loi des écoles.
« 1932 — Deuxième congrès à Régina.
« 1934 — Défaite du gouvernement Anderson.

« En dehors de ces dates qui toutes rappellent des étapes « importantes dans notre vie nationale, il y eut bien des es- « carmouches qu'il serait probablement intéressant d'évoquer. « Chaque date mentionnée me rappelle des noms de bons « lutteurs dont beaucoup sont morts et peut-être oubliés. « Il me ferait bien plaisir de rappeler leur souvenir. D'autres « vivent encore et on les retrouve parmi les meilleurs apôtres « de la pensée française. Ils ont certainement accordé leur « concours à nos postes de radio.

« Une race qui peut compter sur de pareils dévouements ne « peut pas mourir. Quant à moi, je travaille maintenant dans « un autre champ d'action, mais mon souvenir est encore « avec vous et de loin je vous crie: « BRAVO FRANCO- « CANADIENS DE LA SASKATCHEWAN. CONTINUEZ « PAR VOS FILS ET VOS FILLES À DEMEURER FIDÈ- « LES À LA LANGUE ET À LA FOI DE VOS ANCÊ- « TRES. »

comprenons, certes, et fort bien, cette urgence, en raison du grand risque de francisation des anglophones du Québec.

Ce serait, sans aucun doute, un drame national.

En ce qui nous concerne, nous avons toutefois un peu l'impression (peut-être à tort) d'être le « Terre-Neuve » de l'Ouest, c'est-à-dire un groupe francophone trop peu important pour qu'il se mérite la mansuétude de la télévision française de Radio-Canada, et du C.R.T.C.

Certes, nous savons que nous l'aurons un jour, la télévision française de Radio-Canada en Saskatchewan. Demain matin, selon les prévisions ! Après-demain ? sûrement.

Mais après-demain il sera peut-être trop tard ! . . .

Si le Canada était attaqué demain matin par les forces arnées de la Principauté du LIECHTENSTEIN, ou par celles de la République d'Islande (pure hypothèse), qui compte tout de même 195,000 habitants, il trouverait immédiatement les millions de dollars qui seraient nécessaires à assurer sa défense. Ce serait une situation d'urgence.

Mais pour garantir l'Unité Nationale du Canada, en assurant la préservation des droits culturels de la minorité de langue officielle du Canada en Saskatchewan, ceci est évidemment impossible pour le moment . . .

L'extinction éventuelle du français en Saskatchewan serait aussi, n'en doutons pas, une situation d'urgence, et une menace directe à l'Unité Nationale du Canada. Cela vaut la peine, à mon avis, que les autorités fédérales s'en préoccupent, d'urgence.

Nous savons par ailleurs qu'avant de pouvoir espérer profiter de la télévision française en Saskatchewan, il faudra d'abord que les locaux nécessaires soient construits à Régina.

Connaissant la lenteur de l'Administration, nous sommes assurés que les promesses officielles, à ce sujet, ne se réaliseront pas demain matin.

Et ceci nous rend très pessimistes . . .

René ROTTIERS

Mes mémoires

Il ne me restait plus qu'à me tenir tranquille. J'arrivais à 67 ans. C'était l'âge de la retraite. Je savais d'ailleurs que d'autres plus jeunes continueraient le travail des anciens. Mais il m'était bien difficile de me désintéresser complètement de ce qui se passait là-bas. Aussi en 1955, ce fut avec plaisir que j'assistai au congrès de Gravelbourg à titre d'invité et de délégué du Conseil de Vie Française et de la Société St-Jean Baptiste de Montréal. Je savais que j'allais y retrouver des amis bien chers. Mais hélas, les rangs s'éclaircissent, la mort fait son œuvre, et je rencontrais surtout des jeunes, ceux qui étaient sur les bancs de nos écoles vingt-cinq ans auparavant. Mais la plupart se souviennent des examens de français et de mes visites dans les écoles.

Le climat a changé. Il me semble y avoir moins de fanatisme. Les associations de Commissaires d'écoles, et les associations d'instituteurs de langue anglaise étaient représentées au congrès et lui apportaient les meilleurs voeux de leurs organisations.

L'évêque de Gravelbourg, Mgr Aimé Decosse, suivit régulièrement avec un intérêt évident, les séances du congrès. C'est lui qui fut chargé d'en tirer les conclusions. Il le fit d'une façon magistrale. Monseigneur Decosse est un homme pratique. Il ne se perd pas dans les nuages. Il est né dans l'Ouest, il en connaît les dangers, la mentalité. Il est demeuré profondément canadien-français. Après avoir félicité nos associations et leurs chefs pour le magnifique travail accompli dans le passé, il se tourna vers l'avenir et traça un magnifique programme d'action, basé sur notre détermination et notre volonté de rester ce que nous sommes, catholiques et français.

Les deux visiteurs d'écoles lurent des rapports très intéressants. Dans le nord, diocèses de Prince-Albert et de Sas-

katoon, M. l'abbé A. Marchildon recensa 142 classes dans lesquelles le français s'enseigne; 2975 petits canadiens-français et 150 petits anglophones y apprennent le français de l'A.C.F.C. pendant que 406 petits canadiens ne l'apprennent pas du tout. Il faut ajouter à ce nombre environ 500 petits canadiens-français qui n'apprennent pas le français parce qu'ils habitent dans des centres où il n'existe pas d'écoles françaises. Dans le sud, évêchés de Régina et de Gravelbourg, M. l'abbé R. Ducharme nous dit que sur 2958 élèves de toutes races qui fréquentent nos écoles où la majorité est de langue française, 2121 suivent le cours français de l'A.C.F.C., soit une augmentation de 104 sur l'année précédente. Les deux visiteurs déplorent l'éparpillement de nos gens et leur émigration vers les villes où le français disparaît presque invariablement dès la deuxième génération. C'est là le grand danger.

Un rapport qui produisit une très forte impression fut celui de la Rév. Mère St-Félix de Valois, R.J.M., du couvent de Gravelbourg au sujet du Comité Permanent d'enseignement. Ce fut un vrai bijou. La Rév. Sœur, qui s'occupe spécialement de l'enseignement du français, est canadienne jusque dans le bout des ongles. C'était une acquisition pour la Saskatchewan française et nos chefs auraient bien voulu que sa communauté la maintienne à Gravelbourg aussi longtemps que possible. Merci ma sœur, et bravo. Malheureusement les communautés prennent parfois des décisions que nous, les laics, ne comprenons pas et quand on nous apprit le départ de Rév. Mère St-Félix de Valois, nous avons regretté ce départ. Nous ne l'avons pas compris, ou peut-être l'avons-nous trop bien compris.

Comme de coutume, je fus gâté par les rapports des journaux et le correspondant de la Liberté et du Patriote dit ceci:

« Mais le clou de la soirée fut sans conteste l'allocution de M. Raymond Denis. M. Dumont Lepage, qui présenta ce dernier comme le combattant, le « batailleur de la première heure » saluant en lui le représentant du Conseil

de Vie Française au congrès, qualifia son allocution de « message ». De fait, c'en est un que M. Raymond Denis apporte avec les armes qui lui sont familières: l'émotion, la sincérité, l'amour, l'affection, enfin une chaleur si communicative que, dès la première phrase, la salle est transportée.

Sans vouloir traduire ici l'impression que produit cet homme à l'esprit alerte doublé d'un verbe admirablement clair, nous essaierons de rapporter aussi fidèlement que possible l'essentiel de ses propos.

Ses premiers mots sont ceux du cœur: après s'être adressé aux personnalités et groupes présents dans la salle, il ajoute: « En disant mes amis, je suis sûr de m'adresser à tout le monde » ce qui déchaîne des applaudissements, qui se renouvelleront à tout instant au cours de son allocution.

M. Denis constate que, malgré la mauvaise température et les distances considérables que la plupart des délégués ont eu à parcourir, la plupart des paroisses franco-canadiennes sont représentées. Il voit dans cette unité un gage de succès.

L'A.C.F.C. est toujours l'organisation centrale autour de laquelle tous vous vous groupez. Il est nécessaire qu'il en soit ainsi. Mais votre préoccupation spéciale, votre grand problème, c'est toujours la question scolaire. En 1918, nous avions lancé un mot d'ordre qui trouva un écho dans tous nos foyers « Veillons sur nos écoles. » Cette vigilance autour de l'école est toujours aussi nécessaire.

Je vois un bon nombre de curés de paroisses dans la salle et je m'en réjouis. Cette coopération loyale et complète des laiques et du clergé est nécessaire. Vous êtes, messieurs du clergé, des soldats du Christ, mais vous êtes aussi de par votre naissance des fils de votre race et ceci je suis sûr que vous ne l'oublierez jamais.

Un ancien Évêque de Gravelbourg que tous vous avez connu et aimé, Mgr R. Villeneuve, qui était alors archevêque de Québec et Cardinal, disait en Nouvelle-Angleterre: « J'aime d'un cœur ardent tous ceux qui m'ont été confiés par Dieu, mais personne ne pourra être surpris si j'ai une

place spéciale dans mon cœur pour ceux qui me touchent de près par le sang qui coule dans nos veines, par la race à laquelle nous appartenons, par la langue que nous parlons. Je crois pouvoir donner aux miens tout l'encouragement qu'ils méritent et dont ils ont besoin, sans être injuste envers qui que ce soit. » Prêtres de la Saskatchewan, vous avec lesquels j'ai lutté durant si longtemps, n'oubliez jamais ces paroles du Cardinal Villeneuve.

Après avoir montré que le Français n'était pas pour nous une pure question de sentiment, mais aussi une question d'utilité pratique, M. Denis termina en s'écriant: « J'aurais voulu que toute la province de Québec vous entende et vous voie durant ce congrès de 1955. »

Après que la salle lui eût fait une véritable ovation, M. l'abbé René Bérubé, curé de Mazenod, chargé de remercier l'orateur, le fit avec l'intense émotion qui avait gagné tout l'auditoire, et il conclut: « En Saskatchewan, tous vous connaissent et tous vous aiment. Les plus jeunes ont entendu parler de vous, s'ils ne vous ont pas connu. Vous leur êtes un exemple. Qu'ils prient pour que si le bon Dieu décide de vous arracher à notre affection, qu'Il nous donne un chef en tout semblable à vous. »

Cette soirée, qui marquera certainement dans la mémoire des assistants, se termina par le chant de l'hymne national. »

M. Omer Héroux de son côté, qui suit toujours de très près ce qui se passe dans les groupes minoritaires, publia dans un bloc-note daté du 30 janvier 1956 les remarques suivantes:

Un hommage à M. Raymond Denis

« Vie Française, l'organe officiel du Conseil de la Vie fran-
« çaise en Amérique, nous rapporte dans sa livraison de
« janvier-février, le récit d'un fait particulièrement émou-
« vant.

« Nous nous reprocherions de ne pas le souligner en y ajoutant « quelques détails et commentaires.

« Ceci se passait donc à la fin de la soirée offerte aux visi- « teurs dans le vaste gymnase du collège de Gravelbourg, à « l'issue du congrès que tenaient simultanément l'Association « catholique franco-canadienne et l'Association des com- « missaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan. « C'est dire que dans ces réunions fraternisaient les éléments « dirigeants des groupes français de la province. M. Ray- « mond Denis, qui habite aujourd'hui Montréal, y représen- « tait le Conseil de Vie Française.

« M. Denis est un ancien de la Saskatchewan. Il y a passé « de longues années. Il a été tout ce temps durant l'un des « plus ardents, des plus actifs et des plus éloquents champions « de la cause française. Les circonstances ont pu l'éloigner « du milieu où il s'était si cordialement dévoué pour les siens « et pour leur service. Elles n'ont détaché d'eux ni sa pen- « sée ni son cœur.

« Non seulement il leur a gardé un indéfectible souvenir, « mais, dans toute la mesure du possible, il a continué à les « servir. Grâce à la haute estime, il faudrait dire au respect «qu'entretiennent à son égard les directeurs de l'œuvre écono- «mico-sociale à laquelle il est aujourd'hui associé, qui par- « tagent, du reste, ses sentiments essentiels, il a pu, à des « heures difficiles, où sa présence pouvait être particulière- « ment utile, pousser une pointe vers son ancien champ de « combat et lui consacrer des heures fécondes.

« Il est allé, par exemple, donner à ses vieux compagnons « d'armes et à leurs enfants un solide coup de main dans « leurs campagnes pour la radio. Ce fut pour lui et pour eux « des moments de joie très vive. Il avait laissé chez ses an- « ciens camarades de lutte un vivant souvenir. Il éprouvait à « les saluer ainsi que leurs fils un plaisir particulier. Eux- « mêmes étaient tout fiers de dire aux jeunes: Voici l'homme « dont nous avons si souvent parlé.

« Cela, c'est l'action publique dont beaucoup ont pu garder « un souvenir direct; mais il faut en plus mettre à l'actif de

« Raymond Denis une autre action qui n'a pas atteint le « grand public, mais que connaissent bien les chefs de l'Ouest. « Pour le service de la radio française, par exemple, com- « bien de démarches n'a-t-on pas faites?

« Au fond, faudrait-il peut-être dire, sa vie dans la province « de Québec a probablement été aussi fructueuse pour les « Franco-Canadiens de la Saskatchewan que les années qu'il « passa au milieu d'eux.

« Aussi comprend-on que le souvenir des longs efforts con- « sacrés par ce Français de naissance devenu plus Canadien « français que beaucoup des nôtres ait inspiré à ceux qui « connaissent son œuvre le geste qui devait couronner le con- « grès de Gravelbourg.

Président d'honneur

« Sur la proposition d'un prêtre de la région, M. l'abbé Beau- « lac, les milliers de Franco-Canadiens présents, debout, ac- « clamaient la motion qui faisait du chef si longtemps suivi « le président général honoraire de toutes les associations « nationales de la Saskatchewan.

« C'était, jaillissant de cœurs reconnaissants, l'hommage d'un « groupe entier qui saluait en lui l'un des meilleurs ouvriers « de la vie française dans notre pays.

« Son œuvre heureusement n'est pas terminée. Au Conseil « de la Vie Française, où il siège aujourd'hui, il pourra sû- « rement rendre encore de précieux services.

« Les discours qu'il a dû prononcer au congrès de Gravelbourg « étaient comme toujours des appels à la lutte, particulière- « ment en ce qui concerne l'école et la radio, en même temps « qu'un hommage à ceux qui combattent.

« Le jeune Français, qui nous est arrivé à dix-huit ans, puis a « provoqué la venue au pays de ses parents est l'une des « grandes acquisitions que nous ayons faites. Peu de gens

« se sont aussi complètement, d'aussi plein cœur, donnés à « leur pays d'adoption.

« Souhaitons-lui des années encore de fructueux travail pa- « triotique. »

Je tiens à citer aussi un excellent rapport de Me Maurice Denis sur les Responsabilités des Commissaires et de brillants discours de M. Dumont Lepage, président de l'Association Catholique Franco-Canadienne et de M. R. Pinsonneault, président de l'Association des commissaires. Tous les deux furent réélus par acclamation à la présidence de leur association respective.

En ce temps-là, le collège de Gravelbourg ne recrutait pas un nombre suffisant d'élèves de langue française pour équilibrer son budget. Depuis quelques années, il admettait des élèves de langue anglaise désireux du moins en principe d'apprendre le français. Il admettait également des élèves de langue française, élevés dans des centres étrangers et parlant assez difficilement le français. Le résultat de cette amalgamation n'était pas brillante. J'avais remarqué que les élèves parlaient souvent anglais entre eux. L'A.C.F.C. se plaignait violemment de cet état de chose et Mgr Decosse n'en était pas satisfait non plus. Le journal de langue française de Winnipeg qui desservait la Saskatchewan n'était pas aussi ardent, aussi batailleur que l'était notre ancien Patriote de l'Ouest. On l'accusait de négliger les questions nationales en Saskatchewan. Le clergé lui-même n'assistait pas aussi nombreux aux différents congrès. Les évêques étaient là, mais de nombreux curés de paroisses brillaient par leur absence. Je m'étais engagé à faire une enquête sérieuse sur ces questions et à en faire rapport au Conseil de Vie Française. Ce rapport doit se trouver dans les archives du Conseil. Je crois que mon passage en Saskatchewan ne fit pas de mal et il aida peut-être à atténuer certains différents.

En quittant Gravelbourg, je passai par Prince-Albert pour présenter mes hommages à Mgr Léo Blais pour lequel j'éprouvais une sincère sympathie. Monseigneur Decosse vint m'y

rejoindre. Nous passames la journée à l'évêché discutant de problèmes nationaux quand les deux évêques n'étudiaient pas la situation financière de leurs diocèses et tous les problèmes qui se rattachaient à leur administration.

Je savais que la tâche des évêques n'était pas facile mais après une journée passée avec Nos Seigneurs Decosse et Blais, j'en étais encore bien plus convaincu. Tous les deux voulaient le bien, le bien de l'Église, le bien des âmes, le bien du groupe canadien-français, cependant chacun d'eux envisageait des moyens bien différents pour atteindre le but. Lequel avait raison?

Le midi, on nous offrit à madame Denis et à moi-même un banquet improvisé, mais superbe dans sa cordialité. C'est, je crois, M. et Mme Jérôme Crépeau de Prince-Albert dans le temps qui furent chargés de l'organiser. Les deux évêques étaient présents au banquet et savaient qu'il aurait lieu mais aucun d'eux ne nous en parla. Ce fut pour ma femme et moi une surprise complète, mais combien agréable. Le groupe franco-canadien de la ville de Prince-Albert était largement représenté ainsi d'ailleurs que l'étaient la plupart des paroisses franco-canadiennes du diocèse. Comment pourrais-je oublier la Saskatchewan alors qu'après 25 années d'absence je m'y trouve encore tellement chez moi. Merci à M. et Mme Crépeau, Merci Monseigneur.

CONGRÈS DE 1957 ET 1962

Le congrès de 1957 eut lieu à Prince-Albert. On y célébrait le 45e anniversaire de fondation de l'A.C.F.C. Le Conseil de la Vie française, autrefois Comité permanent de la Survivance française, me chargea de l'y représenter. Je savais que ma présence n'était d'aucune utilité. Les problèmes n'étaient plus ceux d'autrefois, et le groupe franco-canadien était dirigé par un état major qui n'avait pas besoin de mes conseils. Cependant, je serais le témoin du passé et il est bon quand même que la Province de Québec soit tenue au courant de ce qui se passe chez nos minorités.

D'après le rapport de la Liberté et le Patriote, il y avait près de 500 délégués au congrès. Tous les diocèses étaient représentés. Les deux évêques, Nosseigneurs Léo Blais de Prince-Albert et Aimé Decosse de Gravelbourg, suivirent toutes les séances et participèrent activement aux discussions. Tous les deux affirmèrent que l'association catholique Franco-Canadienne avait fait depuis 45 ans un travail admirable et était nécessaire à la survivance nationale de notre groupe.

Son Excellence Mgr M. Baudoux de St-Boniface, dans un long télégramme, s'excusa de ne pouvoir prendre part au congrès mais assura les congressistes de l'appui de ses prières et de sa bénédiction.

L'Alberta était représentée par Me A. Deschênes, président de l'Association canadienne-française, maintenant juge, qui fit un rapport très intéressant sur l'Éducation française en Alberta. Depuis vingt ans les grandes unités scolaires compliquent énormément notre situation parce que forcément nous nous trouvons minorités dans la plupart de ces grandes unités et voici qu'on nous arrive maintenant avec des unités de comté. La situation scolaire des Canadiens-français de l'Alberta ressemble étrangement à celle des Canadiens-français de la Saskatchewan.

Dans l'après-midi de la première journée du congrès, l'on m'invita à présenter aux congressistes le message de la province de Québec et plus spécialement celui du Conseil de la Vie française qui s'intéresse d'une façon toute particulière aux minorités. Le président, M. Dumont Lepage me présenta d'une façon plaisante. Montrant mes cheveux d'un geste de la main, il dit : « Il y a de la neige sur la couverture, mais il y a encore du feu dans le poêle. » Le journal ajoute : « M. Denis a blanchi, mais son coeur de patriote est resté jeune et brûle toujours de cette flamme qui alimentait autrefois toutes les manifestations de la vie catholique et française en Saskatchewan.

Les visiteurs d'écoles firent la revue de ce qui s'était passé depuis deux ans dans le domaine scolaire, mais en Saskatchewan comme en Alberta, ce sont les grandes unités scolaires qui compliquent dangereusement la situation. Auparavant, nous étions en majorité dans 200 petits districts scolaires et sans y faire tout ce que nous voulions, nous pouvions quand même tirer parti de la situation. Avec des districts considérablement agrandis, nous sommes minorités partout. Ce sont les inspecteurs du gouvernement joints aux commissaires des grandes unités où nous sommes bien peu nombreux qui dirigent l'école. Dans les récréations bien entendu, aussi bien que dans les rapports entre élèves ou entre élèves et maîtres, c'est la langue de la majorité qui domine.

Je ne crois pas que le gouvernement provincial ait étendu le régime des grandes unités scolaires dans le but d'attaquer l'enseignement du français. Pour lui, cette question n'existe pas. Dans Québec, on se tourne vers les centres régionaux et la disparition des écoles du rang, parce qu'on y voit un progrès au point de vue pédagogique. Ce sont les mêmes principes qui ont amené le gouvernement à développer le système des grandes unités. Tant pis pour le Français.

Il appartient à la minorité franco-canadienne de tirer le meilleur parti possible de la situation. Ce sont ces questions qu'on étudie dans les Congrès. Je souhaite bonne chance à nos minorités, mais j'ai peur, la situation est grave. Il nous faudrait une aide plus substantielle du Québec.

Le ministré provincial de l'Instruction publique, M. Lyord, plus tard Premier Ministre, victime de la grippe, s'était fait représenter par M. T.H. Waugh, l'un des hauts fonctionnaires de son département, qui se montra d'ailleurs très délicat et rendit hommage aux éducateurs canadiens-français et à l'A. C.F.C.

C'est mon fils Maurice, vice-président de l'A.C.F.C., qui fut chargé de lui répondre en anglais. Il s'acquitta très bien de sa tâche. Il chargea M. Waugh de présenter au Ministre les hommages des Canadiens français. Ceux-ci ont montré à différentes reprises dans le passé qu'ils étaient toujours disposés à coopérer avec les pouvoirs établis, mais à condition que ceux-ci comprennent bien que pour être fructueuse la coopération ne doit pas être à sens unique. C'est malheureusement l'impression que nous avons trop souvent lorsque nous transigeons avec le département de l'Instruction publique.

Le comte Serge de Fleury suit régulièrement nos congrès et nous apporta une fois de plus le salut et les encouragements du gouvernement français. Le Rév. Père Roméo Bédard, rédacteur adjoint à la La Liberté et le Patriote, était le délégué officiel de l'Association d'Éducation de l'Alberta.

Je devais parler le dernier soir à la séance de clôture mais j'ai bien failli ne pas pouvoir m'acquitter de la tâche qu'on m'avait confiée. Ma femme m'accompagnait. Elle aime autant que moi retourner de temps à autre en Saskatchewan. Mais au moment de quitter Montréal, elle relevait d'une grippe qu'on appelait alors asiatique pour la différencier, je suppose, de nos bonnes vieilles grippes canadiennes. À Prince-Albert, elle fit une rechute. Nous étions à l'hôtel. Le médecin parlait de la transporter à l'hôpital. Il craignait des complications. Je vous assure que je n'avais pas les idées assez nettes pour faire un discours. Cependant pour ne pas désappointer mes amis, je me rendis quand même à la salle du congrès. Je fis de mon mieux, mais je me rendis compte bien vite que ça ne marchait pas. Malgré tout le correspondant du journal se montra très indulgent et donna le compte rendu suivant :

Témoin des luttes passées

« Enfin, pour terminer dignement cette longue journée de « travail, d'étude, de directives religieuses et nationales, M. « Raymond Denis, ancien président général de l'A.C.F.C., vint « raconter les heures de fondation de l'A.C.F.C. il y a 45 ans, « les premières luttes qu'elle entreprit, l'origine de ses divers « services. M. Denis a 72 ans. Au cours de la nuit précédente « et de la journée il avait consacré tout son temps au chevet « de son épouse malade. Mais après quelques minutes, élec- « trifié lui-même par un sujet qui lui tient tant à cœur, il avait « oublié en quelque sorte ses inquiétudes présentes et sa fatigue « et son âge pour ne plus penser qu'à ce glorieux passé de « l'A.C.F.C. L'auditoire, pris à son tour par le verbe si chaud « et si enthousiaste de ce vieux lion, applaudissait souvent, « écoutait attentivement, apprenait ces leçons du passé qui « éclairent tant le présent. Car l'histoire se répète. Nos luttes « actuelles ressemblent à celle du passé. Nos problèmes actuels « au fond sont ceux auxquels firent face les aînés. Leurs solu- « tions serviront donc de jalons lumineux pour solutionner les « problèmes du jour.

« Vraiment, il est heureux que M. Denis ait pu venir une nou- « velle fois participer à un congrès de l'A.C.F.C. Il est heureux « surtout que cette fois, grâce à l'enregistrement par CFNS « des paroles de M. Denis, l'on possède un document histori- « que de première valeur. Depuis longtemps on invitait M. « Denis à écrire cette histoire qu'il connait si bien parce qu'il « l'a vécue. Maintenant, malgré son inquiétude devant cette « machine moderne qui enregistre tout ce que l'on dit, M. « Denis laisse à ses amis de la Saskatchewan un document « unique. Ceux-ci l'écouteront sur les ondes de leurs postes « français. Et si un vœu de Mgr Blais se réalise, ils pourront « un jour le lire et le relire, parce qu'ils en posséderont dans « leur foyer une précieuse copie. »

Ma femme fut, après le congrès, transportée chez nous à Saint-Denis dans la famille où elle dut passer huit ou dix jours avant d'être en mesure de prendre l'avion pour revenir à

Montréal. En quittant Saint-Denis, nous avons dit : « Bonsoir Saskatchewan », parce que nous pensions bien que c'était notre dernier voyage.

La Sauvegarde avait organisé un voyage aux Bermudes en bateau. C'était une récompense à ses agents et au service des ventes. Ce voyage coïncidait avec notre cinquantième anniverstaire de ménage, nos noces d'or. Nous savions que des cérémonies avaient été prévues à cette occasion, tant à bord du bateau qu'aux Bermudes. Nos agents s'étaient préparés en conséquence et nous allions être dans l'obligation de manquer au rendez-vous. Nous arrivions à Montréal avec ma femme malade à peine six jours avant le départ pour les Bermudes. J'avais déjà demandé à notre président d'annuler nos deux voyages. Le président refusa. Nous attendrons, dit-il, à la toute dernière journée. Et en effet, trois jours avant le départ, ma femme commença à se demander s'il ne lui faudrait pas acheter un chapeau. La lendemain, elle découvrit qu'il lui manquait une robe, et au départ, nous étions là pas forts, mais pas morts. Nous fîmes un magnifique voyage. Tout le personnel de La Sauvegarde s'unit à la célébration de nos noces d'or. Tout se passa très bien à l'exception du mal de mer auquel ma femme n'échappe jamais. Elle a renoncé aux voyages en bateau ou par le train et pour elle il n'y a que l'avion qui compte.

Nous avions dit bonsoir à la Saskatchewan, parce qu'enfin nous commencions à n'être plus très jeunes. Cependant, en 1962, toute la Saskatchewan française se préparait à célébrer le cinquantième anniversaire de l'A.C.F.C., l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan. L'on faisait appel aux survivants, à ceux qui avaient contribué à sa fondation en 1912. Que de chemin parcouru en 50 ans, que de souvenirs remontaient à la surface. Les chefs de l'A.C.F.C. m'adressèrent une invitation spéciale. Il fallait que nous soyons là. Ils ne semblaient pas se douter que je continuais de vieillir. J'arrivais à 77 ans. Cependant, répondant à l'appel, nous partîmes. Ce fut Duck Lake d'abord. Autrefois, nous disions Lac aux Canards. Ce fut en effet dans ce petit village du Nord de

la Saskatchewan que fut fondé d'abord le Patriote de l'Ouest en 1910, ensuite l'A.C.F.C. en 1912. C'est là que débutèrent les fêtes du cinquantenaire. Monseigneur M. Baudoux était venu les rehausser de sa présence, et il prononça en plein air l'un des meilleurs discours. Il y eut grand'messe, banquet servi par les dames de Duck Lake, puis parade des chars allégoriques comme à Montréal. Cette parade refaisait à sa façon l'historique de la minorité française et de ses luttes, en donnant une place prépondérante aux Indiens qui étaient là avant nous, aux Révérends Père Oblats qui ont évangélisé le pays et aux écoles. Des amis de Saint-Denis ne voulurent pas que je sois oublié. M. Bénard, propriétaire d'un magasin, aidé je suppose de quelques amis, prépara un char spécial avec une immense statue plus ou moins ressemblante, et, au dessus de la statue, sur une maquette, on pouvait lire en grosses lettres : RAYMOND DENIS « NOS SOUVENIRS ». J'ignorais l'existence de ce char allégorique et ce ne fut que lorsque les applaudissements crépitèrent que levant les yeux j'aperçus le char et la maquette. Merci M. Bénard. J'ai été profondément touché par votre geste délicat.

J'ai été heureux de rencontrer des vieux amis que je n'avais pas vus depuis bien longtemps. Je salue d'une façon spéciale notre ancien chef de région de Hoey, St-Louis, Domremy, Bellevue, St-Laurent, M. J. A. Motut. Lui non plus n'est pas jeune. Il habite maintenant la Colombie. Mais malgré ses 79 ans, il avait tenu à venir célébrer avec nous les 50 années de l'A.C.F.C. Ses anciens amis de sa région était heureux de le revoir après 25 années d'absence. M. Motut fut l'un de nos meilleurs lieutenants et il accomplit durant plusieurs années un splendide travail.

Cependant, parmi tout le groupe qui était à Duck Lake en 1912, il semble que je sois le seul survivant. De tous les co-fondateurs de l'A.C.F.C., il ne reste personne, sauf moi. En serrant les mains de droite et de gauche parmi la foule, j'entendais d'une façon continuelle des remarques comme celle-là : « Me reconnaissez-vous M. Denis, je m'appelle X de telle place, mon père n'a pas pu venir, il est trop âgé, mais il aurait

bien voulu vous voir. Il m'a recommandé de vous saluer de sa part. » Ou bien encore « Mon père est mort il y a déjà longtemps. C'est moi maintenant qui assiste au congrès, mais je me souviens de vous quand vous veniez faire des conférences dans notre paroisse. » D'autres plus jeunes encore me rappelaient les visites que j'avais faites dans leurs écoles dans le temps qu'ils étaient encore de petits élèves. Mais partout, c'était le même accueil cordial, sympathique, familial. J'avais l'impression du vieux grand-père qui revient visiter sa famille.

Le congrès continua ensuite à Prince-Albert. Je n'en ai pas pris de notes. Je me souviens que nos deux évêques canadiens-français de la province étaient là, Mgr A. Decosse, de Gravelbourg, et Mgr L. Morin, de Prince-Albert, ainsi que Mgr Routhier, de Grouard, Alberta, mais peu de prêtres, pas assez. Beaucoup de religieuses enseignantes très intéressées. Elles me témoignèrent d'ailleurs une sympathie presque enthousiaste qui me toucha profondément. L'une d'entre elles, taquine, faisait une génuflexion lorsqu'elle passait devant moi en me disant : « Vous méritez ça. C'est la jeune génération qui s'incline devant vous et vous dit merci. » C'est moi ma soeur qui vous dis merci. J'ai toujours été bien reçu aux différents congrès auxquels j'ai assisté en Saskatchewan ; mais jamais avec autant d'enthousiasme, d'empressement, presque d'affection que cette fois-ci.

Je devais parler à l'issue du banquet de clôture du congrès. J'étais le dernier orateur sur la liste, mais j'avais été indisposé toute la journée. Je me demandais si je pourrais me rendre au banquet et j'étais forcément inquiet. Aussi je demandai à parler le premier au cas où je serais obligé de partir. Le discours devait être enregistré et l'on m'avait demandé de parler une heure. Je me limitais à 58 minutes, ce n'était toujours pas long. J'eus un peu de difficultés au début mais petit à petit, encouragé par les applaudissements, je repris mon aplomb et je crois avoir prononcé là l'un de mes meilleurs discours. J'ai eu l'occasion de l'écouter ensuite à la radio et je regrette de ne pas en avoir le texte. La réaction de la salle fut splendide. Les gens voulaient me voir, me serrer la main.

Je crois bien qu'il fallut 15 minutes avant de rétablir l'ordre. En réalité tous savaient bien que c'était mon dernier congrès et ils voulaient me dire au revoir à leur façon.

M. A. DeMargerie, secrétaire général de nos associations nationales, venait d'annoncer qu'il devait abandonner son poste à cause de son âge et d'une santé chancelante. Depuis plus de 30 ans, il s'était dépensé sans compter pour toutes nos causes nationales. Son départ constituait pour le groupe une perte considérable. Me DeMargerie est un lettré, il parle bien mais ce soir-là, il se surpassa et l'auditoire lui fit une formidable ovation.

Le consul de France de Winnipeg M. Giovanni je crois, est un orateur remarquable. Durant 35 minutes, il nous tint sous le charme de sa parole. Il n'est avec nous que depuis peu de temps, cependant il semble connaître nos problèmes comme s'il les eut vécus. Pas une parole qui aurait pu froisser qui que ce soit. C'était la France rendant hommage au Canada français, l'encourageant dans ses luttes et lui disant toute sa reconnaissance pour avoir durant si longtemps tenu bien haut le drapeau de la race, maintenu notre langue française, nos traditions dans des conditions particulièrement difficiles.

Et maintenant, c'est fini. Nous avons célébré le cinquantième anniversaire de cette association nationale qui débutait dans l'incertitude en 1912. J'étais jeune alors, à peine 27 ans. Je crois avoir fait ma part pour le maintien de nos écoles, pour la défense de notre langue. Je suis fier de pouvoir dire aux plus jeunes : nous avons fait tout notre possible pour maintenir notre fidélité à l'Église, à nos traditions, à notre langue. Faites-en autant.

Avant de quitter cette province où nous rattachent tant de souvenirs nous avons voulu passer par Vonda, Saint-Denis, Prud'homme, prendre congé d'une région où nous avons passé les années les plus heureuses de notre vie, même si ce furent des années de lutte. Visiter les cimetières où dorment des morts toujours regrettés, des églises qui nous sont restées chères pour

bien des raisons, prendre congé d'un frère admirable, Clotaire, président du poste de radio française de Saskatoon, embrasser toute la nombreuse famille, mon fils Maurice, sa femme, nos petits-enfants, sœurs, frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces et que sais-je encore, avec cette sensation bien définie : « Nous ne les verrons plus, c'est notre dernier adieu » et maintenant en route vers le retour, vers Montréal.

FIN

Raymond DENIS

Sénateurs acadiens

Le gouvernement Trudeau a nommé au sénat canadien l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable Louis Robichaud. Le groupe acadien de cette province est maintenant représenté équitablement à la Chambre Haute.

Par contre les Acadiens de la Nouvelle-Écosse sont sans représentation sénatoriale depuis 1968. Le siège laissé libre par la disparition de M. E. Thériault est toujours vacant. De même les Acadiens de l'Ile du Prince-Édouard sont privés de toute représentation à Ottawa depuis une cinquantaine d'années. Si le cabinet canadien considère que le sénat joue un rôle dans la gouverne du pays, il se doit d'assurer une représentation équitable aux groupes minoritaires par delà les considérations partisanes et électoralistes.

P.E.G.

Nos évêques

Note de la rédaction

Comme complément à ses Mémoires, M. Raymond Denis avait rédigé les biographies ou plutôt tracé les portraits des évêques canadiens-français avec lesquels il avait travaillé pour la cause française dans l'Ouest. Nous reproduisons ces textes ici.

Comme je l'ai dit ailleurs, dans toutes nos luttes nationales, du moins en Saskatchewan, nous avons reçu l'appui à peu près total du clergé franco-canadien. Nos évêques étaient convaincus, que dans l'Ouest, la langue était la gardienne de la foi. Mgr Antoniutti, qui fut délégué apostolique à Ottawa de 1938 à 1953, l'a proclamé avec éloquence dans les provinces Maritimes.

« Nous savons que nous n'avons pas le monopole de la foi. « Il se trouve d'excellents catholiques dans toutes les races, « comme il se trouve des mécréants dans tous les pays sans « égard à la langue qu'ils parlent. Mais dans nos provinces « de l'Ouest, l'influence de la langue sur la foi est une vérité « qui ne peut pas se contester et qui, d'ailleurs, s'explique « assez bien. Le Canadien qui a appris le français à l'école, « qui conservera sa mentalité canadienne-française, lira de « préférence des journaux de langue française qui, en grande « majorité, sont catholiques. Il fréquentera surtout ses compa- « triotes et se trouvera intégré dans un milieu canadien-fran- « çais tout imprégné de catholicisme. Quand il se mariera, il « y a bien des chances qu'il choisisse une de ces petites cana- « diennes qu'il a toujours connue depuis l'école, évitant ainsi « ces mariages mixtes qui, le plus souvent, sont le tombeau « de la langue et de la foi. »

C'est probablement pour toutes ces raisons et bien d'autres encore que nos évêques ont toujours coopéré avec nos associations de défense nationale, et je crois intéresser la jeune génération de chez-nous en évoquant les noms de ceux qui ont lutté avec nous pour des causes qui nous étaient chères sans jamais se montrer injustes envers les autres races ou les autres groupes.

Monseigneur Albert Pascal O.M.I. 1907-1920

Premier évêque de Prince-Albert

Monseigneur Pascal, premier évêque de Prince-Albert, était le type parfait du missionnaire venu dans l'Ouest pour évangéliser les Indiens .Né en France dans le département de l'Ardèche, il vint au Canada encore tout jeune et passa toute sa vie dans le Grand Nord au service des Missions. Dans le temps, nos missionnaires voyageaient en canot d'écorce, en traîne à chiens ou en charrette à boeufs. Il fallait de l'héroïsme. Les chemins de fer étaient rares. Il n'était pas question d'avions, et les belles cathédrales d'aujourd'hui n'étaient pas encore bâties. Je ne sais pour quelles raisons, mais dans ces temps de misère, de souffrance et de sacrifices, les missionnaires et religieuses français et canadiens-français étaient seuls pour parcourir le Grand Nord et y faire connaître l'Évangile du Christ. Ils ne rencontraient aucune compétition. Monseigneur A. Pascal fit largement sa part.

Nommé évêque de Prince-Albert en 1907, il y demeura jusqu'à sa mort en 1920. Prince-Albert fut le premier évêché érigé en Saskatchewan. On reprocha parfois à nos vieux missionnaires de se montrer plutôt indifférents envers nos questions nationales. Mais il faut comprendre le milieu dans lequel ils ont évolué et se sont dévoués corps et âme.

Venus pour évangéliser les Indiens, ils se sont donnés tout entier à leur mission. Il n'était pas question de langue anglaise ou française dans ce temps là et le missionnaire faisait son possible pour apprendre la langue de ceux qu'il devait convertir. Ce n'est que beaucoup plus tard, autour de 1905, que pour la première fois ces questions raciales firent leur apparition. Les missionnaires ne pouvaient pas alors en mesurer toute l'importance.

L'évêque de Prince-Albert n'était pas riche, cependant, il n'hésita jamais lorsqu'il fallut se porter au secours du Patriote de l'Ouest pour le sauver, et cela arriva plus d'une fois. Il y tenait à son journal français et malgré les graves avertissements de son grand financier, le vieux Père Gabellon, o.m.i., il n'hésitait pas à prêter à fonds perdus les montants nécessaires pour renflouer le journal.

Il était avec nous à notre premier congrès à Vonda en 1909, avant la création de l'A.C.F.C. — Il était patriote, Mgr Pascal, mais lui, comme plusieurs autres, n'était pas préparé au genre de luttes qui se livrèrent plus tard autour des écoles.

Il aimait ses Indiens, ses Métis, et on raconte à ce sujet bien des anecdotes qui ne sont pas toujours vraies ou qu'on a largement exagérées. Il en est une qui m'avait bien amusé parce que je connaissais le métis dont il était question.

Monseigneur voulait aller à la pêche à la ligne, et il demanda à son métis de préparer tout ce qu'il fallait pour le lendemain matin de bonne heure. Le métis qui aimait prendre ses précautions suggéra d'emporter parmi les provisions une petite bouteille de vin, « de ton vin de messe Monseigneur, parce que tu sais, il va faire 'fret' ». Et l'évêque d'accepter.

Les voilà partis le lendemain matin de bonne heure tous les deux, et après consultation, arrivés près de la rivière, ils s'installent à une certaine distance l'un de l'autre pour tendre leur ligne, mais le poisson ne mordait pas. Et le métis de crier à Monseigneur :

— « En prends-tu toi Monseigneur ? »

— « Non, ça ne mord pas. »

— « Ah ben moi j'en prends. »

Et glou glou, c'était la bouteille qui se vidait. Au bout d'un moment, la même question de la part du métis, la même réponse de l'évêque. Le métis disait toujours :

— « Eh bien, moi j'en prends Monseigneur. »

Après une heure ou deux de ce manège, Monseigneur s'impatienta, et parla de s'en aller, le poisson ne mordait pas.

— « Mais ce que je ne comprends pas, dit-il, c'est que toi, tu en prends. Combien en as-tu pris en tout ? »

— « Moi ? Ah ! trois ou quatre petits coups, Monseigneur, mais pas des gros ; et je ne suis pas chaud Monseigneur. »

— « Mais des poissons ? »

— « Des poissons ? Oh ! Je n'en ai pas pris. »

— « Mais tu me disais que tu en prenais. »

— « Oh ! mais c'est pas de ça que je voulais parler, mais y faisait 'fret raide', j'étais gelé, et j'ai demandé à Monseigneur si y voulait en prendre ; y m'a dit que non, et puis moi j'ai dit que j'en prenais, mais j'ai pas tout bu Monseigneur, il en reste encore un peu dans le fond de la bouteille. »

Monseigneur racontait lui-même ce qu'il appelait sa pêche miraculeuse et riait de bon coeur.

Monseigneur Pascal fit venir de son coin de France, à différents intervalles, plusieurs jeunes prêtres qui firent un excellent travail dans l'Ouest.

Je tiens à citer entre autres Mgr C. Mollier et Mgr Pierre qui desservirent successivement les paroisses de Young, Vonda, Domrémy, St-Denis et St-Hippolyte. Tous les deux sur leurs vieux jours se retirèrent en France après avoir collaboré entièrement avec nos associations nationales. À citer aussi les Pères Panhaleux et Pascal, O.M.I., qui se dévouèrent entièrement aux tâches qui leur furent confiées. Mgr Pascal fut un saint évêque et il a bien servi l'Église de l'Ouest alors que tout était à faire.

Monseigneur J.-H. Prud'homme 1921-1937

Deuxième évêque de Prince-Albert

Monseigneur Prud'homme succéda à Mgr Pascal. Il fut le deuxième évêque de Prince-Albert. Né à St-Boniface, Manitoba, il était le fils du juge Prud'homme. C'était donc un vrai fils de l'Ouest. Il fut sacré et intronisé en 1921 et se retira au séminaire des Missions Étrangères à Pont-Viau, Québec, en 1937.

Il fut accueilli dans le diocèse avec beaucoup d'enthousiasme. La plupart d'entre nous étions heureux d'une nomination qui amenait parmi nous un fils de l'Ouest dont la famille était très connue et qui était parfaitement au courant de nos luttes.

Malheureusement, il éprouva certaines difficultés au début de son épiscopat. Il eut la mauvaise fortune de s'entourer de prêtres qu'il avait fait venir de l'Est, de bons prêtres, mais qui ne s'adaptèrent que très lentement à nos problèmes.

Monseigneur Prud'homme, à côté de très nombreuses qualités, avait le défaut de croire trop facilement ce qu'on lui disait, sans trop vérifier. Il ne se méfiait pas assez des ambitieux et des flatteurs. Ceci lui causa plusieurs fois des difficultés.

La période de 1921 à 1924 fut plutôt agitée. Notre congrès de Prince-Albert en 1923 s'en ressentit fortement. Cependant, je me hâte d'ajouter que Monseigneur lui-même ne fut jamais impliqué personnellement. Il voulait le bien, et lorsqu'il s'apercevait qu'il avait été induit en erreur, il réagissait énergiquement.

Ce fut le cas au congrès de Prince-Albert en 1923, où il improvisa un magnifique discours à l'encontre de la thèse que ses conseillers tentaient d'établir.

Monseigneur Prud'homme était un homme droit, plein de coeur. J'en eus un bel exemple en 1925 ou 1926. J'avais été pris en grippe par quelques-uns des conseillers de l'entourage de Monseigneur avec lesquels je ne m'entendais pas très bien. Dans le temps, j'étais jeune et j'avais coutume de me défendre. J'eus la conviction que Monseigneur s'était montré très injuste à mon égard.

Or, quelques mois plus tard, un dimanche matin, en janvier, je fus appelé au téléphone. C'était Mgr Prud'homme qui avait passé la fin de semaine au presbytère de Prud'homme, chez Mgr Bourdel, P.D., et qui voulait me parler. Voici brièvement rapportée notre conversation qui dépeint bien les qualités de coeur de celui qui était alors l'évêque de Prince-Albert.

— « M. Denis, c'est Mgr Prud'homme qui parle. Je voudrais bien vous voir. Pourriez-vous vous rendre à Prud'homme cet après-midi, ou mieux encore, venez donc pour dîner. »

— « Je regrette, Monseigneur, mais je ne me sens pas très bien et je préférerais ne pas sortir. »

— « M. Denis, vous me feriez tant plaisir. »

— « Je regrette Monseigneur mais c'est absolument impossible. »

— « M. Denis, j'ai été mal informé, je me suis montré injuste envers vous, je le sais et je désire vous présenter mes excuses. Un évêque qui commet une erreur doit réparer lui aussi, plus qu'un autre. C'est pourquoi je voudrais vous voir. »

— « Monseigneur, je ne demande pas d'excuses, vous n'avez pas à m'en faire, je suis très heureux que vous ayiez découvert la vérité, mais vous m'excuserez Excellence, il faut que je parte si je ne veux pas arriver en retard à la messe. »

Et je raccrochai.

Dans l'après-midi, qu'est-ce que je vois arriver chez-moi : Mgr Prud'homme dans une voiture d'hiver avec des chevaux. Les routes étant impraticables pour les autos.

Il faisait 40 degrés au-dessous de zéro. Monseigneur était à moitié gelé, des glaçons lui couvraient la figure. Il avait tenu

à venir me faire les excuses que je n'avais pas semblé apprécier au téléphone.

Et bien, j'avoue que j'ai eu honte. C'est un épisode que je cite parce qu'il contribue à mieux faire connaître Monseigneur Prud'homme, mais je n'en suis pas très fier. Nos relations sont demeurées très amicales. J'avais une réelle affection pour lui et il me la rendait bien.

En 1929, j'eus la douleur de perdre accidentellement l'aînée de mes filles, Raymonde, qui avait alors 17 ans. J'étais à Edmonton où je devais, le soir même, prononcer une conférence. Il n'était pas question d'avion à cette époque, et je n'eus que le temps de sauter dans le train qui partait pour Vonda. Monseigneur insista pour présider les funérailles, et il fit les cent milles de mauvais chemins qui séparaient Prince-Albert de Vonda, parce qu'il voulait donner à ma famille et à moi-même une preuve de sa sympathie.

Après son arrivée à Montréal au milieu des ennuis qui ne lui furent point ménagés, Monseigneur Prud'homme était heureux de venir me voir pour parler de l'Ouest. Il tint à bénir lui-même le mariage de l'un de mes fils, Raymond, en 1942, et de l'une de mes filles Alice, en 1946.

Mgr Prud'homme était excellent orateur et il fut souvent demandé dans le diocèse de Montréal pour prononcer des sermons. Il ne savait pas refuser. Patriote complet, il ne lui serait pas venu à l'esprit de séparer la langue de la foi. Pour lui, un Canadien devait être catholique et parler français, autrement il n'était plus un Canadien.

Il est inutile de dire qu'il assistait à tous nos congrès et que nous pouvions compter sur son entière coopération.

Quand Anderson fit voter les amendements scolaires qui nous attaquaient comme catholiques et comme franco-canadiens, Mgr Prud'homme riposta immédiatement. En 1930, alors qu'aucun évêque n'avait encore voulu se prononcer il s'adressa à ses prêtres par lettre circulaire et il préconisa une ligne de conduite qui ne prêtait à aucune équivoque. Malheureusement, d'autres évêques qui n'étaient point canadiens-fran-

çais préférèrent adopter une autre attitude. On critiqua fortement Mgr Prud'homme dans certains milieux. On prétendit qu'il aurait dû attendre avant d'agir. Cependant, l'avenir lui donna raison. La population canadienne-française toute entière fut avec lui et en 1931, l'archevêque de Régina, Mgr McGuigan, maintenant Cardinal, assistait à notre congrès à Régina et nous bénissait couvrant ainsi de son autorité l'attitude de nos associations qui était également l'attitude de Mgr Prud'homme.

À l'époque de nos plus grandes difficultés, au moment où nous tentions de faire l'union de tous les catholiques sur le terrain scolaire, alors que nous étions fortement attaqués par l'administration du diocèse de Régina en raison d'un malentendu que nous, nous jugions sans importance, Monseigneur Prud'homme n'hésita pas une minute. Il nous accueillit dans son diocèse et durant tout le congrès il se tint avec nous voulant ainsi nous couvrir de son autorité d'Évêque.

Mgr Prud'homme avait été élevé à l'école de Mgr Langevin, le grand blessé du Manitoba, il était patriote convaincu et collabora toujours avec nos associations.

Tout comme Mgr Pascal l'avait fait, il s'intéressa vivement au Patriote de l'Ouest, et consentit bien des sacrifices pour le sauver quand son existence était menacée.

Malheureusement, la situation financière du diocèse n'était pas brillante. La crise qui débuta en 1929 et continua durant plusieurs années n'était pas de nature à l'améliorer, Mgr Prud'homme, qui savait qu'il n'était point un expert en finance, préféra donner sa démission en 1937 pour permettre au Saint Siège de nommer un autre Évêque. Monseigneur se retira au Séminaire des Missions Étrangères à Pont-Viau, P.Q., où il continua de se dépenser pour toutes les bonnes causes. Il fut regretté par ses diocésains, plus spécialement par les chefs de nos associations et son départ me causa beaucoup de peine. Il fut pour moi un ami loyal.

Mgr Prud'homme décéda en 1952 à l'hôpital Notre-Dame de l'Espérance à Montréal.

Monseigneur Réginald Duprat, O.P. 1937-1952

Troisième évêque de Prince-Albert

Je connais moins les évêques qui se succédèrent à Prince-Albert depuis mon départ de la Saskatchewan en 1934. Cependant, j'ai toujours suivi très attentivement le travail de nos organisations nationales et j'ai participé à plusieurs congrès. Je me suis tenu au courant des problèmes qui se posaient à nos minorités et des difficultés qui ne manquaient pas.

Mgr Duprat naquit à Beauharnois en 1877 dans le diocèse de Valleyfield, P.Q. — Il fut nommé administrateur apostolique de Prince-Albert par Pie XI en février 1937 et évêque en mars 1938. Il y demeura jusqu'en 1952, alors qu'il démissionna pour raisons de santé.

Mgr Duprat n'était pas un inconnu dans le diocèse puisqu'il fut le supérieur de la maison des Dominicaines à Prince-Albert, de 1929 à 1934. Il en fut également le fondateur. À cette époque, il prêcha de nombreuses retraites dans différentes paroisses du nord de la province.

Il avait été auparavant supérieur de la maison des Dominicains à Québec, de septembre 1925 à 1929 et prieur du couvent de Notre-Dame de Grâce à Montréal où il demeura de septembre 1934 jusqu'en février 1937. Il était d'une belle simplicité et nous fondions sur lui de grandes espérances. Malheureusement, ce n'était pas un lutteur. Il aimait trop la paix et la tranquillité.

Dans l'oraison funèbre prononcée par le Révérend Père Gérard Paré, O.P., prieur provincial de Notre-Dame de Grâce, nous relevons le passage ci-dessous qui a trait à la nomination de Mgr Duprat à Prince-Albert.
« Un matin de novembre 1936, un personnage ecclésiastique
« inconnu se présenta au Couvent de Notre-Dame de Grâce

« et demanda à voir le Père Duprat, prieur du Couvent. Rien
« de cette visite ne transpira immédiatement. Mais vous ne
« pouvez demeurer longtemps dans une maison, sans que les
« murs ne vous parlent. Quand les murs de toutes les cellules
« eurent dit ce qu'ils savaient, les religieux de la maison surent
« que Mgr Umberto Mozzoni, Chargé d'affaires à la Délé-
« gation Apostolique, avait eu une longue entrevue secrète avec
« le Père Prieur.

« Comme on savait par ailleurs que l'évêché de Prince-Albert
« était alors vacant, qu'on n'oubliait pas que le Père Duprat
« connaissait fort bien la situation du diocèse, les conjectures
« allèrent leur train. Les optimistes prédisaient une nomination
« épiscopale pour leur Prieur. Le 20 février 1937, le mystère
« était éclairci. La Délégation Apostolique annonçait que le
« Saint-Père avait nommé le Très Révérend Père Réginald
« Duprat, Administrateur Apostolique du diocèse de Prince-
« Albert. Quelques jours plus tard, le nouveau titulaire assu-
« mait sa fonction, à 2,000 milles de Montréal. »

Cependant, Monseigneur Duprat eut à faire face à bien des problèmes, et le problème financier n'était pas le moins important. J'aime bien mes amis de la Saskatchewan, je sais qu'ils n'ont pas toujours été riches, mais je suis obligé de reconnaître qu'ils ne se sont pas toujours montrés très généreux pour la construction de leurs églises. Mgr Duprat était d'un tempérament plutôt prudent. Il n'était pas très démonstratif. Il n'avait pas été élevé dans l'Ouest, et l'on ne pouvait pas espérer qu'il prendrait autant d'intérêt à nos difficultés scolaires que l'avait fait avant lui Mgr Prud'homme.

Le Rév. Père G. Paré, O.P., dans son éloge funèbre, dit ceci :

« Le désir de ne heurter aucun groupe le rendait réservé à l'é-
« gard des mouvements nationalistes. Il ne manqua pas de
« justice à leur endroit mais il se montra réticent devant cer-
« taines initiatives qu'il eut pu, semble-t-il, favoriser sans
« nuire à personne, et même à l'avantage de la cause catho-
lique dans l'Ouest. »

Cependant, il encouragea nos associations, même s'il ne fut pas un batailleur. Je me souviens qu'en 1946 je participais à un voyage du Conseil de Vie française en direction de Vancouver et de Victoria, C.B. — Mais nous avions tracé notre itinéraire pour demeurer une journée et demie à Régina parce qu'il s'y tenait un congrès conjoint de nos deux associations, A.C.F.C. et Association des Commissaires d'Écoles.

Nous avions avec nous une centaine de voyageurs de Québec et parmi eux, M. Marcel Lafaille qui était dans le temps, leader du Conseil à Montréal. Je leur avais parlé des luttes de l'Ouest et des lois qui avaient obligé nos religieuses à revêtir des habits laiques pour leur permettre de continuer à enseigner.

Au congrès de Régina, je retrouvai des délégués de la Saskatchewan nombreux et enthousiastes. La plupart étaient de mes vieux amis. Ma santé n'était pas fameuse. On m'avait inscrit au programme pour un discours. En parlant, je reconnaissais dans la salle la plupart des délégués. Ceux-là étaient avec moi à Saskatoon en 1918, d'autres avaient été mes lieutenants un peu partout à Hoey, à St-Brieux, à Victoria, à Laflèche, à Montmartre, à Willow Bunch et ailleurs. C'était toute la vieille garde qui était là. Celle qui, durant 20 ans, avait lutté avec moi. Et je me disais : « Les reverrai-je ? » Bientôt, sans trop m'en rendre compte, c'est un testament national que je leur laissais. C'était un père disant à ses enfants : « Nous avons bien lutté ensemble, maintenant pour moi, c'est fini, mais je compte sur vous pour continuer les luttes qui s'imposent et porter bien haut notre drapeau. »

Bientôt j'aperçus en face de moi des femmes qui pleuraient, des hommes, mouchoirs en main, s'essuyant les yeux. Ce fut trop pour moi ; l'émotion me saisit à la gorge et je dus descendre de l'estrade en saluant de la main et répétant sans cesse : « Je ne peux plus, je ne peux plus. »

« Ce fut émouvant » disait le Patriote dans un compte rendu, mais ce que je ne trouvais pas émouvant, c'est que

Mgr Duprat n'était pas là, et ne s'était pas fait excuser. Mgr Lemieux, depuis peu évêque de Gravelbourg, n'y était pas non plus.

C'est dire que nos évêques de langue française brillaient par leur absence. C'était la première fois que pareille chose se produisait. Que pouvaient penser les délégués ? Les évêques étaient-ils hostiles à leurs associations ? Qu'allaient supposer les voyageurs de Québec devant cette abstention des évêques.

En revenant de la Colombie-Anglaise, but de notre voyage, je passai une couple de semaines à visiter ma famille et mes amis en Saskatchewan. J'en profitai pour aller rendre visite à Mgr Duprat à Prince-Albert.

Je lui dis combien j'avais été peiné de son absence du congrès. « Vos délégués, Monseigneur, semblaient être orphelins et pour la première fois, il n'y avait pas d'évêques de langue française au congrès. » Monseigneur Duprat, très paternellement, me fit remarquer qu'il approchait de ses 70 ans et qu'il ne se déplaçait pas aussi facilement qu'il le faisait dans le temps où il était plus jeune.

Il arrivait d'une tournée très fatiguante dans le nord de son diocèse et il était épuisé. C'est pourquoi il ne s'était pas rendu à Régina. « D'ailleurs, me dit-il, je n'avais pas supposé que ma présence au congrès fut si importante » et me regardant d'un air taquin, il ajouta :

— « Je crois bien, M. Denis, que si vous aviez été là comme autrefois, j'y serais allé. »

— « Mais pourquoi Monseigneur-? »

— « Parce que je vous connais, et je sais que vous auriez insisté. Eux, m'ont envoyé une invitation par une lettre très gentille, mais ce fut tout. Ensuite plus rien. C'est un peu pourquoi j'ai supposé que ma présence n'était pas indispensable. Mais vous, en ne recevant pas de réponse, vous m'auriez téléphoné, j'en suis sûr, et au besoin vous m'auriez envoyé

chercher. C'est pourquoi je vous dis que si vous aviez été là, vous vous seriez arrangé de façon à m'y emmener à Régina. »

Et c'était probablement vrai ! Mgr Duprat était plein de bonne volonté, mais affligé d'une santé pas mal chancelante durant les dernières années de son épiscopat, il devait se ménager. Toujours souriant, toujours paternel, il avait le don de mettre tout le monde à l'aise et il avait gagné la sympathie de son clergé. Mais il aimait la paix, la tranquillité et pour le faire agir, il fallait parfois le bousculer. Durant les quinze années qu'il passa en Saskatchewan, il fut de cœur avec nous, mais il ne le montra pas toujours d'une façon aussi active que nous l'aurions voulu.

Je me souviens d'une petite anecdote qui devait se passer autour de 1944-45. Monseigneur Duprat, de passage à Montréal, s'était retiré chez les Dominicaines, au couvent de Notre-Dame-de-Grâce dont il avait été le Prieur. Il devait prendre le train pour retourner dans l'Ouest, et comme le couvent des Dominicaines est situé dans la paroisse où j'habite, je lui ai offert de le conduire à la gare. Il accepta volontiers.

J'avais dans le temps une petite-fille qui ne quittait pas souvent son grand-père et bien entendu, elle vint avec moi chez les Dominicains. Comme de coutume, je baisai la bague de Monseigneur et celui-ci, se penchant vers ma petite fille qui pouvait alors avoir 4 ans, lui dit : « Veux-tu, ma petite, embrasser ma bague, toi aussi ? » et la petite fille répétant le geste du grand-père, posa ses lèvres sur la bague de l'évêque. Et d'un mouvement spontané, lui tendant à son tour ses doigts dont l'un était revêtu d'une magnifique bague qui avait probablement été achetée au bazar à quinze cents, dit à Monseigneur : « Et toi, veux-tu embrasser la mienne ? » Monseigneur rit aux éclats, et quand je suis allé le voir en 1946, il me demanda des nouvelles de ma petite fille à la bague.

Il décéda au monastère de Notre-Dame-de-Grâce à Montréal, le 13 février 1954 et fut inhumé dans le cimetière de la communauté à Saint-Hyacinthe.

Monseigneur Olivier Elzéar Mathieu 1911-1929

Premier archevêque de Régina

Mgr Mathieu fut le premier archevêque de Régina. En fait, le diocèse fut créé en mars 1910 et érigé en archevêché en décembre 1915.

Mgr Mathieu est originaire de la province de Québec et au moment de son élévation à l'Épiscopat, il était recteur de l'Université Laval.

C'était un homme d'une belle prestance, plein de dignité. Il inspirait le respect, et une grande bonté se dégageait de toute sa personne. Il faisait honneur à la race à laquelle il appartenait. Ce fut une heureuse nomination.

Ces débuts ne furent peut-être pas aussi brillants qu'on l'aurait espéré. Il regrettait son Québec, ses élèves. Il avait la nostalgie de l'Est. Avec cela, comme tous les nouveaux venus, même les Évêques, il lui fallut s'habituer à l'Ouest, aux luttes qui s'y livraient, au tempérament des gens, bien différent de celui de l'Est. Mais il n'allait pas tarder à se reprendre et s'il rendit de grands services à l'Église, il rendit aussi de grands services à ses compatriotes dans les luttes qu'ils eurent à livrer.

Mgr Mathieu n'était pas un violent, mais il obtenait avec sa diplomatie souriante des résultats dont, sans lui, nous n'aurions jamais bénéficié.

J'ai parlé de lui à différentes reprises au cours de mes « Souvenirs » ; c'est parce que durant près de 15 ans nous avons coopéré ensemble, participant aux mêmes luttes. C'est d'ailleurs difficile à expliquer comment sa diplomatie, à lui, pouvait faire si bon ménage. avec ma violence à moi.

Il arriva d'ailleurs assez souvent entre 1918 et 1925, alors que nous faisions pas mal de bruit jusque dans Québec, que Monseigneur se servait de mes attaques pour dire aux ministres : « Je comprends que M. Denis fait peut-être du dommage à vos amis politiciens de Québec, mais que voulez-vous que j'y fasse ? Il n'est pas facile à diriger, mais si vous nous accordiez ce que nous vous avons demandé et dont nous avons besoin, il y aurait sûrement une possibilité de lui faire arrêter sa campagne. Que diraient vos amis Anglais de Québec si nous les traitions comme vous nous traitez ici. » Mgr Mathieu nous a obtenu de cette façon bien des améliorations à la loi scolaire.

En politique, il était aussi libéral que Mgr Langevin avait été bleu. Évidemment, il ne parlait jamais de politique, mais il avait beaucoup d'amis chez les libéraux. Il admirait Laurier et parlait avec affection de Jacques Bureau de Trois-Rivières et de beaucoup d'autres dont un bon nombre était de ses anciens élèves. Il comptait aussi beaucoup d'amis personnels chez les conservateurs comme en font foi les nombreux témoignages qu'il reçut à l'occasion de ses noces d'or sacerdotales en 1928.

Parmi ceux-ci, je relève les télégrammes d'estime et parfois d'affection de Sir R. L. Borden, ancien premier ministre conservateur, H. Fergusson, premier ministre conservateur de l'Ontario, Lord Byng of Vimy, Lord Wellington, gouverneur général du Canada, Thomas Chapais, sénateur conservateur et historien, McKenzie King, premier ministre du Canada, Y. Gardener, premier ministre de la Saskatchewan, C. A. Dunning, ancien premier ministre, M. Martin, ancien premier ministre et juge en chef à la cour d'appel, le Cardinal Rouleau, Lomer Gouin et combien d'autres.

Ce fut un véritable palmarès contenant les noms les plus éblouissants des milieux politiques, financiers, religieux de tout le Canada.

Il en est de ces témoignages qui m'ont surpris parce qu'ils étaient rédigés en anglais. Ce sont ceux de Rodolphe

Lemieux, président de la Chambre des Communes, R. Dandurand, sénateur, ancien président de la Ligue des Nations, Ernest Lapointe, ministre dans le gouvernement King, Jacques Bureau et H. Béland, ministres, Sir Georges Garneau, Honorable A. Audette. Les télégrammes en provenance de Québec étaient rédigés en français, mais tous les télégrammes expédiés d'Ottawa, étaient rédigés en anglais. Les signataires étaient des amis personnels de Mgr Mathieu, quelques-uns étaient des anciens élèves. Tous occupaient de hautes positions. Comment se fait-il que ces gens-là, canadiens-français, télégraphiaient en anglais à un Canadien français ?

Nous accusons parfois la Constitution de 1867 d'être la cause de tous nos maux. Elle ne nous a peut-être pas aidés mais soyons honnêtes et admettons franchement que trop souvent nous avons été des lâcheurs et nous avons capitulé sans combattre.

Ce geste humiliant, méprisable de nos hommes politiques de 1928, combien de fois l'ai-je vu répéter dans Québec. J'aurai l'occasion d'en reparler dans un autre chapitre. Cependant, cet incident nous aide à mesurer toute la distance que nous avons parcourue dans le bon sens au cours des trente-cinq dernières années. Si l'un de nos ministres d'Ottawa posait le même geste aujourd'hui, il se ferait crucifier par l'opinion publique canadienne-française.

À Régina, Monseigneur Mathieu ne tarda pas à jouir d'une popularité respectueuse de la part de la population anglaise. Son prestige était grand chez les membres du gouvernement. Diplomate par excellence, il m'a répété bien souvent que le bruit ne faisait pas de bien et que le bien ne faisait pas de bruit. J'ai grogné bien des fois parce que j'avais la conviction que si on ne crie pas bien fort de temps à autre, nos gens s'endorment, et nos adversaires ne tiennent plus compte de nous.

Cependant, la méthode souple de Mgr Mathieu avait du bon. J'en ai eu des preuves plusieurs fois, notamment en 1918, alors que le gouvernement libéral avait sacrifié l'en-

seignement du français pour sauver son existence. Nous pensions tout perdu, lorsque j'appris d'une façon tout à fait confidentielle que deux ministres avaient remis leur lettre de démission à Mgr Mathieu en le laissant libre d'en user comme il le jugerait bon. Il s'agissait de l'Hon. A. Turgeon, et de l'Hon. Chs Dunning qui devait devenir plus tard premier ministre de la province, et ensuite ministre dans le gouvernement King. C'est une attitude qui obligea M. Martin, premier ministre de la Saskatchewan, à modifier sensiblement un projet de loi qui avait déjà subi sa première lecture. Si en 1918-1919, nous avons obtenu que le français soit la langue d'enseignement durant la première année, avec en plus une heure d'enseignement du français jusqu'à la huitième année, nous le devons en grande partie à l'influence de Mgr Mathieu.

Il en imposa à l'Honorable Martin lorsqu'il lui dit, toujours avec la même bonhomie : « Vous êtes un homme très intelligent, M. Martin, mais vous ne connaissez pas l'histoire de votre pays. » Quelqu'un de bien informé m'affirma dans le temps, que les pages du discours que M. Martin prononça le lendemain, à la législature, sur l'éducation, furent écrites par Mgr Mathieu. Je n'en serais pas surpris.

M. Gardiner qui fut premier ministre de la Saskatchewan et plus tard ministre de l'Agriculture dans le gouvernement fédéral, avait Mgr Mathieu en très haute estime. Au cours d'une assemblée politique, il ne craignait pas d'affirmer qu'il le considérait comme le premier citoyen de Régina. Cette estime était partagée par Mme Gardiner et à tel point que la rumeur courut à différentes reprises qu'elle s'était convertie au catholicisme. Comme les adversaire de « Jimmy » Gardiner l'attaquaient à ce sujet dans les journaux, il répondit que cette rumeur n'était pas fondée, mais que si même elle l'était, il n'aurait d'excuse à faire à personne, car il considérait qu'un bon catholique valait autant qu'un bon protestant.

Dans des notes intimes qu'il a laissées et qu'on a bien voulu me communiquer, Mgr Mathieu insiste fortement sur la nécessité de deux collèges classiques dans son archidiocèse.

L'un de langue française, l'autre de langue anglaise, et l'on comprend mieux le rôle qu'il a joué dans la fondation du Collège de Gravelbourg et du Collège Campion de Régina.

Notes de Monseigneur Mathieu

« **Le 5 septembre 1918** — Ce soir les fidèles de la paroisse « du St-Rosaire (Cathédrale) se sont réunis pour souhaiter « la bienvenue au R. P. MacMahon, s.j., qui a été envoyé à « Régina à mon invitation pour bâtir un collège. Le Révérend « Père m'a vivement remercié d'avoir invité les RR. PP. Jé- « suites à venir faire cette fondation. Ce collège anglais s'ou- « vrira à Régina en même temps que s'ouvrira à Gravelbourg « un collège pour nos enfants de langue française. Ainsi on « n'aura pas dans mon diosèse ces collèges appelés bilingues « où la paix ne peut régner.

« À Gravelbourg nos enfants d'origine française apprendront « la langue de leurs parents ce qui leur aidera à garder leur « foi et à pratiquer leur religion (Lui aussi croyait en la lan- « gue gardienne de la foi.) Avec un collège bilingue dans « l'archidiocèse, et ce collège placé à Régina, nos enfants en « seraient sortis ne sachant et ne parlant que l'anglais.

« **Fin décembre 1918** — L'événement important de l'année a « été l'ouverture de deux collèges dans le diocèse. Il aurait « peut-être suffi d'en avoir un à Régina, mais j'ai cru que pour « le bien des âmes, il valait mieux en avoir deux. Si je pouvais « avant de mourir organiser ces deux collèges, j'aurais fait « l'oeuvre la plus importante de ma vie.

« **15 mars 1918** — J'arrive d'un voyage dans l'Est. Il me « fallait y aller et j'en ai profité pour tenter d'obtenir des « prêtres pour mon collège de Gravelbourg.

« **Août 1920** — À la reraite des prêtres à Québec, j'ai lon- « guement parlé de mes collèges et de leur besoin de profes- « seurs. La question de ces collèges m'a grandement fatigué. « Il s'agit de les organiser. Celui de Régina est entre les mains

« des bons Pères Jésuites, mais il faut garantir à la commu- « nauté qu'elle trouvera les ressources financières nécessaires.

« Le Collège de Gravelbourg était l'an dernier entre les mains « des prêtres séculiers. J'ai fini par me convaincre qu'il était « impossible de trouver assez de prêtres séculiers pour assurer « la bonne organisation de ce collège, que **j'ai tant à cœur.**

« J'ai alors prié les Pères Oblats d'en accepter la direction, « et ils ont accédé à mon désir.

« **19 mars 1921** — La question de nos collèges fait plus que « me fatiguer. Où trouver les ressources indispensables à ces « fondations ? Je mets toute ma confiance dans le Sacré-Cœur.

« **31 décembre 1922** — Le collège de Gravelbourg me fati- « gue de plus en plus. Si je ne croyais pas travailler au salut « des âmes en travaillant à cette fondation, je l'aurais aban- « donnée. Les Pères Oblats avant de se charger définitivement « de ce collège exigent que je leur donne toutes les propriétés « libres de toute hypothèque. C'est une valeur de $150,000.

« Les Canadiens français de la Saskatchewan ont donné « $20,000. (Probablement souscription organisée par l'A.C. « F.C.) Québec a fourni plus de $50,000. Mais où prendre « le reste ? Je crois que les Chevaliers de Colomb vont à leur « tour organiser une souscription en faveur du collège.

« Mais je tiens aussi à l'existence du collège de Régina. J'ai « pu venir en aide au collège Campion en transportant aux « Pères Jésuites un immense terrain que nous avions. Cette « donation devrait leur rapporter $50,000. Il faudra encore « leur venir en aide. »

Ces notes intimes démontrent deux choses. La première, c'est que Monseigneur Mathieu, sans faire de bruit, travaillait de tout son pouvoir à assurer par l'éducation, l'avenir catholique et français du groupe canadien-français que la Providence lui avait confié. La deuxième, c'est que imitant en ceci la plupart de nos évêques canadiens-français, il a tenu à se montrer juste et généreux envers tous les groupes catholiques quelle que soit leur nationalité. Il voulait un collège français

pour ses compatriotes, mais il tenait aussi à un collège de langue anglaise pour les catholiques d'autres races. Si nous, de race française, étions traités de la même façon dans les diocèses dirigés par des évêques de langue anglaise, il y aurait une meilleure entente parmi les catholiques.

Mgr Mathieu savait se faire aimer par tous ceux qui l'approchaient. Familièrement, si son interlocuteur était plus jeune que lui, il lui tapotait une joue, ou bien lui tirait le bout de l'oreille, comme je m'imagine il le faisait avec ses élèves au Séminaire. Pour ma part, et malgré des différences d'opinion assez fréquentes, je crois bien que je me serais mis au feu pour lui.

Quand je suis allé le voir pour la dernière fois à l'hôpital de Régina, il sentait bien que c'était la fin. Il me rappela quelques-uns des moments difficiles que nous avions passés ensemble, et comme je voyais des larmes dans ses yeux, ce fut trop pour moi; je pris la porte pour ne pas éclater en sanglots.

Nous aurions voulu qu'il demande un coadjuteur avec droit de succession. C'était d'après nous la seule façon de garder le siège de Régina pour un archevêque canadien-français. Il ne semblait pas nous prendre au sérieux. « Avez-vous envie de me faire mourir ? » nous disait-il, et il riait. Il en est beaucoup qui lui ont reproché ce qu'ils ont appelé son imprévoyance. A-t-il mérité ce reproche ? Ne s'est-il pas plutôt heurté à des difficultés devant lesquelles il a dû s'incliner ? Personne ne le sait. Il mourut en 1929 regretté par tous, protestants comme catholiques.

Ce fut un grand archevêque !

Monseigneur Ovide Charlebois

Vicaire Apostolique du Keewatin

Né à Oka, comté des Deux-Montagnes dans la province de Québec le 17 février 1862, d'une famille très pauvre, le

jeune Ovide fut élevé dans les pays d'en haut rendus célèbres par le roman radiophonique de Claude-Henri Grignon. Dès 1864 son père, Hyacinthe Charlebois, abandonna Oka pour Ste-Marguerite, paroisse située au nord de St-Jérôme à une douzaine de milles de Ste-Adèle.

Ovide fit ses études au collège de l'Assomption et entra chez les Oblats à sa sortie du collège. En 1887, on lui confia son premier poste au Lac Cumberland qui semblait être à l'autre bout du monde, bien loin de toute civilisation. Il y demeura seize ans, construisit trois églises, desservant une population flottante le long de la rivière Saskatchewan, la rivière Bois-Brûlé, la rivière Churchill, dans les région du lac Pélican, du Grand Rapide, etc.

Que de milles en canots d'écorce, en traîneaux à chiens, que de nuits à la belle étoile, couché sur le sol, que de portages, et plus que tout le reste, dit le missionnaire, que de piqûres de moustiques, ces petites bestioles qui mangent ma chair et boivent mon sang.

En 1903, il fut nommé principal de l'École Indienne de Duck Lake, poste qu'il occupa jusqu'en 1910. C'est là qu'il entra dans l'histoire de la Saskatchewan française et c'est là un mystère qui comme tous les mystères ne s'explique pas, ne se comprend pas.

Voici un homme jeune encore, un peu plus de 40 ans, dont la vie jusque-là s'est partagée en deux étapes. L'une, sa jeunesse, ses études, dans un milieu qui ne le prépare sûrement pas à nos luttes minoritaires. L'autre dans les pays perdus de l'Extrême-Nord avec des Indiens sans instruction, sans éducation, n'ayant que des communications bien lointaines avec la civilisation.

Or le voici rendu à Duck Lake, qui dans le temps s'appelait Lac aux Canards. Les nouvelles provinces n'étaient pas encore formées et nous en étions à l'époque des Territoires du Nord Ouest. Dès le début, il se consacra tout entier à la tâche qui lui avait été confiée. Il n'était certes pas préparé à devenir Principal d'une école, même indienne, mais il y

mit une bonne volonté si grande qu'elle suppléa au manque de formation. Les Indiens ne tenaient pas à envoyer leurs enfants à l'école. La discipline d'une maison d'éducation était mal supportée par les enfants et considérée comme une atteinte à la liberté des parents. Le Rév. Père Charlebois visitait les réserves, discutait avec les chefs, parlementait avec les mamans, jouait avec les enfants. Bref, il fit tant et si bien que dans bien peu de temps l'école St-Michel était devenue trop petite pour loger les petits Indiens qui lui arrivaient d'un peu partout.

Mais bientôt le gouvernement créa les deux nouvelles provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta et fit par le fait même surgir la question des écoles, en refusant aux minorités les garanties constitutionnelles dont elles avaient besoin. En même temps l'immigration amenait de nouveaux problèmes. Des paroisses canadiennes-françaises se créaient dans le voisinage. Le Révérend Père Charlebois fit connaissance avec l'abbé C. Bourdel, curé de Howell, paroisse qui plus tard changea de nom et devint Prud'homme et avec l'abbé Myre, le bouillant curé de St-Isidore de Bellevue. Tous les trois discutèrent souvent des différents problèmes qui inquiétaient déjà ceux qui s'intéressaient à l'avenir de ce petit groupe canadien-français. Le Rév. Père Charlebois apportait à ces questions nouvelles pour lui, la même lucidité d'esprit et la même énergie dont il avait déjà fait preuve à sa mission du Lac Cumberland et à l'école indienne de Duck Lake.

Bientôt, on entendit parler de la création possible d'un journal hebdomadaire français. Personne n'y croyait. Nous n'étions pas assez nombreux. Un journal français ne serait pas viable. Cependant le miracle se produisit et le 22 août 1910, le premier numéro du Patriote de l'Ouest paraissait. Ce journal qui, disait-on, ne devait pas vivre longtemps fut publié à Duck Lake d'abord, à Prince-Albert ensuite jusqu'en 1941 et fut ensuite transféré à Winnipeg où il s'amalgama avec la Liberté. Ceux qui eurent l'idée de la création du journal, ceux qui dans leurs petits conciliabules en discutèrent bien souvent, furent le Rév. Père Charlebois, M. l'abbé J. C.

Bourdel qui devint plus tard Monseigneur Bourdel et M. l'abbé P. Myre. Ce furent les véritables fondateurs du journal. Et c'est pourquoi nous sommes fiers de pouvoir revendiquer Mgr O. Charlebois comme appartenant un peu à la Saskatchewan.

À peine le premier numéro du journal était-il sorti que l'on apprenait la nomination du Père Charlebois au vicariat apostolique du Keewatin avec siège à Le Pas, Manitoba. Il en fut le premier titulaire. Cependant, même de loin, il continua à s'intéresser au journal qu'il avait contribué à fonder. Il assistait régulièrement aux assemblées d'actionnaires et il tenait à payer son abonnement.

Si Le Pas, siège de son évêché, était dans le Manitoba, une partie de cet évêché se trouvait en Saskatchewan et Monseigneur Charlebois s'intéressa toujours de très près à ce qui se passait chez nous.

En 1931 alors qu'une certaine personnalité religieuse, occupant dans la hiérarchie de l'Église un rang assez élevé, nous créait de très grosses difficultés qui mettaient en danger l'union des catholiques et le succès d'un congrès auquel nous attachions une très grande importance, j'adressai un appel téléphonique à Mgr Charlebois, lui demandant un conseil et son appui. Ça pressait, le congrès devait avoir lieu le lendemain.

Monseigneur me dit simplement :

— « Vous croyez que ma présence au congrès est nécessaire. »
— « J'en suis sûr Monseigneur et de plus elle nous rassurera. »
— « Monseigneur Prud'homme y sera-t-il ? »
— « Certainement Monseigneur. »

Et comme je voulais lui donner ces informations additionnelles, il m'interrompit pour me dire :

— « Vous me direz ça là-bas M. Denis, si je veux être avec vous demain, il faut que je parte d'ici une heure. Comptez sur moi. »

Ce que je ne savais pas, c'est que Mgr Charlebois était arrivé dans le cours de la nuit d'un voyage particulièrement

éreintant dans l'Extrême-Nord de son vicariat. Il avait alors près de 70 ans. Cependant, il n'hésita pas une minute. Nous avions besoin de lui, il serait là malgré la fatigue. Et il y fut, l'un des premiers rendus, malgré les 300 milles qui séparent Le Pas de Saskatoon où se tenait le congrès. C'était l'homme du devoir.

Le lendemain du Congrès, à une réunion d'évêques à laquelle assistaient Mgr Prud'homme, Mgr Charlebois, Mgr Gerhen et le Rév. Père Langlois, provincial des Oblats, Mgr Charlebois fut le premier à suggérer que j'aille à Ottawa pour y être reçu par le Délégué Apostolique. Il faut, dit-il, que quelqu'un donne un compte rendu du Congrès au Délégué, lui explique dans quel but il a été convoqué, lui présente enfin notre point de vue et précise bien franchement l'opposition qui vous a été faite et par qui. Les autres évêques se rallièrent à cette suggestion mais ce fut lui qui en émit l'idée. J'ai d'ailleurs déjà parlé de cette entrevue.

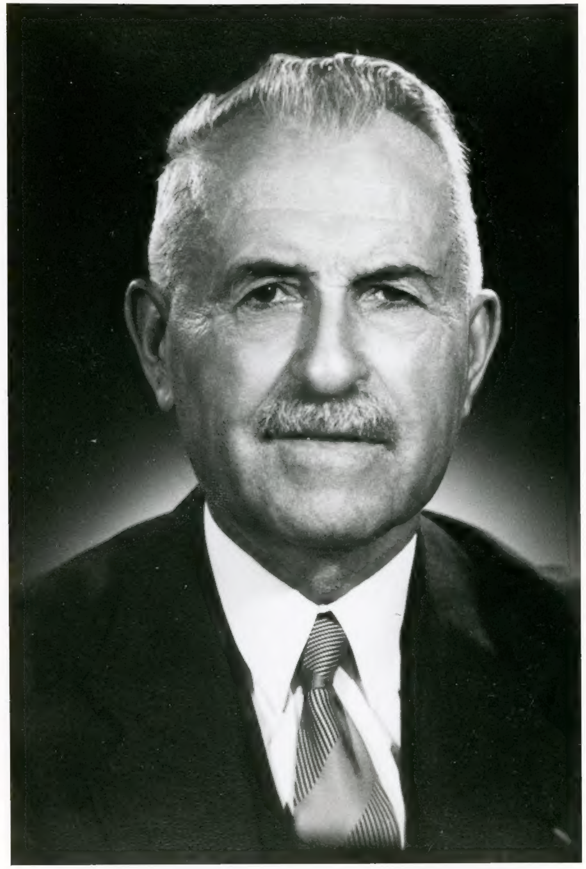
Mgr Charlebois m'avait maintes fois invité à aller le voir au Pas. Je savais que cette visite lui ferait plaisir, mais j'avais toujours plus de travail que je ne pouvais en faire. Je finis enfin par m'y rendre. Inutile de dire que je fus bien reçu, mais il me fallut visiter ses écoles et interroger les élèves comme l'eut fait un inspecteur.

Monseigneur décédait quelques années plus tard, regretté par tous ceux qui l'ont connu. Il a laissé partout où il a passé, une réputation de sainteté. Sa cause est maintenant à Rome en route vers la béatification et peut-être aurons-nous un jour, un autre saint canadien pour protéger notre petite nation.

Mgr Charlebois eut comme successeur son neveu, Mgr M. Lajeunesse qui marcha sur les traces de son oncle. Lui aussi fut un prêtre du Bon Dieu, ce qui ne l'empêcha pas d'être un Canadien français pure laine. Lui aussi est maintenant décédé.

Raymond Denis

VIE FRANÇAISE, QUÉBEC.



M. RAYMOND DENIS

UNE GRANDE FIGURE DISPARAIT

Un Homme, un Idéal

Dans la vie de toute institution ou mouvement, des hommes passent et y laissent leur marque indélébile. C'était vrai, et ce l'est encore pour le Mouvement Desjardins. C'est douloureusement vrai pour la Sauvegarde qui vient de perdre un de ces hommes, monsieur Raymond Denis, sr.

Une simple énumération de dates, de titres et d'honneurs reçus durant sa vie, ne rendrait pas justice à sa mémoire et n'exprimerait pas adéquatement le dernier hommage que nous voulons lui rendre.

Toute sa vie, monsieur Denis l'a consacrée à deux grandes causes :

"La défense de la langue et de la foi chez nos frères de l'Ouest"; et

"La survivance de notre entité ethnique par la conquête de notre indépendance économique".

Quand ces deux causes étaient menacées, monsieur Denis se levait alors avec une détermination inébranlable et avec son éloquence convaincante, il organisait la résistance, réchauffait les tièdes et les indifférents, bousculait les oppositions jusqu'au triomphe final.

Dans les écoles de Saskatchewan, on enseigne le français. Si, dans les classes, il y a des crucifix, si les religieuses et les religieux enseignent aujourd'hui dans leur costume religieux, c'est parce que monsieur Denis a organisé la résistance alors qu'un gouvernement hostile avait passé une loi inique défendant l'enseignement du français et le port des habits religieux dans les écoles.

Un pionnier

M. Denis est né en France, en 1885 et en 1904 il émigrait au Canada (Saskatchewan).

Il s'établit seul sur une ferme. Magnifiquement secondé par une épouse admirable, il ne tarda pas à devenir un vrai "canadien". Il fit venir de France son père et sa mère, ainsi que ses frères et soeurs. Il fit souche en Saskatchewan, au point qu'aujourd'hui une paroisse porte son nom (paroisse St-Denis).

Mais lorsqu'on a charge d'une ferme de plus de 5,000 acres et père d'une famille, qui s'annonce déjà nombreuse, et que par souci du devoir on ressent le besoin de diriger la lutte pour une bonne cause, non seulement il y a des absences prolongées du foyer, mais aussi d'inévitables dépenses de voyages à assumer.

C'est alors que l'idée lui vint de profiter de ces voyages pour faire un peu d'assurance. Ceci, disait-il l'aiderait à solder ses frais de déplacements et d'être un peu le missionnaire du patriotisme à travers les paroisses de la Saskatchewan.

La Sauvegarde dans l'Ouest

De là à choisir, comme institution à représenter, La Sauvegarde qui, dans l'Est, essayait de prouver que les Canadiens-français peuvent administrer leurs propres affaires surtout dans le domaine économique, il n'y a qu'un pas.

Tout en continuant sa lutte pour le français et les reconnaissances des droits des minorités dans l'Ouest, monsieur Denis, pendant treize ans, s'occupa des intérêts de La Sauvegarde dans l'Ouest Canadien. C'était un excellent producteur personnel et s'il avait pensé à en faire la demande, il aurait été probablement un des premiers membres du club du "million d'assurance".

En 1934, en pleine crise, les affaires de La Sauvegarde étaient plutôt stagnantes.

Monsieur Narcisse Ducharme qui était alors Président de La Sauvegarde, décida de faire venir monsieur Denis dans l'Est, pour lui donner la charge du Service des Ventes.

L'organisateur

Il s'appliqua à cette nouvelle tâche avec la même ténacité dont il avait fait preuve dans ses luttes de l'Ouest qu'il n'oubliait cependant pas.

Lorsqu'il prit charge du Service des Ventes, la Compagnie n'avait qu'à peu près $30,000,000 d'assurance en vigueur. Il sut créer une organisation de ventes extérieures, choisir les hommes clefs pour le seconder auprès des représentants et donner à La Sauvegarde une nouvelle impulsion qui devait la mener au succès que nous connaissons aujourd'hui.

Grand travailleur lui-même, il s'appliqua à inculquer l'esprit de travail chez les représentants de La Sauvegarde. Il était très sévère pour ceux qui ne travaillaient pas, mais si un représentant avait des soucis ou connaissait des revers, il se penchait humainement sur son problème et mettait tout en oeuvre pour y apporter une solution.

Diriger seul le Service des Ventes en pleine expansion était une tâche de tous les instants, mais il y avait les problèmes de l'Ouest, comme par exemple la radio qui était française pour une bonne part dans la province de Québec et anglaise dans l'Ouest.

Un homme décidé vaut... tout un gouvernement :

Monsieur Denis décida qu'il fallait des postes français dans l'Ouest et sut y intéresser non seulement ses frères de l'Ouest, mais la province de Québec et, en 1945, tout en restant à son poste d'Organisateur Général des Ventes de La Sauvegarde, il entreprit de lancer une grande campagne de souscription en faveur de Radio-Ouest français.

Il mit tout son coeur dans cette campagne de 1945 et put recueillir un montant de $220,000.00. On avait l'argent, mais on n'avait pas les permis d'opérer. On faisait face à l'opposition et même à l'obstruction.

Il s'appliqua à renverser tous les obstacles, à recueillir des appuis partout. Il sut avoir l'oreille du premier ministre du temps avec le résultat qu'en 1951, ces permis furent octroyés. Mais le montant recueilli dans la province de Québec ne suffisait pas. Il fallait une campagne dans l'Ouest et monsieur Denis, malgré son âge et une santé chancelante, entreprit cette campagne.

Il visita toutes les paroisses françaises de Saskatchewan pour organiser la souscription, obtint même la permission de l'épiscopat de s'adresser à ses frères du haut de la chaire et fit si bien qu'on recueillit un montant de $250,000.00.

Les postes français existent dans l'Ouest et s'il y a aujourd'hui de la télévision française, c'est un peu grâce à monsieur Denis qui a su faire les premières brèches dans le mur de l'opposition anti-française.

Il aurait été l'invité d'honneur à l'inauguration de ces postes; on l'attendait avec impatience, mais la maladie le terrassa et il ne put qu'enregistrer son discours sur ruban magnétique. Mais ceux qui ont entendu ce discours et qui l'entendent encore, puisqu'il a été conservé, ne peuvent que sentir une profonde émotion. Le vieux lutteur venait de triompher !

Homme d'action, Homme de coeur

Combien de fois, au milieu de ses labeurs pour l'avancement de notre institution, ne recevait-il pas d'appels urgents des disciples qu'il avait formés dans l'Ouest lui demandant conseils sur la façon d'attaquer tel ou tel problème qui les confondait. Toujours il était à leur disposition ! Jamais son appui ne leur a manqué !

Nous pourrions citer plusieurs de ses réalisations :

— Il a été Vice-Président de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal.

— Organisateur d'une souscription pour les "Amis de l'abbé Lionel Groulx" où $9,000.00 furent recueillis.

— Président des arrondissements paroissiaux pour la campagne de Fédération des Oeuvres de Charité pour la ville de Montréal en 1943.

Inutile de dire que l'objectif fut dépassé.

— Président conjoint et organisateur de la campagne de souscription en faveur de la Presse Acadienne, poste qu'il avait accepté à la demande de l'archevêque de Moncton et de l'épiscopat de la province de Québec. La campagne obtint son objectif : $120,000.00, ce qui permit au journal "l'Evangéline" de devenir quotidien.

La France, reconnaissante des services rendus à la cause franco-canadienne, le décora de la croix de la Légion d'Honneur en 1930.

332

Un nom en lettres d'or

En 1962, monsieur Denis prenait une retraite bien méritée. La Sauvegarde le pria de rester à son service afin d'agir comme agent de liaison entre les Caisses Populaires et la Compagnie, et d'écrire ses mémoires. On peut donc dire de M. Denis qu'il fut à la tâche jusqu'aux dernières heures de son existence.

Monsieur Denis s'est éteint et a été accompagné à son dernier repos par les représentants des deux grandes causes qu'il a défendues toute sa vie. En effet, Mgr Maurice Beaudoux, archevêque de St-Boniface, a tenu à chanter le service funéraire. Dans un vibrant éloge, Mgr Beaudoux a cité en exemple à tous, les grandes qualités de coeur du défunt.

Et selon son voeu, c'est accompagné de ses chers amis de La Sauvegarde qu'il a été conduit à sa dernière demeure.

Pour les plus de 40 ans, ces quelques notes bien incomplètes rappelleront beaucoup de souvenirs. Pour les plus jeunes qui n'ont pas connu monsieur Denis, l'histoire du Canada français et celle de La Sauvegarde se chargeront de les renseigner.

Puissent les disciples que M. Denis a formés et qui sont maintenant en place à divers échelons, continuer de mener à bien la tâche qu'il a si brillamment entreprise.